

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13477 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 28 MAI 1988

A la veille de l'arrivée de M. Ronald Reagan à Moscou

## M. Gorbatchev veut transformer l'Union soviétique en un « Etat socialiste de droit »

### Quelle liberté ?

C'est n'est pas un hasard si les « thèses » que M. Gorbatchev va faire adopter dans un mois par la conférence du PC soviétique sont publiées à la veille de l'arrivée à Moscou du président Reagan. Pour le chef du Kremlin, ce long document constitue une double démonstration.

La première est que, au moment où il va aborder avec son hôte les grands dossiers internationaux, il a « tout son monde derrière lui ». Ce programme très gorbatchévien a en effet déjà subi l'examen de passage du bureau politique et celui du comité central. Qu'une opposition sourde subsiste dans ces deux instances, on ne peut en douter. Mais il est clair que, pour le moment au moins, les adversaires du numéro un ne sont pas en position de faire obstacle à ses initiatives.

Deuxième démonstration : il continue d'aller de l'avant dans son entreprise de restructuration et de démocratisation de la société en URSS. Dans un style qui le caractérise, M. Gorbatchev sort de sa crise qui a marqué le printemps - des troubles du Caucase à la querelle avec M. Ligatchev, par presse interposée - avec un dynamisme accru. Non seulement il ne recule pas, mais il franchit quelques pas supplémentaires à la fois dans la critique du passé et dans la définition des projets d'avenir.

Cette fois, l'accent est mis sur l'instauration d'un « Etat de droit » reposant sur l'adhésion aspirée des groupes les plus divers de la population. A la veille de conversations au cours desquelles M. Reagan compte bien faire une large place à la question des droits de l'homme, M. Gorbatchev montre qu'il se préoccupe de ce sujet sur lequel il expose ses propres conceptions.

Reste que l'on ne se fait pas exactement la même idée en URSS et en Occident de ce que liberté veut dire. En témoignage, parmi bien d'autres faits, l'agacement manifesté à Moscou à propos du projet de rencontre entre le président Reagan et quelques dissidents soviétiques. Pour M. Gorbatchev, le débat politique ne saurait se développer qu'« en terrain socialiste ». Hors de celui-ci, on se met en marge de la société, même si le nombre des marginaux a tendance à s'étendre, comme on le voit avec le double réveil des religions et des particularismes nationaux.

Dans les limites mêmes qu'il lui assigne, le projet de M. Gorbatchev se heurte à toutes sortes de difficultés, évoquées d'ailleurs dans les « thèses » qui dénoncent pêle-mêle le bureaucratisme, le conservatisme, le dogmatisme. En bref, les choses ne changent que beaucoup trop lentement. Si l'on ne peut mettre en doute la volonté de réforme du chef du Kremlin ni l'énergie qu'il déploie pour la faire entrer dans les lois, force est de constater que, à de rares exceptions près, elle s'est encore très peu matérialisée dans la vie quotidienne et le fonctionnement de l'économie en URSS. Or c'est sur ce « terrain »-là qu'il joue sa popularité et donc, à plus long terme, sa réussite.

### Ratification imminente du traité sur les euromissiles par les Etats-Unis

A deux jours de son arrivée à Moscou, M. Reagan devait prendre la parole, le vendredi 27 mai, au pavillon Finlandia à Helsinki, là où a été signé en 1975 l'acte final de la CSCE. Il devait aborder notamment la question des droits de l'homme. A Moscou, une centaine de juifs soviétiques ont manifesté jeudi pour réclamer le droit à l'émigration. Le traité sur l'élimination des euromissiles, que M.M. Reagan et Gorbatchev avaient signé à Washington en décembre, devait être approuvé par le Sénat américain avant l'ouverture du sommet. A Moscou, la presse a publié, les « thèses » adoptées par le comité

central pour la conférence du parti prévue en juin. M. Gorbatchev y traduit son ambition de transformer l'URSS en un « Etat socialiste de droit » et propose une limitation des mandats. Il y annonce un changement du « style » de la politique étrangère. (Lire page 7 l'article de JACQUES AMALRIC.)

MOSCOU de notre correspondant

M. Gorbatchev veut transformer l'Union soviétique en un « Etat socialiste de droit » dont « le fondement sera la légalité, suprême et triomphante, expression de la volonté du peuple ». Développée dans les thèses qui seront présentées, fin juin, aux cinq mille délégués à la conférence du parti, cette ambition s'accompagne d'un appel au retour aux « principes leninistes » - notion recouvrant notamment le respect de la « liberté de discussion » dans le parti et le pays ainsi que celui de l'autonomie de

l'appareil d'Etat et de ses assemblées élues.

Publiées ce vendredi 27 mai par la Pravda, ces thèses constituent, par le seul énoncé de ce programme, un réquisitoire systématique et sans précédent contre la réalité présente du système politique soviétique. S'il faut, en Europe, à la fin du vingtième siècle, créer dans le pays qui s'est proclamé, pendant soixante-dix ans, le plus « progressiste » du monde, un Etat de droit, c'est bien en effet que l'arbitraire y est la règle jusqu'à aujourd'hui.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 7.)



### Un point de vue de l'ancien président de la République

## L'ouverture, au-delà des mots

par Valéry Giscard d'Estaing

La classe politique continue, à l'occasion des élections législatives, de débattre d'une hypothétique « ouverture » politique. M. Mauroy estime qu'elle s'adresse autant à une partie de la droite qu'à la « société civile », thèse développée par M. Rocard. M. Raymond Barre a plaidé, le jeudi 26 mai, « pour une attitude bipartite sur certains sujets d'intérêt national », afin que la France échappe « aux guerres de religion ». M. Valéry Giscard d'Estaing donne ci-contre son analyse sur les conditions et les réalités de l'ouverture. (Lire nos informations page 10.)

L'enjeu des élections législatives est parfois simple, et parfois complexe. En 1978 et en 1981, il s'agissait de décider, ou non, de l'application du programme commun. En 1986, il fallait choisir entre l'interdiction, ou la poursuite, de la politique socialiste.

En juin 1988, le débat est centré sur l'« ouverture ». Mais il est compliqué d'ambiguïtés et de confusions au point que, pour faciliter cette ouverture, on recommande aux électeurs de confier la totalité des pouvoirs de notre pays aux représentants d'un seul parti politique!

Pour essayer de voir clair, il faut s'interroger sur le contenu véritable de l'ouverture, et aussi sur le mouvement en profondeur

qui est en train de redessiner le paysage politique de la France. Il faut enfin se poser la question devant laquelle on se dérobe : l'ouverture, pour faire quoi ?

L'ouverture consiste à proposer aux formations politiques de rechercher s'il est possible, et à quelles conditions, de conduire une action commune. Ces conversations peuvent aboutir à des solutions bien connues, mises en œuvre dans d'autres pays, et qui sont soit le soutien au gouvernement sans participation, soit la formation d'un gouvernement de coalition.

Les ralliements individuels sont de tout autre nature. Ils expriment le fait que des personnes, jusque-là classées dans un camp, décident de servir la cause du camp adverse. Si leurs convictions

les y conduisent, il n'y a là rien de surprenant, car les convictions politiques ne sont pas nécessairement figées. Mais l'expérience constante enseigne que ces ralliés sont des voyageurs sans bagages, n'engageant qu'eux-mêmes et qui se perdent assez vite dans l'environnement du camp qu'ils rejoignent.

L'ouverture n'a pas été tentée au lendemain de l'élection présidentielle. Malgré les affirmations répétées des dirigeants socialistes, aucune conversation n'a été nouée avec les représentants qualifiés de l'UDF ou du RPR avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée. Je l'ai vérifié après de chacun d'eux, et je puis affirmer, sans risque de démenti, que l'ouverture n'a pas été proposée. (Lire la suite page 11.)

### Aides au reclassement et à la reconversion

## Les « décrutements » en douceur de Renault

La régie Renault ne compte plus sur les seuls plans sociaux ou les mesures d'âge (prétraitements, FNE) pour réduire ses effectifs. Depuis des mois maintenant, et de façon plus insistante ces derniers temps, l'entreprise automobile pratique les départs en souplesse. Elle utilise des techniques sophistiquées pour éviter la coupure brutale des licenciements. Avec le temps, les méthodes se sont perfectionnées et, sans être indolores, elles ne provoquent pas de traumatismes à défaut de passer totalement inaperçues.

Quelques rares syndicalistes le disent. Depuis un moment, la politique de la régie Renault pour diminuer les effectifs repose sur des formules incitatives et discrètes. « Les mesures d'âge ont été supprimées ou ne peuvent plus produire leur effet massif. Les possibilités offertes par la mobilité interne ou externe - les aides au retour - s'épuisent progressivement ».

« Désormais, on fait dans la mesure, on traite le problème au cas par cas, en douceur. »

Certains militants d'ailleurs, et notamment à la CFDT, ne s'offusquent pas vraiment. Si l'usine de Boulogne-Billancourt doit inéluctablement fermer, comme ils le redoutent, il faut peut-être en passer par là.

Présent depuis peu dans l'île Seguin, le cabinet de « décrutement collectif » MOA (Mobilité et orientation active), créé il y a à peine quatre ans, symbolise ce changement d'orientation, même si l'ampleur du mouvement dépasse les capacités d'intervention de cette équipe de trente consultants.

« On l'utilise depuis deux ans », reconnaît-on à la direction des affaires sociales du groupe où l'on a voulu tester ces méthodes nouvelles d'abord à doses homéopathiques. La première mission qui lui a été confiée consistait en la fermeture, sans casse, de Renault-Sport. Ensuite, on lui a confié le reclassement du personnel de certaines filiales périphé-

riques dont une dans le nord à Hénil-Baumont. Depuis, enhardi, le cabinet MOA intervient à Grand-Couronne, à Cléon, en Seine-Maritime, à Meudon aussi, et, plus récemment, au cœur du site symbole à Billancourt avec une antenne installée rue de la Ferme. « Ils sont là pour former des conseillers de conversion, des spécialistes de l'emploi », explique la direction sociale. « Ils nous fournissent une assistance et nous apprennent des techniques dont nous aurons toujours besoin. »

A Billancourt, tout commence avec « un groupe témoin » en y mettant les moyens nécessaires. Début février, cinquante cas sont sélectionnés pour un départ prochain. Ils ne seront finalement que vingt-cinq quand l'opération commencera vraiment. Entretiens, il y a eu des réunions, des discussions avec les élus du personnel au cours desquelles MOA expliquera sa démarche et dédramatisera son intervention.

ALAIN LEBEAUE. (Lire la suite page 33.)

Costumes légers  
Grande collection  
Chemises à la mode  
**LA VEGUE**

M 0147 - 0528 0 - 4,50 F



3790147004500 05280

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,80 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 80 p.; Grèce, 180 dr.; Hongrie, 90 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 6 400 DL.; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; République, 335 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,80 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

# Débats

## COHÉSION SOCIALE

### Les villes sont à réinventer

par GERARD BLANC (\*)

**C**OMMENTATEURS et hommes politiques ont rivalisé dans l'analyse du score du Front national au premier tour de l'élection présidentielle. Les artisans de la ville, professionnels ou élus locaux, se sont peu exprimés sur ce sujet. Pourtant l'importance d'un vote traduisant la crainte ou la réaction devant les incertitudes de l'avenir les concerne au premier chef.

Une analyse fine de ce scrutin ressemble bien souvent à une cartographie des défauts et des outrances de l'urbanisation massive des quarante dernières années. Qu'il s'agisse des grands ensembles plus ou moins sociaux, de ces vastes secteurs urbains apparus par la monofonctionnalité ou des banlieues dortoirs. Tout avait été dit, ou presque, sur ce mal-vivre qu'exaspèrent encore l'étalage du luxe des hypercentres et l'appel à la consommation des hypermarchés. Il restait à le vérifier au fond des urnes : voilà qui est fait.

Cette carte électorale, c'est aussi la carte du chômage en ville. Longtemps, venir à la ville, en provenance de sa campagne ou d'un autre pays, signifiait trouver un emploi. La croissance de la ville pendant plus d'un siècle a correspondu à l'industrialisation. Aujourd'hui, on est en ville sans espoir quelconque d'un retour à la campagne ou dans son pays d'origine et sans assurance d'un emploi. Dans ce qui est perçu comme une impasse, se trouvent confrontés aussi bien les enfants de l'exode national que ceux de l'exode rural.

Quant aux différences sociales, il n'y a plus de haine, de bois ou de marais pour les dissimuler. Elles s'étaient sur les trottoirs, laissant aux plus nantis la possibilité du recours chronique à la campagne, à la ruralité et à ses charmes.

#### Un réveil très brutal

A la différence de la plupart des grands pays industrialisés, la France est devenue récemment un pays quasi exclusivement urbain. Qu'il s'agisse de la démographie, de la localisation de la production, de la localisation des références culturelles. L'excellent indicateur que constituent les messages publicitaires montre à quel point ce basculement est récent qui a fait disparaître de nos écrans, depuis quelques années seulement, les références promotionnelles à la campagne, au village, à la ruralité.

Les facteurs modérateurs qu'avait entretenus, il faut bien le dire, un embellissement incontestable des qualités de la vie rurale jusqu'à ces dernières années, ont très rapidement perdu de leur efficacité. En dépit des évidences quantitatives et économiques, la campagne apparaît jusqu'à dans les années 70 comme un composant actif et équilibrant de la vie collective en général. La France s'est brutalement réveillée urbaine, sans se l'avouer. Cette société urbaine n'a pas jusqu'ici suscité des éléments de cohésion sociale à la fois dynamiques et secrets. Les prémisses sont identifiées, qu'il s'agisse de mouvements tels que « touche pas à mon pote » ou le recours au lan-

gage musical, la plénitude est loin d'être atteinte et partagée par toutes les générations.

Le discours politique, quant à lui, est bien souvent décalé, il continue à manier les symboles ruraux et diverses flatteries à cet endroit qui expliquent pour une large part son inefficacité, par erreur sur la cible urbaine.

La banalisation du vote de rejet inquiet le 24 avril et son élargissement aux petites villes et aux pays ruraux n'est pas contradictoire mais symbolique de ce que l'ensemble de la population française, indépendamment de son lieu de résidence, vit aujourd'hui de références culturelles urbaines. Les moyens de communications comme l'élévation du niveau d'instruction ont rendu caduques l'opposition villes et campagnes jusque dans les urnes.

#### Diversifier les fonctions

La France n'a jamais été un pays très urbain dans le passé, contrairement à l'Europe du nord par exemple. L'urbanisation s'est produite dans la foulée de la révolution industrielle plus tard que chez nos voisins. De ce fait, en partie, a survécu tardivement chez nous une vision très négative de la ville et une vision mythique de la ruralité.

A la fin des années 40, l'urbanisation française a été d'autant plus brutale et massive et a certainement conduit, en matière de réalisation architecturale et urbaine, aux pires excès.

Dans le même temps, la France entretenait, contrairement aux autres pays industrialisés, un système de pouvoir centralisé et étatique et les médiations institutionnelles et politiques locales variaient à se mettre en place. La décentralisation a précipité cette émergence d'un pouvoir local — un moment même où l'environnement économique tendait les rapports sociaux en ville — et a mis sur le devant de la scène un personnel politique mal préparé à assumer tout son pouvoir et disposant en propre de peu de moyens. A l'affaiblissement des réponses technocratiques de l'Etat, mais réputées « neutres », correspondait dans les premières années de la décentralisation un titonnement des réponses politiques locales.

C'est pourtant bien du côté de l'enrichissement du pouvoir local que doit être recherchée une bonne partie des réponses aux inquiétudes urbaines. A côté des propositions politiques ou philosophiques, pour répondre à ces inquiétudes, les artisans de la ville détiennent un certain nombre de clés pour l'avenir.

Au premier rang des propositions de solution il y a l'investissement urbain, l'investissement dans la qualité de la ville. La compétition internationale, qui met les villes sur le devant de la scène, a surtout promu l'investissement

de rassurer ceux qui n'ont aucune représentation de l'avenir.

Si la responsabilité en incombe principalement aux collectivités locales elle ne doit pas faire oublier les responsabilités de l'Etat dans ce domaine, qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire ou des politiques de solidarité nationale. Dans cette complémentarité de l'action des collectivités et de l'Etat, la mise en place des moyens financiers et des moyens techniques et professionnels suffisants doit trouver des éléments de réponse.

L'inscription de la compétitivité internationale ne doit pas constituer l'exclusivité de la promotion des villes. Tous les moyens doivent être mobilisés pour promouvoir une culture urbaine dans la sérénité, seule capable d'apporter le réconfort aux « passés du progrès ».

Promouvoir cette culture urbaine, c'est ériger la ville en objet de musée vivant, mettre en scène les qualités architecturales, urbanistiques, morales, sociales et intellectuelles de la ville, c'est donner toute sa place à la créativité artistique dans les transformations de la ville.

Si la ville n'est que compétition, elle oublie tous ceux que la sauvegarde économique exclue.

#### L'Europe urbaine

A tous ceux qui pensent qu'un tel effort est une luxe par les temps qui courent, il faut rappeler que l'Europe qui se construit c'est l'Europe des villes et des urbains, que la qualité des villes européennes constitue leur meilleur atout dans la compétition internationale. Or cette qualité n'est pas seulement représentée par les technopôles, les laboratoires de pointe ou les carrefours de câbles et de satellites, elle est aussi faite d'équilibre, de sérénité sociale et culturelle.

Harlem Désir identifie clairement dans son « Heure de vérité » combien le fonctionnement des ascenseurs ou l'isolation phonique des appartements pouvaient constituer des éléments de réponse à l'intolérance. Les artisans de la ville doivent élargir ce raisonnement à l'ensemble du milieu urbain.

Une ambition collective passe par la cohésion du tissu social. Dans la France de cette fin de siècle, c'est en ville, par et pour les urbains, que ce tissu se déchire ou se tisse.

(\*) Urbain.

### L'implacable érosion de la droite

par PIERRE DE BOISDEFRE

**L**a droite ne se fait pas à l'idée qu'elle a perdu les élections. Ce n'est pas nouveau. La droite a toujours cru qu'elle seule savait gouverner, que la France lui appartenait de droit divin ; les révolutions n'étaient que de mauvais moments à passer, après quoi on revenait aux affaires sérieuses, au profit et à l'enrichissement ! Elle a été confortée dans cette illusion par un Parti communiste pulvérisé dont la seule existence constituait un épouvantail comode, puis par l'appel d'un homme trop grand pour elle, recours miraculeux quand tout paraissait perdu. Mais cette manœuvre et ce recours ne pouvaient durer éternellement.

Certes, dans l'échec de Jacques Chirac, il y a des raisons circonstancielles. Deux candidats se réclamant du gaullisme, s'affrontant sans que leurs électeurs voient de différences entre leurs programmes. L'un et l'autre parlaient la langue des technocrates, sans rien qui pût s'adresser au cœur ; discours pour conférences Météo, que le bon peuple ne pouvait comprendre ; langue pauvre, sans imagination, sans ces néologismes qui avaient fait la fortune de de Gaulle.

Mais, à droite, ne voyait que le Mitterrand de 1988, n'était plus le Mitterrand de 1965. L'homme gardait sa séduction française, sa belle langue banlieusienne, mais il avait manqué l'aventurier charismatique s'était mué en homme d'Etat, reconnu comme tel par ses pairs. Lui aussi, comme naguère Mitterrand, avait épousé la France. Les slogans du type « la France unie contre Mitterrand » ne passaient plus, et même ils étaient à l'ère.

Certes, il y avait le piège de l'Etat, reconnu comme tel par ses pairs. Lui aussi, comme naguère Mitterrand, avait épousé la France. Les slogans du type « la France unie contre Mitterrand » ne passaient plus, et même ils étaient à l'ère.

Carte, il y eut les erreurs de la campagne, la débâcle d'Alain Juppé, l'agitation du candidat qui courait d'un meeting à un autre, multipliant les « coups » qui se retournaient finalement contre lui, Guillever impuissant devant la force tranquille du président.

Mais à côté de ces raisons conjoncturelles, il y a une explication structurelle, des erreurs dramatiques sur la société française. Parce qu'elle n'est gagnée que les élections législatives en mai

1986 — par trois voix de majorité au Parlement — la droite n'est que majoritaire. Mais elle ne l'était qu'avec La Par ; sans lui, elle était minoritaire. Première erreur.

Elle crut que le socialisme était mort, comme était mort le communisme, confondant les fautes des socialistes, en 1981-1983, avec le décès du socialisme. Elle a brandi le drapeau du libéralisme sans voir qu'une société en crise, avec deux millions et demi de chômeurs, et surtout d'élus locaux, de leur avenir, préférerait le socialisme, en tant qu'idée de justice, à la loi de la jungle libérale. Deuxième erreur.

Elle crut aussi, oubliant les leçons de mai 1968, que le peuple français s'était soulevé pour toujours aux lois de la société de consommation. Privatisant à outrance, livrant la radio et la télévision aux dictés de la publicité, la droite sapait les valeurs moyennes dont ses électeurs avaient plein le bouche, et la langue française n'y trouvait pas son compte. Car à quel bon défendre la francophonie sur les bords de la Seine et sur ceux de Saint-Laurent, si c'est pour imposer aux Français un saucis à base de français et de volapük ? A quel bon défendre une certaine idée de la France et de sa civilisation, si c'est pour proposer à toute heure films pornos et littéral rose ? Troisième erreur.

Mais, plus fondamentalement, la droite n'a pas vu qu'une société moderne ne peut se fonder ni progresser sur le refus, le rejet et l'exclusion, mais qu'elle ne peut pas non plus ignorer les problèmes dont les citoyens souffrent. Néanmoins de vote que l'indifférence de cinq millions d'étrangers exige un effort gigantesque, et que cette indifférence ne pourra se révéler heureusement si la « natalité » française continue à baisser, elle a laissé le Parti-Pain-Né sans problème, sans espoir de solution.

Ainsi le régime, caractérisé par une débauche de dépenses, de plus en plus grandes, plus inévitables, « leur acceptation » mais qui ne fut tend le président, lequel sait qu'il ne sert à rien de conquérir le pouvoir si la société civile ne suit pas. Plus courageuse, elle se sépare, des chefs qui l'ont conduite au désastre. La veut-elle ? La réponse, hélas, est non. Aussi la droite va-t-elle, comme les cavaliers d'Azouar, continuer à se précipiter sur les arches ennemies, quitte à tomber dans une fosse d'où elle risque de ne pas se relever.

LOUIS GIRBAU, ancien maire de Saint-Pris (Rhône).

#### DÉLAI

#### Quels immigrés faire voter ?

Les partisans du droit de vote des immigrés aux élections municipales s'appuient volontiers sur la notion de « citoyenneté locale ». Mais suffit-il d'habiter une commune pour en être « citoyen » ? Dans la cité, les étrangers sont certes astreints aux mêmes devoirs que les Français (à celui notamment de payer des impôts) et qu'il s'agisse par exemple de l'école des services sociaux ou encore des équipements culturels et sportifs, ils bénéficient des mêmes droits. Au-delà, pourtant, de cette identité dans le quotidien, immigrés et Français ne peuvent qu'être fort

dissimilables face aux questions qui s'inscrivent dans le long terme. Bien des aspects de la gestion municipale engagent, en effet, la collectivité pour plusieurs décennies : actions d'urbanisme, remboursement des emprunts, acquisitions foncières, projets d'industrialisation, etc.

Plutôt que d'accorder le droit de vote à un immigré qui, habitant une commune depuis dix ans, envisagerait de la quitter à bref délai, mieux vaudrait en faire bénéficier le résident de France dans des secteurs de l'installation définitive. Autre-

ment dit, un étranger soucieux de s'intégrer à la communauté. Mais, si les mots ont un sens, un tel étranger ne manquera pas de souhai-ter — et d'obtenir rapidement — sa naturalisation.

Le droit de vote des immigrés ? Il est d'ores et déjà inscrit, et sans la moindre réserve, dans la Constitution : c'est leur droit de devenir Français.

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél: (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAF 650572 F  
Télécopieur: (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant: André Fontana, directeur de la publication  
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaître (1982-1985)  
Date de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social: 620 000 F  
Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Éditions, M.D. André Fontana, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général: Bernard Wouts  
Rédacteur en chef: Daniel Veret  
Correspondant en chef: Claude Sala

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tapes LEMONDE  
code d'accès ABO

Imprimé de France  
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN: 0395-2037

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS  
Tél: (1) 45-85-91-82 et 45-85-91-71  
Télex: MONDFUS 206 136 F

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél: (1) 42-47-98-72

Mois	FRANCE	EUROPE	RESTE DU MONDE
3	304 F	309 F	304 F
6	612 F	763 F	712 F
9	904 F	1067 F	1004 F
12	1200 F	1367 F	1250 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

Nom: \_\_\_\_\_  
Prénom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_  
Localité: \_\_\_\_\_  
Pays: \_\_\_\_\_

Envoyer avec l'obligance d'envoyer ce bulletin par avion et en double exemplaire.

Dans mes veines à moi coule maintenant un autre sang, mêlé de défaite et de résignation, et dans les veines de cette terre traïtresse, un sang qui donnera aux anémones une autre couleur, le rouge juf. "Rahat Palestine"; la Palestine est perdue, perdue à jamais.

**Anton Shammas**  
**ARABESQUES**

roman traduit de l'hébreu par Guy Sézizik

UNESAGA  
BALESTINIENNE  
RITIBEN HEBREU

ACTES  
SUD

1550 من الأصل

صكنا من الاصل

# Etranger

## AFRIQUE DU SUD

### Deux policiers blancs condamnés à mort pour le meurtre d'un Noir

Pour la première fois dans l'histoire de la police sud-africaine, deux de ses membres blancs, coupables de l'assassinat d'un Noir, ont été condamnés à mort, le jeudi 26 mai, par un juge de Grahamstown (sud du pays).

La Cour suprême de cette ville, présidée par le juge Neville Zietsman, n'a accordé aucune circonstance atténuante à l'adjutant Léon de Villiers, trente-sept ans, et à l'un des hommes de son unité, David P. Goosen, vingt-sept ans, et a conclu qu'ils avaient prémédité le meurtre de Mlungisi Stuurman, le 26 juillet 1986, dans la cité noire de Cradock (150 kilomètres au nord de Grahamstown). Les faits se sont déroulés un mois et demi après l'instauration de l'état d'urgence en réaction aux émeutes qui avaient embrasé les cités noires de tout le pays pendant plus de vingt mois.

Envoyés à Cradock pour surveiller les obéques d'un militant du Congrès national africain (ANC), ces policiers, basés à Port-Elizabeth (200 kilomètres plus au sud), avaient auparavant effectué une razza dans les shebeens (bars clandestins) de cette ville pour se procurer de l'alcool. La victime, Mlungisi Stuurman (dix-huit ans), avait apparemment été arrêtée par les

policiers parce qu'elle avait refusé de venir vers le car de police lorsque l'ordre lui en avait été donné.

Selon les témoignages de plusieurs collègues des deux accusés, ces derniers avaient passé à tabac le jeune homme si brutalement que l'adjutant de Villiers aurait décidé que la seule solution était de le « liquider », chargeant Goosen de la besogne.

L'avocat de la défense a fait valoir que les deux accusés étaient quotidiennement la violence et la mort. Il a aussi insisté sur le fait que l'abus de boissons, et son intelligence inférieure à la moyenne, avaient influé sur la décision de l'adjutant de Villiers de faire abattre la victime. Mais le magistrat a rejeté ces arguments, soulignant « le manque total de discipline et de contrôle » au sein de l'unité.

Ces deux condamnations portent à quatre le nombre des policiers actuellement condamnés à être pendus en Afrique du Sud. Le 31 mars, à l'issue d'un procès qui avait défrayé la chronique, deux détectives de la brigade criminelle de la banlieue de Johannesburg avaient été condamnés à mort pour l'assassinat de deux trafiquants de drogue présumés. — (AFP, UPL)

### Deuxième rencontre entre l'ANC et des Afrikaners libéraux

Pour la deuxième fois, des représentants du Congrès national africain (ANC, interdit en Afrique du Sud) ont rencontré, le jeudi 26 mai, à Francfort, des personnalités libérales blanches sud-africaines.

Conduite par M. Wynand Malan, ancien député du Parti gouvernemental et leader du Mouvement démocratique national (NDM, essentiellement constitué d'Afrikaners « éclairés »), la délégation blanche comprenait aussi M. Frederick Van Zyl Slabbert, ancien chef de l'opposition libérale-paysaniste et aujourd'hui dirigeant de l'Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud (IDASA). C'est l'IDASA qui avait notamment mis sur pied la première rencontre avec l'ANC en juillet dernier à Dakar.

A l'issue de la première séance à Francfort, un communiqué émanant de l'ANC — dont la représentation était conduite par M. Thabo Mbeki, numéro deux de l'organisation — a indiqué : « Nous avons trouvé un terrain d'entente sur le genre d'Afrique du Sud que nous souhaitons. Cela implique la protection des langues, des cultures et des religions, et la protection des droits individuels dans une démocratie multipartite. » Le communiqué poursuit :

« Malgré d'importantes divergences concernant la stratégie à adopter pour parvenir à ce but, nous nous sommes mis d'accord pour poursuivre nos discussions sur ce sujet et sur d'autres. Les deux formations considèrent que « tous les Sud-Africains doivent prendre part au processus de développement d'un avenir juste ».

M. Mbeki a affirmé que cette rencontre constituait « le début d'un processus dont l'ANC espère la poursuite ». M. Mbeki a salué dans le NDM « un groupe politique important qui représente un point de vue de poids dans la communauté afrikaner ». « Nous voulons, a-t-il ajouté, que les Afrikaners aient leur part dans le combat contre l'apartheid. »

« Nous devons agir ensemble », a-t-il encore dit. Evoquant l'utilisation par l'ANC de la violence, qui constituait le principal point de discorde avec le NDM, M. Mbeki a dit qu'elle pourrait être reconsidérée « si les conditions changeaient ». — (AFP)

Deux blessés dans un attentat. — Deux bombes ont explosé, le jeudi 26 mai, dans le centre de Pretoria, faisant au moins cinq blessés selon des témoins (pas de victimes officielles du 27 mai). Les premiers témoignages faisaient état de un ou deux décès mais ils n'ont pas été confirmés. La police a indiqué que deux femmes blanches avaient été blessées dans les explosions mais n'a donné aucun autre détail. Elles se sont produites à cinq minutes d'intervalle à une heure de grande affluence. — (AFP)

## Le sommet de l'OUA à Addis-Abeba

### M. Hissène Habré réagit avec circonspection aux propositions libyennes

La reconnaissance du régime de N'Djamena par le colonel Kadafi et les multiples questions que soulèvent les déclarations du numéro un libyen (le Monde du 27 mai) ont occupé le devant de la scène à l'ouverture officielle du vingt-quatrième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, le jeudi 26 mai à Addis-Abeba.

Encore président en exercice de l'organisation, le chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kaunda, a lu à la tribune les propositions du dirigeant libyen. Les Afrikaners, pris de court par ce nouveau coup de théâtre, n'ont pas réagi dans la journée de jeudi, le plénier s'entretenant cherchant à s'informer davantage auprès de journalistes étrangers présents au sommet et auprès des délégués libyens, très souriants et accessibles, indique l'AFP.

Pour sa part, Hissène Habré a réagi avec circonspection. « Je ne suis pas en possession du contenu exact des déclarations du colonel Kadafi. Néanmoins, il semble qu'il aurait dit qu'il était disposé à renouer les relations diplomatiques avec le Tchad, en somme à ignorer une page », a-t-il déclaré à l'AFP et à Radio-France internationale. « S'il est vérifié que cette déclaration est exacte, nous pensons que c'est quelque chose de positif, a-t-il ajouté. Le Tchad a toujours cherché à ce que la guerre cesse entre les deux pays et qu'ils puissent inaugurer une ère de relations de bon voisinage et, pourquoi pas, de coopération. »

« Convenez, a toutefois dit M. Hissène Habré, que Kadafi nous a habitués à ce genre de déclarations contradictoires, d'autant plus qu'il n'a pas su, une fois de plus, éviter d'insérer dans nos affaires libyennes et, sur ce point, nous ne permettrons ni à Kadafi ni à personne d'autre de se mêler des affaires du Tchad, qui est assez grand. »

M. Hissène Habré faisait ainsi allusion à la proposition libyenne de rencontre entre lui-même et les chefs des autres « factions tchadiennes » à Tripoli, ce qui est évidemment inacceptable pour lui si ces entretiens sont organisés sur un pied d'égalité.

Selon certains délégués, l'appareil de tête du colonel Kadafi se serait pas étrangéré aux conseils de l'Algérie, qui souhaiterait voir participer au prochain sommet arabe d'Alger, à partir du 7 juin, une Libye plus crédible sur le plan international. Cela n'aurait pas été le cas si l'OUA avait eu à condamner l'autorité du colonel Kadafi, qui ne s'était pas rendu à Addis-Abeba pour dialoguer avec son rival tchadien dans le cadre de la réunion du comité ad hoc

### La France « accueille favorablement » l'initiative de Tripoli

Le porte-parole du Quai d'Orsay a réagi en ces termes, le jeudi 26 mai, à l'initiative du colonel Kadafi : « La France accueille favorablement l'intention exprimée par les autorités libyennes d'établir des relations normales avec le gouvernement tchadien. Elle espère que cette décision conduira au règlement positif des problèmes de la région dans le respect des principes et du droit international. »

Le porte-parole a précisé que l'ambassadeur libyen à Paris, porteur d'un message, avait été reçu à sa demande par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

« Rétablissement des relations diplomatiques entre la Tunisie et l'Éthiopie. — La Tunisie et l'Éthiopie ont rétabli, le jeudi 26 mai, de rétablir leurs relations diplomatiques après une rupture de plus de dix ans, a-t-on annoncé de source officielle à Tunis. Cette décision a été prise par le président Ben Ali et le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, lors d'une rencontre jeudi à Addis-Abeba à l'occasion du sommet de l'OUA. La rupture avait été décidée par Addis-Abeba après la reconnaissance par la Tunisie, en juillet 1976, du Front de libération de l'Érythrie (FLE), qui dispose depuis cette date d'un bureau et d'un statut diplomatique à Tunis. — (AFP)

## SENÉGAL

### MM. Diouf et Wade se sont mis d'accord sur une « table ronde nationale »

Dakar. — Le président Abdou Diouf et le chef de file de l'opposition sénégalaise, M. Abdoulaye Wade, se sont rencontrés le jeudi 26 mai et se sont mis d'accord sur l'organisation d'une « table ronde nationale » pour évoquer tous les problèmes du pays.

Le principal adversaire du chef de l'Etat à l'élection présidentielle de février a été reçu pendant deux heures par M. Diouf. Il a précisé à sa sortie du palais présidentiel que cette table ronde, à laquelle sera convié l'ensemble de l'opposition, se traduira par l'installation d'ici une quinzaine de jours de trois ou quatre commissions qui se pencheront sur les questions politiques, économiques et sociales ainsi que sur les problèmes d'éducation et de la jeunesse.

« Tous les problèmes, sans exclusion, seront évoqués dans ces commissions », a déclaré le chef du Parti démocratique sénégalais (PDS), il a précisé qu'il n'avait pas été question d'une quelconque participation au gouvernement.

Il a souligné d'autre part que le démarrage qu'il veut effectuer n'engageait que son parti, mais il a ajouté qu'il allait prendre contact avec l'ensemble de l'opposition sénégalaise, car « il est tout à fait exclu que le PDS discute de manière bilatérale de ces problèmes ». — (AFP)

## Proche-Orient

### ISRAËL

### Une journaliste se plaint de mauvais traitements lors de son interrogatoire

Jérusalem. — Une journaliste de l'hébdomadaire israélien d'extrême gauche Derekh Hanitzotz, M<sup>me</sup> Hadas Lahav, libérée mercredi 25 mai sous caution, a dénoncé les « mauvais traitements » et les « pressions psychologiques » qu'elle aurait fait subir ses interrogateurs du Shin Beth, les services de sécurité intérieure israéliens.

« J'ai été interrogée jour et nuit pendant soixante-douze heures après mon arrestation le 3 mai. Pour me déstabiliser psychologiquement, ils m'ont mis un bandouille sur les yeux et des écouteurs sur les oreilles, diffusant des bruits assourdissants », a déclaré M<sup>me</sup> Lahav, trento-quatre ans, à l'AFP. La jeune femme, chargée des pages culturelles du journal, était soupçonnée d'être en contact avec le Front démocratique de libération de la Palestine, le FDLP de Nayef Hawatmeh.

« J'ai été enfermée pendant deux jours au secret dans une cellule minuscule, sans fenêtre », a-t-elle ajouté. Elle a accusé ses interrogateurs d'avoir excoré sur elle un véri-

table « chantage à la torture » en la mettant en présence d'un prisonnier palestinien qui l'a suppliée de « passer aux aveux pour mettre fin aux mauvais traitements qu'on lui faisait subir ».

« Mes compagnons sont innocents. Nous sommes victimes d'une chasse aux sorcières », a poursuivi M<sup>me</sup> Lahav, qui rejette catégoriquement les accusations portées contre le groupe Derekh Hanitzotz (citant le journal du même nom) d'être de méche-avec le FDLP. — (AFP)

### La guerre du Golfe

### Des vedettes iraniennes attaquent un méthanier

Téhéran a annoncé, le jeudi 26 mai, l'attaque de plusieurs vedettes iraniennes contre un méthanier norvégien enregistré par ses forces à l'est de Bassorah, tandis que trois vedettes iraniennes attaquaient un méthanier norvégien dans le détroit d'Ormuz.

L'Irak, qui a annoncé de nouvelles offensives, a affirmé de son côté que sa DCA avait abattu un chasse-bombardier iranien F-5, tandis que les combats continuaient de faire rage dans la région de Chalamech, ville reprise par les Irakiens mercredi.

« Vingt-sept suspects palestiniens arrêtés après une émeute contre un Israélien. — La police israélienne a arrêté vingt-sept suspects arabes palestiniens, le jeudi 27 mai, dans la vieille ville de Jérusalem, après qu'un Israélien de soixante ans eut été blessé dans la matinée d'un coup de couteau dans le dos. Le blessé, Hannech Albek, étudiant dans une Yéchiva (école talmudique) du quartier juif de la vieille ville, a été transporté à l'hôpital Hadassah. Son état a été qualifié de « stationnaire », par des médecins de cet établissement. »

D'autre part, le tribunal militaire israélien de Naplouse, en Cisjordanie occupée, a condamné à quinze ans de prison ferme un Palestinien de dix-neuf ans qui avait légalement blessé d'un coup de couteau un militaire au centre de Naplouse, le 29 décembre, à-t-on précisé de mêmes sources. — (AFP)

## Le Sahara occidental après la normalisation algéro-marocaine

### La prospérité pour gagner les suffrages

DAKHLA de notre envoyé spécial

Installés avec un certain confort dans les tranchées du mur de défense qui entoure désormais la quasi-totalité du Sahara occidental, les soldats marocains boivent du thé à la menthe et jouent avec leurs chiens. A Aouzou, sur le versant sud-est de la ligne de défense, les seules détonations sont celles d'une séance d'entraînement, alors que l'immensité du désert survolé en hélicoptère semble plongée dans un silence que ne rompent que les colonnes de camions de ravitaillement.

« Ici et là une roquette nous parvient de l'autre côté, tirée d'une distance de plusieurs kilomètres », affirme le commandant de la base, le colonel Mzard Housni. L'effort d'agir sur le terrain ne manie pas laissé entre le mur et la frontière, et sur les territoires algériens et mauritaniens voisins, les maquisards sahraouis ne se manifestent plus guère. La dernière attaque d'envahisseurs a eu lieu le 30 janvier, nous affirmant un silence que ne rompent que les colonnes de camions de ravitaillement.

Le responsable des opérations militaires, le général Abdelaziz Bennani, souligne néanmoins que « le travail reste le même », car il s'agit de surveiller près de 2 500 kilomètres de lignes de défense à travers le désert. Certes, « l'endroit est plus calme qu'il y a quelques années mais ce n'est toujours pas la paix ».

« Nous sommes prêts à attendre le règlement pendant vingt ans encore s'il le faut », déclare un membre important du gouverne-

ment marocain à propos du Sahara occidental. En effet, les « provinces récupérées » semblent installées désormais dans l'attente d'une pause officielle à laquelle personne ne semble croire mais dont les bienfaits sont déjà manifestes. Laisés dans un état de sous-développement profond par l'autorité coloniale, le Sahara a pris son essor grâce à une paix de facto et à des investissements si importants qu'ils provoquent déjà quelques remous au Nord.

Selon des chiffres officiels, près de 10 milliards de francs auraient déjà été investis au Sahara occidental depuis 1976 tant par l'Etat que par le secteur privé. La capitale, Laayoune, est modernisée et attire un grand nombre de migrants du Nord mais aussi certains nomades sahraouis, qui, après avoir passé plusieurs années avec les maquisards indépendantistes à Tindouf, en territoire algérien, ont tendance à utiliser les subterfuges des hommes du désert pour quitter ce que certains d'entre eux affirment être des « camps de concentration ».

Outil de ce développement, la route bitumée entre Tafaya et Dakhla, inaugurée le mois dernier, est ouverte à la circulation sans aucune restriction. Parallèlement, la compagnie d'aviation nationale assure des vols réguliers entre les villes du Nord et les trois principales localités du Sahara, alors que les autorités mettent en place un réseau téléphonique automatique. « Grâce à l'élevation manifeste du niveau de vie, constate un diplomate, la Couronne s'est assurée de grands frais le concours de la majorité des Sahraouis en cas de référendum. »

CHARLES LESCAUT.

## MAROC

### Création d'une organisation des droits de l'homme

Rabat. — Un groupe de juristes et d'intellectuels marocains a décidé la création d'une Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) totalement indépendante des partis politiques, a-t-on appris à Rabat, le jeudi 26 mai.

Elle tiendra samedi, à Rabat, sa réunion constitutive en présence des membres fondateurs, parmi lesquels M. Mehdi El Mandjra, professeur d'économie à l'université Mohammed-V de Rabat et membre de l'Académie du royaume ; M<sup>me</sup> Mohamed Bouzouba, parlementaire socialiste, et M<sup>me</sup> Fatima Merzouq, écrivain et professeur de sociologie également à l'université Mohammed-V.

Dans un communiqué remis à la presse, cette organisation déclare s'être fixée pour objectif d'approfondir la prise de conscience des droits de l'homme individuels et collectifs, d'œuvrer en vue de l'abrogation de certaines dispositions législatives et réglementaires marocaines qu'elle estime « contraires aux libertés individuelles et publiques », de renforcer l'autorité et l'indépendance du secteur judiciaire, et de défendre les victimes des violations des droits de l'homme tant au Maroc qu'à l'étranger.

Si elle affiche sa détermination à garder ses distances vis-à-vis du pouvoir public et des partis politiques, l'OMDH déclare néanmoins chercher « à garantir une large représentativité de toutes les tendances intellectuelles, politiques et syndicales engagées en faveur des droits de l'homme, ainsi que la participation de toutes les personnes se préoccupant de cette cause ».

Plusieurs organisations humanitaires existent déjà au Maroc, mais elles ne se manifestent que très rarement. Parmi elles figurent l'Association marocaine des droits de l'homme (progressiste) et la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme, proche du parti de l'istiqal. — (AFP)



LES DOM-TOM  
Par Jean-Luc Mathieu

Sous-emploi massif, économie moribonde, inégalités, revendications indépendantistes : Jean-Luc Mathieu nous permet de comprendre l'origine des difficultés des DOM-TOM et leur actualité particulièrement préoccupante.

Collection « Politique d'aujourd'hui » puf  
272 pages - 149F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

L'implacable et... de la droite

Anton Shammas  
ARABESQUES

## L'UNE DE CES DEUX PAGES



Ogilvy & Mather • NutraSweet est une marque déposée de The NutraSweet Company

Il aura fallu attendre des siècles pour savourer des sodas, des yaourts aux fruits ou des desserts... avec si peu de calories et autant de

plaisir. Heureusement maintenant il y a NutraSweet.\* NutraSweet ne sera jamais en vente mais vous le trouverez partout. Dans tout ce que

vous aimez, il apporte toute la douceur, et peu de calories. NutraSweet est un édulcorant composé de constituants protéiques similaires

à ceux des aliments que vous consommez habituellement. Il vous apporte le plaisir du goût et seulement le plaisir du goût.

صكنا من الأصل

AUSSE

CORANT

صكنا من الأصل

EST AUSSI PEU CALORIQUE QUE L'AUTRE.

Ogilvy & Mather NutraSweet est une marque déposée de The NutraSweet Company

ÉDULCORANT FORT EN GOÛT FAIBLE EN CALORIES.



# Amériques

## COLOMBIE : après une nouvelle vague de violence L'armée est placée en état d'alerte

Bogota. — Le ministre colombien de la défense, le général Rafael Samudio, a annoncé qu'il avait décrété, le jeudi 26 mai, l'état d'alerte « du premier degré » pour les forces armées du pays. Cette décision, prise en accord avec le ministre de l'intérieur, M. Cesar Gaviria — qui assure l'intérim à la tête de l'Etat en l'absence du président Virgilio Barco, en déplacement à l'étranger. — fait suite à une nouvelle vague de violence qui secoue le pays.

La guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale) a multiplié le nombre de ses attaques contre les oléoducs et les ouvrages des ponts et chaussées. En outre, une série d'attentats à la bombe a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi à Medellín et à Cali, les deux plus grandes villes du pays après Bogota. A Medellín, les cadavres de cinq personnes assassinées ont été décou-

### CHILI

## Nouvelle arrestation du directeur de la revue « Analisis »

Le directeur de la revue chilienne d'opposition *Analisis*, Juan Pablo Cardenas, a été appréhendé le mercredi 25 mai dans la soirée par des policiers. Le journaliste a été poussé dans une voiture au moment où il s'apprêtait à rejoindre le poste de police dans lequel il purge une peine de cinq cent quarante et une nuits de détention à la suite d'une condamnation pour outrage au chef de l'Etat, le général Pinochet.

M. Cardenas aurait été de nouveau mis en état d'arrestation dès son arrivée dans les locaux des forces de l'ordre où il a été conduit,

### ÉTATS-UNIS

## Le président de la Chambre des représentants menacé d'une enquête

Empêtrés dans les retombées électorales de plus en plus négatives du scandale de l'« Irangate », des enquêtes pour malversations concernant le ministre de la justice, M. Edwin Meese, ou, plus récemment, le fiasco des marchandises de l'administration avec le général paraguayen Noriega, les républicains se sont décidés à contre-attaquer. A la demande de plus de soixante-dix représentants républicains qui le soupçonnent d'irrégularités financières, M. Jim Wright, le président démocrate de la Chambre des représentants, va peut-être faire l'objet d'une enquête de la commission de l'éthique de chambre basse du Congrès.

M. Newt Gingrich, représentant républicain de Géorgie, a remis, le jeudi 26 mai, une demande officielle d'enquête sur M. Wright ; demande qui devra être approuvée maintenant par un vote à la Chambre.

La semaine précédente, déjà, Common Cause, une organisation indépendante s'identifiant comme « un groupe de pression de citoyens », avait de son côté demandé des investigations sur le président de la Chambre, en alléguant que ce dernier — qui est aussi le représentant du Texas — avait essayé de bénéficier de traitements de faveur de la part de certains banquiers texans. De plus, il aurait touché des pourcentages anormalement élevés après la publication de son

## NICARAGUA : reprise des négociations

### La Contra fait monter les enchères

SAN-JOSÉ  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Dès son arrivée à Managua, le mercredi 25 mai, la délégation de la Contra avait annoncé la couleur : « Nous sommes ici pour parler politique et nous allons faire des propositions qui mettront les sandinistes au pied du mur », avait déclaré le chef de la délégation rebelle, M. Alfredo Cesar. Promesse tenue puisque, jeudi, la guérilla antisandiniste a déposé un projet politique en huit points prévoyant notamment l'élection d'une assemblée constituante avant le 31 janvier et la remise en question de la plupart des institutions instaurées par la révolution de juillet 1979.

La Contra s'engage à déposer les armes à partir du 15 août à l'issue d'une négociation qui établira les bases d'un « nouvel ordre constitutionnel ». Dans un premier temps, le gouvernement devrait décréter une amnistie générale en faveur des prisonniers politiques (entre 3 000 et 9 000 selon les sources) et les libérer dans les cinq jours suivants. Simultanément, le gouvernement suspendrait l'appel des jeunes sous les drapeaux, qui a été accéléré au cours des dernières semaines en prévision d'une vaste offensive contre les insurgés.

La Contra exige également la reconnaissance du droit de grève (le code du travail, très restrictif, datant de l'époque de Somoza est toujours en vigueur) et les libérer de la suppression de toutes les mesures coercitives obligant les Nicaraguayens à faire partie des organisations de masse sandinistes, en particulier les comités de défense sandinistes (CDS), qui exercent un contrôle politique au niveau des quartiers.

Le document demande que l'armée et la police ne soient plus liés politiquement au parti au pouvoir, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et que « la liberté de presse soit rétablie sans restrictions », y compris dans le domaine de la télévision (le gouvernement s'est opposé jusqu'à présent à l'ouverture de chaînes privées et a réintroduit au cours des derniers

jours une censure partielle sur les informations à caractère militaire et économique). Enfin, la Contra souhaite que l'opposition interne — soit quinzaine de petits partis — soit associée à l'ensemble de la négociation qui devra déboucher sur des élections pour une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle loi fondamentale.

Les autorités sandinistes, qui s'opposent à tout débat politique depuis l'ouverture des négociations directes avec la Contra en janvier, estimant qu'elles doivent porter uniquement sur les modalités de cessez-le-feu, ont pourtant réagi avec modération aux nouvelles propositions de leur adversaire. Le chef de la délégation sandiniste, Humberto Ortega, n'a pas rejeté totalement le document des rebelles, affirmant même qu'il pourrait être discuté.

Un autre membre de la délégation officielle, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Victor Hugo Tinoco, s'est étonné, pour sa part, que la Contra fasse monter les enchères au moment où elle affronte de graves divisions internes qui la mettent dans une « évidente position de faiblesse ». M. Tinoco attribue ce changement d'attitude à la présence à Managua du chef militaire des rebelles, le colonel Enrique Bermudez, qui participe pour la première fois aux négociations.

Le colonel Bermudez a expliqué à la presse qu'il voulait démontrer par sa présence que la crise avait été surmontée au sein de son organisation (quatre dirigeants militaires de haut niveau et quelques civils ont été démis de leurs fonctions pour avoir dénoncé publiquement les « méthodes dictatoriales » de leur chef). Démonstration peu convaincante, puisque le principal adversaire du colonel Bermudez à l'intérieur du directeur de la Contra, M. Adolfo Calero, a décidé de ne pas accompagner la délégation à Managua. Comme si cela ne suffisait pas, un autre chef rebelle, connu sous le nom de guerre d'« Alfa Lima », a profité de la tribune qui lui était offerte à Managua pour annoncer sa décision d'abandonner la lutte et pour dénoncer l'attitude « répressive » du colonel Bermudez.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de l'ambassadeur du Brésil

A propos d'un article de notre correspondant à Rio-de-Janeiro, Charles Vanhecke, intitulé « Le président Sarney éblouissant par les scandales » et publié dans nos éditions du 4 mai, M. João Hermes Pereira de Araujo, ambassadeur du Brésil, nous a fait parvenir une lettre de protestation qui porte essentiellement sur un point : la signature par le chef de l'Etat brésilien d'un décret contesté.

Le texte publié se réfère à des travaux de la commission parlementaire d'enquête, intitulée au Sénat pour vérifier des cas de corruption dans l'intermédiation de crédits publics au sein du ministère du plan. (...)

L'affirmation que le décret cité dans le reportage a causé un préjudice au Trésor national est absolument fautive. La commission d'enquête elle-même n'a pas pu endosser cette affirmation. L'affirmation du journaliste selon laquelle « tous les experts ont été unanimes pour considérer illégal un tel décret » ne correspond pas non plus à la vérité.

Ce décret, en réalité, n'autorise aucune dépense. Il vise — cela, oui — à réglementer la correction monétaire en vue de la fin du blocage des prix et des salaires, et était destiné à tous les secteurs d'activité, fait qui, à lui seul, l'exempte de tout soupçon de favoritisme. A propos du décret, publié et appliqué depuis un an et un mois, il n'y a eu, du reste, aucun débat au Parlement, et il n'existe dans la justice brésilienne aucune

représentation sur son illégalité. (...)

Le décret en question s'appuie sur la loi de l'impôt sur le revenu (c'est le *rebus sic stantibus*) qui réapparaît en France avec la loi Failliot du 21 janvier 1918, et fut développée par d'innombrables décisions du Conseil d'Etat contre la rigidité romaine du contrat adoptée par le vieux code Napoléon.

Selon la norme française, acceptée par le Conseil d'Etat, le fournisseur ou concessionnaire ne doit pas supporter la surcharge occasionnée par des événements imprévisibles qui le mettent dans l'impossibilité d'exécuter le service dans les conditions stipulées par le contrat.

Il est donc pour le moins étrange que le gouvernement brésilien soit exposé à la critique du public français pour avoir adopté, en un moment exceptionnel, une solution juridique conçue par des auteurs français.

[Le 1<sup>er</sup> mars 1986, le président Sarney lance le plan Cruzado, qui se traduit par un blocage général des salaires et des prix. Ce décret est officiellement qu'un après. Or, en février 1987, M. Sarney signe un décret permettant aux entreprises travaillant pour l'Etat de rajuster leurs prix, en fonction de l'inflation enregistrée depuis le début de l'année. Deux mois après, il signe un nouveau décret étendant cette rétroactivité jusqu'au novembre de l'année précédente. C'est ce dernier décret qui a été mis en cause devant la commission parlementaire d'enquête sur la corruption gouvernementale.]

A l'époque, en effet, le procureur général des finances avait fait valoir son illégalité. Le ministre responsable du plan Cruzado, M. Dilson Ferraes, s'y était opposé. Il a révisé devant la commission que ni lui ni ses services n'avaient été consultés et que ce deuxième décret ne lui paraissait ni légitime ni nécessaire. Son successeur aux finances, M. Ernesto Faria, Pa-jugé lui, « injustifiable » et « préjudiciable ». L'ancien ministre du Plan, M. João Seyad, avait révisé qu'il avait été adopté sous la pression des intérêts privés.

L'ordre des avocats a décidé d'attaquer le décret devant la Cour suprême pour « inconstitutionnalité » et l'a soutenu contre « les actes compromettant la moralité administrative ». Un juge fédéral de l'Etat de Minas-Gerais a émis en avril dernier une sentence considérant illégal le décret incriminé — opinion partagée par les juges de la Cour Suprême de São Paulo à interrogé à ce sujet. — C.V.]

# Diplomatie

## Le sommet de Moscou

### Quatre entretiens sont prévus entre MM. Reagan et Gorbatchev

Le troisième sommet américano-soviétique de Moscou (le premier a réuni Nixon et Brejnev du 22 au 30 mai 1972 ; le deuxième entre les mêmes du 27 juin au 3 juillet 1974) commencera le dimanche 29 mai à la mi-journée, lorsque M. Gromyko accueillera M. et M<sup>me</sup> Reagan à l'aéroport de Vnoukovo. Un premier entretien avec M. Gorbatchev est prévu dans l'après-midi au Kremlin ; le président passera une soirée privée à la résidence de l'ambassadeur américain, Spaso House, où il résidera.

Deux entretiens étaient prévus avec M. Gorbatchev pour le lundi 30 mai mais l'un d'entre eux a été décommandé, le jeudi soir 26 mai, au grand dam de la délégation américaine, en raison, dit-on, d'un surcroît de travail du secrétaire général. Le programme de la journée sera, il est vrai, le soufre puisque cet entretien était coincé entre une visite de M. Reagan au monastère Danilov (qui vient d'être rendu à l'Eglise orthodoxe) et la réception à Spaso House d'un certain nombre de « refusniks » et de dissidents.

Tout en reconnaissant que M. Reagan est maître de son temps libre, la rencontre a été déplorée par un porte-parole soviétique. MM. Reagan et Gorbatchev ne s'en retrouveront pas moins ce jour-là puisque le secrétaire général officiel du soir au Kremlin le traditionnel dîner d'apparat.

La journée de mardi sera marquée par un nouvel entretien au sommet suivi d'une rencontre, à la Maison des écrivains, de M. Reagan avec des intellectuels soviétiques. L'après-midi, tandis que M<sup>me</sup> Reagan sera à Leningrad, le président s'adressera à des étudiants de l'université de Moscou. Il n'était pas question pour M. Reagan de faire moins que M. Gorbatchev qui avait rencontré les représentants des différents groupes socio-professionnels en décembre dernier à Washington. La journée se terminera par le dîner de retour offert par le président américain à Spaso House.

Un dernier entretien Reagan-Gorbatchev est prévu pour le mercredi 1<sup>er</sup> juin et c'est à son issue que les deux hommes échangeront sans doute les instruments de ratification du traité sur l'interdiction des FNI, après quoi le président américain donnera une conférence de presse. La soirée se passera au Bolchoï et sera suivie d'un dîner privé avec M. et M<sup>me</sup> Gorbatchev dans leur datcha des environs de Moscou.

Judi matin, M. Reagan quittera Moscou pour se rendre à Londres où il doit prendre le thé avec la reine Elizabeth et dîner avec M<sup>me</sup> Thatcher. C'est le lendemain qu'il s'entretiendra avec le premier ministre japonais, M. Takeshita, avant de quitter Londres pour Washington.

J. A.

## Pékin attend du Kremlin un geste sur le Cambodge

PÉKIN  
de notre correspondant

La Chine attend-elle vraiment un geste soviétique dans la voie d'un règlement du conflit cambodgien à la faveur du « sommet » de Moscou, ou bien fait-elle semblant de nourrir un tel espoir, de façon à faire passer le Vietnam par l'éternel obstacle à la détente régionale ? Il est sans doute trop tôt pour le dire, mais les signes abondent indiquant que Pékin ménage quelque peu l'Union soviétique tout en réaffirmant son souhait de voir M. Gorbatchev, après un début de retrait d'Afghanistan, s'engager plus nettement sur ce chemin.

L'attitude de Moscou sur le conflit du Cambodge est en tout cas le sujet principal sur lequel Pékin jugera le « sommet ». La presse a consacré plusieurs commentaires à la volonté des deux superpuissances de progresser sur les conflits régionaux. L'agence Chine nouvelle a ainsi noté qu'il était « possible que les deux parties, prenant en compte leurs propres impératifs, parviennent à un arrangement tacite sur certaines de ces questions et donnent un élan à des règlements politiques ».

Pékin pense, par exemple, que le « sommet » peut faire progresser les conversations sur l'Angola et met en avant cet exemple pour faire valoir la nécessité, dans les conflits régionaux, que « les superpuissances mettent fin à leurs ingérences et que toutes les parties concernées s'assoient avec sérieux à la table des négociations ». Suivent mon regard vers le sud, lit-on entre les lignes.

Car, pour ce qui est du Cambodge, l'agence officielle a réitéré le reproche fréquent de la part de Pékin, selon qui Moscou n'est,

jusqu'à présent, « soustrait à ses responsabilités en disant que le Vietnam est un Etat souverain à qui l'Union soviétique ne peut imposer ses propositions », alors que « de nombreux pays sont convaincus que Moscou peut forcer Hanoi à retirer ses troupes du Cambodge en mettant fin à son aide financière au Vietnam ».

Le commentateur chinois a toutefois pris soin de créditer le Kremlin d'une volonté nouvelle de dialogue sur la question en relevant, en particulier, les échanges de visites entre Moscou et l'Asie du Sud-Est. De la même façon, Chine nouvelle, dont les dépêches sont généralement soignées avec attention, a rendu compte dès vendredi matin 27 mai, avant même toute réaction officielle chinoise, de la satisfaction soviétique à l'annonce, la veille à Hanoi, des dernières dispositions militaires vietnamiennes prévoyant un retrait de cinquante mille hommes cette année, et le transfert symbolique sous commandement khmère des unités vietnamiennes restant au Cambodge.

Tout en restant sans doute profondément persuadée que le Vietnam se livre à une nouvelle manœuvre diplomatique, la Chine ne voit pas d'un oeil très favorable Hanoi se dire maintenant prêt à participer aux rencontres informelles que l'Indonésie veut organiser autour du conflit cambodgien. Pékin ne pourra vraisemblablement se tenir à l'écart de telles rencontres si elles se concrétisent, mais redoute que le Vietnam n'en profite pour s'extraire tant soit peu de son isolement diplomatique. La presse chinoise avait ainsi réagi favorablement au refus américain d'accorder au Vietnam une aide militaire exceptionnelle.

Francis Deron.

## Le Vietnam a retiré la moitié de ses troupes stationnées au Laos

Le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères a officiellement confirmé le jeudi 26 mai lors d'une conférence de presse à Hanoi que cinquante mille soldats vietnamiens seraient retirés du Cambodge d'ici la fin de l'année, ainsi que leur « commandement » ; (*Le Monde* du 27 mai) ; le reste du corps expéditionnaire sera « soumis à la direction de la République populaire du Kampuchéa et sera ramené totalement au Vietnam en 1990 », a ajouté M. Tran Quang Co.

M. Co a également indiqué que son pays était prêt à participer à une réunion informelle — ou « cocktail-party » — sur le problème du Cambodge, en juillet dans la capitale indonésienne avec les différentes factions khmères, à condition que le Vietnam discute directement avec le prince Sihanouk ou les autres factions khmères.

D'autre part, on indique, dans les milieux diplomatiques occidentaux à Bangkok, que le Vietnam a retiré la moitié de ses troupes stationnées au Laos au début de cette année,

soit vingt à vingt-cinq mille hommes. Le vice-ministre laotien des affaires étrangères, M. Souphan Siritthirath, avait paré, début mai, d'un retrait « important ». Ce geste serait un signe adressé vers la Chine, à la suite de la récente amélioration des relations entre Pékin et Hanoi.

M. Co a, enfin, dans sa conférence de presse, précisé qu'il restait encore en rééducation deux à trois cents anciens responsables du régime de Saigon, arrêtés en 1975, mais que leur libération « n'est qu'une question de temps ». Le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, devrait s'entretenir la semaine prochaine à New-York avec un représentant du président Reagan, le général Vessay, du sort de mille cinq cents personnes libérées, et dont un grand nombre ont déclaré vouloir émigrer aux Etats-Unis. — (AFP, Reuters).

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

GABRIEL MATZNEFF  
HARRISON  
PLAZA  
ROMAN

« PARTONS DANS UN BAISER  
POUR UN MONDE  
INCONNU »

LA TABLE RONDE

(Publicité)  
A l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Etat d'Israël, Passages et le Centre Rachi organisent un grand débat, le lundi 30 mai 1988 à 20 h 30, au Centre Rachi, 30 boulevard du Port-Royal, 75005 Paris, autour du thème :

**DÉBATS ET MENACES POUR LA DÉMOCRATIE ISRAËLIENNE**

Avec :

- Daniel Vernet (*Le Monde*)
- Annie Kriegel (*Le Figaro*)
- Yves Coen (*L'Express*)
- Josette Aïn (*Le Nouvel Observateur*)
- Alain Comarot (*Le Journal du dimanche*)
- Paul Thibaud (*L'Esprit*)
- Henri Amour (*Le Débat*)
- Eugène Milet (*Le Monde*)

Le débat sera animé par Alain Touraïn, président de la Société des lecteurs de Passages.

سكرا من الاصل

# Diplomatie

## Europe

### et les réformes en Union soviétique

#### « Le style de notre politique étrangère a changé »

MOSCOU  
de notre envoyé spécial

La politique étrangère peut-elle être un atout pour M. Gorbatchev dans la lutte sourde qu'il mène contre les éléments conservateurs de la société et du pouvoir soviétiques ? Le secrétaire général, manifestement, le pense. La manière dont on se prépare ici à accueillir, dimanche, M. Reagan est d'ores et déjà une indication : presse, radio et télévision consacrent tous leurs efforts à l'événement. Certes, on connaît le fait et là, aucun document fondamental ne sera signé lors de ce quatrièmes sommet Reagan-Gorbatchev, mais qu'importe puisque la volonté d'améliorer les relations américano-soviétiques est un fait accompli et que de nouveaux progrès en matière de réduction des armements sont à portée de la main.

Ne discute-t-on pas déjà dans les couloirs des avantages et des inconvénients de Genève et de Helsinki pour une cinquième rencontre entre deux « amis » que sont levez l'ancien pourfendeur de l'« empire du mal » et le « messie de la transparence » ? L'importance que M. Gorbatchev accorde à la politique étrangère dans sa stratégie ressort tout à fait clairement des thèmes déjà approuvés par le comité central et qui seront soumis à la fin du mois de juin à la conférence du parti.

Sur vingt-huit feuillets que compte ce document publié le jeudi 26 mai, trois seulement sont consacrés à l'action de l'Union soviétique à l'extérieur, mais le ton de ces trois pages est révélateur : alors que toute la partie consacrée à la société soviétique n'est que critiques, dénonciations des insuffisances et exhortations non pas à faire mieux mais à faire différemment, le chapitre politique étranger est empreint d'auto-satisfaction. La reconstruction n'a-t-elle pas déjà permis « deux grandes réalisations pratiques : la

signature du traité sur l'élimination des armes intermédiaires (FNI) et le début du retrait de nos troupes d'Afghanistan » demandent les rédacteurs des thèses de la conférence.

Mais ils vont beaucoup plus loin dans l'analyse, et cela fera certainement tout aussi chaud au cœur de M. Reagan que froid à celui de M. Andreï Gromyko, puisqu'ils se livrent, pour la première fois, dans un document qui engage le parti, à une critique de la diplomatie des années de stagnation, c'est-à-dire de la période Brejnev. « Notre ancienne politique étrangère, écrit-on, n'a pas échappé au dogmatisme et au subjectivisme ; elle était en retard par rapport aux changements fondamentaux qui se produisaient dans le monde, et a traité des occasions de résoudre les tensions internationales et de renforcer la compréhension entre les nations. Dans nos efforts pour atteindre la parité militaire stratégique, nous n'avons parfois pas su utiliser les occasions qui se présentaient d'assurer notre sécurité par des moyens politiques ; en conséquence, nous nous sommes laissés tenter par la course aux armements, ce qui n'a pu qu'effacer notre progrès économique et social et notre prestige sur la scène internationale ».

Aucun exemple précis n'est cité, mais on pense inévitablement à la décision de Brejnev d'autoriser, au milieu des années 70, l'implantation des SS-20 et à l'invasion de l'Afghanistan. On pense aussi à l'exploitation par Moscou de divers conflits régionaux comme ceux du Cambodge, de l'Afrique australe, de l'Amérique centrale, du Proche-Orient, ainsi qu'au soutien à l'Éthiopie. Le document n'affirme-t-il pas, en effet, que notre mode comporte « un potentiel formidable pour la coexistence, la coopération et la recherche de solutions politiques aux problèmes urgents ».

Voilà qui nous éloigne de l'exaltation de naguère d'un « devoir internationaliste », puisque « le style tout entier de notre politique étrangère a changé ; sa marque caractéristique est le dialogue ». « Durant les années de la reconstruction, les relations avec un grand nombre d'États voisins ou éloignés ont été améliorées ou établies. Et nos relations ne se sont dégradées avec aucun État ».

« Tournaient fondamental »

La principale amélioration concerne bien sûr les États-Unis. Elle est d'ailleurs qualifiée non sans optimisme de « définitive » dans les thèses de la conférence, qui soulignent l'aspect « symbolique » des rencontres au sommet et le « tournant fondamental » pris en direction de la suppression du danger nucléaire au bénéfice d'un monde qui serait régi « par le respect de la loi, de la moralité et des obligations internationales ».

Le respect, bien tardif, d'auspices principes n'a pas empêché l'URSS d'améliorer nettement son image internationale « en renforçant la confiance en notre pays plutôt qu'en augmentant sa puissance », font remarquer les rédacteurs du texte. A se demander si on n'est pas en présence de cette déclaration de non-agressivité émise à plusieurs reprises par M. Reagan.

Qui vivra verra, et on en saura plus au lendemain de la visite du président américain. Non qu'il faille l'attendre encore une fois à des événements sensationnels mais parce qu'il est vrai que l'établissement de la confiance entre deux États comme l'Union soviétique et les États-Unis ne peut pas reposer seulement sur des mesures de réduction des armements. Il dépend aussi d'un nouveau comportement de l'URSS, tant dans les crises régionales déjà citées, qu'à l'égard de ses propres citoyens.

Même si M. Shultz arrive ici avec de nouvelles idées pour débloquer les négociations sur la réduction de 50 % des armes stratégiques (START), même si M. Gorbatchev relance le jeu en promettant pour bientôt une réduction des forces conventionnelles soviétiques en Europe de l'Est, il n'en faudra pas pour autant négliger les conversations beaucoup plus discrètes (parfois au niveau des experts) qui seront consacrées pendant le sommet à l'Afrique australe, au Proche-Orient et au Cambodge. Ce n'est bien sûr pas un hasard si Hanoi a choisi d'annoncer, la veille de la rencontre, le retrait du Cambodge de la moitié de son contingent.

Le remorqueur veut également pour le président Najibullah qui vient de se lancer dans une opération d'ouverture de la dernière chance et qui a décidé enfin de rendre la liberté au journaliste français Alain Guillo. D'autres gestes du même genre vont sans doute émailler les jours qui viennent.

Le grand communicateur qu'est M. Gorbatchev n'a pas d'autre choix, en effet, que de convaincre de sa bonne volonté l'opinion publique occidentale en général, américaine en particulier. Pour cela, il lui faut le plus loin possible avec M. Reagan, que bien peu soupçonneront aux États-Unis d'avoir cédé au chant des sirènes rouges. De nouveaux sacrifices fructueux seront sans doute nécessaires puisqu'il faut pouvoir faire état de nouveaux résultats pour convaincre les Soviétiques que la « perestroïka » comporte des avantages, et faire faire les grossissements d'un bureaucratie tentée par le sabotage. Et ce n'est pas sur la scène intérieure que M. Gorbatchev peut obtenir à court terme le succès « c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens » qui mettrait ses adversaires en débandade.

JACQUES AMALRIC.

### La limitation des mandats

#### Une victoire posthume de Khrouchtchev

La limitation des mandats décidés qui sera ratifiée par la prochaine conférence du parti soviétique présente plusieurs similitudes avec la réforme que Khrouchtchev avait introduite au vingt-deuxième congrès, en octobre 1961, et que Brejnev s'était empressé d'annuler. Il avait été décidé à l'époque que les membres de la direction suprême (le Politburo, que l'on appelait alors présidium) ne pourraient pas exercer plus de trois mandats consécutifs : comme la durée d'un congrès à un autre était alors de quatre ans (contre cinq aujourd'hui), la limite était donc de douze ans.

On était même allé un peu plus loin qu'aujourd'hui en prévoyant également que chaque congrès devrait obligatoirement renouveler d'un quart le comité central et le Politburo d'un tiers les mêmes instances au niveau des républiques et pour moitié les organismes dirigeants des cellules de base.

Sur bien d'autres aspects, en revanche, les dispositions d'aujourd'hui vont plus loin : d'abord parce qu'elles sont étendues aux fonctions parlementaires et pas seulement au parti, ensuite parce qu'elles s'appliquent à toutes les instances, alors que, en 1961, le comité central, principal endroit où les responsables s'accrochaient à leur siège, était tenu à l'écart.

Enfin, l'exception est désormais le troisième mandat (voté à la majorité des trois quarts) et rien d'autre, alors que Khrouchtchev avait admis le maintien au-delà de trois mandats de « personnalités jouissant d'une autorité reconnue pour leurs hautes qualités politiques et de gestion ».

A l'époque, on pensait que le premier secrétaire serait le premier bénéficiaire de cette exception, alors qu'il fut en fait le premier et unique victime de la règle qu'il avait dictée. Et l'on a appris depuis lors, grâce à un de ses conseillers de l'époque, que Khrouchtchev voulait aller beaucoup plus loin : dans son projet initial, a raconté Fedor Bouratinski en février dernier dans la *Litvinskaya Gazeta*, il était question

de limiter les mandats à deux et non trois, mais les opinions « différaient radicalement » et le projet fut « modifié jusqu'à en être méconnaissable ». Curieusement, les plus ardents protestataires n'étaient pas les vieux, mais « les responsables plus jeunes, qui trouvaient tout à fait injuste que les représentants de la vieille génération, qui avaient déjà fait leur temps, tentent de limiter leurs possibilités ».

Vers un renouvellement systématique du comité central

L'impact des changements annoncés est encore théorique, puisque ceux-ci n'entreront en vigueur qu'à partir du prochain congrès, en 1991, et qu'une application rétroactive reste douteuse. Même dans ce cas, l'arrivée de M. Gorbatchev au poste de secrétaire général serait datée de mars 1985, date du premier congrès qui a ratifié son élection par le comité central un an plus tôt, ce qui assure son maintien en fonctions jusqu'en 2001, pour peu qu'il trouve, en 1996, les 75 % de voix nécessaires à un troisième mandat... Si la nouvelle loi n'est pas rétroactive, le secrétaire général est assuré d'être en poste encore cinq ans de plus, soit jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans.

En revanche, si les nouvelles dispositions trouvent leur rythme de croisière, le renouvellement du comité central devrait devenir beaucoup plus systématique. Une simulation effectuée grâce aux ordinateurs du système SOVT montre que 66 membres titulaires du comité central du dernier congrès de 1986 (sur 307) auraient été éliminés d'office pour avoir déjà accompli trois mandats, et que 111 autres auraient dû faire l'objet d'une réélection exceptionnelle à 75 % des voix. La même règle appliquée au dernier congrès brejnevien de 1981 aurait écarté pas moins de 85 titulaires réélus, soit un quart de l'effectif, et même la moitié si l'on avait appliqué la règle des deux mandats.

MICHEL TATU.

### Les intentions du secrétaire général

(Suite de la première page.)

S'il faut respecter la liberté de discussion et le pouvoir des soviets, c'est bien sûr qu'ils ne le sont pas, et si « toutes les organisations du parti devraient agir dans le respect de la Constitution et des lois », c'est bien que ce n'est pas le cas.

A la seule condition de le vouloir, on pouvait le savoir depuis soixante-dix ans. C'était, de par le monde, de plus en plus largement admis depuis trente ans. Mais que cela soit dit, fit-ce en creux, dans un document officiel du comité central destiné à l'adoption par une conférence du parti, marque une rupture fondamentale dans l'histoire de l'Union soviétique.

C'est en effet la première fois qu'on sort de la seule dénonciation de la dernière des « erreurs » en date pour reconnaître la réalité du non-droit et proposer non pas une condamnation de la conférence du parti, mais une « réforme du système politique ». M. Gorbatchev n'a en ce sens pas tort de déclarer régulièrement qu'une « révolution » est en cours dans son pays, et cela bien que ses propositions de réformes constituent beaucoup plus une déclaration d'intention qu'un arsenal de mesures concrètes.

Hormis la limitation (deux fois cinq ans) du nombre des mandats électifs consécutifs qui pourront être brigués dans les appareils du parti et de l'État, la plupart de ces propositions sont d'ailleurs formulées de manière assez vague quand elles ne sont pas seulement brièvement énoncées. La raison en est que ces thèses sont le fruit d'un compromis entre modernistes et conservateurs de la direction aux termes duquel les seconds ne les ont acceptées qu'à condition qu'elles se donnent pas lieu à des décisions immédiates de la conférence (le Monde du 21 mai).

Les délégués seront donc seulement appelés à donner mandat au bureau politique de réaliser ces « réformes de portée historique » dont la rapidité et l'ampleur dépendent essentiellement des rapports de forces politiques qui prévaudront dans les années à venir. Actuellement favorables aux modernistes, ils ne l'ont pas toujours été depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, et rien ne garantit qu'ils le resteront demain.

Consacrée à la création de l'État de droit, la huitième thèse affirme que « le devoir de l'État est de veiller au renforcement de la garantie des droits et des libertés des citoyens », ce qui implique la création de « conditions matérielles et juridiques pour l'exercice des libertés constitutionnelles (liberté d'expression, de presse, de conscience, de réunion, de meeting, de défilé de rue, de manifestation, etc.) et des garanties plus strictes des droits individuels tels que l'inviolabilité de la personne et du domicile et le secret de la correspondance et des communications téléphoniques ».

Une « profonde réforme judiciaire » est en conséquence nécessaire, et il est dit, dans les « priorités », « un renforcement spectaculaire du rôle de la justice » fondé sur la « stricte observation des règles de procédure, de la publicité des débats et de la présomption d'innocence » ; sur la garantie de l'indépendance de la magistrature (« subordonnée à la loi et à la loi seule ») ; sur le développement des activités du barreau et sur une réforme du fonctionnement du parquet dont le chef, le procureur général de l'URSS, a été limogé jeudi.

Des lois et des circulaires devront être abrogées, de nouvelles adoptées, et le principe général à respecter dans ce domaine législatif est que « tout est permis, sauf ce qui est interdit par la loi ».

Le rôle du parti

Consacrée au fonctionnement interne et au rôle du parti, la cinquième thèse propose en premier lieu de « restaurer pleinement la conception marxiste du centralisme démocratique » qui garantirait, est-il dit, la libre discussion politique jusqu'à l'adoption des décisions « par la majorité ». Les fonctions respectives du parti et de l'État devront, en deuxième lieu, être « précisément délimitées », ce qui implique que les comités du parti ne devraient plus adresser d'instructions directes aux organes de l'État et de l'économie, mais faire valoir leurs points de vue via les membres du parti appartenant à ces organes.

Cela semble relever de la simple nuance, mais l'objectif est néanmoins fondamental : empêcher des bureaucrates ignorants d'imposer, comme c'est aujourd'hui le cas, leur volonté aux gestionnaires, qu'ils soient membres ou non du parti. D'ici au prochain congrès, en 1991, l'appartenance au parti de chacun de ses membres devrait d'ailleurs être réexaminée à la lumière de « sa contribution à la cause de la « perestroïka », et des changements devraient parallèlement être introduits dans les procédures électorales dont « la véritable compétition, la large discussion des candidatures et le vote secret devraient devenir la norme ».

Le nombre des candidats devrait enfin « exister » le nombre de postes à pourvoir, et tous ces principes devraient s'appliquer du haut en bas de la hiérarchie — tout comme la limitation des mandats à laquelle il est toutefois prévu une entorse possible : si les trois quarts des électeurs concernés en sont d'accord, un troisième mandat peut être brigué. Cette règle ne pouvant être ni rétroactive ni adoptée avant le congrès de 1991, chaque responsable, y compris M. Gorbatchev, peut encore avoir devant soi douze ans, plus éventuellement cinq, ce qui est à peine plus cruel que la biologie.

Consacrée à la « pleine restauration du rôle et des pouvoirs des

### Adoption du projet de loi sur les coopératives

Le Soviet suprême — le Parlement soviétique — a voté, le jeudi 26 mai, à l'unanimité et à main levée, comme il est de coutume, un projet de loi sur l'activité des coopératives, désormais placées sur un pied d'égalité avec les entreprises d'État.

Les députés soviétiques se sont tout de même permis de retarder de une journée le vote du projet de loi, qui aurait dû être adopté dès mardi. Plusieurs d'entre eux ont, en effet, réclamé l'examen d'amendements visant à atténuer certaines restrictions au développement du mouvement coopératif.

Le député Alexei Ponomarev, qui présidait une commission parlementaire chargée d'étudier ces amendements, a indiqué que les députés avaient surtout critiqué un décret fiscal promulgué le 1<sup>er</sup> avril. Ce décret, qui institue un système d'imposition progressif des coopératives allant jusqu'à un taux d'imposition de 90 % des bénéfices, aurait eu pour effet de priver les coopératives les plus rentables d'une grande partie de leurs gains, supprimant ainsi la fonction d'incitation du profit.

Selon M. Ponomarev, le gouvernement a accepté de revoir le décret sur les intérêts de l'État ni sur ceux des coopératives.

Les critiques sont venues en particulier de députés d'Estonie, l'une des républiques baltes qui ont été jusqu'ici les plus innovatrices dans la promotion du secteur privé.

La nouvelle loi votée jeudi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Les coopératives n'ont connu jusqu'ici qu'un succès limité : seules neuf mille d'entre elles ont été créées en République de Russie, par exemple, employant cent sept mille personnes pour cent quarante-huit millions d'habitants. — (AFP, Reuters.)

### IRLANDE DU NORD : dix-sept inculpés pour le lynchage de deux soldats.

Deux nouveaux suspects ont été inculpés, jeudi 26 mai, à Belfast, dans le cadre de l'enquête sur le lynchage et l'assassinat de deux soldats britanniques lors des funérailles d'un militant de l'IRA, le 19 mars dernier. Ces deux inculpations portent sur dix-sept personnes impliquées dans le cadre de cette affaire, dont deux pour meurtre. Par ailleurs, un ancien commandant-adjoint de l'Ulster Volunteer Force (UVF), groupe para-

### TURQUIE : cinq militaires et deux rebelles tués au Kurdistan.

Deux militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et deux militaires turcs ont été tués dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 mai lors d'un accrochage dans la province de Bingöl, à l'est de la Turquie.



PARFUM  
**Panthere de Cartier**  
Paris

### Les « associations informelles »

Particulièrement novatrice, la neuvième thèse appelle à encourager et non pas à détruire, à museler ou à noyer les organisations créées par l'initiative publique. Cette extension accrue en fait tout ce qui n'a pas été créé par le parti-État, c'est-à-dire les Églises et les « associations informelles », qui se sont multipliées depuis trois ans. Les uns et les autres devraient avoir « un plus grand mot à dire dans le processus politique », pouvoir déposer des projets de loi, « envoyer des représentants dans les instances de l'État et être les partenaires du gouvernement dans le développement des programmes sociaux, la résolution des questions de logement, de santé, d'éducation... ».

En clair, il serait souhaitable que le monopole du parti, vigoureusement réaffirmé, n'exclue pas l'existence d'autres organisations représentatives et agissantes, bien sûr, « dans le cadre de la Constitution ».

Chaque thèse se réfère aux principes leninistes, pour bien marquer qu'il ne s'agit aucunement d'élir vers une démocratie parlementaire pluraliste. L'État de droit, qui est à fonder, serait en ce sens bel et bien « socialiste », et les thèses ne laissent aucun doute sur les difficultés qu'il y aura à créer cet hybride. « La « perestroïka », disent-elles, est un processus complexe, mais dans les difficultés et la lutte entre l'ancien et le nouveau, [car] les survivances de la mentalité conservatrice et bureaucratique se sont révélées tenaces, les adeptes des conceptions dogmatiques sont lents à céder, et des tentatives sont faites pour préserver les vieilles méthodes de gestion par le haut ».

Toutes les révolutions ne sont pas victorieuses, mais toutes sont très longues.

BERNARD GUETTA.

**Offre fantastique**  
**NEUBAUER**  
 Votre **205** berline (3 ou 5 portes) en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR c'est GRATUIT du 1<sup>er</sup> au 30 juin



**NEUBAUER**  
 227, hd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
 4, rue de Châteauneuf 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

**Le Monde**  
**SÉLECTION IMMOBILIÈRE**  
 chaque mercredi (éditions datées jeudi)  
 Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

**10 HEURES : LE MINI-JOURNAL**  
**L'ACTUALITÉ DU MONDE**  
 Toute l'actualité en direct sur minitel  
**ACTUALITÉ**  
**36.15 LEMONDE**

## Europe

ESPAGNE : les élections régionales en Catalogne

### Une région où les conservateurs coulent des jours heureux

BARCELONE de notre envoyé spécial

Il est au moins une région d'Espagne où les conservateurs coulent des jours heureux : la Catalogne. Tous les sondages indiquent, en effet, que le coalition nationaliste modérée Convergència i Unió, de ceinture droite, remportera à nouveau la majorité absolue lors des élections pour le Parlement autonome qui s'y dérouleront le dimanche 29 mai. Son secrétaire général, Jordi Pujol, se maintiendra donc, selon toute vraisemblance, à la tête de la Generalitat, le gouvernement autonome catalan entamant ainsi son troisième mandat consécutif, un record toutes catégories dans l'histoire de la jeune démocratie espagnole.

Le « pujolisme » serait-il donc invincible dans cette Catalogne, qui fut pourtant, traditionnellement, l'un des fiefs de la gauche ? Tout porte à le croire... tant qu'il s'agit, en tout cas, de voter pour la Generalitat. Car les Catalans semblent en proie à une étrange « schizophrénie électorale », comme la qualifie le directeur d'un journal de Barcelone : lorsqu'il s'agit de voter pour le Parlement de Madrid, c'est aux socialistes qu'ils accordent la majorité de leurs voix. Mais lorsqu'il s'agit d'élire leur propre Parlement autonome, M. Pujol, alors, n'a guère de rival.

La clef du mystère est pourtant simple. C'est son principal rival, le candidat socialiste Raimon Obiols, qui la livre : « Jordi Pujol a réussi à personifier, aux yeux des électeurs, l'image de la Catalogne. Voter catalan, en un mot, c'est voter pour lui. »

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, sa base électorale dépasse amplement, lors des consultations régionales, le cadre de ce nationalisme modérément conservateur qu'il incarne. Il compte également de solides appuis au sein de l'électorat catalan de gauche, qui, lui aussi, se veut nationaliste et n'est donc pas mécontent de voir à la tête de la Generalitat le candidat le plus « catalaniste » de tous. Il fait en

outre, pour de toutes autres raisons, le plein du « vote utile » au sein de la droite, qui voit en lui un rempart contre le socialisme. Il tire profit, enfin, de l'excellente conjoncture économique que connaît aujourd'hui la Catalogne.

M. Pujol, pourtant, affecte la modestie. « Ce que j'essaie simplement de faire, c'est d'offrir aux Catalans une espèce de cadre commun, où chacun peut se sentir chez lui, nous affirme-t-il. Notre nationalisme prétend être celui de l'intégration, et non de l'exclusion. Dans mes meetings, pour expliquer notre philosophie, j'ai coutume de comparer la Catalogne avec la place d'un village où les habitants se rassemblent le soir venu pour discuter tous ensemble : tous ont des idées différentes, mais chacun sait qu'il pourra les défendre sans être exclu de la place. »

#### Un style populiste

Conscient de son avantage, M. Pujol a fait une campagne tranquille, prêchant, avec des accents méditerranéens, les vertus du rassemblement. Son style populiste, en outre, a fait à nouveau merveille. Il fallait par exemple le voir, l'autre soir, à La Mina, l'un des quartiers les plus misérables de Barcelone, où s'est progressivement agglomérée, en alluvions successives, toute la population venue des bidonvilles des alentours : immigrés d'autres régions du pays pour la plupart, gitans dans leur majorité. Un public particulièrement difficile, donc, pour un nationaliste catalan. « Je connais votre détresse, mais j'aurais honte de vous faire des promesses à la veille des élections, comme tant d'autres, se contente de dire M. Pujol à la tribune. Je vous propose donc un marché : je reviendrai après, en juin, et nous parlerons de ce dont vous avez besoin. » Le public applaudit à tout rompre, la partie est gagnée : les gitans, eux aussi, voteront pour Convergència i Unió.

Face à la « force tranquille » pujolienne, les socialistes catalans,

de leur côté, font une campagne davantage teintée d'idéologie. « Le véritable choix, c'est entre une Generalitat de droite ou une Generalitat de gauche », assure dans ses meetings M. Obiols, qui accuse M. Pujol de pratiquer le clientélisme au sein de l'administration autonome, et de favoriser, en matière de répartition des ressources, les maires dominés par son parti aux dépens de celles gérées par la gauche. « La situation du gouvernement catalan est de plus en plus comode, tempère M. Obiols, c'est lui qui dépense, mais c'est le gouvernement socialiste de Madrid qui récolte les impôts. C'est Pujol qui a le beau rôle, et nous le méritons. » Un argument de poids, si l'on songe que le budget annuel de la Generalitat atteint aujourd'hui quelque 700 milliards de pesetas (35 milliards de francs).

Quant aux autres formations, elles semblent condamnées au rôle de comparses : seuls les communistes (dont la Catalogne fut longtemps l'un des fiefs) pourraient enregistrer une poussée sensible : pour la première fois depuis le début de leur interminable crise, ils se présentent, en effet, unis devant les électeurs. Quant aux nationalistes de gauche de la formation Esquerra republicana, laminée par le « pujolisme », ils ne jouent plus guère, désormais, qu'un rôle marginal.

À droite et au centre, tant l'Alliance populaire que le Centre démocratique et social de M. Adolfo Suarez demandent aux électeurs de voter en fonction de considérations « nationales » et non pas seulement régionales : il s'agit, affirment-ils, de franchir en Catalogne le premier pas vers l'éviction des socialistes du pouvoir à Madrid. Un langage qui restreint peu d'écarts dans cette région, où l'on n'aime guère servir de « laboratoire » de la politique nationale : lorsqu'il s'agit de choisir le président de la Generalitat, les Catalans ne se préoccupent guère de ce qui se passe à Madrid. Sans doute est-ce là, d'ailleurs, l'une des principales raisons du succès de M. Pujol.

THÉRIER MALINIAK.

SUISSE : malgré l'augmentation du nombre des immigrés

### Les mouvements xénophobes sont en perte de vitesse

BERNE de notre correspondant

La population étrangère est à nouveau en légère progression en Suisse : selon les derniers chiffres publiés par l'Office fédéral des étrangers, le nombre d'immigrés s'élevait à 986 491 personnes à la fin du mois d'avril - 2,5 % de plus qu'un an plus tôt - soit, pour une population de 16,6 millions d'habitants, une proportion de 15,1 %.

Ces statistiques ne tiennent compte ni des fonctionnaires internationaux ni des saisonniers, ni des demandeurs d'asile. On compte en outre 138 292 frontaliers (en augmentation de 10,3 %). D'une année à l'autre, la population étrangère active s'est accrue de 3,5 % pour atteindre 592 202 personnes.

#### A court de main-d'œuvre

Alors que le nombre d'étrangers s'était élevé jusqu'à 16 % au début des années 70, les autorités helvétiques avaient été amenées à prendre des mesures de stabilisation sous les pressions conjuguées de la récession économique et des milieux xénophobes.

Aujourd'hui, la situation est sensiblement différente. Avec un taux de chômage inférieur à 1 %, la Suisse est plutôt à court de main-d'œuvre. Conséquence de cette évolution : les partis xénophobes sont en perte de vitesse et leur croisade contre la « surpopulation étrangère » ne semble plus guère faire recette du moins pour l'instant.

J.-C. B.

## RÉSULTATS (suite) GRAND CONCOURS LE MONDE DU VIN



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



DU 98<sup>e</sup> AU 500<sup>e</sup> PRIX

Douze bouteilles de grands vins de France AOC

Eve ADAM, 75 Paris • Karen AGOU, 75 Paris • Victor AMBROGI, 33 Bruges • Sylvie ABOINE, 50 Cherbourg • Frédéric ANKOLABEHÈRE, 75 Paris • Guy ARBON, 94 Villejuif • Bernard ARNOULD, 93 Montreuil • Alain ASPECT, 91 Gif/Yvette • Jacqueline ASSAËL, 75 Paris • Sybille ATCHOUËL, 78 Méry • Béatrice AUDREN, 75 Paris • Gérard AYMERIC, 71 Le Croisot • Marcelle AYMERIC, 12 Aubin • Isabelle BACHELARD, 75 Paris • Claire BAJARD, 75 Paris • Jacques BALLERY, 18 Bouges • Bernard BARBIER, 77 Avon • Josette BARBIER, 91 Ste-Geneviève-des-Bois • Mario BARBOSA, 14 Livarot • Jacques BARET, 93 Cagny • Michel BARET, 75 Paris • Louis BARRET, 91 Boulogny/Essoonne • Jean-Philippe BARTHET, 33 Bordeaux • Alain BEAUFREY, 08 Triz-les-Mézières • Paulette BELAUD, 21 Besançon • Maurice BELARD, 59 Mons-en-Barœul • Gérard BENOTTI, 75 Paris • Pierre BERNADAC, 54 Ludres • André BERNAL, 95 Gonesse • Roger BERNARD, 41 La Chaussée-St-Victor • Suzanne BERNARD, 27 Evreux • Jacques BERTHET, 69 Villefranche • Alain BESNARD, 41 Les Monnaies • Sophie BETHENOD, 82 Antony • Jean-Pierre BETTON, 14 Livarot • M. BEWIG, 78 Rambouillet • Marcel BILLA, 60 Maignelay • Patricia BINET, 13 Marignane • Patrick BINET, 13 Marignane • Jean BIRCK, 57 Metz • Philippe BONDANO, 38 Grenoble • Thierry BONIFACE, 91 Chilly-Mazarin • Hélène BONNAMY, 94 Arcueil • Suzanne BONNAMY, 36 Châteauneuf • Jean-Marc BONNEFOY, 71 Chagny • Michel BONNEFOY, 69 Lyon • Serge BONNEFOY, 38 Brignaud • Alain BONNET, 75 Paris • Marcel BONTEMPS, 78 Le Perray-en-Yvelines • Patrice BOSQ, 94 Ivry/Seine • Geneviève BOUCHE, 56 Pontivy • J.-M. BOUTET, 72 La Mlesse • BOUYET, 72 Le Mans • Christian BRASSEUR, 54 Nancy • Jacqueline BREMONT, 93 Rosny • Colette BRIGANT, 75 Paris • Jean-Louis BRÔ, 41 Blois • BRUNY, 13 La Ciotat • Jean-Emmanuel BRUYNE, 75 Paris • Madeleine BUDIN, 71 Chalons/Seine • Paulette BULCOURT, 06 Nice • Daniel BURIN, 76 Sotteville • Bernard BURTSCHY, 75 Paris • Alain BUSATO, 91 Morsang/Orge • Eugène CALVEZ, 29 Brest • GAQUET, 75 Paris • Abel CARNOT, 29 Scaër • Michel CARRE, 75 Paris • Joël CAUSSE, 12 Villefranche-de-Rouergue • Claude CHARLARD, 78 Montigny-le-Bretonneux • Philippe CHALOT, 31 Lacroix-Falgarde • René CHALET, 60 Lamorlaye • Emile CHAMBRIER, 38 Fontaine • Jean-Louis CHAMPEAUX, 92 Colombes • Pascal CHANTON, 92 Clamart • Alain CHARPENTIER, 91 Arpajon • Joséphine CHASTANG, 78 Rambouillet • Françoise CHAUVAUT, 75 Paris • Elisabeth CHAVATTE, 08 Charleville-Mézières • Etienne CHAZAL, 75 Paris • Jean-Pierre CHAZAL, 75 Paris • Monique CHAZAL, 75 Paris • René CHAZAL, 94 Arcueil • Catherine CHILIN, 95 Vétheuil • Jean-Rémy CLAUSSÉ, 75 Paris • Joël COCHE, 56 Guidel •

J.-C. COINTEPAS, 75 Paris • Robert COINTEPAS, 75 Paris • Jeannine COQUIAND, 98 Sassenage • Claude CONQUET, 46 Cahors • Muriel CONSTANT, 75 Paris • Jacky CORBONNOIS, 92 Rueil-Malmaison • Corinne COUDERT, 68 Courmayeur • A. COUPÈRE, 75 Paris • Michèle COUTIN, 92 Sceaux • Roland COUTOULY, 91 Palaiseau • Pierre COMBRUDDIE, 1640 Rhode-St-Genese (Belgique) • Véronique CROIZET, 69 Lyon • Lucien CRUZ, 94 Le Creus • Raphaël CLARTERO, 78 Andrézy • Bernard DAHAN, 78 Veillottes • Franck DANVY, 13 Marseille • Eric DANDRIEUX, 75 Paris • Gilbert DANION, 22 Rostrenet • Martine DESBERRE, 92 Puteaux • Patrick DECHART, 75 Paris • Robert DECOURT, 75 Paris • Roger DEGAS, 33 Bordeaux • Denise DEMAIN, 16 Rufres • Guy DEMICHEL, 92 Orsay • Sylvie DEPAUW, 92 Meudon • Christophe DERAMBURE, 50 Commenegies • Gilbert DERAMBURE, 59 St-Sauve • Louis DE ROSSI, 94 Montpon • Marie-Thérèse DESBORDES, 56 Quetzentbert • Penny DESBORDES, 94 Fontenay-sous-Bois • Alain DESCHAMPS, 33 Bordeaux • Anne DESCHAMPS, 93 Episy • M. DESCHAMPS, 75 Paris • Alain DESROCOQUES, 95 Eaubonne • Gérard DESVAUX, 75 Paris • Ronald DEJUBONNE, 1180 Bruxelles (Belgique) • Jean-Claude DIQUELOU, 29 Quimper • Georges DOUGER, 50 La Haye-Pesset • Michel DOUGER, 78 Epone • Robert DOUTEAU, 16 Le Gond-Pontouvre • Francis GRAM, 78 Le Perray-en-Yvelines • J.-C. DUBOIS, 41 Blois • Maryvonne DUBOIS, 41 St-Amand-Longpré • Marie-Alice DUCHET, 45 St-Denis-de-l'Hôtel • Constant DUFOUR, 59 Warechain-sous-Denan • François DUMONTEIL, 30 Ales • Maurice DUMONTEIL, 95 Argenteuil • Christian DUMUR, 75 Paris • Jeanne DUPRE, 59 St-Sauve • Jean-Louis DUPONT, 56 Lanester • Lysiane DUPONT, 50 Equeurdreville • Pierre DUPONT, 50 Cherbourg • Gérard DUPRE, 92 Boulogne-Billancourt • Michel DUPUY, 94 Nogent/Seine • Jean DUPAT, 93 Sevran • Michel DUTAT, 93 La Courneuve • Louis DUVAL, ARNOULD, 00186 Rome (Italie) • Monique DUVERNOY, 93 Rosny-sous-Bois • Charles ENGELMANN, 92120 Montreuil • Françoise ESTIENNE, 60 Hermès • Michel ESTIQ, 38 Chartres • Roland FABY, 50 Heugleville/Sienne • Gustave FARENC, 92 Meudon • Jean FAYE, 75 Paris • Claudine FAYRE, 78 Neauphle-le-Château • Alain FAYE, 78 Andrézy • Jacqueline FAYE, 78 Tril/Seine • Maria FERNANDES, 92 Rueil-Malmaison • Janine FONTAINE, 75 Paris • Raymond FONTAINE, 78 Andrézy • Bernard FOUCHER, 45 Orléans • Monique FOUCHER, 75 Paris • Didier FOUENTRAUX, 93 Montreuil • Edouard FOURMOIS, 1160 Bruxelles (Belgique) • Jacques FOURNIER, 78 Maisons-Laffitte • Pierre FRADIM, 83 Ollioules • Jacques FRANCHI, 75 Paris • Fa FRAULLI, 75 Paris • René FREMIN, 94 Fontenay-sous-Bois • Claude GABARD, 78

78 Sonchamp • Régine GAC, 77 Lieusaint • Jean GANIAGE, 75 Paris • Monique GANIAGE, 75 Paris • Jean-Michel GARNIER, 90 Valdoie • Raymond GARNIER, 35 Noyat-sur-Vilaine • Jean-Marc GATTERON, 57 As/Moselle • Madeleine GAUDINOT, 77 Thorigny-Marne • Monique GAUDINOT, Lagny-Marne • Gilles GUCCA, 13 La Ciotat • Régine GAUTHIER, 61 Vincennes • Louis GAYBAUD, 15 St-Flour • Michel GELINEAU, 72 Arnaux • Jean-Jacques GHOUSSE, 75 Paris • Denise GICCOLINI, 74 Arnaux-le-Vieux • Marie-France GILBERT, 89 Auxerre • Françoise GIRON, 75 Paris • Françoise GRUCHET, 75 Paris • Annie GRUOT, 75 Paris • Pierre GOUSSEAU, 17 Royan • Geneviève GOUSSET, 95 Taverny • Jean-Claude GOUY, 77 Champs-Marne • Françoise GOYARD, 18 Vierzon • Marie-France GUEDI, 75 Paris • Louis GUEDI GUERLINZE, 51 Reims • Mayline GUERLINZE, 51 Reims • Claude GUBON, 75 Paris • GUIDERDONI, 89 Auxerre • Jean-Yves GUIGUEN, 29 Comay • Mireille GUILLET, 41 Blois • Dominique GUILLOIS, 29 Brest • François-Xavier GUITTER, 61 Fiers • Claude GUITTIN, 75 Paris • Jean GUITTIN, 75 Paris • Pierre GUITTIN, 91 Balançourt • Bruno GUYOT, 91 Ste-Geneviève-des-Bois • Jean-Frédéric HANSENS, 1050 Bruxelles (Belgique) • Catherine HAUDOIN, 69 Lyon • Anne-Marie HAUDOIN, 38 Grenoble • Simone HEILBRONN, 75 Paris • Christian HENRY, 91 Yerres • Raymond HERTWIG, 30 Langlade • Ellette HERVOIN, 12 Aubin • Yannick HERVOIN, 12 Aubin • Ursula HIBNER, 75 Paris • Eric HOLTOF, 72 Le Mans • Yolande HOSPICE, 13 Cassis • Bernard HOZE, 94 Maisons-Affort • Gilles HYBERT, 92 St-Cloud • Martine HUGOT, 10 St-André-les-Vergers • Anissa IGHIL, 92 Asnières • Marie IGHIL, 93 Rosny-sous-Bois • Françoise ILCINKAS, 75 Paris • Micheline JAUNAUX, 92 Vannes • Alice JEAN, 60 St-Just-en-Chaussée • Mathilde JEAN, 75 Paris • Dominique JEAN, 75 Paris • François JEHL, 75 Paris • André JOLY, 75 Paris • Hervé JOLY, 92 Rueil-Malmaison • Michel JOLY, 80 Cayeux/Mer • Louis JOURDAN, 38 Montaleau • Raymond JULES, 33 Le Hallain • Maxime JULIAN GAUFRES, 75 Paris • Frédéric KASPROVIC, 01 Serrières-Daniard • Rozenn KERREST, 75 Paris • Serge KIBLER, 77 Avon • Paul-Joseph KRISER, 75 Paris • Colette LABRUE, 33 St-Seurin/Isle • Denis LACOSTE, 31 Toulouse • LAFFORQUE, 09 Foix • Josiane LAIGO, 56 Ploemeur • Christophe LALO, 95 Le Plessis-Bouchard • Irène DE LAMOTTE, 75 Paris • Anna LAPLACE, 78 Le Perray-en-Yvelines • Anne-Caroline LASCoux, 75 Paris • Gérard LECOMTE, 75 Paris • Rémi LEDOUX, 94 St-Maur • Michel LE GALL, 75 Paris • R. LEJEUNE, 38 Echirolles • Mariette LEPLAT, 83 Toulon • Christine LELEUX, 10 St-Benoît/Luc • Jean LEPUSANT, 75 Paris • LE NAOUR, 29 Brest • LE PAGE, 41 La Chapelle-Vendômoise.

Demain, suite du classement du 98<sup>e</sup> au 500<sup>e</sup> prix et du 501<sup>e</sup> au 600<sup>e</sup> prix

سكزانت الاصل

# Asie

## AFGHANISTAN

### M. Hassan Sharq a été nommé premier ministre

L'explosion d'un important dépôt de munitions de l'armée afghane, le dimanche 22 mai à Hérat, au nord-ouest du pays, aurait fait plusieurs centaines de morts et de blessés, selon un communiqué du mouvement Joundat-I-Islami, publié le jeudi 26 mai à Peshawar. Ce communiqué indique que l'attentat a détruit la totalité des armes et munitions stockées dans le dépôt du 11<sup>e</sup> régiment de la division de Hérat, y compris des dizaines de chars et de blindés.

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

La nomination du docteur Hassan Sharq au poste de premier ministre du gouvernement afghan était attendue depuis plusieurs semaines. Il y a une quinzaine de jours, à Kaboul, nous avions évoqué avec lui cette éventualité. Le docteur Sharq, bien sûr, avait répondu qu'il n'était pas au courant de ces « rumeurs de Kaboul » et qu'« on » ne lui avait rien dit (le Monde du 14 mai). Puis il avait insisté sur un point à ses

yeux essentiels : « Je ne suis pas membre du parti » (le PDPA, le parti communiste au pouvoir). Cette spécificité est l'une des raisons expliquant la promotion de celui qui cumulait jusqu'à présent les fonctions de vice-premier ministre et de ministre des réfugiés. M. Sharq a en effet le profil idéal pour tenter de rendre un peu plus crédible la politique de « réconciliation nationale », c'est-à-dire d'ouverture en direction des partis et des commandants de la résistance, qui est devenue le thème central (à défaut de résultats très probants) des discours du président Najibullah. M. Sharq remplace M. Sultan Ali Kochmand, à qui échoit le titre de secrétaire du comité central du PDPA. M. Kochmand, réputé pro-soviétique, et qui, comme le président Najibullah, est de tendance parochamni (l'une des deux factions rivales du parti, avec le Khalq) est déjà membre du bureau politique du PDPA.

Ancien chef de cabinet du prince Daoud (alors premier ministre du roi Zahir Chah) de 1953 à 1963, puis vice-premier ministre de Daoud devenu chef de l'Etat (1973-1977), M. Hassan Sharq a été successivement ambassadeur au Japon puis en Inde (1980-1986).

Resté à l'écart des luttes internes du PDPA, le nouveau premier ministre, comme l'a montré sa carrière, est capable d'une grande faculté d'adaptation, mais aussi de dialogue, deux qualités qui vont être particulièrement importantes dans les mois à venir. Devant le défi que représente pour la survie de son régime le départ des troupes soviétiques, le président Najibullah a besoin d'une cohésion sans faille dans son propre camp. Or, jusqu'à présent, celle-ci n'existait pas, chacun sachant à Kaboul que le ministre de l'Intérieur et chef de la tendance Khalq du PDPA, le général Gulabzoi, ambitionne de remplacer le président « Najib ». Celui-ci a tiré les leçons du rapport des forces politico-militaires : l'armée et la lésardoy, la police militaire, sont majoritairement contrôlés par le Khalq, c'est-à-dire par le général Gulabzoi.

Pour rester au pouvoir, le chef de l'Etat doit donc composer avec son principal rival, il essaie de se créer un quelque sorte une « nouvelle majorité » au sein du PDPA, même si celle-ci n'est que de circonstance. Depuis un mois, plusieurs dizaines de militants du Khalq ont été libérés de prison, alors que bon nombre de

parochamis restent incarcérés. Ces « petits gestes », et surtout le remplacement au poste de premier ministre d'un parochami par une personnalité « ocuménique », sont destinés à se concilier les bonnes grâces des chefs de l'armée (quarante-huit officiers supérieurs ont été nommés généraux à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, le mois dernier).

Cette redistribution des cartes au sein du PC afghan ne semble pas avoir de conséquences sur les liens avec le « parti frère » soviétique. D'autant que Moscou souhaite également qu'un régime acceptable, sinon par tous, du moins par le plus grand nombre, soit mis en place à Kaboul. Entre parochamis et Khalq, les divergences se sont en outre beaucoup atténuées ces dernières années. Comme nous l'expliquait récemment un intellectuel afghan, « la tradition afghane et les appétits de pouvoir des uns et des autres l'emportent toujours sur les convictions idéologiques ». « Et puis, aujourd'hui, ajoutait-il, beaucoup de cadres du parti pensent à l'avenir et au moyen, si cela tourne mal, de sauver leur peau ».

LAURENT ZECCHINI

### La libération d'Alain Guillo serait imminente

L'Humanité du vendredi 27 mai a confirmé les informations faisant état de la libération prochaine du photographe français Alain Guillo, détenu par le régime de Kaboul. Le Monde était informé des négociations en cours entre Kaboul et Paris, mais n'en avait pas fait état jusqu'à présent, afin de ne pas gêner le déroulement. Jeudi en début d'après-midi, l'envoyé spécial dans la capitale afghane du quotidien communiste, Francis Crémieux, a été courvoisé par un « proche collaborateur du président Najibullah » qui lui a déclaré : « Nous venons de décider la libération de votre concitoyen Alain Guillo, condamné pour atteinte à la sécurité de l'Etat et franchissement illégal de nos frontières. Je tiens à vous préciser que l'intervention de Georges Marchais et le dernier message du directeur de votre journal, Roland Leroy, ont joué un rôle déterminant dans la prise de notre décision ». Ce responsable afghan précisait qu'Alain Guillo serait libéré « dans deux ou trois jours ».

NEW DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

M. Gilbert Péro, secrétaire général du Quai d'Orsay, est arrivé le jeudi 26 mai à Kaboul, porteur d'un message de M. Mitterrand au président afghan, M. Najibullah. Cette visite, dont l'objet est d'obtenir la libération du photographe français Alain Guillo, détenu depuis le 12 septembre 1987, est à rapprocher des propos relativement conciliants tenus récemment par le chef de l'Etat afghan. Le 14 mai, à l'occasion d'une conférence de presse à Kaboul, M. Najibullah, interrogé sur son attitude si une demande de grâce pour Alain Guillo lui était présentée par le président de la République française, avait répondu qu'il était prêt à examiner celle-ci avec « bienveillance » (le Monde du 17 mai).

M. Najibullah envoyait ainsi un « signal » à Paris, et les autorités françaises ont apparemment décidé de saisir la balle au bond. Les dirigeants afghans — et, selon des informations recueillies à Kaboul, plus encore les autorités soviétiques, en cette période de glasnost — ne souhaitent pas qu'Alain Guillo purge ses dix ans de prison. Leur souci était de « faire un exemple » pour éviter que d'autres « journalistes » entrèrent en Afghanistan avec les mouvements de la résistance. Mais ni la condamnation de Jacques Aboucher ni celles d'Alain Guillo et de Fausto Bilocalvo (le journaliste italien condamné en février 1988 à sept ans de prison et détenu avec Alain Guillo), n'ont été vraiment dissuasives.

Le gouvernement du président Najibullah est par ailleurs soucieux, au moment où s'amorce le départ des troupes soviétiques et où le maître mot de la politique gouvernementale est la « réconciliation nationale », d'acquiescer une respectabilité et une reconnaissance internationales, que la France, comme la plupart des pays occidentaux, n'a jamais accepté de lui accorder.

Paris, comme les autres capitales de la Communauté européenne, souffrent — mais sans ostentation — le combat des moudjahidins. Cette position n'a pas changé bien que, à tort ou à raison, le président Najibullah puisse tenter de se servir de la présence à Kaboul du secrétaire général du Quai d'Orsay (le plus haut représentant du gouvernement français à se rendre dans la capitale afghane depuis la « révolution » de 1978) et aussi de la lettre que lui a adressée M. Mitterrand pour prétendre à une certaine « légitimité ».

#### Une « parodie » de procès

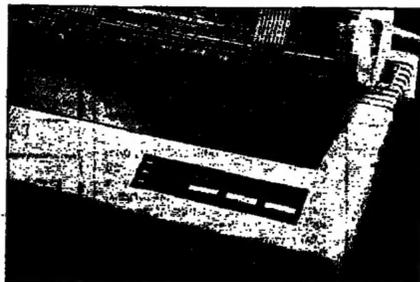
Dans l'immédiat, l'important est la libération d'Alain Guillo. Celui-ci est emprisonné à Pul-i-Charki, au centre-ouest de la capitale, dans une prison où sont enfermés plusieurs milliers de prisonniers, notamment des « politiques ». Le 15 mai, en compagnie de quelques confrères français et italiens, nous avions rencontré Alain Guillo (le Monde du 17 mai). Si son apparence physique était celle d'un homme affaibli, sa détermination et son moral semblaient apparemment intacts. Photographe et journaliste indépendant, il travaillait pour plusieurs agences, notamment l'agence Sygma. Arrêté aux environs de Daoudabad, près de Maymana, dans le nord de l'Afghanistan, à la suite de la trahison d'un « petit commandant local de la résistance », Alain Guillo est un habitué des reportages dangereux. Avant son arrestation, il s'était rendu une dizaine de fois en Afghanistan dans les mêmes conditions.

Après trois mois d'interrogatoires (il a déclaré, il avait pu rencontrer un chargé d'affaires français à Kaboul, M. Christian Lambert, dont les visites, devenues par la suite mensuelles, contribuaient à atténuer les conditions de détention extrêmement dures. Le 4 janvier dernier, Alain Guillo avait été condamné à

dix ans de prison par le tribunal révolutionnaire pour « activités subversives et espionnage pour le compte de puissances occidentales ». En prison, l'intéressé nous avait parlé de cette « parodie » de procès. Il se considérait comme « un journaliste arrêté dans le cadre de son travail » et aussi comme un « otage ».

LAURENT ZECCHINI

# Montre en main, citez le fabricant de l'imprimante qui affiche la plus forte progression des ventes en France.



Europe  
Catalogue  
observateurs  
heureux  
mouvements  
xénophobes  
sont en perte  
de vitesse  
URS

# Politique

## La préparation des élections législatives

### A Longjumeau, M. Barre dans un théâtre d'ombres

Echappé pour une soirée de sa campagne lyonnaise, M. Raymond Barre était, le jeudi 26 mai, à Longjumeau pour soutenir son directeur de cabinet, M. Pierre-André Wiltzer, candidat de l'URC dans la quatrième circonscription de l'Essonne.

L'ancien premier ministre ne s'était plus produit à une tribune depuis le grand meeting communiste de Bercy avec M. Jacques Chirac, le 29 avril dernier, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ce meeting d'entretenir la dernière flamme de l'illusion. A peine un mois après, le rendez-vous barriste de Longjumeau paraissait se produire à des années-lumière. Plus de deux heures, plus de foule : à peine trois cents personnes dispersées dans un théâtre d'ombres.

La droite semblait soudainement être revenue au temps du cinéma muet, réfugiée déjà frileusement dans une opposition des catacombes. Sur ce bateau touchant le fond, le capitaine Barre tente aujourd'hui de ramer comme il peut, ce qui, avant tout, consiste pour lui à se faire comprendre par une opinion quelque peu décolorée par ses prises de position depuis le 8 mai.

L'ancien premier ministre a donc remis son ouvrage sur le métier. Oui, « il était normal » que le président de la République dissolve l'Assemblée nationale, surtout « après la période d'incohérence que nous avons vécue pendant deux ans (...). Sous la 1<sup>re</sup> République le principe est la cohérence entre la majorité parlementaire, le président de la République et le premier ministre. Je préfère que la France soit gouvernée plutôt qu'elle reste dans cette espèce de confusionnisme ou des gens qui ne pensent pas la même chose se mettent ensemble pour ne rien faire ».

#### Fin des guerres de religion

Un raisonnement qui, pour répondre aux « propos prompts, légers et stupides » des commentateurs, ne peut être en rien assimilé, selon lui, à un appel à voter socialiste.

M. Barre a ensuite répété que la politique d'ouverture de M. Mitterrand « ne devait pas être jugée au niveau des paroles mais au niveau des actes ». S'il estime que le gouvernement Rocard a les allures « d'un

gag temporaire », il se souhaite pas pour autant que l'opposition se réfugie « dans une attitude frileuse et fermée ». Entre l'« opposition irrédicible » et une ouverture qui ne serait que de la « complaisance », il y a, selon lui, comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, place « pour une attitude bipartite sur certains sujets d'intérêt national », afin que la France en finisse avec les « guerres de religion » et les « attitudes systématiques ». M. Barre a déploré la polémique qui s'est récemment engagée entre M. Rocard et le gouvernement précédent sur les chiffres et le traitement du chômage.

Éducation, emploi, défense, sur ces priorités l'ancien premier ministre juge que majorité et opposition peuvent se retrouver. Évoquant plus particulièrement la situation en Nouvelle-Calédonie, il a insisté sur la nécessité d'une « politique de développement économique, social et humain au profit de toutes les communautés », en souhaitant toutefois que le vote « de l'immense majorité de la population qui a souhaité le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France soit respecté ».

Enfin, M. Barre s'est employé à corriger les impressions de pessimisme que certains avaient retenues de ses dernières déclarations. Une correction quand même toute en nuances. Il ne croit pas à un « ras-de-marée socialiste », provoquant « une hécatombe et un holocauste » pour la droite. « Les ras-de-marée, a-t-il dit, sont souvent liés au temps des illusions et des rêves ». Bref, il y a peu de chances, selon lui, que 1988 ressemble à 1981. Pour autant, a-t-il repris, « je ne vous dirai pas que nous pouvons gagner les législatives » comme cela fut aussi fait en 1981 par les promoteurs de l'union pour la nouvelle majorité (UNM) ou plutôt, a-t-il plaisanté, « union pour la nouvelle minorité ». Son vote est d'avis à l'Assemblée nationale « une opposition forte, capable d'affirmer sa présence pour que l'on ne puisse pas l'ignorer. Au lieu de nous démolir, a-t-il conclu, je souhaite que les résultats que nous obtiendrions montrent une force puissante qui ne laisse pas faire l'importisme qui ». Autant de propos soûlés, comme on le verra, entre un optimisme minimum ou un pessimisme débridé.

DANIEL CARTON.

### Marseille, cible du Front national

Des universitaires et des scientifiques marseillais ont lancé, le jeudi 26 mai, un appel contre la candidature de M. Le Pen dans la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône. « Il ne peut pas y avoir d'histoire d'amour entre Marseille et Jean-Marie Le Pen (...). Il n'amènerait à Marseille que la violence et la haine. Il voudrait notre ville à un isolement mortel en France comme en Europe », écrivent-ils.

Toujours en lutte contre l'institut de sondages BVA, qui le donne largement battu dans la circonscription qu'il a choisie (le Monde du 27 mai), M. Le Pen a parié 100 000 francs avec le directeur de cet institut, qu'il lui versera s'il est vaincu. M. Michel Pezet a relevé le défi. « Bien, volontiers ! » a-t-il dit, vendredi, à Europe 1.

#### Une place pour 89

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Yves Montand tourne en ce moment à Marseille, cité de son enfance, une comédie musicale intitulée Trois places pour le 26. Tranquillement, au gré des prises de vues, la ville regarde se fabriquer sous ses yeux une vision de ce qu'elle fut quand les colonies, la prospérité maritime, les ports imaginaires d'une autre immigration et une saveur méditerranéenne à couper au couteau, la faisaient palpiter à un rythme aujourd'hui révolu.

Pendant ce temps-là, la plupart des quelques quarante-cinq candidats, aux huit sièges marseillais de députés, courent les quartiers et d'espérances en réunions, tissent leur toile ou en vérifient la solidité. Bernard Tapie ne cesse de traquer Jean-Marie Le Pen de « dégoûté » car ce dernier ne veut pas le rencontrer. Jean-Marie Le Pen a, en termes aussi fleuris, autant à son service : à « dégoûté », beuh-uche et dents.

Le tout sur fond de vague terror ou d'inquiétude diversement formulées de voir cette ville qui aime l'école en commettre un de trop et laisser le patron du Front national s'installer dans ses murs. L'angoisse et le dégoût de tous ceux qui, ici, ont parié si fort pour Jean-Marie Le Pen se retournent maintenant contre son principal bénéficiaire. Jusqu'à quel point ?

Marseille ne s'en tient pas là. Elle se fait un autre cinéma, vierge des faits du « Gaston » en 1986, peut-être même comme sa dernière et acrobate élection de maire trois ans plus tôt. A qui la place, l'unique place pour 1988 dans le fauteuil du premier magistrat de Marseille ?

Tous les combats locaux annoncent cette bataille-là, y compris ceux qui se déroulent en ce moment. Tous les croche-

pieds vient à faire tomber dans le large fosse aux perdants, placée devant ce fauteuil de maire. La longue guérida interne du PS local, hallucinante à certains moments de brutalité et d'arbitraire, ne s'explique pas autrement.

Gardé en 1983 la mairie qui lui était si chère, cette mairie qu'il avait consoignée avec le Provençal et son génie propre, fut pour Gaston Defferre, empereur de Marseille, un malheur. Une catastrophe aussi pour son premier successeur, Robert Vigouroux. Quant à l'élu de 1989, nul ne se risquerait à l'avance à le dire heureux.

Porté à la tête de la cité par un laborieux compromis et dans une atmosphère mêlée de tragédie antique et de fin de partie sicilienne, après le mort de l'homme au chapeau, Robert Vigouroux a raté la chance en ce que le mauvais hasard lui avait donné.

Il n'a pas su faire de l'accidentel et du provisoire le point de départ d'un avenir pour lui et d'une stabilité municipale assurée. Fort de cette absence et de sa propre force qui est redoutable dans tous les registres, — du brutal au manœuvrier, en passant par la stricte intelligence, — Michel Pezet, tombé politique de Gaston Defferre, s'aborda ténacité par l'événement et répéta un moment enfantin, s'est rapidement ressaisi.

Comble d'infortune, le chirurgien Vigouroux a vu, dès lors, au fil des mois, le scalpel de Michel Pezet tracer l'infatigable : l'actuel maire de Marseille ajoute probablement son nom à la longue liste des échoués de la politique marseillaise. Pitoyable lever de rideau de ces législatives : l'annonce surprise d'une possible candidature contre Jean-Marie Le Pen et le retrait immédiat de cette hypothèse, n'ont pas arrangé la cause de ce maire qui rêve de l'être encore en 1989.

### Douze mille fonctionnaires

Pour prévenir toute autre velléité, Michel Pezet a immédiatement contre-attaqué et entend obtenir avant l'échéance une investiture de la future tête de liste socialiste marseillaise qui, sauf malheur phocéan, lui est acquise. Car il tient solidement en main le PS local, directement ou par homme lige inaperçu, tandis que le PS, dont la surpuissance, largement fictive, puisait surtout aux sources d'un clientélisme des plus traditionnels (le maire emploie douze mille fonctionnaires municipaux) pèse lourd dans le vote de toute décision nationale importante du parti. Ce qui explique la discrète ostentation et quelquefois l'insolite déférence dont Lionel Jospin, Laurent Fabius ou Michel Rocard ont, en des circonstances différentes, fait preuve à l'égard de l'exceptionnelle fédération des Bouches-du-Rhône.

Mais pour obtenir l'unique et fameuse place de 1989, Michel Pezet est tributaire de bien d'autres séquelles qui se jouent en ce moment même. Si Jean-Marie Le Pen et l'outsider local du Front national, Pascal Arrighi, sont tous les deux sortis du circuit marseillais lors de ces législatives, le mensonge direct du Front, propice aux combinaisons variées d'un autre Front, républicain celui-là sera écarté.

Le patron du PS, sûr pour ce qui le concerne d'être député et qui a même failli être ministre dans le premier gouvernement Rocard, ne sera pas en peine de faire voter en dehors une éventuelle et ultime velléité de Robert Vigouroux : une liste dissidente. Le maire de Marseille se contente pour l'instant de trouver « inacceptable » l'accélération voulue par Michel Pezet, ses amis et ceux qui sont bien contraints de composer avec lui. Enfin, ce der-

MICHEL KAJMAN.

### Chez les socialistes : variations sur l'ouverture

« L'ouverture reste à l'ordre du jour, quelle que soit la solidité de ses fondements », a déclaré, le jeudi 26 mai sur le perron de l'Hôtel Matignon, M. Michel Rocard, qui venait de s'entretenir avec M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière.

Certes, a rappelé le premier ministre, « on ne peut ouvrir une majorité que si elle existe ». « Même en ce qui concerne l'ouverture, il faut être sûr de soi et très conscient de sa force pour pouvoir jouer un jeu ouvert ».

Pour M. Rocard, cette ouverture doit se réaliser non seulement « dans la gestion des personnels de la fonction publique, dans la négociation sociale et dans le respect de l'autre », mais « également dans le travail législatif en acceptant des amendements de l'opposition qui, pour être l'opposition, peut avoir le sens de l'Etat ».

Interrogé, le même jour, par le Club de la presse d'Europe 1, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a lui aussi, pris « un esprit d'ouverture généralisé dans les méthodes », à l'égard de l'opposition, mais également « vis-à-vis de ceux qui veulent rejoindre la majorité parlementaire ». « Je ne leur propose pas de venir à Paris, mais de créer, comme ils voudront, une formation nouvelle et moderne au centre ». Néan-

moins, « ne nous demandez pas, a-t-il ajouté, d'animer cette grande formation centrée qui va se constituer ».

Interrogé sur les propos de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, qui voyait dans l'attribution de la présidence de l'Assemblée nationale à M. Valéry Giscard d'Estaing un symbole d'ouverture, M. Mauroy n'a pas rejeté cette éventualité, répondant simplement : « Pourquoi pas ? »

Rappelant, par ailleurs, que « les socialistes ont fait un effort sans précédent [...] pour réserver des circonscriptions à des personnalités [...] et pour constituer cette fameuse formation du centre », M. Mauroy a envisagé « une espèce de front républicain » entre les deux tours des élections législatives. Dans l'hypothèse d'« une bataille caractérisée contre le Front national », le premier secrétaire du PS a évoqué la possibilité d'« une ouverture vers des candidats » incapables d'« accepter que le FN puisse arbitrer » entre les deux tours du scrutin.

M. Laurent Fabius a pour sa part, insisté jeudi au cours de l'émission télévisée réservée aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale, sur la nécessité d'« une majorité solide » pour « donner les moyens de gouverner ». La dissolution selon lui « s'imposait, car on ne peut se faire tirer comme un pigeon ».

### Naissance de l'IRC

Un nouveau sigle est né dans le monde communiste français, qui en connaît déjà un pléiade : IRC. Il signifie Initiative pour la reconstruction communiste et se retrouve au bas du premier communiqué publié par ceux que l'on appelle le « groupe des cinquante-quatre » qui ont lancé récemment un appel à la « reconstruction » du PCF (le Monde du 18 et du 19 mai). Ce texte, signé notamment par M. Claude Foppen, ancien membre du bureau politique du parti, a été rédigé à la suite d'une réunion tenue le mardi 24 mai à Paris.

Il affirme que « l'appel à la reconstruction du PCF rencontre un large écho. (...) Une situation nouvelle est en train de se créer ». Les auteurs appellent « tous les communistes à s'engager résolument dans la bataille des législatives », car, selon eux, « un bon résultat de nos candidats à ces élections créera de meilleures conditions pour la reconstruction du grand parti communiste que nous voulons ».

On précise, de bonne source, que, depuis son lancement, le texte du « groupe des cinquante-quatre » a reçu « près de mille signatures », parmi lesquelles se trouvent de nouvelles figures historiques du parti. Cette initiative, analysée dans un premier temps dans l'Humanité comme une tentative de fraction ou de création de tendance, n'a, dans un second temps, reçu qu'une désapprobation très molle de la part du comité central du PCF. Certains des signataires ont même été investis par la direction du PCF comme candidats aux élections législatives.

### Selon divers sondages

### La gauche obtiendrait une majorité écrasante à l'Assemblée nationale

Avec 384 élus, la gauche obtiendrait aux élections législatives près d'une centaine de députés supplémentaires par rapport à la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale (289), selon le résultat d'une projection réalisée par la SOFRES et publiée le vendredi 27 mai dans le Tribune de l'Expansion (1). La droite serait, elle, représentée par 171 députés.

Selon cette enquête, 51,5 % des électeurs auraient l'intention de se prononcer en faveur d'un candidat de gauche, alors que 48 % étaient dans ce cas, selon l'enquête SOFRES-Nouve! Observateur parue le 26 mai. Parmi eux, 42 % (au lieu de 40 %) choisiraient un représentant de la majorité présidentielle et 9 % (au lieu de 7 %) un membre du Parti communiste.

Les candidats de droite et d'extrême droite seraient pour leur part crédités, comme la semaine dernière, de 48 % des suffrages ; 38,5 % de ces électeurs se prononceraient en faveur d'un représentant de l'URC ou divers droite, tandis que 9,5 % voterait en faveur d'un partisan de M. Jean-Marie Le Pen.

Si 65 % des personnes interrogées souhaitent que l'URC se concilie avec le Front national, 46 % des interviewés reconnaissent que, si tel était le cas dans leur circonscription, « cela ne changerait rien à leur vote », 30 % se sentant alors incités à se prononcer en faveur du candidat socialiste.

Par ailleurs, M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti

communiste français, a estimé, jeudi sur FR 3, que le dernier sondage BVA-Paris-Match, n'attribuant aucun député au PCF dans la nouvelle Assemblée, est « trafiqué ». « En ce qui concerne les autres partis, a expliqué M. Marchais, le sondage a porté sur le nom des candidats, mais, pour ce qui concerne le Parti communiste (...), on a simplement utilisé le nom « Parti communiste ». M. Jacques Chaban-Delmas a, pour sa part, jugé cette projection « inquiétante » sur le fond car, selon lui, « plus le nombre de députés socialistes sera élevé à l'Assemblée nationale, plus l'ouverture sera difficile et plus elle sera limitée ».

(1) Sondage effectué les 24 et 25 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

« Les tensions » de M. Le Pen. — M. Le Pen a déclaré le jeudi 26 mai sur TF 1 que si le Front national n'avait pas d'élu dans la prochaine Assemblée il y aurait risque de « tensions dans le pays ». A propos d'éventuels désistements en faveur des candidats de l'URC au second tour, le président du Front national a ajouté : « Il y a un certain nombre d'hommes politiques qui ont témoigné de tant de hargne, de tant d'hostilité à notre égard qu'ils ne doivent pas s'attendre à un traitement de faveur de notre part. Il ne faut pas qu'ils s'écartent que nous ne fassions rien pour les aider ».

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES

Un voyage à travers l'histoire

INDEX ANALYTIQUE DU JOURNAL "LE MONDE DIPLOMATIQUE" 1954-1983

BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU "MONDE DIPLOMATIQUE"

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....

NOMBRE D'EXEMPLAIRES (S) ..... X 1 500 FF (Prix d'expédition inclus) FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M<sup>me</sup> LAFFETTER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de :

LAURENT FABIUS, YANNICK SIMONON, FRANCOISE BEST, JEAN-PIERRE MAILLES

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

صكياتن الأصل

# Politique

## L'ouverture, au-delà des mots

(Suite de la première page.)

Elle était pourtant souhaitable, et s'inscrivait dans la logique de la situation. Le président Mitterrand avait répété avant le début de la campagne son intention de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale si celle-ci ne faisait pas obstacle à l'action du gouvernement. Le débat ouvert sur ce sujet au sein du Parti socialiste, en décembre dernier, avait été orienté de manière à écarter une motion trop pressante en faveur de la dissolution. Dans les jours qui ont suivi la présentation de sa candidature, François Mitterrand a confirmé sa intention de ne pas procéder immédiatement à la dissolution.

Cette intention était naturelle, car l'Assemblée nationale en place n'était pas née du hasard. Elle a été élue il y a juste deux ans, alors que François Mitterrand était président de la République, et selon une loi électorale largement influencée par lui. La majorité de cette Assemblée avait accepté de soutenir une formule de collaboration, au moment où le président de la République communi- cait une position affaiblie. Le président réélu la retrouvait, mais dans une position renforcée. Il était légitime de vouloir tester ses dispositions.

Cela pouvait se faire de deux manières : soit en nommant un gouvernement issu de la majorité parlementaire, soit en désignant un gouvernement socialiste, qui aurait alors été minoritaire.

La première solution était la plus conforme à la lecture « parlementaire » de la Constitution. Elle constituait une tentative authentique pour faire travailler ensemble les deux moitiés - dans ce cas les deux majorités - de la France. François Mitterrand l'avait sans doute envisagé si la marge avec laquelle il était élu avait été étroite. A partir du moment où cette marge était confortable, un tel choix devenait quasi inacceptable pour ses amis politiques, et peu compréhensible pour l'opinion publique, qui aurait difficilement admis que « la dernière majorité qui se soit exprimée » ne gouvernât pas la France.

L'autre solution consistait à nommer un gouvernement à direction socialiste, comprenant un certain nombre de parlementaires politiques, voire des élus rattachés. Ce gouvernement eût été minoritaire à l'Assemblée. A-t-il été en état de travailler ? Je pense que oui.

### Les terres arides du réel

J'avais pris soin, dès le soir du 8 mai, d'indiquer que nous ne voterions pas de motion de censure préalable, et que nous nous prononcions sans parti pris sur les projets de gouvernement. Les contacts que j'avais pris avec les dirigeants de l'UDF et ceux du RPR me permettaient de penser que cette position serait largement suivie. Les réactions de l'opinion indiquaient que cette attitude était approuvée.

Le gouvernement aurait présenté ses propositions. On peut penser à une loi-cadre pour la préparation de l'économie française à l'échéance européenne de 1992 ; à un projet de développement et de décentralisation de l'éducation et de la formation ; à un texte prévoyant un dispositif de solidarité pour la réinsertion sociale. Le débat se serait déplacé du mirage des mots vers les terres plus arides de la réalité. Nous aurions discuté ces projets, les aurions amendés, et sans doute votés. Le texte suivant eût été celui de la réforme électorale, fixant un seuil de députés par département au-delà duquel ceux-ci seraient élus à la proportionnelle. Ce texte eût été adopté, je crois, à une large majorité, incluant notamment les députés de l'UDF.

Ainsi, à l'automne, les données de l'évolution politique auraient été clarifiées : deux majorités alternatives et, entre elles, la possibilité d'une ouverture. En cas de crise fondamentale, dissolution avec la nouvelle loi électorale.

On aperçoit les motifs pour lesquels François Mitterrand a finalement écarté cette formule. Il a pensé que, le temps aidant, la majorité de l'opinion publique refluerait du camp socialiste en direction de notre majorité, que nous maintiendrions le gouvernement sous la pression d'un vote de censure et que, lorsqu'il dissoudrait l'Assemblée, nous risquions de gagner les élections. Sans doute était-ce exact. Mais il est également vrai qu'un gouvernement peut réussir que des députés hésitent toujours à voter la censure qui les renvoie devant les électeurs, et que la nouvelle loi électorale aurait interdit les coups de balancier excessifs.

En fait, lorsque François Mitterrand a coéquilibré l'échec de son succès, l'occasion lui a paru trop

bonne pour le laisser échapper. La dissolution pouvait lui assurer un large soutien du Parlement. Du coup, il l'a saisie. Avant même que le gouvernement ne soit formé, il a décidé la dissolution. Il fallait éviter que le gouvernement ne se présentât devant une Assemblée, qui ne l'aurait pas renversé ! Le calendrier a été précipité.

C'était aussi renoncer dans un premier temps à l'ouverture, ou du moins la rendre paradoxale ! Car plus le Parti socialiste gagnera de sièges aux élections, moins l'ouverture sera de consistance ! En quoi un Parti socialiste disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale sera-t-il incité à ouvrir une discussion authentique avec d'autres formations pour obtenir leur soutien à une politique qu'il pourra, de toute façon, appliquer sans eux ? Et comment un parti qui viendrait de triompher aux élections renoncera-t-il à conserver les ministères de l'économie et des finances, de l'intérieur, de l'éducation, des affaires sociales et des affaires étrangères qui lui ont été attribués et qui lui assurent la conduite exclusive de la politique du gouvernement ?

Enfin, il faut compter avec deux éléments : les risques de crise, et la durée. Si un parti politique détient la totalité des pouvoirs, il est inévitable que, en temps de crise, il se replie sur lui-même et ignore les demandes ou les conseils de ses faibles alliés. Et l'écoulement du temps, dans un deuxième mandat présidentiel - expérience inconnue en France mais familière aux Etats-Unis - fait dériver le centre du pouvoir de la présidence en direction du parti majoritaire, au fur et à mesure que se développe en son sein la compétition successorale.

Pour qu'existe une réelle possibilité d'ouverture, il est souhaitable que le Parti socialiste ne décline pas la majorité absolue de la prochaine Assemblée nationale.

Ceux qui souhaitent associer les deux moitiés de la France à la conduite des affaires du pays doivent voter pour les candidats du centre.

Nous voyons se moderniser le paysage politique français.

A gauche, l'effacement du Parti communiste et le développement

d'un grand parti, dont on ne sait pas encore s'il sera socialiste ou social-démocrate.

Au centre et à droite, une structure plus confuse : les électeurs souhaitent l'union, mais les partis cherchent à conserver leur identité, et les candidats à l'élection présidentielle ont préféré jouer leur chance séparément, au risque de la perdre.

La démarche vers l'ouverture, telle qu'elle est conduite par les dirigeants socialistes, accroît cette confusion. Elle ne s'adresse pas à l'UDF, dont on ignore le nom, ni au RPR, qu'on paraît récuser. Elle fait allusion aux « centristes ». Quels centristes ? Les quelques ralliés viennent du centre gauche ou ont appartenu au Parti républicain ! Veut-on faire éclater l'UDF ? Quelle sera la signification durable d'une ouverture faite en direction d'un centre qui serait réduit en miettes, et où on chercherait à faire naître un « parti de ralliement » ?

L'authenticité de l'ouverture suppose le respect de son partenaire tel qu'il est, c'est-à-dire, par essence, différent.

Contrairement à ce qui se dit, l'ouverture n'est pas à titre principal

une affaire d'hommes ou de places. Les ralliements ne résoudront pas les problèmes de fond de la société française.

En fin de compte, l'ouverture c'est pour faire quoi ?

Le débat quittera-t-il enfin le paradis sécurisant des mots ?

### Un débat rhétorique

Dans le passé, les tentatives d'ouverture ont fini par exploser sur des problèmes concrets : celui de l'école libre sous la IV<sup>e</sup> République ; celui de l'Europe du temps du général de Gaulle. Peut-on définir aujourd'hui une politique économique et fiscale adaptée au marché européen, une politique de formation et d'éducation, un régime de solidarité facilitant la réinsertion des exclus, une stratégie nucléaire pour l'Europe, qui soient mutuellement acceptables par les deux moitiés de la France ?

Je pense sincèrement que oui. C'est pourquoi je regrette que le premier ministre ne soit pas venu en parler devant le Parlement. Je regrette qu'aucun de ces problèmes ne soit sérieusement traité au cours

de la campagne électorale, alors qu'ils resurgiront dès le lendemain !

Et je craindrais qu'avec une majorité monocolor les prochains débats parlementaires ne nous offrent qu'un modèle réduit des discussions qui auraient dû s'engager sur le fond !

Tant que ces sujets se seront pas directement abordés, le débat sur la nature de l'ouverture gardera un caractère rhétorique.

Le problème réel est celui de la répartition des pouvoirs. Si le président de la République est d'origine socialiste, l'Assemblée nationale à majorité socialiste, le gouvernement à dominante socialiste, il y aura contrôle d'un seul parti sur l'ensemble des décisions politiques, et non pas répartition des responsabilités et des efforts. Or c'est cela, l'ouverture.

Et pendant tout le temps que nous consacrons à voter, pendant tout ce temps, dans le monde, nos grands concurrents sont au travail.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.  
(Les intertitres sont de la rédaction.)

# Arrêtez vos montres, c'est Citizen.

Vous connaissez sans doute Citizen pour son secteur horlogerie. Ce n'est pas étonnant, car Citizen est le plus important fabricant de montres au monde.

### Aux Armes Citizen!

Mais vous ne savez peut-être pas que Citizen Europe offre une gamme complète d'imprimantes pour répondre à tous les besoins du monde des affaires. Elle comprend des imprimantes matricielles à 9 aiguilles et à 24 aiguilles, des imprimantes à marguerite et l'ouverture 110+, notre nouvelle imprimante à laser.

D'ailleurs, en l'espace de deux ans, notre société est devenue le quatrième fabricant d'imprimantes matricielles sur le marché français. Et notre 120D est le numéro un des imprimantes dans sa catégorie (Source IDC Rapport de 1988).

### Vers L'Europe

En Europe, Citizen se classe en quatrième position pour la vente d'imprimantes matricielles, un résultat impressionnant pour une société qui n'a pas encore trois ans d'existence.

Nous tirons le meilleur profit de nos investissements en Europe, et l'usine que nous avons implantée en Grande-Bretagne fabrique 10.000 imprimantes par mois. De plus, d'ici la fin de l'année, toutes nos imprimantes matricielles seront fabriquées en Europe. Pour l'Europe.

### L'Assurance Du Succès

Dès le début, nous avons offert à nos clients une garantie unique de deux ans. Comme nous venons de célébrer notre deuxième anniversaire, vous devez vous demander si nous sommes maintenant en mesure de déterminer la fiabilité de notre matériel. Le taux d'anomalies ne dépasse pas 1 sur 1.000. Du sérieux. Du solide.

### Offre Exclusive

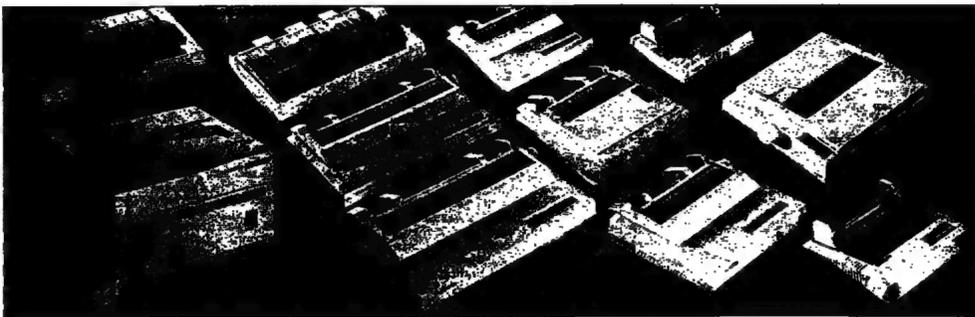
Sans plus tarder - et jusqu'à épuisement des stocks - profitez de notre offre exclusive qui combine deux géants de l'informatique: Citizen et GEM Desktop Publisher.

Si vous achetez une Citizen HQP40, 45 ou encore une MSP40, 45, 50 ou 55, nous vous offrons, sans supplément, le logiciel GEM Desktop Publisher (Valeur: 3540 FF H.T.).

Mais dépêchez-vous, le temps c'est de l'argent.

Les imprimantes Citizen sont distribuées en France par Alfatronic (t) 69 07 78 08 Omnilogic (t) 45 21 15 50

\* GEM Desktop Publisher est une marque déposée de Digital Research.



Dépêchez-vous, le temps s'écoule.
Prête de m'envoyer de plus amples détails sur l'offre exclusive Citizen/ GEM Desktop Publisher.
A renvoyer rempli à l'adresse suivante:
OPERATION CITIZEN/GEM - 176, av. Ch. de Gaulle - 92522 Neuilly Cedex.
Nom:
Prénom:
Société: Fonction:
Adresse:
Code Postal: Ville:
Téléphone:
CITIZEN





# Politique

## La situation en Nouvelle-Calédonie et la polémique sur les événements d'Ouvéa Le Front national refuse de rencontrer la mission de dialogue

La polémique sur les événements d'Ouvéa est aujourd'hui renforcée par de nouveaux témoignages sur les circonstances de la mort de trois des dix-neuf Canaques tués lors de l'assaut mené pour libérer les otages détenus par un commando du FLNKS. L'Agence France-Presse cite des « médecins militaires et des officiers de l'état-major », qui ont tenu à garder l'anonymat, tandis

que le *Nouvel Observateur* a recueilli les témoignages de dix-huit Canaques ayant participé à la prise d'otages et aujourd'hui détenus en région parisienne.

A Nouméa, le chef de file du Front national en Nouvelle-Calédonie, M. Guy Georges, a refusé de rencontrer la mission

chargée par le premier ministre de « rétablir le dialogue ». « Il n'est pas question de cantonner », cette mission, dont « les conclusions sont déjà faites », a-t-il déclaré, affirmant que le ministre des DOM-TOM, M. Olivier Stirn, veut « l'annulation du statut Posé, le retour des terres aux Mélanésiens et des mesures fiscales arbitraires ».

Recueillis par l'AFP et « le *Nouvel Observateur* »

### De nouveaux témoignages sur les trois morts contestées

Trois semaines après l'assaut lancé le 5 mai sur la grotte de Gossana, la version officielle des morts de trois des preneurs d'otage d'Ouvéa est de plus en plus mise à mal. Le doute grandit aujourd'hui avec les nouvelles informations diffusées par l'Agence France-Presse (AFP) et le *Nouvel Observateur*. L'AFP a recueilli, le jeudi 26 mai à Paris, les témoignages « de médecins militaires et d'officiers de l'état-major » sur les circonstances du décès d'Alphonse Dianou, le chef des ravisseurs ; le *Nouvel Observateur* publie, vendredi 27 mai, les récits de dix-huit des vingt-neuf Canaques transférés dans des prisons de la région parisienne après la prise d'otages.

Selon les sources citées par le chroniqueur militaire de l'AFP, Alphonse Dianou « est mort d'un infarctus provoqué par une thrombose due à un garrot posé trop longtemps sur sa jambe blessée ». Ces médecins militaires et ces membres de l'état-major, assure l'Agence, « n'ont pu être formels que sur les raisons pure-

ment médicales du décès », se disant incapables de préciser si Dianou avait été blessé durant l'assaut contre la grotte ou si un gendarme du GIGN lui avait volontairement tiré une balle dans le genou après sa reddition, comme l'affirment plusieurs témoignages.

« Les gens, expliquent l'une des sources de l'AFP, ont laissé le garrot deux heures, peut-être un peu plus. Quand ils l'ont retiré, les tissus veineux étaient nécrosés et un caillot est remonté vers le cœur. Une phlébite, en somme. »

Ce témoignage confirme deux récits, l'un d'une source liée au 11<sup>e</sup> choc, l'autre d'une source du GIGN, dont le *Monde* avait fait état dans ses éditions datées 22-23 mai. Ces deux sources assuraient, écrivions-nous, que Dianou « serait mort lorsqu'on lui a brutalement retiré le garrot : son cœur aurait alors lâché ». Or ce sont ces mêmes informateurs, proches des militaires ayant participé à l'assaut, qui précisent que Dianou a été volontairement blessé, après qu'il se fut rendu, d'une balle Brenneke de calibre 12, tirée avec un fusil à pompe par un membre du GIGN. Les mêmes sources, enfin, confirment les « exécutions » de Wenceslas Lavello - chef militaire des preneurs d'otages - et de Waina Amossa - l'un des « porteurs de thé » chargés du ravitaillement.

#### Sans soins sans perfusion

Le rapport du commandant Philippe Legorjus, chef du GIGN, s'en tenait, à propos d'Alphonse Dianou, au propos suivant : « Au fond de la cuvette, Dianou Alphonse, blessé à une jambe est allongé sur un brancard. Le médecin de la force spéciale [le 11<sup>e</sup> Choc] lui a administré des premiers soins : garrot, perfusion, pansement. Dianou sera évacué une demi-heure plus tard. » Or les sources militaires anonymes citées par l'AFP, ainsi que d'autres sources médicales, assurent que « le maintien du garrot au-delà de quelques minutes a constitué une grave erreur ». « Aujourd'hui, a précisé l'une d'elles, on recommande de ne plus poser de garrot, mais de faire des points de compression. » De plus, la photo publiée par *Paris-Match*, puis par le *Monde*, prise quelque trois heures après la fin de l'assaut à Saint-Joseph (nos éditions du 26 mai) montre, qu'Alphonse Dianou, loin d'être

transféré à l'antenne médicale, est laissé, à côté de huit prisonniers sains et saufs, sans soins et, surtout, sans perfusion.

Le *Nouvel Observateur* publie les récits, recueillis dans les prisons de la Santé, de Fresnes et de Fleury-Mérogis, de dix-huit Canaques, qui recourent, avec des détails supplémentaires, ceux recueillis sur l'île d'Ouvéa par les journalistes. Six de ces témoignages - ceux de Xavier Tangopi, David Adjoumpie, Benoît Tangopi, Alexandre Walepe, Hilaire Dianou et Jacob Wamo - assurent qu'un gendarme otage, prénommé « Alberto », a été blessé par les assaillants de l'opération « Victor » alors qu'il tentait de parlementer. Ce serait le cas également, assurent-ils, d'un second otage, adjudant-chef de la brigade de Fayaoé. « Ils ont été blessés ou tués, je ne sais pas, au moment de la deuxième attaque », affirme l'un de ces militants du FLNKS.

Ce nouvel élément est très mystérieux. En effet, il n'y a eu, officiellement, que trois blessés parmi les militaires français (deux membres du GIGN, Laurent Timothée et Jean-Marie Grivel, un membre de l'EPIGN, Marc Le Drenne) et, toujours officiellement, tous les otages ont été libérés sains et saufs. Dans ce décompte, aucune trace d'un Alberto ou d'un adjudant-chef blessés.

E. P.

### La drôle de guerre qui n'a pas de visage

CANALA de notre envoyée spéciale

L'hélicoptère Puma s'est posé à 12 h 50 sur un terrain vague de Canala, tenu aux quatre coins par des gendarmes mobiles. Les « missionnaires du dialogue » sont descendus. Ils n'étaient plus six, ce vendredi, mais onze, accompagnés de cinq gendarmes en civil munis chacun d'un sac de sport.

Les membres de la mission ont marché vers Canala, dernière étape de leur périple de trois jours en brousse. Au lieu de la mobilisation indépendantiste du début des événements d'avril, Canala, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, vit toujours sous un drôle d'état de guerre, où rien ne fonctionne mais où on ne signale aucun « incident particulier » depuis une dizaine de jours. Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité, plus d'école. L'armée, qui ravitaillait en eau les communes, ne vient plus depuis l'affaire de Toaho, où un Mélanésien a été tué par un soldat. La gendarmerie ne s'aventure plus, hormis opérations de police judiciaire, dans certaines tribus qui ont fait sécession derrière leurs tranchées ; une bande-roule à l'entrée : « Ni pleurs, ni larmes, la lutte continue. »

En tête du cortège, le coordinateur de la mission, le préfet Christian Blanc, a accéléré le pas. Derrière l'ancien directeur de la gendarmerie nationale, Jean-Claude Périer, s'est demandé pourquoi tout le monde était si pressé.

Cette drôle de guerre n'a pas de visage. Le barrage du pont de Negropo, à une quinzaine de kilomètres de Canala, n'est fait que de quelques cailloux, à aller, et, une heure plus tard, il est devenu infranchissable : troncs et pierres entassés. On n'aperçoit personne pourtant derrière les « nationalistes ». Réfugiés autour de la gendarmerie, les anti-indépendantistes se plaignent du manque de ravitaillement, pendant qu'on les surprend en train de déjeuner de riz, de viande et de bordsaux. Ils ne peuvent pas sortir, disent-ils, mais ils vont pourtant en commandos, le soir, garder leurs fermes isolées. Celui qui quitte sa maison à Canala s'expose à la retrouver calcinée.

#### Le fusil à la main

Les gendarmes, dans leur lutte contre les bâtisseurs de barrages, en armes, ont brûlé, fin avril, une dizaine de cases appartenant à des indépendantistes. Des « bandes armées », selon l'expression officielle, ont, en retour, incendié les maisons des « indicateurs » présumés, ainsi que d'autres, soit au total une quinzaine. Des familles RPCR ont été menacées. La lutte qui « continue » à Canala s'apparente à une guerre civile et sème la terreur avec ces « bandes armées » qu'il ne convient pas de confondre avec les indépendantistes, selon le commandant des forces de gendarmerie, le général Jérôme, mais que le FLNKS n'a jamais désavouées.

La mission a parcouru quelques centaines de mètres dans

Canala désert. L'épicerie était fermée, mais c'était l'heure du déjeuner. Les gendarmes ont klaxonné au passage pour prévenir Augustin Choochan, président du comité de survie de Canala. Dans le préau de l'ancienne école où logent une trentaine d'entre eux, les réfugiés anti-indépendantistes ont témoigné.

« Vous les connaissez, ces personnes ? », a demandé Christian Blanc. « Vous les connaissez peut-être mieux que nous », a répondu un réfugié, tee-shirt marqué d'un cœur rouge : « J'aime le FLN. Nouvelle-Calédonie. »

Christian Blanc s'est adressé au président du conseil des anciennes tribus de Gélitima, Mattéo Joredié, membre du RPCR et cousin de l'un des principaux responsables du FLNKS, Léopold Joredié. Il a montré la cicatrice au bras causée par le ricochet d'une balle tirée dans sa cuisine. « C'est la réaction du FLNKS. Ils ne veulent plus nous voir. Ils disent que je donne des tuyaux à la gendarmerie. »

Parmi les réfugiés figurent beaucoup d'anti-indépendantistes, mais aussi désormais des membres du LKS (parti indépendantiste modéré) et des femmes venues de tribus FLNKS. « Ce n'est pas politique », a dit Augustin Choochan. « Nous sommes tous bloqués par des barrages. Les femmes ne sont plus contrôlées. Ils nous ont le fusil à la main. Une fois qu'ils ont goûté à ça, on ne peut plus les guérir. Cela va continuer. »

M. Blanc a poursuivi : « Comment aider à décrire la situation ? » « Vous pouvez trouver Tjibaou, mon cousin Joredié et organiser une table ronde avec les dirigeants FLNKS », a proposé le président du conseil des anciens.

En partant, M. Blanc a promis aux réfugiés de parler de la situation « à qui de droit ». A Hienghène, la veille, les membres de la mission avaient évoqué devant Jean-Marie Tjibaou les problèmes de sécurité des populations, mais le président du FLNKS les avait renvoyés à son bureau politique.

L'hélicoptère Puma a décollé moins d'une heure plus tard. Tout était dit et la mission ne souhaitait pas s'attarder. Une femme a fait une photo de son mari sur fond d'hélicoptère, de terrain vague et de fusils d'assaut de la gendarmerie.

CORINE LESNES.

### Brenneke : une munition, pas un fusil

Brenneke est une marque de munition et non de fusil. Nous avons écrit par erreur, dans nos éditions du 26 mai, que le tir qui blessa mortellement Alphonse Dianou, chef des ravisseurs d'Ouvéa, avait été effectué avec un fusil de marque Brenneke, avec une munition de calibre 12, qui provoqua d'importantes blessures. Vérification faite, la munition Brenneke de calibre 12, utilisée notamment pour la chasse au sanglier, est tirée par le GIGN avec des « riot-guns », qui peuvent aussi tirer des chevrotines, des balles en caoutchouc, etc. Ici, le calibre 12 ne signifie pas 12 mm, mais que la balle est d'une grosseur telle qu'on en coule douze dans une seule livre de plomb.

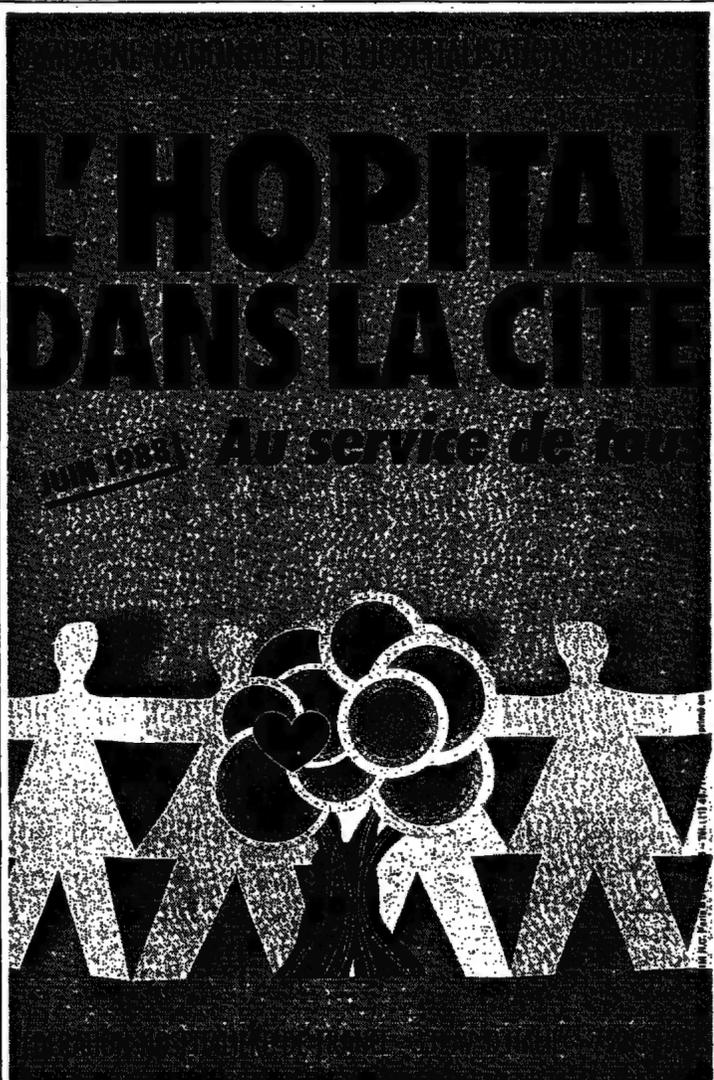
C'est l'hésitation qui, dans nos éditions du 26 mai, a relevé notre erreur, ajoutant : « Si Alphonse Dianou a effectivement été blessé avec une telle munition, une simple perfusion ne pouvait le sauver. Le laisser pendant des heures sur un brancard, après lui avoir pulvérisé ainsi le garrot, était le condamner à une mort inévitable. »

### Odile Ruzelle MAI 58 De Gaulle et la République



Mai 1958 : la France est au bord de la guerre civile. Tous les regards se tournent vers Colombey : que pense, que fait, que va faire de Gaulle ?

Collection Espoir / PLON



### Faibles et forts selon André Frossard

Dans son billet quotidien du *Figaro*, André Frossard évoque, le vendredi 27 mai, sous le titre « Drama », la situation en Nouvelle-Calédonie qui, à son avis, intéresse la morale, et la politique en second lieu seulement.

Il écrit : « La morale veut, me semble-t-il, que le communautarisme le plus dévot, qui est aussi le plus nombreux, n'use pas de ses droits pour imposer ses vues à l'autre, que la République n'a pas pu ou n'a pas su amener au même niveau de développement, à quelques exceptions près. »

« Le principe majoritaire est bon lorsque les compétiteurs sont égaux. Si ce n'est pas le cas, la majorité ne doit pas partager ses pouvoirs de telle façon que la minorité ne se sente ni exclue ni dédaignée. Aux politiques de faire en sorte que la communauté la plus faible n'aille pas chercher dans la violence ce que lui doit la justice. Je reconnais que ce n'est pas facile. »

« Je crois qu'un chrétien est tenu, en conscience, de parler comme je viens de le faire. »

# Société

## JUSTICE

Sursis confirmé pour l'expulsion de cinq Iraniens

### Le Conseil d'Etat rejette les recours de M. Charles Pasqua

Le Conseil d'Etat vient d'infliger un dénouement au ministre de l'Intérieur, du temps où il était confiné à MM. Pasqua et Ponsard.

Dans une décision prise le 25 mai et motivée avec une exceptionnelle précision, la haute juridiction a confirmé les sursis à l'expulsion de cinq Iraniens, prononcés au mois de janvier dernier par les tribunaux administratifs de Versailles et de Paris, au sujet de l'expulsion de cinq Iraniens selon la procédure d'urgence absolue.

Signés le 5 décembre dernier, une quinzaine d'arrêts d'expulsion de militants iraniens considérés comme proches des Moudjahidines du peuple et de Turcs avaient déclenché une vive polémique, leurs amis ayant mené une active campagne en leur faveur, notamment par des grèves de la faim. Le chef de l'Etat était intervenu en demandant des explications au ministre de l'Intérieur. « Il faut que les conditions juridiques qui s'attachent à la qualité de réfugié politique et au droit de bénéficier de l'asile politique soient respectées », avait-il déclaré.

En suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Vigouroux, le Conseil d'Etat vient de rejeter les cinq recours présentés par M. Pasqua. En effet, il estime que pour justifier l'expulsion en urgence absolue, « le pouvoir de police française doit établir ou au moins justifier d'une menace en France, à l'appui de ses éventuelles considérations diplomatiques. L'expulsion, au contraire de l'extradition, est une mesure nationale unilatérale et la police française ne saurait résulter des souhaits des chancelleries étrangères quelles qu'elles soient ».

La motivation unique et identique avancée par le ministre de l'Intérieur pour justifier l'expulsion des cinq intéressés (« Considérant que l'intérêt se lit sur le territoire français, au nom d'une organisation politique étrangère, à une action militante dans des conditions qui portent gravement atteinte à l'ordre public »), paraît bien insuffisante au Conseil d'Etat, qui développe plusieurs arguments :

- L'organisation des Moudjahidines du peuple a entretenu, comme d'autres mouvements de libération, des relations normales et officielles avec les principaux courants politiques français.
- Aucun élément concret n'établit la menace constituée par l'organisation.
- La clandestinité du mouvement est toute relative.
- Aucune mesure d'interdiction ou de dissolution n'a été prise contre l'organisation.

Et surtout, « en l'espèce aucun élément particulier n'est apporté par le ministre à l'appui de l'urgence absolue. Ni le développement du mouvement à la date des expulsions litigieuses, ni l'extrême mobilité des militants entre différents logements ne sont constitutifs d'urgence absolue ».

D'autre part, « les expulsions collectives d'étrangers sont interdites par la convention européenne des droits de l'homme ».

Concluant sur l'absence de l'impératif de sécurité nationale « pour justifier ces expulsions, le commissaire du gouvernement - dont le rapport est, en fait, un réquisitoire très sévère sur les pratiques du ministre Pasqua - avait donc conclu au rejet des recours présentés ».

Relégués en Espagne depuis le mois de janvier, les cinq Iraniens, tous en situation régulière et dont trois étaient réfugiés politiques, devraient pouvoir regagner prochainement la France.

Ag. L.

### La chambre d'accusation de Paris confirme la mise en liberté de Mohamed Mouhajer

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 26 mai, l'ordonnance de mise en liberté de Mohamed Mouhajer, rendue le 24 mars par M. Gilles Boulogne, juge d'instruction chargé des informations judiciaires ouvertes après les attentats commis à Paris à l'automne 1986 et que revendiquait le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA).

La chambre d'accusation avait à statuer sur un appel qu'avait interjeté le parquet de Paris de la décision du magistrat instructeur (le Monde du 26 mars). Français d'origine libanaise, Mohamed Mouhajer avait été écroué le 26 mars 1987 après avoir été inculpé d'infraction à la législation sur les armes, les explosifs et les munitions. Les magistrats ont cependant déclaré être considérés comme liés à des entreprises de terrorisme telles

que les a définies la loi du 9 septembre 1986. Mouhajer avait été interpellé quelques jours plus tôt, le 21 mars 1987, par la DST qui le tenait pour l'un des animateurs du CSPPA et assurait avoir contre lui des charges établissant des relations entre lui et d'autres terroristes présumés liés à l'Iran.

La libération de Mohamed Mouhajer par le juge Boulogne avait été contestée par certains comme un usage posé en faveur d'Iraniens dans la perspective d'une libération des derniers otages français détenus au Liban. A quoi le magistrat avait tenu à répondre par avance : « J'ai pris cette décision à un moment de la procédure, un an après l'incarcération de l'inculpé. S'il y a parallélisme des incriminations diplomatiques, dont l'ignorance, ce n'est qu'une coïncidence ».

M. Mouhajer reste inculpé et ne doit pas quitter le territoire français.

### La difficile recte entre Mgr Lefebvre

Après deux semaines de débats, la chambre d'accusation de Paris a confirmé la mise en liberté de Mohamed Mouhajer. Cette décision a été rendue par le juge Gilles Boulogne, magistrat instructeur chargé des informations judiciaires ouvertes après les attentats commis à Paris à l'automne 1986. Le magistrat a répondu à des critiques en affirmant qu'il n'y avait pas de parallélisme des incriminations diplomatiques.

En visite à Madrid

### M. Pierre Joxe plaide pour une coopération plus discrète contre l'ETA

MADRID de notre correspondant

Où à la poursuite de la collaboration antiterroriste, mais de manière à la fois plus sélective et plus discrète : tel est en substance le message que le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a transmis à ses interlocuteurs lors du voyage qu'il a fait à Madrid, le jeudi 26 mai. Outre son homologue espagnol M. Jose Barrionuevo, M. Joxe a rencontré le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez.

Les Espagnols ont été sensibles au fait que M. Joxe ait choisi Madrid pour son premier déplacement à l'étranger, quelques heures à peine avant la réunion à Paris - la première depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir - du conseil interministériel de sécurité intérieure. La nomination de M. Joxe avait été accueillie avec circonspection à Madrid. Davantage qu'à la politique qu'il avait menée durant son premier séjour place Beauvau, les réticences des Espagnols à son égard étaient plutôt dues à ses déclarations postérieures : M. Joxe avait publiquement critiqué, à plusieurs reprises, les méthodes employées par le gouvernement de M. Chirac dans la lutte contre l'ETA.

A Madrid, le ministre français a tenu, d'emblée, à rassurer ses interlocuteurs, en affirmant que la collaboration entre les deux pays se poursuivra. Une collaboration, a-t-il rappelé, qu'il avait d'ailleurs lui-

même amorcée : c'est à l'époque où il était ministre que Paris avait accordé à l'Espagne, en septembre 1984, les premières extraditions, et que les expulsions de Basques vers des pays tiers avaient commencé.

Si la lutte commune contre l'ETA n'est pas remise en question, certaines de ses modalités devront toutefois être révisées, a affirmé M. Joxe à Madrid. En particulier, il a souligné que le temps des « opérations à grand spectacle », selon le terme d'un de ses proches, était terminé : une allusion à la grande rafle au Pays basque français qui avait suivi l'arrestation de Santi Potros, en octobre dernier. Dans l'estourade du ministre, on laisse entendre que cette opération, menée caméras de télévision à l'appui, répondait davantage à des soucis « médiatiques » qu'à la recherche d'une efficacité réelle.

La recherche des « témoins »

M. Joxe a, en outre, souligné qu'il était opposé au recours systématique à la procédure d'urgence absolue appliquée par son prédécesseur, M. Pasqua, à plus de deux cents Basques reconduits à la frontière. Le ministre français a précisé que la législation adoptée à ce sujet sous le gouvernement de M. Chirac ne sera pas modifiée par les socialistes, mais que cette procédure sera dorénavant utilisée de manière beaucoup plus sélective. M. Joxe a laissé entendre qu'il préférerait les mesures judi-

ciaires, c'est-à-dire l'extradition, aux mesures administratives.

Pour Madrid, l'essentiel est de ne pas donner à l'ETA l'impression que l'ETA va se relâcher. « Nous sommes tout disposés à nous montrer flexibles sur les modalités de la collaboration du moment que, sur le fond, elle se poursuit », observait un représentant de la diplomatie espagnole de l'Intérieur. On reconnaît, d'ailleurs, que la procédure de remise à la frontière a déjà porté l'essentiel de ses fruits. La priorité, désormais, souligne-t-on, n'est plus l'expulsion des « seconds couteaux » de l'ETA, mais bien la capture des « témoins » de l'organisation qui se trouvent toujours en France, comme José Antonio Urrutikoetxea, alias « Josu Ternera », et Francisco Mugica, alias « Artalpa ». Deux hommes qui figurent, apparemment, au sein de leur organisation, parmi les plus opposés à la négociation avec le gouvernement.

Les responsables espagnols ont également évoqué l'escalade de la violence de l'ETA. L'épisode catalan de l'ETA. On pense à Madrid que les indépendantistes catalans ont, eux aussi, choisi la France comme sanctuaire, et on craint qu'ils n'accomplissent leur campagne en prévision des Jeux olympiques qui auront lieu en 1992 à Barcelone. M. Joxe, de son côté, a interrogé ses interlocuteurs sur deux problèmes qui préoccupent Paris : la drogue et l'immigration clandestine.

THIERRY MALINIAK.

Par décision du tribunal de Paris

### Le musée « baladeur » d'Imelda Marcos retourne à New-York

Quinze toiles de maîtres emportées dans leur fuite par le dictateur philippin Ferdinand Marcos et son épouse Imelda ont quitté Paris pour New-York, le jeudi 26 mai. Ces tableaux de grande valeur font partie d'un lot revendiqué par l'actuel gouvernement de Manille, qui tente ainsi de récupérer une partie du « musée baladeur » d'Imelda Marcos (le Monde du 17 mars).

Ces tableaux, acheminés des Etats-Unis en France, au printemps 1986, à bord d'un avion appartenant au bras armé d'affaires sénégalaises Adnan Khashoggi, étaient l'objet d'une série d'actions en justice qui ont aujourd'hui abouti. L'expédition de ces toiles aux Etats-Unis, où elles vont figurer parmi les pièces à conviction du procès intenté à New-York au Maroc par le gouvernement de Cory Aquino, permettra peut-être leur retour, un jour, aux mains de leurs légitimes propriétaires, les Philippines.

Une trentaine de toiles de maîtres - un Greco, deux Zarbarán, un Boucher, un Véronèse, etc. - avaient été transportées secrètement sur la Côte d'Azur française par Adnan Khashoggi. Il prétendait les avoir achetées à des amis de longue date, les Marcos, aujourd'hui en exil à Hawaï.

Accusé de recel de tableaux volés, l'homme d'affaires saoudien avait néanmoins spontanément remis neuf de ces tableaux à la justice française, qui les réclamait en application d'une commission rogatoire internationale délivrée par le

tribunal du district méridional de New-York. Ces neuf toiles avaient été saisies et vendues par les Etats-Unis à bord du Boeing spécial de l'atorney général américain, Edward Meese, venu à Paris participer à une conférence d'Interpol.

Quinze autres toiles faisaient l'objet d'un litige et avaient été entreposées, en attendant la solution à ce différend, dans les coffres d'une société de gardiennage parisienne. Une ordonnance du 4 février a autorisé le retour aux Etats-Unis de quatre de ces toiles, dont un Véronèse. La propriété de ces quatre tableaux est toujours revendiquée par Adnan Khashoggi dont l'avocat parisien, M. Jean-Pierre Salanic, proteste contre cette décision.

Pour les onze autres toiles, l'affaire était plus compliquée. Formellement, elles ont été vendues par Adnan Khashoggi pour 4 millions de dollars, à une société de droit hollandaise, Interconsult. Cette société serait, en réalité, constituée d'hommes de paille dévoués à Adnan Khashoggi. Celui-ci aurait agi ainsi pour échapper aux accusations de recel d'objets volés et aux poursuites qui en découlent. Cette accusation d'avoir utilisé une société-écran est formulée peu ou prou contre le Saoudien par le FBI (la police fédérale américaine), par l'avocat français du gouvernement des Etats-Unis, M. Georges Kleiman, et par les avocats parisiens du gouvernement philippin, le cabinet Bandel, Salis, Vincent et Georges.

L'un des avocats d'Interconsult, M. Claude Richard, réfute cette accusation. Il explique qu'Interconsult est constituée d'hommes d'affaires et de financiers qui plaçaient leur argent dans les œuvres d'art comme d'autres dans la pierre. M. Richard refuse néanmoins de dévoiler le nom de ses clients qui, affirme-t-il, n'ont aucun lien avec le Saoudien.

Comme preuve de sa bonne foi, Interconsult ne s'est pas opposée au départ pour les Etats-Unis des onze toiles dont elle revendique la propriété. Elle entend, néanmoins, que cette propriété lui soit reconnue ultérieurement par la justice française. Le président du tribunal de Paris, M. Robert Diet, lui a donné acte de cette demande, par ordonnance, le 19 mai, en même temps qu'il autorisait l'ambassade des Etats-Unis à Paris à prendre possession des onze toiles contestées.

Avec les quatre autres tableaux de maîtres qui ont fait l'objet de l'ordonnance du 4 février, ces onze toiles ont été transportées par avion spécial à New-York, jeudi 26 mai, par les soins de Christie's.

BERTRAND LE GENDRE.

### Les faiblesses d'un surveillant de prison

Thierry Lys, marié, père de famille, âgé de trente-cinq ans, était-il fait pour être surveillant dans l'administration pénitentiaire ? Un détenu de la maison d'arrêt de Draguignan (Var) en doute lorsqu'il constata que Thierry Lys introduisait dans l'établissement des scies à métaux. Il signala cette anomalie, et le SRPJ de Marseille alerta s'en méfia. Gardé à vue, le surveillant confirma bientôt que les lames découvertes dans la prison y avaient été apportées par lui. C'était en février 1987.

L'affaire était soumise, le jeudi 26 mai, au tribunal correctionnel de Draguignan. Le représentant du ministère public s'y montra sévère pour flétrir le fonctionnaire débauché et demander contre lui une peine de « deux à trois ans de prison ». Les juges, après avoir entendu M. Jean-Pierre Servat plaider l'irresponsabilité d'un homme qui avait éprouvé dans le passé une dépression nerveuse, ont consenti quelques circonstances atténuantes et prononcé une peine de dix-huit mois, sans sursis. Il y avait dans le dossier administratif du surveillant Lys un détail : en 1985, il avait connu le conseil de discipline pour avoir « manqué », du miroir il voulait, un détenu qui ainsi pu s'évader. On avait vu là une complaisance suspecte.

### Séquelle de l'affaire Barbic

#### Domages et intérêts pour les époux Aubrac

Conclusion, sous réserve d'appel, de l'une des multiples procédures qui entourent l'affaire Barbic, M. et Mme Raymond Aubrac qui avaient poursuivi en diffamation MM. Claude Bal, Alain Brunet et Yves Canse, respectivement réalisateur, conseiller technique et distributeur du film *Que la vérité s'empare* en 1983, ont obtenu, le jeudi 26 mai de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, un jugement condamnant MM. Bal et Canse à 10 000 F d'amende et M. Brunet à 5 000 F. Ceux-ci sont en outre condamnés solidairement à verser 50 000 F de dommages et intérêts à chacun des époux Aubrac.

Lacie et Raymond Aubrac, anciens résistants, avaient été mis en cause dans le film de M. Bal par René Hardy, décédé en avril 1987, lui-même ancien résistant respecté de l'affaire de Caluire, qui laisse entendre, répondant à des questions de Claude Bal, que les époux Aubrac auraient pu avoir une responsabilité dans l'arrestation par Klaus Barbie de Jean Moulin et de ses compagnons le 21 juin 1943.

**Le Monde**  
EN BANQUE DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL. POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORGG CAM. SERVEUR  
Tel. 1-45-38-70-72

## FAITS DIVERS

A Paris

### Un étudiant égyptien hospitalisé après avoir été frappé par des policiers

Un étudiant égyptien, Hassan el Chaat, vingt-neuf ans, soupçonné d'une tentative de vol à la tire dans le métro à Paris et qui se serait rebellé lors de son interpellation, a été violemment frappé, le dimanche 22 mai, par des policiers. Il a dû être admis d'urgence à l'Hôtel-Dieu.

Quatre gardiens de la paix sont en cause dans cette affaire qui a donné lieu à une enquête de l'Inspection générale des services (IGS).

A l'Hôtel-Dieu, les médecins ont relevé des ecchymoses sur différentes parties du corps et surtout sur les parties génitales avec rupture possible du testicule gauche.

L'incident s'est produit dimanche à la station du métro Châtelet. Hassan el Chaat est repéré par quatre gardiens de la paix alors que, selon eux, il s'apprêtait à commettre un vol à la tire à l'encontre d'une touriste onest-allemande. Les policiers décident de l'interpeller, mais, toujours selon leur version, l'homme se rebelle. Il en résulte une violente bagarre. L'étudiant est finalement maîtrisé et conduit au commissariat du quartier. Il y est interrogé et, selon ses déclarations à l'IGS, de nouveau violemment frappé, notamment aux parties génitales. Un policier lui aurait également braqué une arme sur le temple.

Plus tard, l'étudiant se plaint de douleurs de plus en plus violentes et devra être admis à l'Hôtel-Dieu.

Devant les enquêteurs de l'IGS, Hassan el Chaat a rétracté les aveux qu'il avait fait aux policiers, affirmant qu'il lui avaient été extorqués de force et sous la menace d'une arme. Aucun objet volé n'a été retrouvé sur lui. Entendue à son tour par l'IGS, la touriste onest-allemande a indiqué aux enquêteurs que les policiers avaient effectivement frappé avec violence le jeune homme.

L'IGS a transmis le dossier au parquet de Paris qui aura à décider des suites judiciaires à donner à cette affaire.

## DÉFENSE

### Des sous-officiers d'active en faveur du droit d'association

BESANCON de notre correspondant

Réuni en congrès à Besançon, l'Assemblée nationale et fédérale des associations de sous-officiers de carrière de l'armée française (ANFASOCAF) a demandé le droit de constituer des organisations professionnelles de militaires, qui sont actuellement interdites par les textes législatifs et réglementaires.

Quand M. Charles Hernu était dans l'opposition, a expliqué M. Armand Gronod, vice-président de l'ANFASOCAF, il présentait la création de telles organisations. Devant le ministre de la défense, il a renoncé à ses engagements. Nous demandons un nouveau ministre,

M. Jean-Pierre Chevènement, qu'il nous donne, à son tour, nos droits de citoyens ».

En 1984, le Parlement européen a reconnu aux militaires le droit de se regrouper en associations professionnelles. La France a refusé d'appliquer cette prescription.

L'ANFASOCAF, qui pose en principe la neutralité politique de l'armée, se déclare autant choqué par l'appel de quarante-cinq généraux de réserve en faveur de M. Jacques Chirac, au deuxième tour de l'élection présidentielle, que par les positions antérieures de l'amiral Antoine Saugonnet en faveur de la gauche.

C. F.

## Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 25 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

- Ab. - *Sont promus :* général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Robert Jourdan-Rouland et Elie Verdier ; général de brigade aérienne, les colonels Claude Michel, Paul Cloarec, René Gasser et Yves Grossier.
- *Sont nommés :* commandant le centre d'opérations de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jean-Philippe Douin ; chef de la division « transmissions électroniques-informatique » à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Jean-Marie Grosjean.

- Terre. - *Est promu :* commissaire général de brigade, le commissaire colonel François Saint-Rémy.
- Est affecté au Secrétariat général de la défense nationale, le général de brigade Hubert Chauveau de Querciz.
- Armement. - *Sont promus :* ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Pasquay ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Michel Gaillard, nommé directeur des constructions et armes navales de Loriet.
- Est nommé adjoint au directeur des armements terrestres et chef des services techniques, l'ingénieur général de première classe André Mechulian.

De nouvelles pe pour la transplant

صكزامن الأصل

Société

RELIGIONS

Après douze ans de polémiques

La difficile recherche d'un accord entre Mgr Lefebvre et le Vatican

C'est dans les derniers jours de mai que le Vatican...

La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, fondée en 1970 par Mgr Lefebvre...

Deux voies pouvaient être ouvertes en vue de sa régularisation...

La future Fraternité Saint-Pie X devrait être placée sous la tutelle de la congrégation romaine de l'éducation catholique...

De telles associations de prêtres sont nombreuses. Il en existe au moins quatre dans le seul diocèse de Paris...

grises et des évêques diocésains, on imagine mal qu'un tel cas de figure puisse être adopté...

L'Opus Dei et la Mission de France peuvent avoir des institutions propres et être présentes dans tous les diocèses...

Une des principales questions posées par la reconnaissance de la Fraternité de Mgr Lefebvre porte donc sur l'étendue de sa juridiction...

Rares sont les diocèses en France où la Fraternité n'est pas représentée...

Il restera enfin à régler le cas très litigieux des occupations d'églises. Celle de Saint-Nicolas-du-Charbonnet dans le cinquième arrondissement de Paris...

On est en pleine ambiguïté. Le seul point semble acquis : la régularisation de la Fraternité Saint-Pie X n'obligerait pas les prêtres de Mgr Lefebvre à se faire à nouveau ordonner...

Mgr Lefebvre, depuis sa suspension par Paul VI en 1976, est illicite, mais valide. Dans l'Eglise catholique, en effet, l'imposition des mains sur un postulant au sacerdoce par un évêque régulièrement consacré a valeur d'ordination...

Quelle contrepartie sera exigée par Mgr Lefebvre pour qu'il puisse obtenir la levée de sa suspension a divinis (qui lui interdit de célébrer l'Eucharistie et d'administrer des sacrements)...

C'est la seule question vraiment importante, expliquent ceux qui depuis plus de vingt ans ont défendu, souvent contre vents et marées, le concile Vatican II (1962-1965).

Une telle exigence est-elle aujourd'hui maintenue ? Mgr Lefebvre sera-t-il tenu de signer un texte et de quelle nature ? Si réellement sincère il y a, portera-t-il sur des points que l'évêque intégriste a toujours combattus et qui sont décisifs, comme par exemple le décret conciliaire sur l'œcuménisme ?

Beaucoup d'observateurs en France imaginent mal que le pape puisse nommer, comme on l'a dit et écrit, l'abbé Franz Schönböck, prêtre allemand originaire du diocèse de Munich, supérieur général du séminaire d'Ecône depuis 1982...

L'annonce de l'accord serait aujourd'hui suspendue à ce choix de l'évêque successeur de Mgr Lefebvre. Pas plus tard que le samedi 21 mai dernier, comme pour faire monter à nouveau les enchères, celui-ci agita une fois de plus l'éventualité d'ordinations schismatiques.

On est donc loin ici du droit de célébrer la messe selon l'ancienne rite. Celui-ci sera en toute hypothèse acquis à la nouvelle Fraternité Saint-Pie X. Depuis quatre ans déjà, un indult de Rome autorise des célébrations dans le rite préconciliaire à des conditions précises appréciées par l'évêque du lieu.

Si la preuve de l'adhésion de Mgr Lefebvre aux textes les plus novateurs de Vatican II n'apparaissait pas suffisamment à la partie de l'opinion catholique la plus attachée au concile, le risque serait grand, en effet, pour le Vatican, de laisser croire que l'Eglise préfère son unité institutionnelle à la clarté de ses options.

Mgr Lefebvre, depuis sa suspension par Paul VI en 1976, est illicite, mais valide. Dans l'Eglise catholique, en effet, l'imposition des mains sur un postulant au sacerdoce par un évêque régulièrement consacré a valeur d'ordination...

Quelle contrepartie sera exigée par Mgr Lefebvre pour qu'il puisse obtenir la levée de sa suspension a divinis (qui lui interdit de célébrer l'Eucharistie et d'administrer des sacrements)...

C'est la seule question vraiment importante, expliquent ceux qui depuis plus de vingt ans ont défendu, souvent contre vents et marées, le concile Vatican II (1962-1965).

Une telle exigence est-elle aujourd'hui maintenue ? Mgr Lefebvre sera-t-il tenu de signer un texte et de quelle nature ? Si réellement sincère il y a, portera-t-il sur des points que l'évêque intégriste a toujours combattus et qui sont décisifs, comme par exemple le décret conciliaire sur l'œcuménisme ?

Beaucoup d'observateurs en France imaginent mal que le pape puisse nommer, comme on l'a dit et écrit, l'abbé Franz Schönböck, prêtre allemand originaire du diocèse de Munich, supérieur général du séminaire d'Ecône depuis 1982...

L'annonce de l'accord serait aujourd'hui suspendue à ce choix de l'évêque successeur de Mgr Lefebvre. Pas plus tard que le samedi 21 mai dernier, comme pour faire monter à nouveau les enchères, celui-ci agita une fois de plus l'éventualité d'ordinations schismatiques.

On est donc loin ici du droit de célébrer la messe selon l'ancienne rite. Celui-ci sera en toute hypothèse acquis à la nouvelle Fraternité Saint-Pie X. Depuis quatre ans déjà, un indult de Rome autorise des célébrations dans le rite préconciliaire à des conditions précises appréciées par l'évêque du lieu.

Si la preuve de l'adhésion de Mgr Lefebvre aux textes les plus novateurs de Vatican II n'apparaissait pas suffisamment à la partie de l'opinion catholique la plus attachée au concile, le risque serait grand, en effet, pour le Vatican, de laisser croire que l'Eglise préfère son unité institutionnelle à la clarté de ses options.

ENVIRONNEMENT

Près de New-York

Une centrale nucléaire neuve va être démantelée

Est-ce un signe ? Pour la première fois aux Etats-Unis, une centrale nucléaire va être détruite avant d'avoir produit un seul kilowatt-heure. Il s'agit de la centrale de Shoreham, située à Long-Island, dans le banlieue de New-York. Achevée en 1984, elle n'a jamais été couplée au réseau...

Judi 28 mai, la compagnie d'électricité Lico, qui a construit la centrale de Shoreham (coût : 5,3 milliards de dollars) a donc signé un accord avec l'Etat de New-York pour son démantèlement (coût : 500 millions de dollars). Préféré à la mise sous cocon, pour que l'arrêt soit irréversible, le démantèlement sera pris en charge par la Lico qui, en guise de compensation, sera autorisée à augmenter ses prix de 5 % l'an au cours des trois prochaines années...

Un sort similaire pourrait être réservé à la centrale nucléaire de Seabrook, dans l'Etat voisin du New-Hampshire, car elle cristallise aussi une forte opposition locale, qui a reçu le renfort du gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, candidat démocrate à la Maison Blanche. Au total, plus d'une douzaine de centrales nucléaires se heurtent à de sérieuses difficultés à travers les Etats-Unis.

A Sacramento, en Californie, les électeurs doivent se prononcer, en juin, sur une proposition demandant la fermeture de la centrale de Rancho-Secco. Dans le Massachusetts, la centrale de Pilgrim, de la Boston Edison sera soumise à un vote similaire en novembre prochain. Dans le Sud, quatre ou cinq réacteurs de la Tennessee Valley Authority, momentanément arrêtés en 1985 pour des raisons de sécurité, le sont toujours. Seule l'unité Sequoia 2, dotée de systèmes de sécurité renforcés, vient d'être autorisée à redémarrer. Les administrations et les élus, aujourd'hui, ont pris le parti de mettre le nucléaire sous haute surveillance.

L'année 1987 n'a pourtant pas été une mauvaise année pour l'industrie nucléaire américaine. Les arrêts momentanés de réacteurs sont tombés à 2,7 par unité, contre 3,9 en 1986 et 7,4 en 1980. Quatorze autorisations de fonctionnement ont été accordées, portant à 109 le nombre de réacteurs autorisés à produire (1). La capacité de production d'électricité dépasse 97 000 mégawatts, soit 14 % du total américain. Le secteur nucléaire a produit environ 450 milliards de kw/h, soit 10 % de plus qu'en 1986. Cependant, si aucune commande de réacteur n'a été annulée l'an dernier, pas une n'a été lancée depuis la fin des années 70. Pays pionnier du nucléaire, les Etats-Unis d'Amérique ont une position dans le monde pour la part d'électricité d'origine nucléaire. (AFP)

(1) Le parc nucléaire français comprend 52 réacteurs.

L'association Terre des hommes va réorganiser ses activités

STRASBOURG de notre correspondant

L'association Terre des hommes France a, pour la première fois, présenté un budget 1988 en baisse à son assemblée générale de Strasbourg (Bas-Rhin). Ces prévisions de 9 millions de francs suivent l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier dernier qui avait notamment décidé d'une suspension de soutien. Mais les motions adoptées à Strasbourg par les quelque cent vingt représentants de l'association démontrent, selon son directeur, Denis Bagny, le souci de « réorganiser les forces » de Terre des hommes.

Ainsi, l'association a décidé de privilégier les projets qui, dans le tiers-monde, pourront devenir autonomes dans un temps assez court et ne demanderont plus un excédent de soutien financier. Par exemple, le projet de production et de commercialisation de la région de Quispichani au Pérou, ou le programme de développement communautaire au Mali. Par ailleurs, elle va approfondir son travail avec les autres organisations non gouvernementales, que ce soit par le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), qui en rassemble la majorité, ou en renforçant ses liens directs Frères des hommes ou Peuples solidaires.

J. F.

Un appel de scientifiques pour Temps nouveaux

Parce qu'ils constatent qu'une majorité de contemporains, les des injustices et des faux-semblants, éprouvent le besoin de changer la vie - et qu'il est urgent, désormais, que la politique prenne dans le meilleur des cas changer la politique mais point changer la vie -, un groupe de scientifiques comprenant MM. Théodore Monod et Jean-Claude Pecker de l'Académie des sciences, Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, Jean Ziegler, député suisse, Henri Laborit, Jacques Fontanel, Robert Laffont, le docteur Gaston Ferrière et le professeur Albert Jacquard viennent de former un groupe de réflexion, le mouvement Temps nouveaux.

Dans un appel publié dans l'hébdomadaire Politis daté jeudi 26 mai, les fondateurs de ce mouvement expliquent : « Il ne s'agit pas pour nous de lutter contre les partis qui sont aujourd'hui, malgré tout, le meilleur barrage contre le totalitarisme, mais de ne pas accepter qu'ils configuent toute la vie démocratique, et de créer parallèlement une formation indépendante de proposition qui n'imposera pas de certitudes ».

Temps nouveaux n'a pas de programme mais propose des thèmes de réflexion comme : l'électromagnétique et l'élimination des déchets nucléaires, le développement des associations d'intérêt collectif, le rôle accru à accorder aux pouvoirs locaux et régionaux, les améliorations des conditions de travail, une réduction de la défense en étudiant l'efficacité des nouvelles techniques de résistance non violente armée, « une lutte sans merci contre le racisme et toute forme d'exclusion ».

★ Temps nouveaux, BP 146, 93163 Noisy-le-Grand Cedex.

MÉDECINE

De nouvelles perspectives pour la transplantation du foie

Le bilan positif de la double transplantation hépatique, réalisée à partir d'un seul donneur par le professeur Henri Bismuth (hôpital Paul-Brousse, Villejuif, Val-de-Marne) le 1er mai (Le Monde du 6 mai), ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir.

Ce sont pourtant des circonstances exceptionnelles qui ont conduit à pratiquer cette intervention. Alors qu'une femme, souffrant d'une hépatite fulminante, se trouvait en salle d'opération pour y subir la transplantation du foie d'un homme qui venait de décéder à Berne, le centre d'hépatologie de l'hôpital Beaujon (Paris) indiquait qu'une autre femme, présentant la même pathologie hépatique signalée, se trouvait dans un état encore plus critique, nécessitant une transplantation d'urgence.

Or, la première malade, âgée de quarante ans et ne pesant que 30 kilos, allait recevoir le foie d'un homme pesant près de 100 kilos. Il fallait donc « réduire » le foie transplanté. La partie restante de ce foie ne pouvait-elle pas servir à l'autre femme qui, aucun autre organe n'étant disponible en Europe, allait mourir très bientôt ? Ainsi fut réalisée la séparation du foie en deux parties, droite et gauche, et leur greffe aux deux malades. Celles-ci ont vu leurs fonctions hépatiques s'améliorer aussitôt, mais la patiente de Beaujon, qui avait développé une insuffisance rénale et une stépnose avant la transplantation, est décédée vingt jours après d'une défaillance polyviscérale. Celle de Villejuif a quitté l'unité de réanimation au sixième jour et se porte bien. L'hépatite fulminante, qui conduit inéluctablement à la mort

dans de brefs délais, atteint de cent cinquante à deux cents personnes chaque année en France, victimes soit d'une hépatite B, soit d'une intoxication médicamenteuse ou autre. La seule possibilité thérapeutique est la transplantation d'urgence, pour laquelle le Centre de transplantation hépatique de l'hôpital Paul-Brousse présente les meilleurs résultats mondiaux : depuis février 1984, quarante-cinq personnes souffrant d'hépatite fulminante ont été transplantées avec 80 % de succès, tandis que les quatorze autres, pour lesquelles aucun donneur n'avait été trouvé, sont mortes.

● Mort de la gérontologue Ana Aslan. - La célèbre gérontologue roumaine Ana Aslan, cofondatrice, en 1952, du premier Institut de gériatrie au monde à Bucarest, est décédée à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Elle dirigeait, auprès de l'Institut national de gérontologie et de gériatrie, la clinique Otopeni, ouverte en 1970 dans la banlieue de Bucarest, où étaient soignées la « nomenclature » roumaine et des personnalités du monde entier.

● Un bébé opéré d'un phénoécie devient aveugle. - Le petit Rafel Seyporta est devenu aveugle après avoir été opéré d'un phénoécie (malformation du prépuce) le 26 avril au CHR d'Amiens-Sud. Son père a porté plainte le jeudi 26 mai auprès du procureur de la République. Après lui avoir annoncé que l'opération s'était bien déroulée, le médecin et le chirurgien qui soignaient l'enfant

ont envoyé sans explications au service de neuro-traumatologie où il est resté jusqu'à 18 heures, avant d'être transporté à l'hôpital Saint-Victor d'Amiens.

● Des coquillages à l'origine de l'épidémie d'hépatite A en Chine. - Selon le Journal chinois de la santé, l'épidémie d'hépatite A qui a officiellement atteint plus de 290 000 personnes et fait 11 morts, entre janvier et mars à Shanghai, a été causée par la consommation de coquillages (clams) infectés par les excréments humains, dont seulement 5 % sont traités avant d'être diversifiés dans les fluviaux qui traversent la métropole. Les médecins occidentaux estiment que le nombre réel de personnes contaminées par l'épidémie, la plus grave connue à ce jour dans le monde, a été de 800 000 à 1 200 000.

EN BREF

● Le Bénin candidat aux déchets industriels. - L'Entente européenne pour l'environnement (EEC) a révisé, le 24 mai, l'existence d'un contrat, signé le 12 janvier dernier, passé entre le Bénin et une société de courtage de déchets, la Sexpo, dont le siège est à Gibraltar. Aux termes du contrat, la Sexpo s'engage à fournir, au cours des dix prochaines années, de 1 million à 5 millions de tonnes de déchets industriels en provenance d'Europe et d'Amérique du Nord, au prix de 3 dollars la tonne. Le ministre béninois de la Santé, M. André Atchade, dans une note adressée au président Kérékou, a déploré les termes de cet accord, dont le rendement est très inférieur à celui signé entre la Guinée-Bissau et la société suisse Intercontar (40 dollars la tonne), alors même que la sauvegarde de l'environnement n'est pas prise en compte. (AFP)

# Sports

## TENNIS : les Internationaux de France

### Chris Evert au talon d'argile

Exceptés Andres Gomez et Tim Mayotte, toutes les têtes de série restèrent en lice dans le tableau masculin des Internationaux de France, dont les seizèmes de finale devaient commencer, le vendredi 27 mai. Dans le tournoi féminin, en raison d'une douleur au talon, Chris Evert n'était pas en mesure de disputer son match du troisième tour avant le samedi 28 mai. Dans le haut du tableau, Steffi Graf et Gabriela Sabatini se sont d'ores et déjà qualifiées pour les huitièmes de finale ainsi que Nathalie Tauziat.

Les économistes disent que quand les Etats-Unis éternent, l'Europe s'enrhume. Eh bien, jeudi soir à Roland-Garros, on pouvait dire que lorsque Chris Evert boite, le tennis féminin a des béquilles.

L'ex-madame Lloyd souffre depuis quelque temps d'un talon. En raison de cette douleur, elle avait dû renoncer aux Internationaux d'Italie le mois dernier. Pour jouer à Paris, où elle a gagné sept titres individuels depuis 1974, son pied était maintenu dans un étroit bandage. Cela a été suffisant pour passer relativement facilement les deux premiers tours. En seizièmes de finale elle aurait dû avoir rendez-vous vendredi 27 mai avec la jeune Espagnole Aranza Sanchez. Mais la doyenne du tournoi féminin - Chris Evert aura trente-quatre ans à la fin de l'année - a obtenu que son match soit reporté de vingt-quatre heures. Jeudi, au cours de la journée, elle a passé dans un hôpital de la région parisienne des examens - notamment une scintigraphie osseuse, - dont les résultats ne devaient être connus que le lendemain. Elle les attendait donc pour prendre une décision sur la conduite à tenir. Et le juge-arbitre a autorisé le report du match.

Grande dame du tennis, Chris Evert, qui réussit une fin de carrière remarquable, refusant notamment de se laisser pousser à la retraite par la nouvelle vague des championnes comme Steffi Graf et Gabriela Sabatini, méritait sans doute de tels égards. Pourtant, on peut se demander si les stars sont justiciables d'un traitement particulier sur les courts quand il s'agit d'assurer le bon déroulement d'une compétition. On n'imagine pas que le départ de la finale du 100 mètres olympique soit retardé pour permettre à Ben Johnson de soigner un ongle incarné.

Quand mercredi 25 mai la Néerlandaise Ter Riet a été prise de malaise pendant son match contre Navratilova, la malheureuse a dû abandonner sur-le-champ. Bref, en obtenant un délai, Chris Evert perturbe et fausse le déroulement du tournoi. L'avancement du tableau est retardé. Son adversaire est pénalisée dans tous les cas de figure,

forfait, défaite ou victoire. L'Américaine le sait parfaitement. Si elle pensait ne pas être en mesure de mettre le pied sur le court vendredi à l'heure dite elle aurait dû déclarer forfait. En l'occurrence, son comportement n'a pas été très sportif.

Le « star-system » n'exerce pas le manque d'élégance du procédé utilisé par les responsables du tournoi. C'est d'autant plus flagrant quand on sait que la première joueuse française, Nathalie Tauziat, a dû jouer trois jours consécutifs sans raison valable autre que le bon vouloir du juge-arbitre. En huitièmes de finale, la Tropicienne doit rencontrer la championne en titre Steffi Graf. Veillera-t-on à ce que la Française ait passé une bonne nuit avant d'affronter l'Allemande ? Nathalie risque pourtant de faire des cauchemars avant d'entrer sur le court : Steffi est proprement terrifiante !

Quand Navratilova était au faite de sa gloire, on se demandait souvent si la Néo-Américaine n'aurait pas sa place dans un tournoi masculin. Elle semblait en effet avoir une puissance largement supérieure à toutes ses adversaires. Question théorique. Elle se repose avec Graf qui, à dix-neuf ans, n'a pourtant pas encore atteint sa pleine maturité athlétique. En tout cas, la puissance des coups qu'elle a frappés jeudi après-midi sur le central a été époustouflante. Petite mouche égarée à coups de marteau, l'Américaine Suzan Sloane faisait tellement peine à voir que le public fut soulagé quand elle arracha enfin un jeu. Ce n'était pas une leçon qu'elle recevait mais une punition. Certes un peu boulotte l'Américaine, qui n'a pas encore fêté son dix-huitième anniversaire, a pourtant un registre assez complet, qui lui a permis jusqu'à présent de ne pas faire seulement de la figuration.

#### Suggestion

Paradoxalement, Steffi Graf estime que, pour rester première mondiale, c'est-à-dire pour résister au retour en force de Navratilova et à la montée en flèche de Sabatini, il lui faut alourdir encore plus son coup droit. On n'ose imaginer ce que cela pourra donner. Ou plutôt on le sait trop bien. Aussi le président de la Fédération internationale de tennis, Philippe Chatrier, qui semble actuellement à la recherche d'idées pour faire évoluer son sport (*Le Monde* du 27 mai) nous permettra de lui faire une suggestion.

Deux décennies de professionnalisme n'ont pas eu les mêmes conséquences dans les circuits masculin et féminin. Chez les hommes, la forme athlétique est devenue la condition sine qua non de la réussite. En revanche, la technique reste l'élément déterminant pour la grande majorité des

femmes. Mais celles qui ont une bonne préparation physique ont un avantage incommensurable sur les autres. Le classement mondial établi, pour les joueuses du circuit, une hiérarchie unique qui amène, surtout dans les tournois du grand chelem, à des confrontations totalement déséquilibrées, affligeantes pour le public et les joueuses, donc véritable contre-publicité pour ce sport. Même s'il y a toujours des exceptions à la règle : les qualifications pour les huitièmes de finale par exemple de l'Espagnole Conchita Martínez ou de la Néerlandaise Nicole Pietrangeli.

Pour y remédier, la création de trois divisions pourrait être envisagée dans le tennis féminin. La première regrouperait les huit premières du classement actuel, la deuxième les trente-deux suivantes, la troisième toutes les autres. Les tournois réuniraient les joueuses d'une division avec des qualifiés de la division inférieure. A la fin de chaque saison, moines et descendentes d'une division à l'autre s'affronteraient au vu des résultats, avec matches de barrage à l'appui. Comme au football.

#### Péris au premier tour

Bien évidemment, il ne s'agit que d'une idée en l'air, parmi d'autres. Sa mise en œuvre se heurterait à d'innombrables résistances. Mais elle aurait l'avantage de pallier l'aspect le plus déséquilibré du tennis féminin. Jamais, en effet, la fatalité de l'échec n'est à ce point inscrite dans la compétition masculine. Galops d'entraînement pour Graf, Sabatini ou Navratilova, les premiers tours d'un tournoi du grand chelem sont toujours pleins de péris pour les vedettes du circuit masculin.

Jeudi, par exemple - sans avoir besoin d'insister sur le nouveau borborygme dans lequel s'est enfoncé Henri Leconte en attaquant les yeux fermés le qualifié yougoslave Orser - Ivan Lendl s'est retrouvé sur le court numéro un en face d'un Suédois pratiquement inconnu, Niclas Kroon, un garçon manifestement amateur de bonne chèze. Sa fiche biographique disait seulement qu'il était originaire du même village que Mats Wilander. Eh bien ! en dépit de ses kilos superflus, ou peut-être grâce à eux, Kroon tapait dans la botte comme un forgeron martelant l'enclume. Si ses coups ne paraient pas aussi vite que ceux de Lendl, la différence était infime. Le champion du monde se retrouva ainsi mené 0-3 par le 95<sup>e</sup> mondial qui eut encore trois balles de break au huitième jeu de la première manche. Lendl dut produire un effort violent pour arriver à prendre de vitesse Kroon, dont l'expérience s'avéra ensuite trop limitée.

Pour John McEnroe, le problème s'est posé différemment. Mais ce fut tout de même un pro-

blème. Son adversaire, jeudi, Christian Bergström, était Suédois mais, enfant, il n'était manifestement pas tombé dans la marmitte de lift comme tous les compatriotes de Bjorn Borg depuis un quart de siècle. La balle de ce Suédois ne semblait donc pas peser des tonnes. Elle n'eut ni effets capricieux. Pour être une copie du jeu de l'Américain, cela imposa néanmoins à McEnroe une vigilance qui lui fit produire un de ses meilleurs tennis sur terre battue.

Cette aisance sur une surface qu'il n'a jamais vraiment domestiquée est d'autant plus porteuse de promesses, au moment où McEnroe effectue un nouveau « come back », qu'il va affronter au troisième tour son compatriote d'origine asiatique, Mister Chang. A peine âgé de seize ans, celui-ci incarne le nouveau tennis américain tandis qu'à vingt-sept ans, McEnroe symbolise la gloire vacillante de ce sport outre-Atlantique. C'est dire que la confrontation dépassera de beaucoup le choc des générations. Elle aura, de toute façon, un contenu émotionnel qu'on ne trouve pas à ce stade du tournoi dans le tableau féminin.

ALAIN GIRAUDO.



John McEnroe, après sa victoire sans peine de jeudi, doit affronter sa jeune compatriote Michael Chang.

### Becker et Cash à la conquête de la terre

Les deux derniers champions de Wimbledon, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker (1985 et 1986) et l'Australien Pat Cash (1987) seront, le samedi 28 mai, présents au troisième tour de Roland-Garros. Leurs qualifications respectives, contre deux jeunes loups du circuit, le Tchèque Slovanek Petr Korda (vingt ans, 102<sup>e</sup> ATP), battu 6-4, 6-3, 6-4, et l'Espagnol Javier Sanchez (vingt ans, 102<sup>e</sup> ATP), éliminé 6-3, 3-6, 4-6, 6-2, 6-3 ne relèvent certes pas de l'exploit. Plus que les résultats, c'est la manière dont ils furent obtenus qui était gâtée le jeudi 26 mai.

Deuxièmes de finale ici-même l'an dernier, Boris Becker a déjà prouvé que son service et son coup droit surprenants, mais aussi son appétit de lueur, aiguisé par l'odeur des tournois du grand chelem, pouvaient compenser ses lacunes techniques sur terre battue. A condition toutefois d'éviter de croiser en chemin un gros crocodile.

Avec ses 65 kilos pour 1,90 m, ses longues jambes et ses épaules retreintes sur un corps efflanqué, Petr Korda ressemblerait plutôt à un échassier. Une proie d'autant plus facile que le jeune Français a accepté d'embêter le rapport de forces imposé par son adversaire avec des échanges à vitesse supersonique.

Comme le prétend son manager, Ion Tiriac, Boris Becker a post-étre

surfaces rapides. Son programme d'exhibitions dans les arènes de Nîmes et de Fréjus, son séjour dans le camp d'entraînement de Patrice Hagelauer, ont facilité son adaptation et surtout démontré sa volonté de retrouver les marques oubliées depuis son enfance et son adolescence, où il jouait presque exclusivement sur terre.

Cette adaptation est, certes, encore un peu précaire. Pour être pratiqué avec succès sur terre, le tennis offensif exige une application et une concentration de tous les instants. Quelques moments de relâchement et un peu de précipitation dans certaines montées au filet, lui ont coûté les deuxième et troisième sets.

Par chance pour lui, le tirage au sort du tournoi l'a, a priori, mis à l'abri des crocodiles jusqu'à un demi-finale, sauf si le Soviétique Andreï Chesnokov élimine Pat Cash en huitièmes.

Battu au premier tour lors de ses trois précédentes participations aux Internationaux de France, l'Australien a franchi un pas important, le lundi 26 mai, veille de son vingt-huitième anniversaire, en se qualifiant pour le troisième tour. S'il n'est pas aussi redoutable que son frère aîné, Emilio (tête de série n° 12), Javier Sanchez est, en effet, un authentique joueur de terre.

En remportant le premier set, Pat Cash a montré qu'il pouvait jouer juste sans trop modifier la technique et la tactique qu'il applique sur des

surfaces rapides. Son programme d'exhibitions dans les arènes de Nîmes et de Fréjus, son séjour dans le camp d'entraînement de Patrice Hagelauer, ont facilité son adaptation et surtout démontré sa volonté de retrouver les marques oubliées depuis son enfance et son adolescence, où il jouait presque exclusivement sur terre.

Cette adaptation est, certes, encore un peu précaire. Pour être pratiqué avec succès sur terre, le tennis offensif exige une application et une concentration de tous les instants. Quelques moments de relâchement et un peu de précipitation dans certaines montées au filet, lui ont coûté les deuxième et troisième sets.

Par chance pour lui, le tirage au sort du tournoi l'a, a priori, mis à l'abri des crocodiles jusqu'à un demi-finale, sauf si le Soviétique Andreï Chesnokov élimine Pat Cash en huitièmes.

En remportant le premier set, Pat Cash a montré qu'il pouvait jouer juste sans trop modifier la technique et la tactique qu'il applique sur des

GÉRARD ALBOUY.

### Les résultats du jeudi 26 mai

#### SIMPLE MESSIEURS

• Premier quart de tableau. - Svensson (Sué, 21) bat Champion (Fra, 101), 6-3, 3-6, 6-2, 6-3; Jaine (Arg, 20) bat Motta (Bré, 124), 7-5, 6-1, 7-6 (7-4); Carlsson (Sué, 9) bat Peller (Fra, 79), 6-3, 6-1, 6-1; Insausti (Fra, 62) bat Kucic (RFA, 109), 6-1, 6-4, 6-3; Chang (E-U, 122) bat Svensson (Sué, 210), 6-4, 6-1, 6-3; Nyström (Sué, 23) bat Berger (E-U, 34), 7-5, 6-3, 6-0; Lendl (Tch, 1) bat Kroon (Sué, 95), 6-4, 6-0, 6-1; McEnroe (E-U, 18) bat Bergström (Sué, 97), 6-2, 6-4, 6-3.

• Deuxième quart de tableau. - Cash (Aust, 4) bat Sanchez (Esp, 102), 6-3, 3-6, 4-6, 6-4, 6-3; Leconte (Fra, 14) bat Orser (You, 100), 6-1, 6-0, 6-7 (5-7), 1-6, 6-2; De La Pena (Arg, 107) bat Davis (E-U, 99), 4-6, 6-3, 6-1, 6-1; Woodford (Aus, 58) bat Arrese (Esp, 37), 6-4, 6-3, 5-7, 4-6, 6-4; Becker (RFA, 6) bat Korda (Tch, 75), 6-4, 6-3, 6-4; Bengoa (Arg, 54) bat Vilas (Arg, 78), 6-3, 4-6, 7-5, 6-0; Chesnokov (URSS, 19) bat Remeberg (E-U, 68), 6-4, 6-3, 4-6, 6-3; Muster (Aut, 45) bat Heccegans (Bel, 278), 6-1, 6-0, 6-2.

• BOXE : Championnat d'Europe des super-légers. - Le Français d'origine albinoe Tex Heikkinen, trente ans, est parvenu à conserver, pour le troisième fois, son titre de champion d'Europe des super-légers en dominant l'Anglais Lloyd Christie, battu par arrêt de l'arbitre à la sixième reprise d'un combat prévu en douze, le jeudi 26 mai, au Chalet de la porte Jaune, dans le bois de Vincennes.

#### SIMPLE DAMES

• Premier quart de tableau. - C. Martinez (Esp, 279) bat L. Mac Neil (E-U, 10), 1-6, 6-3, 6-1; N. Tauziat (Fra, 29) bat J. Byrne (Aus, 146), 7-5, 6-2; S. Graf (RFA, 1) bat S. Sloane (E-U, 106), 6-0, 6-1; B. Fulco (Arg, 37) bat H. Zrubakova (Tch, 56), 6-2, 6-3.

• Deuxième quart de tableau. - N. Jagerman (P-B, 153) bat M. Strandlund (Sué, 216), 4-6, 6-1, 6-3; G. Sabatini (Arg, 3) bat M. Yanagi (Jap, 131), 6-2, 6-1; B. Scholtz (P-B, 49) bat S. Cecchini (Ita, 19), 6-4, 7-5; H. Kato (Can, 25) bat M. Malocva (Bal, 6), 6-4, 6-2.

(Entre parenthèses, la nationalité et le classement des joueuses.)

### LES HEURES DU STADE

#### Automobilisme

Grand Prix du Mexique de Formule 1. - Mexico, dimanche 29 mai (TF 1), et Sport dimanche soir à partir de 22 h 30, la dernière demi-heure de la course en léger décalé.

Championnat du monde des rallyes. - Rallye de l'Acropole, jusqu'au mercredi 1<sup>er</sup> juin.

#### Cyclisme

Tour d'Italie. - Jusqu'au 12 juin.

#### Football

Coupe de France. - Dernière finale aller, mardi 31 mai, Nice-Sochaux; mercredi 1<sup>er</sup> juin Metz-Reims.

#### Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. - Grand Prix d'Allemagne, dimanche 29 mai à Nurburgring.

#### Rugby

Championnat de France. - Finale, Agen-Tarbes, samedi 28 mai à 20 h 30 au Parc des Princes. (A 2 en direct à partir de 20 h 26.)

#### Sports équestres

CSIO de Cannes. - Jusqu'au dimanche 29 mai.

#### Tennis

Internationaux de France à Roland-Garros. - Jusqu'au dimanche 5 juin (FR 3 à partir de 11 heures, chaque jour, A 2 à partir de 14 h 40 et de mardi à samedi de 14 heures à 20 heures).

### Le dernier tango de Guillermo

Un beau soir de printemps. Après avoir joué les méchants, le ciel s'est apaisé. Quelques rayons de soleil viennent même lécher le court numéro dix, le jeudi 26 mai. L'heure tardive a décliné le public. Il ne reste que quelques anciens à avoir choisi de venir regarder, une nouvelle fois, celui qui, à onze ans, a fait vibrer le court central.

Guillermo Vilas est là et le passé semble ressurgir. Même sérieux appliqué, même bandeau enserrant de longs cheveux noirs comme s'il allait rencontrer Bjorn Borg, son camarade des années « baby cool ». Sensible aux quelques applaudissements, le champion s'efforce de monter au fil pour frapper de petits coups dans les coins. Le service n'est toujours pas son fort, et son adversaire, Eduardo Bengoa, n'a aucun mal à se saisir de ses balles.

Etrange combat entre deux Argentins qui se donnent le réplique avec difficulté. Avant de disparaître, le soleil laisse croire qu'il illumine une rencontre dans une banlieue de Buenos-Aires. Les balles volent mollement avant de s'écraser sur le filet. Les yeux défilent, hésitant à offrir l'avantage au « jeune » de vingt-huit ans ou à l'ancien de trente-cinq ans.

Et brusquement, comme un coup d'éclair, un splendide bras retourné vient rattraper les ennemis de pierre. Les exploits sur ses courts, les aventures sentimentales, qui faisaient la joie des gazettes, se bousculent dans la

mémoire. Borg n'est pas loin. Connors lui dispute le titre de l'US Open et Tiriac sourit sous ses moustaches.

Le rêve se déchire, mais Tiriac est bien là. Il passe dix minutes comme pour seuler son ancien compagnon de doute, comme pour jeter encore une fois un regard à son ex-protégé. Il le regarde souffler toujours plus fort ou se remettre avec peine de ses déplacements trop fréquents.

Un set pour Bengoa, un set pour Vilas. La partie semble s'enfoncer dans une triste indécision jusqu'au moment où une mauvaise réception de la vedette lui fait porter la main à la cheville droite. Dix-sept ans de services sur tous les courts du monde vont-ils s'achever à cause d'une mauvaise entorse ? Vilas serre les dents un peu plus et poursuit ce combat douteux. Deux hommes fatigués s'efforcent de conclure avant que la nuit tombe.

« On savait que l'on ne pouvait pas jouer un cinquième set », explique Vilas, comme pour excuser le 8-0 du quatrième. Mais l'ancien champion affirme qu'il a toujours joué avec plaisir. « La preuve, voyez la façon dont le public m'a applaudi pour me dire au revoir. »

C'est cette relation qu'il estime spéciale avec le public qui le pousse à continuer. Les spectateurs « apprécient que je travaille toujours très fort », dit-il. A

l'âge où beaucoup ont choisi de déserter les courts, lui continue à s'entraîner trois heures par jour et même à travailler ce fichu service qui lui a valu tant de débâcles. Il aime montrer ce qu'il sait faire alors que, devenu le 78<sup>e</sup> joueur mondial, il persiste à fréquenter les tournois.

« Je prends les choses une par une. Quand j'ai commencé à tenir une raquette je ne savais pas que je gagnerais Roland-Garros. Aujourd'hui, je ne sais toujours pas si je peux réussir un match. » En attendant, le poète, l'homme qui aime manier la plume, écrit des chansons. Il compte enregistrer prochainement un disque dans son pays.

Vilas chanteur aura-t-il autant de succès que Vilas tennisman ? Sa place dans le développement du tennis en Argentine a été primordiale. « Ses succès m'ont surtout son travail ont forcé les jeunes à devenir plus professionnels », explique Tito Vasquez, capitaine de l'équipe nationale en Coupe Davis. Lui assure que Vilas a été l'exemple qui a fait du tennis le deuxième sport de ce pays après le football. Aujourd'hui, Gabriela Sabatini ou Guillermo Perez-Roldan ont pris le relais.

Jeudi, Sabatini jouait en même temps que Vilas. C'est elle qui avait mobilisé les radios sud-américaines et leurs reporters intrépides. L'ancien, lui, se contentait de faire lire quelques nostalgiques.

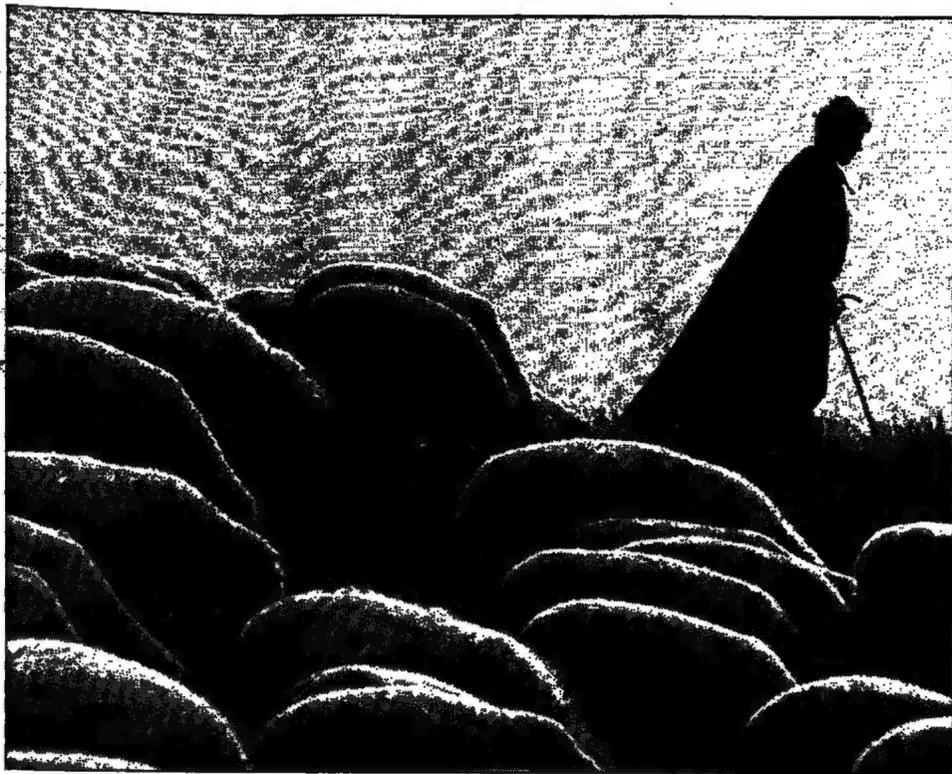
SERGE BOLLOCH.

# ne Allem

صكزامن الأصل

# Le Monde SANS VISA

Quand les Allemands refusent les Baléares, on peut les voir sur le littoral du Schleswig, où les attendent au tournant une minorité danoise, des écologistes et des paysans-pêcheurs. Une ambiance.



## Une Allemagne entre deux mers

par Marie-France Calle

LES montagnes en moins, la mer en plus, le Schleswig du Sud aurait quelque chose de la Suisse. Un coin de campagne avec des vaches, de vastes étendues d'herbe en bonne santé et des champs de colza, taches jaunes au printemps. La mer, omniprésente; un pays plat comme la main, où même les arbres se courbent vers l'est, obéissant au vent qui jette, avec violence parfois, des paquets de vagues contre les terres. Le vent, un élément sans lequel le Schleswig ne serait pas ce qu'il est, ce que les Allemands appellent un « Luftkurort » — un lieu où l'on peut faire des cures d'air...

Le vent, c'est vrai, garantit la pureté de l'atmosphère à ce pays posé entre deux mers : la mer du Nord à l'ouest, la Baltique à l'est. Il balaye le « smog », le brouillard industriel dont souffrent trop souvent les autres régions de l'Allemagne fédérale. Et il donne à l'air la « légèreté du champagne », comme disent les habitants. On va donc avant tout respirer au Schleswig, se griser de vent et de mer. Heureusement, les habitants du Schleswig du Sud — le Schleswig du Nord se trouve au Danemark — ont les pieds sur terre. Des paysans pour la plupart, qui ont appris très tôt que le sol qu'ils cultivent et où paissent leurs animaux est une perpétuelle conquête. La tradition veut qu'ils soient grands et solidement bâtis, blonds et peu bavards. Une population à 90 % protestante.

Terre allemande aux confins septentrionaux de la République fédérale, le Schleswig du Sud forme, avec le Holstein dont il est séparé par le cours d'eau de l'Eider, un « Land » de 16 000 kilomètres carrés environ, la seule région de RFA où l'horizon franchit les frontières et où le ciel est plus vaste que la terre. L'une des contrées ouest-allemandes les moins peuplées aussi. A sillonner les petites routes de campagne qui relient un clocher à un autre — on repère les flèches des églises, pourtant modestes, à 10 kilomètres par temps clair — on rencontre plus de vaches, de chevaux et de moutons que d'êtres humains : cent soixante-six habitants au kilomètre carré; dans la Ruhr, on en compte plus de mille!

« Dans ce pays, ceux qui refusent de construire des digues peuvent battre en retraite. » Le dicton remonte sans doute à l'époque où il n'était pas rare que la mer du Nord, déchaînée, s'engouffrait loin dans les terres pour y engloutir hommes et biens. La catastrophe

de 1362, par exemple, est gravée dans la mémoire collective. Cette année-là, le petit port de Rungholt, en Frise du Nord, fut rayé de la carte, entièrement emporté par les flots. Les chants folkloriques contiennent encore aujourd'hui en « plattdeutsch » — bas-allemand, un dialecte incompréhensible pour les non-initiés, — en de longues complaintes, le destin tragique de Rungholt. La légende

Wadden alimente une polémique politico-écologique. Ce territoire amphibie de 2 500 kilomètres carrés, ni mer ni terre, vit au rythme des fortes marées de la mer du Nord. Son nom vient de Watt (Wattenmeer) qui donne en français le très peu poétique « vasières ». Et pourtant, c'est dans ces vasières qu'une faune extraordinaire s'épanouit : six cents espèces de petits animaux



veut aussi que l'Atlantide ait disparu au large des côtes du Schleswig... et non en Grèce. Pourtant, les premières digues ont été construites dans la région au dix-septième siècle seulement et encore, avec le concours des Hollandais. C'est pourquoi les habitants du Schleswig ne comprennent pas très bien que, alors que la technique moderne permet d'opposer à la mer des remparts inébranlables, les écologistes soient contre.

### Les Verts contre la digue

Il y a une dizaine d'années, après une nouvelle incursion particulièrement meurtrière de la mer du Nord, les autorités allemandes, en accord avec les autorités danoises, ont résolu de construire une digue plus avancée dans la mer. Ce qui a soulevé un tollé dans les milieux écologiques, persuadés qu'une telle mesure mettrait en danger l'équilibre biologique de la mer des Wadden, l'espace marin situé entre les îles Frisonnes du Nord et la côte du Schleswig. Selon les estimations des écologistes en effet, 90 % de la faune serait détruite. La digue a tout de même été construite, avec quelques compromis : 7 kilomètres au lieu de 20 en face de Husum, petite ville pittoresque de Frise du Nord.

Cela fait donc bien une quinzaine d'années que la mer des

Wadden offre un plancton aussi riche que celui des mangroves tropicales : quarante mille petits crabes, dix mille escargots miniatures et neuf cents vers au mètre carré. De quoi rassasier les chasseurs les plus gourmands! C'est pour préserver ce plancton animal extraordinaire, et donc les oiseaux qui s'en nourrissent, que les écologistes sont partis en guerre contre les touristes friands de « Wattenwanderungen » — mot à mot, balades dans les vasières. Ces promenades à marée basse sont en réalité conçues comme un bain de jouvence. Quoi de plus sain qu'une longue randonnée au petit-pied, pieds nus dans la boue salée...

Mais les animaux microscopiques ne s'en remettent pas et les écologistes, furieux et impuissants, constatent qu'aujourd'hui encore les quatre cinquièmes de la mer des Wadden sont foulés aux pieds par les touristes, bien que la zone de la Frise du Nord ait été déclarée réserve nationale en 1985. Une décision qui a par ailleurs fortement mécontenté les paysans. « Que se passera-t-il si l'on chasse les touristes et si l'on

nous interdit de pêcher dans la mer des Wadden? » disent-ils. La plupart des fermiers de cette région vivent, il est vrai, de ces activités annexes que sont le tourisme et la pêche.

Pourtant les experts sont formels : la mer des Wadden est un réservoir de richesses pour la mer du Nord car elle sert de lieu d'incubation à vingt sortes de poissons dont les soles, les limandes, les anguilles et les harengs. Mais pour combien de temps encore? Il a été reconnu que des fleuves comme l'Elbe charriaient des déchets à forte concentration de dioxine et que la chair des poissons fixait particulièrement bien cette substance. Selon l'Institut fédéral de l'environnement de Berlin, une teneur en dioxine six mille fois supérieure dans certains poissons à celle relevée dans l'eau elle-même a été constatée.

### La frontière ferme à 22 heures

Tout cela n'empêche pas les touristes d'affluer vers les îles Frisonnes du Nord dès le printemps. Et notamment vers Sylt, la plus prisée d'entre elles. La plus snob aussi : il est de bon ton, pour ce que l'on appelle en RFA la « schikeria », de passer ses vacances sur cette île de 93 kilomètres carrés, reliée au continent par un chemin de fer mis en service dans les années 1920 et qui porte le nom du général Hindenburg, dernier président de la République de Weimar.

On embarque à Niebüll, petite bourgade située à quelques kilomètres de la frontière danoise. Les voitures sont chargées sur le train et les passagers restent dans leur véhicule pendant la durée du trajet, une heure environ. Lorsqu'on se rend à Sylt pour la journée, on a la possibilité d'acheter un « combi-ticket », un billet qui permet de rentrer par le Danemark. Il suffit alors de conduire jusqu'à List, le port le plus au nord de Sylt, et d'embarquer sur le ferry qui dessert l'île danoise de Rømø. De là on rejoint le Jutland par une digue de 9 kilomètres.

Cela vaut le détour. Le contraste entre Sylt la surpeuplée, la sur-civilisée et les immenses plages danoises, restées à l'état sauvage, est saisissant. Hélas! la comparaison n'est pas toujours à l'avantage de l'île allemande. Sylt, sorte de Saint-Tropez avec toits de chaume, offre un mélange curieux de styles, ou d'absence de style, comme Westerland, la station balnéaire où l'on débarque du train. La concentration d'hôtels, de boutiques, de restaurants, d'immeubles y est telle qu'on ne voit pas la mer. Sans compter que

pour se rendre sur la plage, il faut payer. Bref, on ne peut s'empêcher de méditer, en flânant dans la zone piétonne de Westerland — qui ressemble par sa banalité à toutes les zones piétonnes de RFA, — sur cette formule cruelle que le Wall Street Journal attribuait il y a quelques semaines au goût allemand : « Boring is beautiful » (Tout ce qui est ennuyeux est beau). Car, répetons-le, Sylt c'est la Riviera ouest-allemande. Un lieu qui fait référence.

Le fin de fin pour montrer que l'on fait partie du Tout-Sylt, c'est de coller sur sa voiture une carte de l'île. Quant aux toits de chaume, on les retrouve vers le nord de l'île, à Kampen. C'est là que les vrais snobs, ont élu domicile. Et quel domicile! Dans le but louable de conserver une couleur locale de bon aloi, toute bâtisse, privée ou publique, est recouverte de chaume. La boutique Cartier, le Mac Donald, le salon de thé ou l'épicerie du coin, tout a ainsi des allures de maison du Petit Chaperon rouge... Un luxe pourtant que ces toitures nettes et fassément rustiques : la prime d'assurance incendie coûte deux fois plus cher au propriétaire. Mais en règle générale, l'argent n'est pas un problème pour les estivants de Sylt.

Le passage de la frontière entre le Danemark et la RFA est si peu marqué qu'un voyageur distraint peut oublier dans quel pays il se trouve. Les restaurants allemands ont souvent des noms danois et un

fort pourcentage de clientèle danoise. Le soir, au dessert, la serveuse nous demande si nous comptons passer la nuit ici ou « de l'autre côté ». « Ce n'est pas pour vous presser, dit-elle, mais la frontière ici ferme à 22 heures. » Celui qui s'attarde devra faire un grand détour vers un autre poste frontalier ouvert toute la nuit.

Raccourci historique : c'est en 1920, après la défaite de l'empire allemand, qu'est fixé le tracé de la frontière tel qu'il existe encore aujourd'hui. Le Schleswig, que le roi Christian 1<sup>er</sup> du Danemark avait juré, en 1460, de ne jamais séparer de l'Holstein, se trouve coupé en deux : le nord est rattaché à la couronne danoise, le sud à l'Allemagne.

« Je ne suis pas un Allemand qui parle danois, mais un Danois qui vit en Allemagne », dit sans détour Paul Herrramp, adjoint au maire de Flensburg. Ce port de cent mille habitants, situé à la pointe d'un fjord où pénètre la mer Baltique, est le cerveau de la minorité danoise au Schleswig du Sud. Une minorité qui a un parti politique, le SSW (Association des électeurs du Schleswig), représenté par Karl-Otto Meyer. A Flensburg, le SSW arrive en troisième position après le parti social-démocrate et le parti chrétien-démocrate. Avant les libéraux et les Verts. Et au Parlement de Kiel, Karl-Otto Meyer occupe un siège.

(Lire la suite page 18.)

## ACCESS

VOYAGES

# NEW YORK 2000<sup>AR</sup>

	AR	AR
LOS ANGELES	1500	2000
SAN FRANCISCO	1500	2000
MIAMI	1400	2000
CHICAGO	1000	2000
DALLAS	1000	2000
WASHINGTON	1000	2000
ORLANDO	1000	2000
MONTREAL	900	1000
CANARY	2100	3700
BO DE JAMBO	3400	6000
BRUXELLES	2500	4300
BARCELONE	2200	4700
SYDNEY	4000	7000
ANTWERP		2000

Tous les tarifs à destination de New York, des réductions peuvent s'appliquer.

NOUVEAU

réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

CE

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS RÉDUCTIONS POSSIBLES EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AVANCEE

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles



# DECOUVERTE

## Le roi en costume de jade

**L**a ville de Canton, en Chine du Sud, vient d'inaugurer un musée archéologique qui devrait bientôt devenir l'un des arrêts obligatoires du tourisme culturel en République populaire. Il est construit autour de la tombe du roi de Nanyue des Han occidentaux, dont la capitale, Panyu, était située à l'emplacement de l'actuelle Canton.

Zhao Mei, souverain chinois d'un royaume séparatiste, régnant sur des populations indigènes yue (proches des Protosino-chinois) mort en 122 avant Jésus-Christ (il a été identifié par plusieurs sceaux), fut enterré vêtu d'un costume de jade, dans un véritable petit palais souterrain de sept pièces, creusé dans la roche de la colline de l'Éléphant. Accompagné dans l'au-delà par une quinzaine de personnes sacrifiées dont quatre épouses, un musicien et un enfant, le roi emportait outre-tombe tout un trésor d'objets rituels et usuels en bronze, en argent, en or, en jade, en ivoire, d'une étonnante splendeur.

L'abondance (plus d'un millier de pièces), la variété et la qualité de ce mobilier funéraire — complet car la tombe ne fut jamais pillée — en font une découverte extrêmement intéressante et justifient la création d'un musée sur le site archéologique même.

A l'heure où les polémiques à propos de la pyramide du Louvre attirent l'attention sur l'architecture des musées, il n'est pas inutile de voir une grande capitale chinoise édifier *ex nihilo* un musée moderne en milieu urbain. L'architecte, Mo Bozhi, a réussi le tour de force, sur une surface au sol assez peu étendue, de conduire le visiteur du niveau de la rue à celui du sommet de l'édifice (50 mètres), en mariant la tradition chinoise et l'architecture contemporaine, la chaleur du grès rose et la fraîcheur de l'acier et du verre.

Tradition chinoise : une double volée d'escaliers symétriques fait, d'une échiffre qui aurait pu être sans intérêt, le mur-écran fréquent en Chine devant les bâtiments officiels. Ce mur est décoré d'une inscription donnant le nom du musée, gravée dans le plus pur style de la calligraphie des Han occidentaux (207 avant J.-C.-09 après J.-C.).

Architecture contemporaine : le parallélépipède de grès rose, dont la façade est animée par une bande de bas-reliefs un peu éolastique, est fondé par une verrière centrale. Une voûte en berceau, de verre et d'acier, éclaire le grand escalier intérieur donnant

accès au sommet érasé de la colline.

Le rez-de-chaussée accueille les salles de conférence et de vidéo, ainsi que les bureaux de la conservation. Les salles d'exposition se trouvent au premier et au deuxième étage. Très bien aménagées, tant du point de vue esthétique que du point de vue muséologique, elles sont bien éclairées (ce qui, en Chine, mérite d'être mentionné), organisées par thème et se réfèrent aux chambres de la tombe, dont une maquette en coupe et un plan sont présentés dès le début de la visite.

Les récipients, ornements, instruments de musique, outils et ustensiles, tous les objets, du plus somptueux au plus humble, bien restaurés, y sont admirablement présentés. On s'y sent physiquement aussi bien, toutes proportions gardées, que dans l'aile orientale de la National Gallery de Washington ou dans l'aile occidentale du Museum of Fine Arts de Boston (toutes deux conçues par Ieoh Ming Pei), même si la Chine n'en est pas encore à proposer autant de services que les musées occidentaux.

Les panneaux explicatifs sont rédigés en chinois et en anglais, ce qui n'est généralement pas le cas, même à Pékin. Un excellent livret bilingue (chinois-anglais, mais une version française semble en préparation) est disponible.

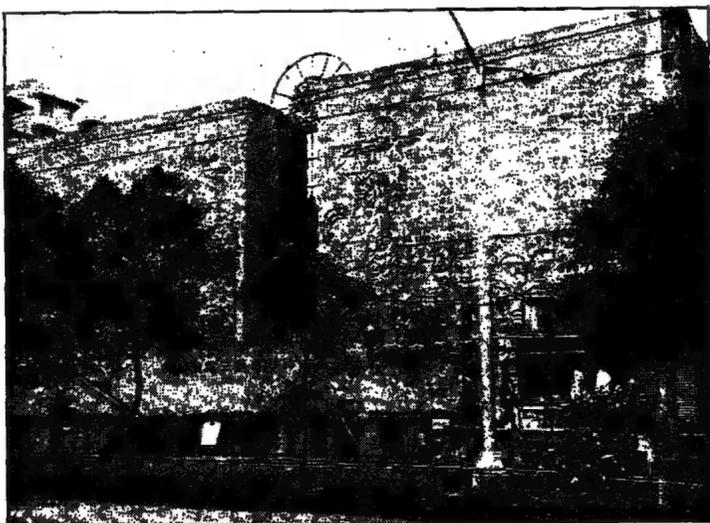
Dans un avenir proche, le sommet de la colline, rendu accessible au public, sera transformé en jardin. La tombe sera couverte d'une structure en verre fumé. A l'intérieur, une galerie permettra au visiteur d'en comprendre l'organisation et d'en apprécier physiquement les dimensions. Les chercheurs auront accès, sur demande, à l'intérieur de la sépulture.

### Bibliothèque pour un royaume

Par la suite, si des fonds suffisants sont rassemblés, le musée sera agrandi après démolition des immeubles voisins : des pavillons bas dans un jardin recevront d'autres salles et les objets actuellement en cours de restauration. L'ensemble sera doté d'une bibliothèque spécialisée et transformé en centre de recherche sur l'histoire du royaume de Nanyue.

En quoi cet ancien petit royaume méridional mérite-t-il tant d'intérêt ?

Fondé entre 207 et 203 av. Jésus-Christ par le grand-père de Zhao Mei, officier dans l'armée de conquête envoyée par le premier empereur de Chine, le



D'un tombeau royal, la ville de Canton a fait un musée. Un musée dont les cheminements donnent rien moins qu'une civilisation en lecture. Sûrement un point de passage obligé dans un voyage en Chine.

royaume de Nanyue, peuplé de tribus yue, apparentées aux tenants de la culture d'Angkor du Vietnam, ne reste indépendant que peu de temps, jusqu'à 111 av. J.-C. L'actuelle Canton se trouve à l'emplacement de sa capitale, Panyu.

Bien que politiquement séparatiste, le pouvoir des Zhao constitue, en fait, le fer de lance de la culture chinoise dans le Sud. Par une astucieuse politique d'inter-mariages, le premier souverain se concilie l'aristocratie locale, satisfaite d'être gouvernée à la chinoise par un roi venu du Nord qui redoute, comme elle, que le pays soit intégré à l'Empire.

Curieusement, cette conscience de l'appartenance ethnique, attestée par les textes, va de pair avec un des processus d'acculturation les plus rapides qui soient. En effet, on peut considérer comme résiduelles les quelques traces archéologiques de la culture locale qui subsistent à la chute du royaume.

La tombe de Zhao Mei illustre bien ce phénomène. Alors que le roi est vraisemblablement « mélangé » de yue, sa tombe se rattache complètement et uniquement à la tradition des sépultures royales chinoises. Le mobilier funéraire est de type chinois, malgré quelques variations de style local. Il y a cependant une exception, dont l'importance et le sens restent à apprécier, celle des

situales (sortes de seaux) en bronze, étrangères à la culture chinoise et naguère encore considérées comme purement d'Angkor. L'une des quatre exposées au musée est particulièrement intéressante par son décor de bateaux de mer montés par des guerriers emplumés, pratiquant des sacrifices humains et, semble-t-il, la chasse aux têtes. Or des motifs similaires apparaissent fréquemment sur les tambours de bronze protosino-chinois de Chine du Sud et du Vietnam. Tambours qui, eux, sont absents de la tombe de Zhao Mei.

D'autres problèmes archéologiques, économiques et historiques relatifs à cette région riche et ouverte sur l'extérieur justifient la création d'un centre de recherche. Celui-ci ne saurait manquer d'attirer l'attention des spécialistes d'Asie du Sud-Est, y compris du Vietnam voisin, dont ce royaume, avec toute son ambiguïté, peut être considéré, dans une certaine mesure, comme l'un des ancêtres.

Aujourd'hui, la province du Guangdong et sa capitale comptent parmi les plus ouvertes de Chine. Il n'est pas indifférent que Canton consacre tant d'argent à un musée municipal qui met en évidence à la fois son appartenance à la tradition chinoise et son originalité propre.

MAUD GIRARD-GESLAN.

ne entre deux mers

**LAUSANNE**  
**HOTEL VICTORIA**  
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chambres avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service 24 h sur 24. Bar, sa salie de café, de 10 à 80 places. 48, av. de la Gare - Tél. 1941/21/20-27-71 - Télex 42844

**LAUSANNE**  
**HOTEL elite**  
107 hôtels de toutes catégories, 3000 appartements de vacances, 388 km de promenades, école de ski d'été et centre d'alpinisme, ski d'été, programme de sport varié.

**VILLARS**  
M. S. Müller CH-1884 Villars-sur-Ollon  
Tél. 19-41/25/35 1341. Télex 456 203  
Un hôtel de la chaîne SUNSTAR.

**ZERMAT**  
Offres spéciales d'été 1988 :  
- Services forfaitaires : ski d'été, ski et tennis, services familiaux, semaines seniors.  
- Programme de vacances varié à Zermatt.  
Informations : Office du Tourisme, 3820 ZERMATT, tél. 1941/28/08 11 87.

**LAC DE GENÈVE - MORGES**  
**Hôtel du Mont-Blanc au Lac**  
Bord du lac, dès 60 FS (env. 240 FF) av. petit déjeuner en chambre double. Arrang. fort. Tél. : 19-41/21/802.30.72.

**AIR HAVAS**  
TOUS LES VOLS POSSIBLES

**TUNIS**  
à partir de : **1 220 F** aller retour

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS  
Tél. : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.  
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

Il n'y a pas de place pour tout le monde chez Marmara.

MARMARA, 8, rue Boudreau, 75009 PARIS. Tél. : 42.68.05.71

**Council Travel**

**Toute l'Amérique, comme vous voulez.**

Avec des vols inter-USA, forfaits intérieurs en avion ou en bus, locations de voitures, de motorhomes, circuits rafting ou camping en minibus, c'est vraiment l'Amérique comme vous voulez.

51, rue Dauphine PARIS (6<sup>e</sup>)  
Tél. : (1) 43 26 79 65

16, rue de Vaugirard PARIS (6<sup>e</sup>)  
Tél. : (1) 46 34 02 90

**Nous, c'est l'Amérique!**

Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

**Thai** Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

**GHEZZI** vous attend aussi au 3, rue Labou - Paris 17  
**PASTA E SUGHI**

**VACANCES-VOYAGES**

**HÔTELS**

<p><b>Alsace</b></p> <p><b>68590 SAINT-HIPPOLYTE</b> Pour vos vacances</p> <p><b>HOTELLERIE MUNSCH</b> <b>AUX DUCS DE LORRAINE</b> Au pied du Haut-Koenigsbourg. Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable, 1/2 pension. Tél. 89-73-00-09.</p> <p><b>68590 THANNENKIRCH</b> <b>TOURING HOTEL</b> Tél. 89-73-10-01 Logis de France - Envois déjeunés.</p> <p><b>Campagne</b></p> <p><b>CHAUMONT-SUR-THARONNE</b> <b>HOTEL *** RESTAURANT ****</b> <b>LA CROIX BLANCHE</b> 41000 CHAUMONT-SUR-THARONNE Tél. : 94-88-55-12 Relais gastronomique</p> <p><b>Côte d'Azur</b></p> <p><b>83240 CAVALAIRE</b> <b>HOTEL-RESTAURANT</b> <b>LA CALANQUE ***</b> « Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Cabres avec TV, piscine, tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne. Tél. 94-64-04-27.</p> <p><b>NICE</b></p> <p><b>HOTEL LA MALMAISON</b> Majotel Best Western *** Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.</p> <p><b>TV COULEUR PAR SATELLITE</b> Restaurant de qualité.</p> <p>48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-57-62-56 - Téléc. 470 418.</p> <p><b>HOTEL VICTORIA ***</b> 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-88-39-60 Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chauffage, TV couleur. R. direct, minibar.</p> <p><b>Montagne</b></p> <p><b>ARDÈCHE 07520 LA LOUVESC</b> 1050 m alt. Votre plein de santé à l'<b>HOTEL BEAUSITE **</b> Logis de France. Détente, repos, cure de bien-être. Prix modérés. Tél. 75-67-82-14.</p> <p><b>Auvergne</b> <i>Vacances / Détente</i></p> <p><b>AU FAMILY HOTEL ***</b> Autour de la Piste. Tennis. Parc 1 ha. Part. An. Bains-Douches, 15000 VIC-SUR-CEZIE. Tél. 71-47-58-49.</p> <p><b>05380 SAINT-VÉRAN</b> <i>(Hautes-Alpes, Queyras)</i> Parc régional. Site classé.</p> <p><b>LE VILLARD, tél. 92-45-82-08</b> Chamb. - studio + cuis.-grill. Tennis. De 50 F à 150 F par pers. et par jour.</p> <p><b>BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62</b> Piscine. Tennis.</p> <p>1/2 pens. 1029 F à 1617 F sem. Pensions 1309 F à 1848 F la sem.</p> <p><b>Paris</b></p> <p><b>SORBONNE</b></p> <p><b>HOTEL DIANA ***</b> 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.-c. TV couleur. Tél. direct. De 250 à 350 F - Tél. 43-54-92-55.</p>	<p><b>Sud-Ouest</b></p> <p><b>ARDÈCHE</b> <b>07280 JOYEUSE</b></p> <p><b>HOTEL LES CÈDRES **</b> Découvrez les gorges de l'Ardeche en canot. 1/2 pens. 5 jours 1705 F. Piscine, parc, parking. Tél. 75-39-40-60.</p> <p><b>24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD</b> <b>AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS</b> *+N. Plaine. Pénins. Grands pédestres. Équitation 2 km. Tennis chamb. w.-c. + bain. Demi-pens. et pension 189 F à 255 F. Tél. (16) 53-29-95-94.</p> <p><b>Italie</b></p> <p><b>VENISE</b></p> <p><b>HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***</b> (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-3233 VENISE. Tél. : 411150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonio.</p> <p><b>Suisse</b></p> <p><b>LAC MAJEUR</b> <b>LOCARNO</b></p> <p><b>GRAND HOTEL</b> Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Costi 48, 19-41/90/33025 - Téléc. 946143 Via Stampiera, CH 6600 LOCARNO.</p> <p><b>TOURISME</b></p> <p><b>HAUT-DOUBS</b> Séjour enfants dès 1988 Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme du XVIII<sup>e</sup> a. parfaitement rénovée et confortablement aménagée. Nombre limité pour garantir la qualité du séjour. Cuisine et pain maison. Activités proposées : tennis, vélo, randonnée, poney, jeux de plein air, découverte du milieu rural, flore et faune. Tél. 81-38-12-51.</p> <p><b>SAVOIE</b> <b>VALLORNE</b></p> <p><b>« L'ÉTÉ AUX FENESTRELLES »</b> <b>MAISON FAMILIALE</b> Tout confort. Activités à la station : tennis, équitation, patinoire, piscine, fêtes, discothèque, cinéma, tous commerces. Reservations et inscriptions : <b>CENTRES DE LOISIRS PLEIN AIR - I.R.C.V.</b> 28, rue d'Anglet, R.P. 19 39085 LILLE-COLO Tél. 28-51-24-94.</p> <p><b>L'ÎLE DE JERSEY</b> <b>« LA BELLE ANGLO-NORMANDE »</b> Au printemps, l'île dévoile ses 116 km<sup>2</sup> de charme. Elle revêt sa robe fleurie, dévoile ses plages de sable d'or, bichonne ses 850 km de merveilles peines tous. Elle vous ouvre grand les portes de sa superbe réserve d'animaux au sein de sa ferme où s'épanouissent cinq mille variétés d'orchidées. Elle vous accueillera dans ses cinq cent cinquante hôtels et pensions; elle y dressera la table autour de laquelle vous dégusterez crustacés, primeurs, poissons et laitages du cru, tout cela arrosé des meilleurs vins français, aux meilleurs prix. Dans les pittoresques rues piétonnes de Saint-Hélier, la capitale, elle vous tentera par les prix hors taxes de ses multiples magasins. Et, enfin, elle effacera le stress de la vie moderne. JERSEY, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière. Pour documentation en couleurs, écrivez à : <b>MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY</b> 19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS Tél. (1) 47-43-93-48</p>
--	---

**Abano Terme**

De modernes hôtels avec sections superbement équipées pour cures physiothérapeutiques, piscines thermales sous toit et en plein air, chambres et appartements tous confort, grands jardins, tennis, mini-golf, jeu de boules. Gestion privée.

**LA RESIDENCE**

à partir de livres 81.000 pension complète

35031 Abano Terme - Padova - Italy - Tél. (193949) 668333  
Télégrammes, L'arabesque-Abano  
Hotel Terme

**ARISTON MOLINO**

à partir de livres 63.200 pension complète

35031 Abano Terme - Padova - Italy - Tél. (193949) 669283

**LA TABLE**

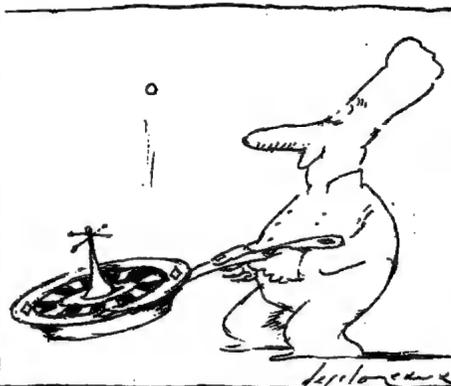
**Monte-Carlo ma non troppo**

La Côte d'Azur (qui fête cette année les cent ans de son nom, emprunté à un ouvrage de Stephen Liégeois paru en décembre 1887) a souvent les yeux tournés vers la principauté de Monaco. Comme dirait un confrère qui croit connaître la cuisine : « C'est chic, c'est choc, c'est mode ! ». Monte-Carlo, c'est la SBM, c'est-à-dire la place où l'on peut divaguer du Casino à l'Hôtel de Paris, du Café de Paris à l'Herminette. Événement : cette place est bouleversée par la construction d'un parking souterrain, le Café de Paris reconstruit n'ouvrira que dans quelques mois. Quant à l'Hôtel de Paris, il s'est enrichi d'un troisième restaurant-événement : le *Louis-XV*, ouvrant sur cette place et d'un luxe éblouissant.

A vrai dire, si l'on regrettera la mise à l'écart de Joyaux Mérimo, qui mettait dans les relations publiques de la SBM la gentillesse indispensable, on se réjouira du départ de l'ancienne équipe de cuisine. Car le grill panoramique de l'Hôtel de Paris comme sa salle Empire étaient de beaux cadres gâchés par une cuisine misérable.

Passons.

Donc, on a créé, ouvrant sur la place, un nouveau restaurant (50 couverts) d'un luxe quasi provocant (le personnel serait en habit à la française que l'on n'en



Mais quittons Monte-Carlo avec un de ses anciens « grands », Dominique Le Stanc, mal accueilli ici et qui prend sa revanche, à quelques kilomètres, au *Château Eza*.

Le *Château Eza*, c'est, au sommet d'Eze-Village, une demeure (autrefois du prince Guillaume de Suède) qui enthousiasma un Helvétie de passage, André Rochat. En faire un hôtel de luxe (6 chambres et 3 appartements) avec la plus belle vue du monde, c'était bien. Y associer la cuisine de Le Stanc (et l'accueil de sa charmante Danielle, qui mieux est) ne pouvait conduire qu'au succès. Venu de sa Bretagne originelle via son Alsace familiale et d'adoption, le voici naturalisé quasi monégasque. Une cuisine toute en nuances, mais très naturelle (salade de rognons aux pommes de terre, pigeon rôti au vinaigre, pigeon aux betteraves rouges et raifort, fricassée de saumon, fraises des bois à la crème de lait au confit de réglisse, etc.). Belle carte des vins signée Patrick Millereau. Menus : 250 F et 480 F, et pour la carte comptez 500 F.

Un gourmet de là-bas m'a soufflé : « *Outhier de La Napoule s'est retiré, Roger Vergé est souvent hors de France, Maximin a ses caprices... Heureusement restent Ducasse et Le Stanc ! »*

LA REYNIÈRE.

**La reine des pommes**

Suite à mon article sur la ratte, cette reine des pommes de terre (« le Monde sans visa » du 21 mai), et pour répondre à de nombreux lecteurs, il convient de préciser qu'on la trouve sur le marché, en primeurs, à partir de mai, mais que la grande saison est, en France, de septembre à avril. Il y en aura à ce moment chez Hédier. Par contre, chez Fauchon, les variétés ne sont regroupées comme si j'étais un extraterrestre, et la ratte, connais pas ?

Enfin, si vous voulez en savoir plus sur la ratte du Touquet, vous pouvez téléphoner de la part du *Monde* au 21-08-04-76.

L. R.

serait point dépayés !) et pour lequel on a trouvé le cuisinier idéal, Alain Ducasse (du *Juana* de Juan-les-Pins). On ne saurait tout citer, mais l'énoncé du velouté de crustacés en infusion de cépes et morilles au cerfeuil, la daurade royale du pays poêle croustillante, jus aigre-doux d'orange et des herbes en friture, les côtes et pieds de cochon de lait mijotés en casserole, jus à la sauge et poireaux de cépes, le croustillant aux citrons du pays avec son jus aux zestes et sorbets, peuvent vous donner idée sinon de la subtilité des accords, du moins de la recherche inspirée de ceux-ci.

Ajoutons que le service est dirigé par Georges-Marie Géraldi et que le « livre de cave » est conçu et proposé par le maître sommelier Jean-Pierre Roux et son adjoint le jeune Frédéric Roemer (qui a, le mois dernier, remporté le « Master of Port », que deux langues listent de desserts (aux fruits et au chocolat) sont proposées avec des vins au verre sélectionnés par Jean-Pierre Roux, et l'on aura idée de cette carte prestigieuse conduisant à des additions dépassant les 750 F (menus : 460 F et 530 F). Carte et additions princières, c'est le cas de le dire !

Le grill à la cuisine également supervisée par Ducasse, est d'appellations plus simples, de grillade ou de broche notamment, menant du ragout fin du pot-au-feu selon Michel Guérard aux classiques garnitures Augusto Escoffier. Compter 600 F.

Du coup, on ne parle plus du restaurant de l'Hôtel Mirabeau (*La Coupole*), qui doit, me dit-on, être refait, rajouté, et dont le chef Yves Garnier n'est pas à négliger. *Rampoldi* reste le Lipp du coin, le *Bec rouge* toujours surfait et, nouveau, le *Roger Vergé Café* un snack de luxe qui permettra au maître du Moulin de Mougins de se consoler de la perte d'une étoile (et d'un texte féroce au Gault-Millau !) pour son *Amandier de Mougins*.

**SEMAINE GOURMANDE**

**Gérard Besson**

Ce n'est certes pas un malin (deux étoiles au Michelin comme au Bôtin gourmand), mais est-il trop modeste ? La chronique n'en parle pas ou peu. Son menu déjeuner à 220 F est pourtant l'un des plus abordables et des meilleurs de Paris, avec son grand choix d'entrées, de poissons et viandes, le plateau des fromages, les desserts, le café et les petits fours (qui dit mieux !). A la carte et le soir, comptez 400 F à 550 F.

Et vous apprécierez l'omlette aux dés de homard, la soupe de poissons fins au safran, la daurade à la confiture d'oignons, le poulet de Bresse cuit « en brique », la superbe tarte tède bonne femme et sa glace..., entre autres plats sérieux, cuisinés avec sagesse et imagination tout à la fois. Bonne cave. Oui, en vérité, il nous faut redécouvrir Gérard Besson.

**La Bretonnière à Boulogne**

On reproche - moi le premier - au Michelin d'être en retard. Cela lui permet parfois d'être en avance. En effet, il cite cette honnête maison ignorée du Bôtin gourmand comme du Millau-Le Point. Il y a une carte-menu avec quelques suppléments (oui, je sais, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas agréable si l'on n'a invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avant un morceau du boucher aux échalotes ou la selle d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquise au chocolat ou le gratin de

# ENQUETE

## La France se refait une conduite

**Création de France Club-ACF. Ne plus laisser l'Hexagone entretenir d'aussi mauvaises relations avec son patrimoine touristique. On va voir ce qu'on va voir.**

L'origine du projet France Club-ACF, rendu public dans le cadre du Salon du tourisme de la Foire de Paris, un triple constat. D'abord, la disparition récente du Touring-Club de France. Ensuite, la dégradation de la place de l'Hexagone dans le tourisme international. Enfin, l'absence d'un grand club automobile français capable d'assurer la réciprocité de services aux clubs étrangers.

Pour François Duvergé, initiateur et patron de France Club, ancien directeur général de Maison de la France, la détérioration de la position française sur le plan touristique tient à l'éparpillement et à l'inadaptation de la promotion touristique à l'étranger, à la qualité insuffisante de nombre des produits qu'elle offre, ainsi qu'à la mauvaise qualité de l'accueil dont témoignent, *a contrario*, la campagne actuellement menée dans notre pays (*Le Monde* du 12 mars). D'autre part, dans la mesure où l'on constate, dans le public, une forte demande d'informations dans un domaine caractérisé par une relative méfiance à l'égard des produits et des professionnels, on peut également s'étonner de la faiblesse du consommateur dans ce secteur.

D'où l'idée de créer un organisme destiné à mieux mettre en valeur les richesses touristiques de notre pays, tant auprès des Français que des étrangers. Un objectif qui rejoignait ainsi celui de l'Automobile-Club de France qui, de son côté, souhaitait depuis déjà un certain temps que les clubs automobiles s'ouvrent davantage au tourisme et aux loisirs, l'idée étant de transformer la condition de l'automobiliste circulant en France en rejoignant un grand mouvement associatif centré sur l'automobile et le tourisme, et également capable d'être le correspondant attendu

des grands clubs automobiles étrangers.

Deux réflexions convergentes, donc, d'où devait naître France Club-ACF, une société commerciale au capital de 6 millions de francs, bientôt porté à 12 millions. Constitué de plusieurs partenaires (l'ACF, la Garantie mutuelle des fonctionnaires, le Crédit lyonnais, le Crédit coopératif et Total-France), elle entend bénéficier des moyens, des compétences, des réseaux et de la notoriété de ces puissants associés. Etant bien entendu, aussi, que cette société doit permettre la rémunération du capital investi.

« Pas d'ambiguïté, confirme M. Duvergé, la démarche commerciale prime. » Reste que France Club se veut aussi un club soucieux d'apporter à ses membres une gamme de prestations de qualité. Il s'agit d'abord de sécuriser l'automobiliste en effaçant le sentiment d'inquiétude lié à l'éventualité d'une panne. Faire en sorte, donc, qu'il parte tranquille et circule en toute quiétude. Sont prévus à cet effet :

- une assistance familiale aux personnes, en France et dans le monde entier, accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, par l'intermédiaire d'un numéro vert, c'est-à-dire gratuit ;
- une assistance aux véhicules, en France, dans les pays de la carte Vert et sur le pourtour

méditerranéen ; des prestations analogues à celles déjà offertes sur le marché mais qui privilégient cependant l'acheminement des adhérents vers les lieux de vacances et prévoient, entre autres, le remboursement des frais de séjours payés et non consommés, à la suite d'un empêchement ;

- un dépannage-remorquage, sans franchise kilométrique (mais à moins de 30 kilomètres du domicile, deux interventions seulement par an) et qui privilégiera le dépannage par rapport au remorquage, comme cela est le cas dans les grands pays étrangers ;
- un « Allo club » téléphonique permettant d'obtenir des renseignements précis sur la circulation, les péages, les problèmes mécaniques, les questions liées à l'assurance, aux réparations et à la facturation ;
- enfin, un réseau de points d'accueil qui, dans cent quarante-six villes de France, assurera accueil et conseils aux adhérents qui le souhaiteront.

Dans le domaine du tourisme et des loisirs, il s'agira d'offrir des prestations permettant de mieux découvrir les richesses de la France en ayant accès aux bons professionnels de ce secteur. Ouvert sept jours sur sept, le « Allo club » donnera également des renseignements précis sur les visites, les horaires, les prix, les hébergements, les stages et les diverses activités possibles. De

leur côté, les points d'accueil et d'information touristique fourniront une information locale précise. Enfin, un magazine, *France-Club*, aura pour vocation la promotion du patrimoine touristique français.

Toujours afin de répondre à un besoin de sécurisation du consommateur, France-Club a mis en place une politique de « labellisation » d'établissements, dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du camping et de l'automobile. Effectuée à sa demande, une étude de marché confirme, en effet, la dégradation de l'image des professionnels travaillant dans ces secteurs et la lassitude des consommateurs, qui souhaiteraient ne plus être, constamment, sur la défensive. Partant du principe qu'il existe, dans notre pays, un grand nombre d'excellents professionnels, même s'ils ne sont pas forcément connus et établis dans les grandes régions touristiques, France Club s'est naturellement tourné vers ceux-ci pour signer avec eux une charte de qualité qui insiste, notamment, sur l'accueil personnalisé, la mise en valeur du terroir, les avantages réservés aux adhérents, la gestion des réclamations, les contrôles et les sanctions. Composée de professionnels de haut niveau, une commission nationale statuera sur les octrois et les retraits de ce label stylisé, bleu-rouge-jaune.

« L'objectif », insiste François Duvergé, n'est pas la quantité mais la qualité. Avec sa carte de membre, chaque adhérent recevra un guide des labellisés, celui de 1988 comprenant quelque mille trois cents noms.

Toutes ces prestations seront offertes contre une adhésion familiale annuelle de 450 F qui pourra être réglée par mensualités. Les adhérents pourront également, en option, s'abonner pour un an au magazine *France Club* (il en coû-

tera 70 F) qui agira dans trois domaines : la promotion et l'information touristique, la vie interne du club et la labellisation. Autre option : une carte de paiement et de crédit permettant l'accès à l'ensemble du réseau de la carte bancaire, formule mise au point avec le Crédit lyonnais.

Depuis mai, l'adhésion à France Club est proposée au grand public. Objectif avoué : cent mille adhérents en 1988 et un million en 1992. Ambition qualifiée de raisonnable, compte tenu de la mobilisation escomptée des partenaires et d'un produit qui, estimant ses créateurs, répond à des besoins réels. Certes, les prestations offertes existent souvent, çà et là, reconnaît M. Duvergé, qui insiste néanmoins sur l'importance du « plus » touristique et le fait que ce nouvel organisme couvrira l'ensemble des besoins de l'automobiliste, qu'il soit en vacances ou en déplacements « quotidiens » ou professionnels. Sans oublier la vocation nationale d'un projet qui, dès 1989, devrait prendre une dimension internationale, ses prestations étant alors offertes aux étrangers désirant se rendre en France.

Dans un premier temps, ce nouveau produit sera proposé dans les agences du Crédit Lyonnais de Paris et de la région parisienne, auxquelles s'ajouteront ensuite les agences d'Hertz-France, les cinq cents stations-points d'information touristique Total et les mille trois cents labellisés. Sont également en cours de négociation des accords avec la Société nationale Corse-Méditerranée et les auto-écoles. Une commercialisation appuyée d'une campagne de publicité dans la presse, à la radio et, bientôt, à la télévision.

**PATRICK FRANCÈS.**  
\* Renseignements auprès de France Club-ACF, 8, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-30-95-25.

**vol direct**  
**PARIS**  
**ISTANBUL**  
**1 640F**

**tous les samedis**  
3 heures de vol au départ de Paris Orly (de mai à octobre)

**3 circuits**  
en hôtels 3 et 4 étoiles

**Turquie en liberté**  
A partir d'étapes pré-établies, la Turquie librement, avec les programmes auto découverte. Vol, transfert et 1 nuit à Thôtel.  
A partir de **2 200F**

**Istanbul - Cappadoce**  
En partant d'Istanbul, ce circuit de 8 jours vous emmènera en passant par Ankara à la découverte des merveilles de la Cappadoce et des plaines d'Anatolie.  
A partir de **3 600F**

**Sultanissime**  
Izmir, Ephèse, les antiques villes de Ionia, Pergame, Bursa : le circuit Sultanissime vous offre la découverte de la Turquie en 15 jours.  
A partir de **5 600F**

**TURQUIE**  
**n°1**

Réservez : 48.78.28.00  
103, rue La Fayette - 75010 Paris  
Tél. : (1) 48.78.28.00 - Téléc. : 780-448  
Télécopie : 42.82.86.85.

**Inoubliable week-end !**  
au **WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK**  
avec **CONCORDE**  
Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air-France, Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F.  
Aéroport : 98, rue de Valenciennes, 75008 Paris. Tél. : 45-22-46-46. Téléc. 643-780 F. Lic. 175001.

**POUR LES BLASES DES PALACES :**  
**LE RHIN AVEC KD !**  
Il y a encore des choses à découvrir dans la vie !  
Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous détacher sans partir aux antipodes, nous vous offrons dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD !  
Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.  
Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution :  
**CROISIERE-KD** 9, rue du Fay Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 52 27

**L'OEIL VIVANT**  
**PATRICK ROEGERS**  
52 critiques parues dans **Le Monde**  
Dix huit mois d'actualité photographique, à lire et à voir dans un numéro exceptionnel des *Cahiers de la Photographie*, largement illustré (160 pages).  
En vente en librairies ou envoyez un chèque de 150 Frs à l'ordre de l'A.C.C.P. 32, rue Saint-Marc 75002 Paris.

**Vacances ? Pensez ISLANDE !**  
 raids  mountain bike  trekking  
 en voyages individuels  en groupe.  
Documentation gratuite sur demande à **ICELANDAIR**  
9, Bd des Capucines 75002 Paris • (1) 47 42 52 26  
RFO. MINTEL : 36.16 code OTISLAND  
**ICELANDAIR**

**CROISIÈRES**  
**EJORDS, CAP NORD, SPITZBERG, ISLANDE, ILES FERØE**  
12 à 18 jours à bord du **FUNCHAL**  
de 8 360 F à 28 400 F.  
Un rapport qualité prix exceptionnel.  
Demandez la brochure **SCANDITOURS** à votre agent de voyages ou à **SCANDITOURS**  
10, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00  
La qualité scandinave **SCANDITOURS**

**RHODES 2 000 F\***  
\* Départ Paris. Prix A/R à partir de...  
**Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.**  
**Jumbo CHARTER** SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.  
MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS : 46 34 19 79/45 42 03 87  
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

**RETROUVEZ L'AUTHEICITE DES GRANDS PELERINAGES**  
**NDS D'AUTRES VOYAGES.**  
Chacun dans sa vie ressent la nécessité d'aller vers d'autres lieux, de faire d'autres rencontres. Partir vers ceux qui ont fait notre histoire, bâti notre Foi, c'est le sens même du pèlerinage.  
De Jérusalem à Saint-Jacques de Compostelle, vers tous ces lieux où souffle l'esprit, NDS depuis 115 ans propose des pèlerinages en petit groupe, en avion, en bateau et même à pied. Dans une ambiance conviviale, revivre les grands pèlerinages, c'est possible dès aujourd'hui avec NDS et vers toutes les destinations.  
Pour faire des rencontres extraordinaires il y a un catalogue, celui de NDS, demandez-le.  
**ST-JACQUES DE COMPOSTELLE A PIED**  
DU 2 AU 30 JUILLET 7380F  
DU 2 AU 30 AOUT 5330F  
(départ St-Jean-Pied-de-Port)  
**NDS D'AUTRES VOYAGES.**  
Désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 88. Pour toute information supplémentaire, appelez également sur Minitel au 3614  
**NDS**  
17, rue de Babylone 75007 PARIS  
Tél. : (1) 46 40 20 30

# JEUX

## échecs

N° 1282

### L'ESPAGNE A LENINGRAD

Coupe du monde, tournoi S.W.I.F.T., Bruxelles, 1988

Blancs : J. MURN  
Noirs : A. BELIAVSKY  
Partie espagnole. Système fermé.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. Fb5 Cb6 5. d4 Fd8 6. Te1 Fc8 7. Fd3 Dc7 8. e5 Dd8 9. e6 Dc7 10. Cc3 Dc6 11. Cd2 Cc7 12. Fc2 Fd8 13. b4 Dc7 14. a4 Dc6 15. a5 Dc7 16. Fd3 Dc7 17. Td1 Dc7 18. e4 Dc6 19. d5 Dc7 20. Cc5 Dc6

21. Cc4 Dd6 22. Fd4 Td8 23. Dd3 Td7 24. Fd3 Cc6 25. Dd3 Cc6 26. g3 h5 27. g4 h6 28. Cc5 Dd8 29. Cc4 Dd8 30. Cc5 Dd8 31. Cc4 Dd8 32. Cc5 Dd8 33. Cc4 Dd8 34. Cc5 Dd8 35. Cc4 Dd8 36. Cc5 Dd8 37. Cc4 Dd8 38. Cc5 Dd8 39. Cc4 Dd8 40. Cc5 Dd8

#### NOTES

a) Une défense toujours populaire, qui a été longuement analysée par l'École de Leningrad et notamment par B. Spassky, fondée sur le retour paradoxal du C-D à sa case de départ : libérant le pion c, le C-D passera par la case d7 afin de surveiller le centre, associé au F-D qui lui sera développé en b7. Ce système original est devenu, au fil des années, aussi important que la

variante Tchigorine 9... Ca5 et que le système Smyslov 9... h6.

b) Et non 10... Fb7 à cause de 11. dxc5, dx65; 12. Dxd8, Fxd8; 13. Cx65, Cx64; 14. F63, Cc6; 15. Fd5f avec avantage aux Blancs (Keres-Benko, 1959).

c) La suite du Tournoi des candidats des années 1956. 11. e4, e6; 12. e5, Dc7 a pratiquement disparu, les Noirs pouvant égaliser facilement.

d) Ou 13. a4 ou 13. b3 ou encore 13. Cf1.

e) Ou a aussi essayé 14. Fb2, g6; 15. a3, Fg7; 16. g4.

f) Timman a expérimenté contre Kasparov (Londres, 1984) 15. a3b5 mais n'a rien obtenu.

g) Après 16... Dd8 les Blancs prennent l'avantage par 17. e4, bxc4; 18. Fd4, e6; 19. Cx64, exd4; 20. Dxd4, d5; 21. exd5, Tx61+; 22. Cx61f (Kavalek-Reshevsky, 1973). La suite 16... Td8 a été souvent jouée; les Blancs disposent, dans ce cas, de plusieurs réponses, 17. Dd1 ou 17. e4 ou 17. Td1. Ou aussi, comme dans une

intéressante partie par correspondance Batakov-Biklov, 1981-1982 : 17. Ch2, d5; 18. Fd4, exd4; 19. e5, dxg3; 20. Fxg3, d4; 21. Fxd4, Cd5; 22. Cg4, Cf4; 23. Td1, Cg6; 24. Cf3, e5; 25. Fb2, exb4; 26. Fb3, Cb8; 27. Dd1, Fc5+; 28. Rb1, Cf8; 29. Td1, Dc7; 30. Ch4, Fg8; 31. d6f, Cx66; 32. Dg3, Cg5; 33. Td4f, F66; 34. Cf6+, gxf6; 35. Fxf6, abandon.

A) Prévoyant la défense indirecte du pion b4 après l'avance g3-g4.

I) Forcé car, après 19. dx65; 20. Fc3 et 21. Cx64 les Blancs sont nettement mieux.

J) Une surprise de taille pour les Noirs qui s'attendaient d'abord à la défense du pion b4 par Fg3.

K) La prise 21... Fxb4 donne lieu à quelques développements tactiques : 22. Cx65f, Fx61; 23. Dxd1, Dg5; 24. Cxf7, Rxf7; 25. Fb3+, Rf8; 26. Dd4+, Dc7; 27. Dd4f, etc. L'échange des D 21... Dxd1; 22. Txd1 n'améliore pas non plus la position des Noirs.

L) Si 22... Td8-d8; 23. Dd3, Fd6; 24. Dc3!

m) 23... Td8 était nettement préférable.

n) Si 25... Dg5; 26. Fc1 et si 25... Cg7; 26. Dg3.

o) Que faire d'autre ?

p) La grande diagonale a1-h8 est ouverte au profit des Blancs. Si 28... Dxf4?; 29. Cxg6!

q) 29... Dxf4 perd la D après 30. Cc6+, Rb8; 31. Cd5+.

r) Forcé.

s) Le gain le plus simple.

t) Si 34... Fxd7?; 35. Td8 mat.

u) Si la T-D était en d8! (cf. le 23<sup>e</sup> coup).

v) Les pions blancs ne peuvent être arrêtés.

#### SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1281  
A. DANNEB (1934)

(Blancs : Ra7, T66. Noirs : Rc8, Fg3, Pd4 et h4. Nulle.)

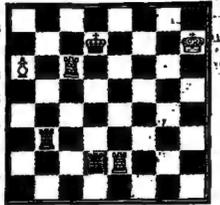
1. T64, h3 (si 1... d3; 2. Tc4+, Rd7; 3. Td4+ et 4. Txd3 et si 1... Ff2; 2. Tt4, Fg1; 3. Txb4, d3; 4. Ra8, d2; 5. Td4d; 2. Txd4, Ff2; 3. Ra8, h2 (si 3... Fxd4,

pat); 4. Td1, Fg1; 5. Td5, h1=T (si 5... h1=D, pat); 6. Td5, Fh2 (si 6... Txb5, pat); 7. Td8+, mat.

CLAUDE LEMONNE

ÉTUDE N° 1282

N. COX  
(1982)



BLANCS (4) : Rb7, Tg6 et g2, Pd5.

NOIRS (3) : Rd7, Th3 et d2.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1280

### L'ASTUCE ET LA TECHNIQUE

Dans cette donne de l'Open par paires à Biarritz à Biarritz, le déclarant a su allier un coup astucieux et une bonne technique pour réunir un contrat qui était infaisable au début.

♠ A7 ♠ 10962 ♠ A1075 ♠ V1084  
♥ A7 ♥ 10962 ♥ A1075 ♥ V1084  
♦ A7 ♦ 10962 ♦ A1075 ♦ V1084  
♣ A7 ♣ 10962 ♣ A1075 ♣ V1084

Am. : S don. N-S val.  
Sud Ouest Nord Est  
Passé 10 10 10 10  
1♥ 1♣ 2♥ 2♣  
4♥ 4♣ contre passé  
5♥ 5♣ contre passé

Le déclarant (Boutbou) a eu l'idée de prendre avec le Roi (bien qu'il savait la Dame en Est), et cette précaution sauva la situation ! Après le Roi de Carreau, Sud joua le Roi de Cœur pris par l'As d'Est, qui renoua à faire couper son partenaire à Carreau « puisque'il était sûr de faire deux Carreaux sans gaspiller un atout maître d'Ouest comme, par exemple, un Roi de Cœur second ». Après avoir fait l'As d'atout, Est contre-attaqua donc le Valet de Pique. Comment Sud a-t-il gagné maintenant CINQ CŒURS contre toute défense ?

#### Réponse :

Il fit le Roi de Pique et la Dame de Cœur, puis il monta au mort grâce à l'As de Trèfle pour tirer l'As de Pique et défausser un Trèfle. Ensuite il coupa le 6 de Trèfle et remonta au mort à l'atout afin d'achever son jeu d'élimination en coupant le dernier Trèfle. Il joua alors tranquillement le 3 de Carreau

et, Ouest n'ayant pas le Roi de Carreau (comme prévu), Boutbou mit le 7 de Carreau du mort qu'Est doit prendre avec le 9 :

♠ 10 9 8 7 6 5 4 3 2 A ♠

Est dut rejouer Carreau dans la fourchette du mort ou Trèfle dans coupe et défausse.

Si Est avait continué Carreau quand il a pris la main avec l'As d'atout, la coupe d'Ouest aurait fait chuter.

#### Précaution sans risque

La majorité des joueurs de bridge croient être plus forts qu'ils ne sont, et la principale raison est qu'ils ne pensent pas à faire leur autocritique. Ainsi, quand ils chutent un contrat, ils ont tendance à invoquer la malchance au lieu de chercher s'ils n'auraient pas pu mieux jouer. Voici un excellent exemple, un chelem joué au championnat

d'Europe de 1981 dans le match de la Norvège contre Israël. A une table, le déclarant israélien a chuté en jouant, semble-t-il, normalement, et à l'autre table le Norvégien Erik Stabell a réussi le contrat.

Mettez-vous à sa place en Sud en cachant les mains d'Est-Ouest.

♠ 74 ♠ V9  
♥ D32 ♥ V9765  
♦ RD982 ♦ V9765  
♣ 853 ♣ 974

Ouest ayant entamé sa quatrièmement, le 5 de Pique, pour le 4 de mort et le Valet d'Est, Sud a pris avec l'As de Pique, et il a tiré l'As de Trèfle sur lequel est tombée la Dame de Trèfle sèche d'Ouest. Comment Stabell, en Sud, a-t-il

gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

#### Note sur les enchères

Les annonces pourraient être les suivantes :

Sud Ouest Nord Est  
2♣ 2♥ 2♠ 2♣  
3♠ 3♥ 3♠ 3♥  
3SA 3♠ 4♥ 3♠  
6♣ 6♥ 6♠ 6♣

L'ouverture de « 2 Trèfles » est évidente car, avec 3 points de distribution et les plus values des gros honneurs, la main vaut au moins 26 points. Sur le rebid de « 3 Carreaux », Sud aurait pu également dire « 3 Piques » (au lieu de « 3 SA ») au cas où Nord aurait un solide soutien à Pique, mais de toute façon on aboutira à « 6 Trèfles » car Nord a le maximum pour avoir fait la réponse négative de « 2 Carreaux » au premier tour.

PHILIPPE BRUGNON.

## scrabble

N° 294

### LE PIANO DU RICHE

Ce dimanche soir, vous êtes en manque : aucun tournoi, aucun partenaire à des heures à la ronde, votre stock de parties jouées est épuisé; plus de transfert possible sur un ultime tour d'élection présidentielle. Ne désespérez pas pour autant, mais pianotez SCRABLE sur votre minitel. Au menu, on vous propose tout d'abord de jouer en local, c'est-à-dire contre l'ordinateur : premier tirage affiché : EVMALZD. Vous tapez VALEZ pour 54 points, tandis que votre adversaire électronique a joué DAMEZ pour 2 points de moins. Trop faible! Vous passez donc au deuxième plat du menu, le jeu en messagerie, qui vous invite à en découdre contre d'autres minitistes. Après force manipulations, vous apprenez que, malheureusement, personne n'a envie de jouer en ce moment avec vous (au scrabble tout au moins).

Certes une partie forum, déjà en cours, vous est ouverte, mais vous êtes découragé par l'affichage de la grille de scrabble, où les chiffres des cases à prime jouxtent les lettres des mots déjà placés. On vous offre ensuite des parties de grands tournois déjà jouées, mais vous avez déjà

donné, merci, autant vous abonner à la revue Scrabblemania. Finalement, vous découvrez que jouer en direct contre Michel Duguet est le seul mets nourrissant et savoureux de ce menu; mais hélas, on ne vous le sert qu'à jour et heure fixes (mardi et samedi 14 h 30; jeudi 20 h 30).

Deux jours plus tard, vous affrontez notre collaborateur. Dès que le premier tirage est affiché, laissez-vous de le dupliquer sur votre jeu personnel : vous n'avez guère que 75 secondes avant la sonnerie, laquelle retentit une minute avant la fin du coup. Une minute, ce n'est pas trop pour les manipulations qui vous incombent : taper le mot que vous avez trouvé, les références, l'horizontalité ou la verticalité, et enfin, un oui de confirmation. En revanche, l'ordinateur compte les points de votre mot, tient votre score et gère votre classement et votre pourcentage. En bref, un bon exercice pour les amateurs de « blitz », avec, en prime, un meilleur rapport qualité-prix : à 1 F la minute, la partie vous coûtera 75 F contre quelque 100 F pour une partie en local.

MICHEL CHARLEMAGNE.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	ABCCELS	CABLES	H4	26
2	C+EFFNMSU	ENFIMAS	H4	22
3	C+BEKRU	K(OR)E	A4	20
4	CDU+AEITX	CIREUX	C2	54
5	ADT+AEUS	ADJULATES	7E	61
6	ELOPRU	PLEUREE	K6	36
7	O+EEPRU	FOURRES	A4	43
8	ADLIOTY	DACTYLO	2A	42
9	I+AEENNTD	ORNAIENT	D8	70
10	AEHITU?	RUYFAOTTE	15A	149
11	AEHITU?	REVOTEZ	13C	60
12	S+ALNOGW	WON	14B	49
13	AGLNS+AI	GLANAIS	1G	80
14	ELMNOST	TELAMONS(a)	11A	68
15	AGIPSV	JEPS	10J	32
16	AGV+DEEI	DEVISAGE	N6	67
17	BIHMQR	MIR	14L	36
18	BIQ+HN	MIR	8A	23
19	BRHQ	KH	A4	15
20				994

(a) Synonyme d'atlande, statue servant de support.  
P. Vilhelm 964, 2. A. Gasser 863, 3. F. Weill 811.

• Tournois homologués de l'F66  
Juin : les 11 et 12 : Abt, tél. 63-60-30-09. Verdun, tél. 82-53-61-17. Le 12 : Loriot, tél. 42-38-64-71. Les 18 et 19 : Open du Championnat de France, Aix-les-Bains, tél. 43-80-40-36. Les 25 et 26 : Vaux-le-Pénil, tél. 60-68-21-62.  
Juillet : du 2 au 9 : la Bresse, tél. 82-53-61-17. Du 14 au 17, Ste-Maxime, tél. 94-43-63-25.  
Août : Du 1<sup>er</sup> au 8 : Val Thorens, tél. 43-80-40-36. Du 3 au 8 : Open du Championnat du Monde à Québec, tél. 43-80-40-36.

Sarcelles, Centre socio-culturel  
2 mars 1988  
Tournoi, mercredi à 20 h 15.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

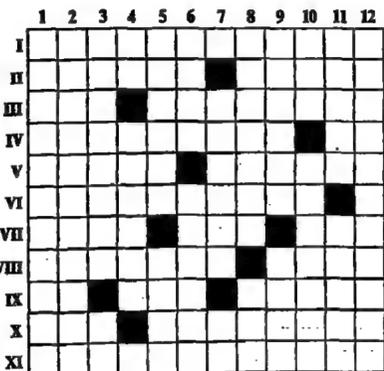
Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

## mots croisés

N° 510



Horizontalement  
I. Prend parti sans prendre parti.  
II. Prit parti. Va à la selle.  
III. C'est zéro. Fait mal aux oreilles.  
IV. Ne tarit pas d'amabilité. Participe à contresens.  
V. Ne sont plus de saison. On peut se fier à son jugement.  
VI. Va partout.  
VII. N'est pas sans danger avec le possessif qui la suit. Un bout de conduite. Préposition.  
VIII. Possessif. Vaut parfois son contenu.  
IX. Fin d'infinif. S'avale ou se

ravale dans l'autre sens. Donne de la peine ou promet le profit.  
X. A ses fidèles. Remise en état ou presque.  
XI. Des bonnets rétro.

Verticalement  
1. Doit se boire, sans doute, reitigement.  
2. Crèmes pour les peaux douces.  
3. Fait l'automate. En fuite.  
4. Vrai. Est-ce son supérieur qui lui paraît ainsi?  
5. On a confiance si elle est bonne. On a confiance si on ne l'a pas perdue.  
6. Ne marchent pas. Fonceur.  
7. Mauvais. Convient.  
8. Gardent pour eux.  
9. Ne manque pas de feu. En déroute.  
10. Un petit d'Espagne. Dans une décade.  
11. Vieux pays. Il sut parler d'angoisse.  
12. Le 1, c'est sa spécialité.

#### SOLUTION DU N° 509

Horizontalement  
I. Bicentenaire. II. Inabordable.  
III. Pass. Intrant. IV. Acquila.  
Tibia. V. Rhabilles. FM.  
VI. Ténis. US. OLP. VII. Ite. Ngt. Crée. VIII. Serpentera.  
IX. Enroulée. X. Erna. Mens. On.  
XI. Suturement.

Verticalement  
1. Bipartites. 2. Inachevé. Ru.  
3. Cancandent. 4. Ebaubi. Pass.  
5. No. Liane. 6. Triel. Gnome.  
7. Edn. Lustre. 8. Nites. Ecna.  
9. Abris. Crati. 10. Ish. Ornl.  
11. Remife. Eon. 12. Estampant.

FRANÇOIS DORLET.

## anacrosés

N° 511

Horizontalement  
1. ABEGINO (+1).  
2. AACELMV. 3. AEILNUX (+1). 4. DEGINOR (+1).  
5. AEHOORST. 6. ABEORR (+1). 7. BEINRSTU (+3).  
8. EHNORS (+3). 9. EHMNT. 10. EENOVZ. 11. CEEORSU (+6). 12. AEEGRST (+4).  
13. EIOQSTU (+1).  
14. AAEIMNT (+7). 15. EEOJST (+1). 16. EFINPS.  
17. EEDSSX. 18. ACEEIPR.

Verticalement  
19. ABGINNO. 20. AEIMNOS (+1). 21. EEOJST. 22. ABEILNR. (+3). 23. DEEQTU. 24. ACEEINNN (+1). 25. EENOOORT. 26. AAEINST (+1). 27. ACESSSS. 28. ABDEBORS (+3). 29. AEINORU (+3). 30. EELPRU. 31. EELNRSV. 32. AEEIRXZ. 33. AEEIIST (+5). 34. ALNOST. 35. ACENORU. 36. AAEINST (+1). 37. AACRINT (+5).

Les anacrosés sont des mots croisés dans les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille.

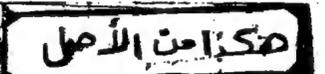
Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans le petit Larousse illustré de France. (Les jeux proposés ne sont pas inédits.)

#### SOLUTION DU N° 510

1. BISEAUTA. 2. CUTTERS. 3. ALBATROS. 4. AUTUNTE. phosphore naturel. 5. USINAGES. 6. SEMAINE (ANIMÉES ANIMÉS ANIMÉS ANIMÉS ANIMÉS). 7. EBAUBIE. 8. ÉTENDOR (IODERENT). 9. ABLATIVE. 10. STALLS. 11. APADANA, salle du trône chez les rois achéménides. 12. DÉLOGER. 13. RETOUCHA (TOUCHERA). 14. ÉMANENT (AMENENT). 15. CISTRONS (fragments de glaive). 16. ASCÈTES (SÉTACÉS). 17. TENUESES. 18. ENTREE. 19. ÉRODEREZ. 20. BEAUTÉS. 21. MODÉRANT

(DAMERONT. DORMANTE. DÉMONTA. MORDANTE). 22. INUSITES (NUSTES SINUSITE). 23. REMISEE (EMERISE). 24. TIRETTE. 25. LANCER. 26. ALLONGÉ. 27. DALLAGE. 28. IGNOBLE (GLOBINE). 29. ENCENS. 30. ARTISTE (RAITTES etc.). 31. ALESERAS (REALESAS). 32. BARATTEE. 33. CAUSATIF. 34. DEGREER. 35. VACATION. 36. TREMBLE. 37. CHAUSSUR (CHAUSSEUR). 38. SIEBLUX. 39. ECHEVELÉ. 40. SOLBILS. 41. HIATUS.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



# Culture

## THÉÂTRE

### Deux festivals en Allemagne

### Le théâtre français à Sarrebruck

Perspectives, le Festival du théâtre français de Sarrebruck s'est achevé dans les volutes du fourreau noir d'Ingrid Caven. Elle vit en France, elle était de retour dans sa ville natale pour un unique récital. Elle fut l'égérie de cette onzième manifestation.

« Non, rien de rien, non je ne regrette rien... Je me fous du passé... » Dans la Saarland Staatstheater de Sarrebruck, cadoux de Hitler à la ville, la chanson d'Édith Piaf choisie par Ingrid Caven comme son thème, a été un défi. La salle hésite. Avec un Ave Maria, entre la prière et la rage, la caresse et le coup de poing, Ingrid frémit, bascule. Après, elle peut faire ce qu'elle veut, le Caven. Revisiter l'Est c'est, La Paloue, l'Eschbacher, elle peut chuchoter une mélodie comme une confidence, étendue sur le piano, tourner au public son dos démodé dans son fourreau noir Yves Saint-Laurent pour chanter la complainte d'un hôtel triste de Chelsea, ou un Polaroid Coke... Avec sa joie pas vraie, sa générosité fabuleuse, sa façon de racher la mémoire et l'oubli du côté de l'Allemagne années 30, avec sa voix qui à coup sûr aurait frappé d'apoplexie et Brecht et Kurt Weill, le théâtre n'est plus qu'à elle.

Il y a quatre ans, elle était venue chanter à Sarrebruck, devant une petite salle, deux cents personnes à peine. Cette fois, ils sont huit cents à l'applaudir et même à reprendre en chœur quelques vieux airs familiaux. Souvenir, souvenir...

Souvenir et mémoire encore sont les véritables anti-héros de la pièce d'un jeune auteur français, Roland Fichet, présent à Sarrebruck : Plage de la Libération brasse les

vieilles haines entre résistants et collabos qui poissent encore plus d'un monument aux morts français, le racisme anti-allemand aussi, tandis qu'à la guerre tout court a succédé la guerre économique et le repli sur des valeurs nationales... Plage de la Libération a été lue en version française et allemande, à l'occasion d'une série de rencontres destinées à promouvoir les auteurs français en Allemagne, organisée par Théâtrales dans la lignée de son action, en France.

À Sarrebruck, Plage de la Libération a particulièrement retenu l'attention. René Luyon créera la pièce en France la saison prochaine, et elle devrait être montée en Allemagne, à Berlin. Les Guepriers de Philippe Miquyas, l'histoire de trois hommes qui se retrouvent, et se battent pour une femme, après la guerre, — fera aussi l'objet d'une création radio-phonique à la radio de Brême. On a traduit, et il pendra le festival des Guepriers d'Yves Raymond, et Berlin, ton danseur est mort, d'Enzo Cormann.

Des « tables rondes », sur la diffusion, la traduction, accompagnent ces lectures. La dernière, consacrée à l'écriture, fut fort pèle, faite de combattants. Les auteurs, metteurs en scène, éditeurs, dont la venue était annoncée en force, n'étaient pas dans la salle; manque d'organisation, et sans doute de force de conviction, ou de crédibilité. Le sujet pourtant était beau: pourquoi, après avoir dans les années 50, Anouilh, Giraudoux, Caillet ou Sartre, l'Allemagne ignore les auteurs français d'aujourd'hui (sauf Bernard-Marie Koltès...), tandis que la France reste toujours fascinée par Heiner Müller, Rolf Strauß, Peter Handke, Krieger ou, bien sûr, Fassbinder.

Marc Adam, qui assure la direction du Festival pour la seconde année consécutive, a bâti une programmation largement ouverte au théâtre musical, sous toutes ses formes. Sont venus à Sarrebruck le trio Le Cercle, la Compagnie Vincent Collin, avec Les Pêcheurs de Baguiolet, la fabrique d'utopies fan-

taïstes avec la Rose où l'Héphant est tombé, Beaux Quartiers et son Everest Anagnorin, tandis que, tous les soirs, Le Globe était le rendez-vous de musiciens de tous horizons. La famille Deschamps, de Jérôme Deschamps a fait un tabac, avec son très français C'est dimanche. Le loto, la télévision et le gros rouge, le sens mordant de l'échec et de l'humour surtout, passent bien les frontières. Dans le genre alcoolisé aussi, il y a eu la bataille rangée de canettes de bière lancées par Briquet et Chastot, héros mineurs de Juste avant Tamerlan, de Michel Deutsch. Les Sarrois ont parfaitement reçu cette beuverie brouillonne, ce théâtre raffiné (pourtant joué en français) où deux pitres se rêvent conquérants... l'histoire encore.

Cette année, le Festival, financé majoritairement par la Sarre, a reçu un soutien accru du ministère de la culture et du ministère des affaires étrangères français. Serron — et à quelques bouillons dans la programmation lui serait salutaire. C'est en tout cas souhaité par le spectateur français qui a fait le voyage. Il faudrait une création... pourquoi pas une coproduction franco-allemande. Mais le public de Sarrebruck a cette année pratiquement doublé. Et dans cette cité paisible, à la limite de la frontière, on fait la fête au théâtre français, pendant dix jours.

ODILE QUIROT.

### Le théâtre pour la jeunesse à Munich

Organisé du 11 au 21 mai par la Schauburg et son directeur Jürgen Flige, le Schauspiel 88 de Munich a pleinement justifié son appellation de « Théâtre du monde ». En dix jours, trente-cinq compagnies des cinq continents ont présenté des spectacles en direction du jeune public.

Question éternelle : ce jeune public existe-t-il, quel théâtre peut-on lui donner ? Le Festival de Munich nous a appris que le mythe de la spécialisation comme celui du spectacle pour tous, c'est-à-dire pour personne, ont vécu. Dans le meilleur des cas, l'enfance inspire un style, devient un emblème et parfois un encouragement à l'audace poétique.

Il est sûr que, dans bien des pays représentés (Chili, Cuba, Jamaïque, Afrique du Sud), le théâtre pour enfants, sur fond de couleurs et de musiques locales, se confond avec celui de la rue et se ramène à l'expression populaire. D'autres pays, avec de plus gros moyens, comme le Japon, l'Australie, les États-Unis ou l'Union soviétique, continuent de mobiliser en belles images luxueuses et louches. On retrouve la même conception d'école

parallèle. Au-delà d'un souci louable de diversifier le répertoire (à travers la tragédie rock de Blood Brothers présentée par la Schauburg ou le Beckett déchiré et drôle de Doucement, Billy, grand succès du TJA de Lyon), ceux qui proposent les voix les plus nouvelles et les plus toniques sont aujourd'hui les Hollandais.

D'une façon générale, leur premier principe est de ne pas imiter « l'autre » théâtre, en faisant plus petit, en simplifiant un peu ce qui se fait pour les adultes. Pas de structure fixe, on joue à travers les écoles, on verbalise le moins possible, on fait agir avant tout le corps, la musique. Le théâtre réinvente « l'enfance intérieure » à un public d'enfants sans aucune exploitation pédagogique possible. Déjà, aux dernières Rencontres internationales de Lyon en 1987, la compagnie Wederjids avait étonné avec Catalogue pour une mariée, pièce dansée insolente et loufoque, qui aurait pu être dédiée à Fina Bausch. Présenté à Munich, le Garçon dans le bus est un drame violent et rapide joué dans un bus blanc trafiqué, entre deux rangées de spectateurs. Un homme de trente-cinq ans, plutôt déséquilibré, ne cesse de deviner son passé, le jour de ses douze ans où sa mère est partie. Elle revient sous l'image ancienne, il veut la séduire, il se sent la désira. Gros plans, effets de lumière et de miroirs apportent ici autant que les acteurs. Il faudrait aussi évoquer le théâtre silencieux du Sirkel et tout le

parti qu'un peintre et un architecte comme Frans Malschaert peut tirer de structures imbriquées, immuables géométriques ou tours d'angoisse, dont les personnages sont de minuscules animaux non identifiés ou de simples filaments.

Dans l'esprit de cette école hollandaise, il y a eu le triomphe de la compagnie du Zèbre bleu (De Blaue Zebra). Cinq comédiens, quatre hommes et une femme, vivent en danse, en musique et, par le dédoublement de leurs ombres chinoises, l'étrange dialectique de l'ici et de l'ailleurs. Ce ne sont pas cinq personnes, mais cinq aspects d'un seul caractère (le poète qui doute de lui, l'homme fasciné par le spectacle de sa mort, etc.). Il est question d'une nostalgie, chacun porte la sienne, les histoires interfèrent comme les musiques, Schumann et le guitar rock, Mozart et l'opéra vénitien.

Les merveilleux comédiens du Blaue Zebra vivent avec appétit une situation de rêve, et nous entrions sans peine dans leur logique de l'imprévisible, qui est bien celle de l'enfance.

Le Zèbre bleu, autour de son metteur en scène Hans Van den Boom, a choisi de travailler loin d'Amsterdam, dans la petite ville de Kampere, pour prendre tout le temps nécessaire à sa fantasia exigeante. L'an prochain, ils monteront la Passion selon saint Marthe, sans aucun rapport à la vie du Christ. Aucun formalisme à craindre. BERNARD RAFFALLI.

### Juliette Binoche répète « la Mouette » à l'Odéon

#### Face au public

Le Théâtre de l'Europe à l'Odéon, a invité Andreï Konchalovsky à mettre en scène la Mouette, de Tchekhov, qui sera donnée du 31 mai au 26 juin. Nina aura pour l'occasion les traits de Juliette Binoche, qui retrouve les planches après de fracassants débuts à l'écran.

Evidemment, à la rencontre pour la première fois dans les coulisses de l'Odéon transformées en studio de télévision, au haut d'un escalier qui à quelques jours d'une première ressemble plus à l'écouille d'un navire prêt à sombrer qu'à un chemin qui conduit à la scène du théâtre, on pourrait se dire que Juliette Binoche, vingt-trois ans, une carte de visite grande comme ça, a déjà rejoint la famille hystérique des stars maniaque-dépressives.

Quand, d'une main ferme, elle vous saurait un peu plus loin dans l'illustre quatuor d'un restaurant parisien et aura commencé calmement à parler d'elle, il faudra convenir une fois encore de la vanité des premières impressions. Juliette Binoche, née par la grande presse — dont elle se méfie pourtant — au rang des « jeunes actrices françaises prêtes à assurer la relève », est bien plutôt dépositaire d'un savoir-faire familial, artisanal, auquel elle s'est frottée dès l'enfance, sorte d'héritière d'une petite fabrique d'objets d'art dont elle symbolise la réussite et le génie.

Qui n'a rêvé à un moment ou l'autre de sa vie d'être le fils ou la fille d'un comédien et d'une prof de lettres amoureuse de théâtre ? Juliette Binoche n'est pas née sur les planches, tant pis pour la légende, mais là, juste à côté. Dès l'âge de douze ans, sa mère lui fait découvrir le plaisir du jeu. Avec ses camarades d'une classe de Mondoubleau, dans la Loire-et-Cher, la voilà héroïne du Jeu de la feuille.



SERGE DAUBERT/STYRIA

de trouver du troisième siècle Adam de la Halle. Plus tard, elle sera l'Ours, de Tchekhov, après avoir appris les mille et une besoins des arts de la scène — confection des décors, des costumes, recherche des accessoires. C'est à ce moment qu'elle découvre que le théâtre n'est pas une fin en soi, mais un moyen de vivre. Elle s'en souviendra quand Andreï Konchalovsky lui demandera de jouer la Mouette, après cinq ans passés dans les studios de cinéma, « un art où le comédien perd un peu les traces de la création ».

Après un passage dans le cours de Vera Grig pour le Conservatoire municipal de Paris en compagnie de Jean-Pierre Martineau, ses deux « parents », la cinéaste repère Juliette Binoche, qui, « joueuse depuis sa plus petite enfance, y voit un moyen de continuer de s'amuser, de prendre du plaisir ». Elle apparaît sous la caméra de Pascal Kané pour Liberty Belle. Rien à signaler jusqu'à sa rencontre avec Jean-Luc Godard, pour Je vous salue Marie, et celle avec Jacques Dolion pour la Vie de famille. La jeune comé-

dienne a envie, coûte que coûte, de travailler : « Il faut commencer, gagner sa croûte, c'est le meilleur moyen d'apprendre ce métier, d'apprendre à se connaître. Au début, il n'y a pas de calcul, pas d'idée arrêtée, on s'en fouit ».

Pas question pour autant de se laisser aller. Juliette Binoche décide d'entrer — et y parvient — au Conservatoire national d'art dramatique. Mais l'armée est à peine commencée qu'Andreï Tchekhov lui propose le rôle principal de Rendez-vous, peu après sélectionnée pour le Festival de Cannes 1985. Le voilà donc, pour le plus grand plaisir de festivaliers avides de nouvelles têtes, appartenant à la Croisette.

« A partir de là j'ai pu choisir ; le succès, ça aide. » Juliette Binoche choisit donc d'affronter l'un de nos monstres de l'écran, Michel Serrault sous les caméras de Jacques Rouffio. Elle sort indemne de Mon beau-frère a tué ma sœur. Puis vient la rencontre avec Luc Carax, avec qui, pendant de longs mois, aux côtés de Michel Piccoli et Denis Lavant, elle travaillera sur Mauvais sang. Elle prendra alors un

temps de pause avant qu'on ne la retrouve auprès de Daniel Day-Lewis dans l'insoutenable légèreté de l'été, de Philip Kaufman et, aujourd'hui, dans le rôle de Nina, la Mouette, de Tchekhov, pour la première fois sur une grande scène.

Elle a voulu mettre tous les stouts dans son jeu : « J'ai, depuis un an, beaucoup lu sur la période, sur les actrices de l'époque, les auteurs russes, Gorki, Tourgueniev. Je suis allée à Moscou pour sentir, regarder les gens, les regards, la neige. J'ai fait le pèlerinage Tchekhov, visité sa maison, rencontré la fille de Stanislavski à qui j'ai posé mille questions. Je n'aurais jamais eu avant l'envie de connaître à ce point un auteur. J'admire beaucoup Tchekhov, j'aime profondément, lui, sa vie, ses doutes. La Mouette est une pièce de passion, nous l'avons répétée avec passion. Je sais que cela va être dur. Je sais désormais qu'il me faudra plusieurs années pour donner à mes personnages la force que j'ai envie de leur donner. Mais, comme d'habitude, j'ai compris ce qui me manquait au cinéma : le public, en face de moi. » OLIVIER SCHWITT.

### Au plateau Beaubourg

### Les Semaines de la marionnette

Un peu perdues l'an passé à La Villette, les septièmes Semaines de la marionnette se partagent du 25 mai au 11 juin, le Centre de Wallonie et le théâtre du Tourtour.

Pas de dominante, mais une ouverture marquée sur l'épave (Pep Bon, Jordi Bertans de Barroka), une nette volonté chez la directrice des Semaines, Françoise Le Tellier, et les programmeurs de témoigner de la richesse des possibles en ce domaine : vingt-deux compagnies seront présentes pour une centaine de représentations.

On retrouvera des grands du théâtre d'objets comme Manfred ou Jeunpico. On découvrira les Vieux, d'Iranyans, de Balaban et l'Émission des Petits Suicides de Guylio Molnar (Hongrie). Après des habitués célèbres comme les Monesier, les Daru (avec un Don Juan), le théâtre d'ombres de Jean-Pierre Lesort (Rose des sables) ou celui de la compagnie de l'Ombrelle avec un polar sur fond de jazz, on notera la resurrección du théâtre de papier, si prisé sous le Second Empire (François le houx, d'après M<sup>me</sup> de Ségur, par Gérard Sorel).

Dans la série Intimités, une opérette dans un minuscule théâtre baroque (Montique, de Narbonne), le Théâtre Ursus, le Capitif, d'après la correspondance du marquis de Sade. Enfin et surtout, Solitude, coproduction des Polonais du Buni-

laka et de François Lazaro, d'après Bruno Schatz. B. R. Centre Wallonie : 177, rue Saint-Martin (42-71-26-16) ; théâtre du Tourtour : 20, rue Quincampoix (48-87-82-48) ; les Gémeaux : à Soexaux (46-60-05-64).

### Un nouveau président pour la SADC

Claude Santelli quitte la présidence de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques qui a désigné, pour lui succéder, Claude Brulé, scénariste-trois ans. Auteur dramatique, scénariste d'Astruc, Chabrol, Vadim, Visconti, Clément, il a été couronné en 1982 par la SADC pour l'ensemble de son œuvre télévisée (Arabie Lupin, La Dame de Monsoreau, Molière pour rire et pour pleurer, Voltaires ce diable d'homme...).

La SADC a procédé par ailleurs à l'élection des vice-présidents de ses commissions : Jean-Claude Carrière (théâtre), Jean Chastenet (télévision), Henri Kubiak (radio), Guy Lafarge (musique) et Claude Sautet (cinéma).

Notons que la SADC renouvelle cet été au Festival d'Avignon sa série de lectures, avec Alain Cuny, José Maria Flotats, Michaël Lonsdale et Jeanne Moreau, que l'on retrouvera au côté d'André Marcon, dans une adaptation d'après Glorieux que Claude Santelli tournera en août prochain.

### ACTUELLEMENT

ISAACH DE BANKOLE GIULIA BOSCHI FRANÇOIS CLUZET

# CHOCOLAT

UN FILM DE CLAIRE DENIS

SELECTION OFFICIELLE CANNES 88



# Culture

## EXPOSITION

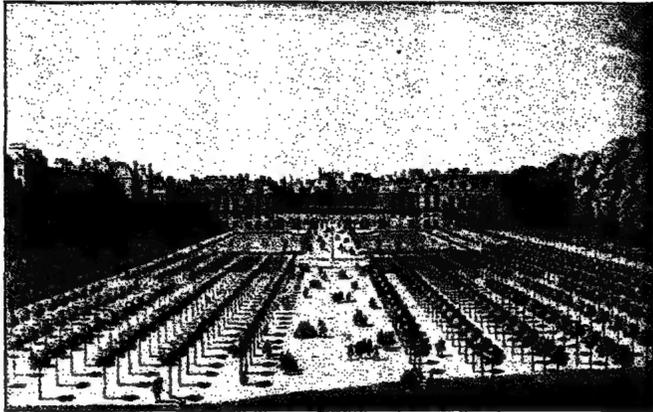
« Le Palais-Royal », au Musée Carnavalet

### Le palais des paradoxes

**Construit par un prince de l'Eglise - Richelieu, - le Palais-Royal a derrière lui une belle carrière de scandales avant de devenir ce qu'il est : une oasis de calme au centre de Paris.**

Depuis plus de cent ans, le Palais-Royal, enclavé abandonné aux enfants et aux pigeons, vieillissait paisiblement avec sa ceinture de boutiques léthargiques, vouées aux collectionneurs de timbres-poste et aux amateurs d'ordres de chevalerie. Colette avait depuis longtemps déserté sa fenêtre et Cocteau son entresol quand « l'affaire » des colonnes de Buren vint ranimer l'endroit. On se pressa soudain pour apercevoir l'objet de litige. S'indigner ou applaudir. Une manière de renouer un bref instant avec le scandale attaché jadis à ce haut lieu de la vie parisienne, rassemblement de la jeunesse la plus tapageuse, centre actif de tous les plaisirs plus ou moins licites.

Combien de mouvements qui allaient bouleverser Paris sont partis de ce véritable quartier grand comme un mouchoir de poche ? Une bruyante et paradoxale histoire, tissée d'intrigues politiques et d'émotions populaires, de fastes princiers et de ragots de bistrot, qui nous est racontée au Musée Carnavalet, documents à l'appui. Premières étrangères, ce palais royal ne mérite guère son nom. C'est Richelieu qui le fait élever pour posséder, face au Louvre, une résidence digne de son rang. De ces bâtiments dessinés par Le Mercier, il ne reste pratiquement rien. Et la galerie de tableaux des « hommes illustres de la France » peints par Vouet et Philippe de Champaigne, dispersée, n'est (en partie) réunie à Carnavalet que pour le temps de l'exposition. Louis XIII hérite de son ministre mais ne lui survit que six mois. Le jeune Louis XIV passe là une enfance troublée par les épisodes de la Fronde. C'est le seul souverain qui y réside un temps. En revanche, la salle de spectacle construite sur ordre du cardinal, grand amateur de théâtre, accueille presque toutes les créations de Molière.



« Vue du Palais-Royal » : J. Chausson et A. Avélan

Autre paradoxe, cette ancienne résidence d'un prince de l'Eglise fut très vite, à Paris, synonyme de débauche. Passé entre les mains de la famille d'Orléans, le palais, profondément remanié, va connaître avec le Régent une sorte d'âge d'or. Celui-ci y loge son énorme collection de tableaux, italiens (Véronèse, Bellini, Tintoret, Corrége), flamands (Rubens) et français (Coyppel, Foussin).

Ses petits appartements sont décorés au goût du jour par Oppenheim, en style rocaille. C'est là qu'ont lieu les fameux « petits soupers » décrites par Saint-Simon : « On buvait d'autant, on s'échauffait, on disait des ordures à gorge déployée et des impiétés à qui mieux mieux et quand on avait fait du bruit et qu'on était bien ivre, on s'allait coucher et on recommençait le lendemain ».

Le théâtre devint opéra constituée une source de revenus non négligeable pour le duc d'Orléans qui, de plus, nous dit encore Saint-Simon, « n'avait qu'un pas à faire pour y aller au sortir de ses soupers et pour s'y montrer souvent dans un état bien peu convenable ». La salle brûle à plusieurs reprises, mais toujours est reconstruite. La dernière en date - à l'origine de notre Comédie-Française - le sera sur les plans de Victor Louis, l'auteur des galeries du Palais-Royal que nous connaissons et qui allait servir de cadre aux premières journées de la Révolution française.

Car, en 1789, c'est ici la promesse à la mode. On y vient pour voir et se faire voir, acheter les gazettes et les commenter. Les arcades qui abritent boutiques et cafés regorgent de monde. C'est là que Paris y apprend le 24 juin la réunion du tiers-état au Jeu de paume. Là encore que les gardes-françaises libérées de la prison de l'Abbaye sont abreuvés par les Parisiens. Là toujours, qu'à l'annonce du renvoi de Necker, le 12 juillet, Camille Desmoulins arrange la foule, qui va se lancer à l'assaut de la Bastille. Pendant toute la Révolution, le Palais d'en-devant Royal, et désormais Egalité, restera un centre actif. Un centre de plus en plus tourné vers le plaisir. D'abord ceux du sexe et de l'estomac, puis celui du jeu qui fait rage dans les entresols convertis en tripots. Le musée Carnavalet expose une brassée de documents : dessins,

caricatures, gravures qui moquent les habitants de ce quartier chaud.

Cette situation va se prolonger après l'Empire. La Restauration pudibonde va tenter d'endiguer les flots des prostituées et des joueurs. En vain. Il faudra attendre le retour de l'ordre bourgeois sous la monarchie de Juillet pour voir disparaître ces « autres du vice ». Mais cette décision portera un coup mortel à l'activité des galeries. Louis-Philippe, propriétaire des lieux, aura beau construire un nouveau passage couvert, c'est un fiasco. Le périmètre va déperir lentement. Pillé en 1848, incendié sous la Commune, le Palais est à chaque fois remanié.

Il est une dernière fois quand le Conseil d'Etat s'y installe au début de la III<sup>e</sup> République. Le ministère de la culture en occupe maintenant une aile. Ses fenêtres s'ouvrent désormais sur un paisible jardin provincial. Et l'élegante colonnade de Buren que l'on prit un peu vite pour une œuvre révolutionnaire est devenu le décor favori des photographes de mode.

EMMANUEL DE ROUX.

\* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, jusqu'au 4 septembre.

## MUSIQUE

La messe « Cum jubilo », de Gilbert Amy

### Dans la grande tradition

La messe Cum jubilo, de Gilbert Amy, écrite de 1981 à 1983, a été créée ce jeudi par l'Orchestre de Paris, salle Pleyel. Elle s'inscrit dans la tradition des messes symphoniques de Bach, de Beethoven ou de Bruckner.

Pour sa messe Cum jubilo, Gilbert Amy cite comme références stylistiques Stravinski et le symbolisme de personnes qui ont influé sur l'instrumentation : pas de violon ni d'alto, de nature trop expressive, mais un orchestre très fourni en bois et en cuivres, en percussions et comportant harpes et claviers.

A cet effectif important s'ajoutent un chœur d'enfants (chargé de renforcer les couleurs claires, par moments), un grand chœur sur qui repose l'essentiel de l'énonciation du texte et quatre chanteurs solistes qui enjolivent, dramatisent et décorent maintes sections.

Le Kyrie commence très doucement par des échelonnements de voix de femmes avec quelques touches impressionnistes des harpes et des bois. Le Christ, étonné par les hommes, s'élève en une supplication ardente du chœur qui gagne tout l'espace sonore et le dernier Kyrie déploie divers épisodes dramatiques et mystérieux : l'alto et le soprano soliste lancent des cris presque verdians, les cuivres sonnent en longs points d'orgue crescendo, les claviers émaillent ce climat très contemplatif.

Le Gloria et le Credo sont médités phrase par phrase comme chez les classiques et l'on ne peut ici les détailler. On note au début du premier, dans la psalmodie alternée, comme un signe amical au Gloria de Poulenc. Les vocalises extatiques de la soprano contrastent avec la rude déclamation du chœur. Les épisodes dramatiques, sur un orchestre très agité, alternent avec des pages calmes, lentes et majestueuses. Mais, à la fin - « Et tu te es engendré dans une muraille sonore de louanges où les chœurs évoluent en

une polyrythmie très complexe au milieu des cloches et des percussions.

Dans l'impressionnant Credo, il y a également des effets de masse et parfois de saturation en raison des effectifs engagés, mais aussi tout un côté presque descriptif : l'annonce étonnée, bruisante, du chœur d'hommes au milieu des percussions : « Il descendit du ciel » ; puis dans le calme avec un peu de harpe et de flûte grave : « Il s'incarna dans le sein de la Vierge Marie » ; proclamation des témoins dans l'aigu : « Il s'est fait homme » ; alors, la trompette éclate, les percussions grondent, les chœurs restent sans voix. Et puis, pendant le Crucifixus retentit le bruit de bois que l'on croise...

Cette messe est ainsi un monde complexe qu'il faudra étudier dans le détail. La démarche paraît souvent très volontaire, un peu lourde peut-être, alors qu'on aimerait voir la musique plus emportée, balayée par un courant lyrique comme c'est le cas dans le Sanctus et surtout dans l'Agnus dei.

Celui-ci commence par une sorte de canon de voix éternelles comme O King de Bérol, sur des bandes de images sonores, elles s'animent, se développent au quatuor vocal et s'achèvent en longues vocalises sur lesquelles se détache le texte en une déclamation rapide. De légères ponctuations de flûte, quelques échos et la messe s'éteint discrètement.

On résumera dans le même éloge les quatre solistes (Mary Shearer, Benedetta Pochioli, Peter Lindroos, Gregory Reinhart), le chœur prodigieux des BBC Singers (préparé par John Poole), la maîtrise des Hauts-de-Seine et l'Orchestre de Paris dirigés par Peter Eötvös, qui a érigé dans l'espace cet édifice ample et complexe avec une grande majesté et une grande sûreté.

La messe de Gilbert Amy sera diffusée prochainement par Radio-France et publiée sur disques Erato. Commandée par l'Etat, elle a été réalisée avec le concours de la Fondation Total.

JACQUES LONCHAMPT.

### Caroline Gautier à la Bastille

## Le mélodrame au sens propre

A l'origine le mélodrame juxtapose, comme son nom l'indique, drame et musique. A la Bastille Caroline Gautier le remet à la mode.

Le principe même du mélodrame est singulier en ceci qu'il associe la déclamation parlée à un accompagnement musical qui lui sert de trampoline et de résonateur. Les effets sont essentiellement pathétiques, d'une force souvent irrésistible, et c'est cela qui captive sans doute l'attention du terme mélodrame à des pièces de théâtre larmoyantes, où la musique n'intervient pas nécessairement.

On attribue généralement au Pyramion (1770) de Jean-Jacques Rousseau l'origine du mélodrame, mais le premier grand musicien à avoir donné ses lettres de noblesse à ce genre nouveau fut Jiri Antonin Bendá (1772-1795), avec *Arlene à Nazos* et *Médeia*. Lorsque Mozart vit ce dernier ouvrage, en 1778 à Mannheim, il fut si frappé qu'il écrivit à son père : « J'ai toujours désiré écrire des drames de cette manière (...). Vous savez bien que l'on n'y chante pas, mais que l'on y décline et que la musique ressemble à celle d'un récitatif accompagné. On y parle aussi de temps en temps pendant la musique, ce qui produit l'effet le plus magnifique qui soit. »

Passablement méconnu, le répertoire du mélodrame est assez vaste, depuis Weber, Schubert, Schumann et Liszt jusqu'à Massenet, Strauss et Schönberg. Depuis plusieurs années, Caroline Gautier s'emploie à l'explorer et à le réhabiliter avec autant d'énergie que d'imagination.

Un disque a été, provisoirement, les premiers résultats décevants de cette reconquête (1), tandis que la *Médeia* de Bendá et *Hexentil* (1903) de Max von Schilling, qu'elle présente actuellement au Théâtre de la Bastille, sont devenus ses nouveaux chœurs de bataille.

La participation de *Médeia*, surtout réduite au piano, au texte plus austère qu'à l'époque de Mozart, et comme le texte, récité en allemand,

n'a au mieux qu'un impact indirect, on admire la performance vocale, la présence dramatique et certaines idées du metteur en scène Daniel Girard, mais sans vibrer vraiment, ce qui est assez paradoxal. En outre, le jeu pianistique de William Nabore, sensible et attentif aux moindres inflexions de la voix et du texte, révèle quelques déficiences dans l'agilité. Traduite en français, cette œuvre très aboutie porterait certainement davantage.

En revanche, le poème *Hexentil* (*Le Chant de la sorcière*) est écrit en vers fortement allitérés, musicaux par eux-mêmes, et Caroline Gautier réussit si bien à les couler dans les dessins de l'accompagnement que le résultat possède une puissance de conviction irrésistible. Il suffit de prendre connaissance de la traduction donnée dans le programme et de se laisser porter. La mise en scène, plutôt convenable, n'ajoute rien et l'on reste suspendu à la confession de ce vieux moine poursuivi pendant cinquante ans par le chant d'amour d'une femme condamnée au bûcher et qui, dit-il, lui ouvre à présent la porte des cieux.

GÉRARD CONDÉ.

\* Jusqu'au 29 mai, à 21 h 15, le dimanche à 17 heures, au Théâtre de la Bastille (tél. : 43-57-42-14).

(1) «Mélodrames de Schubert, Schumann et Liszt». Disque compact, Stefanotis, 249002, distribué par Music Disc (M4U 750).

GYMNASÉ MARIE BELL  
ROMAN  
**POLANSKI**  
*La Métamorphose*  
de  
**KAFKA**  
DERNIER le 11 juin

# LOBO

Sculptures  
DU 27 MAI AU 9 JUILLET  
daniel malingue

26, avenue Matignon - 75008 Paris. Tél. (1) 42.66.60.33

Sélection Officielle  
Festival de  
CANNES 88

GIAN MARIA VOLONTE

## L'ŒUVRE AU NOIR

de ANDRÉ DELVAUX

avec MARGUERITE YOURCENAR et d'autres

"Une œuvre d'une haute tenue avec une mise en scène pleine de rigueur, une interprétation exemplaire et des images d'une grande beauté."

ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIR

"Le film est fort et touchant."

L'ÉVÉNEMENT DU JEU

"Le récit d'une chasse à l'homme à travers l'Europe et surtout Bruges, dont André DELVAUX, avec l'art magistral du peintre, reconstitue le décor et l'ambiance."

CLAUDE BAIGNERES - LE FIGARO

"...A souligner le miracle de l'interprétation, la magnifique présence de Gian Maria VOLONTE et l'interiorité bouleversante de Sami FREY."

STUDIO MAGAZINE

"YOURCENAR aurait aimé. Ce film lui ressemble."

Maria-Françoise LESLÈRE - LE POINT

"Gian Maria VOLONTE domine majestueusement une éblouissante distribution qui constitue à elle seule, un véritable Festival de Cannes."

GILLES MEGNON - L'EXPRESS

## Le Pritzker Architecture Prize à Oscar Niemeyer et Gordon Bunshaft

Le Pritzker Architecture Prize, l'équivalent du prix Nobel pour l'architecture, a été décerné le lundi 23 mai au cours d'une cérémonie organisée à l'Art Institute de Chicago à Oscar Niemeyer et Gordon Bunshaft pour l'ensemble de leur œuvre. Le Pritzker Prize, institué en 1979 par la Hyatt Foundation, récompense chaque année des architectes qui ont « contribué à l'enrichissement du patrimoine architectural mondial ». Ce prix international est doté d'un montant de 100 000 dollars (environ 550 000 FF).

L'architecte brésilien Oscar Niemeyer reste une des grandes figures de l'architecture mondiale. Né en 1907, il fit ses études à l'école des Beaux-Arts de Rio de Janeiro. Il travailla ensuite auprès de Lcio Costa et collabora avec Le Corbusier. Son œuvre majeure reste sans doute la réalisation des bâtiments officiels de la nouvelle capitale, Brasilia, qui fête cette année son trentième anniversaire. En France, on lui doit notamment le siège de PCF à Paris,

ainsi que le centre culturel du Havre.

Gordon Bunshaft est né en 1909 aux Etats-Unis. Diplômé du Massachusetts Institute of Technology, admirateur de Le Corbusier et de Mies van der Rohe, Gordon Bunshaft est perçu comme l'un des maîtres de l'architecture américaine. Son œuvre majeure est le 24-Story Lever House à New-York.

DÉJÀ LYRIQUE!

MEDEA  
LE CHANT DE LA SORCIÈRE  
DU 26 MAI AU 29 MAI 21 H 15  
DIMANCHE À 17 H

THÉÂTRE DE LA BASTILLE

ORCHESTRE DE PARIS  
CONCERT A DEUX ORCHESTRES  
Luciano Berio Laborintus II  
Arnold Schoenberg PelleasetMelisande  
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
ORCHESTRE DE PARIS  
Choeur du Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris.  
Direction  
Pierre Boulez  
Federico Sanguineti, Nicole Tibbels, Judith Rees, Meriel Dickinson.  
récitant. sopranos mezzo soprano  
Mercredi 1er, Jeudi 2 juin 1988 20 H 30  
Salle Pleyel Loc : 45 63 07 96

صك:امتن الأهل

# Communication

## La communication des collectivités locales

### Le poids des images et le choc des suffrages

Les collectivités locales ont soif de communication, et multiplient depuis dix ans les structures spécialisées, tant pour s'adresser à leurs habitants que pour attirer des entreprises nouvelles ou redorer leur image existante. Sans oublier, bien sûr, l'importance croissante de la communication baptisée pudiquement de « fin de mandat ». Cet effort se traduit par des dépenses conséquentes : la communication représenterait ainsi un marché de 400 millions de francs par an pour les seules communes, de 1 milliard pour l'ensemble des collectivités locales. Selon les promoteurs du premier salon spécialisé du secteur, Col'Com, qui se tiendra à Valenciennes les 23, 24 et 25 juin (1).

Les villes ont défriché le terrain d'une communication continue, professionnelle, et tous azimuts : d'une part, le support traditionnel de la presse régionale, au lectorat parfois déclinant, ne leur suffisait plus pour informer tous les habitants ; d'autre part, elles ont pris conscience de l'importance de leur image sur leur capacité d'attraction. Depuis la loi de décentralisation qui a été le déclencheur de leur action, les départements ou régions sont saisis de la même boulimie de reconnaissance : une étude menée par le Col'Com auprès de trente-cinq départements et dix régions montre que la quasi-totalité n'ont créé un service communication qu'après 1982. En moyenne, les départements consacrent 0,37 % de leur budget à la communication, contre 1,8 % en moyenne pour les régions, avec un record de 6 % en Ile-de-France.

La même étude menée auprès de 154 villes sur tout le territoire montre que les plus grandes, toutes tendances confondues, sont aussi les plus actives en communication : sur 34 villes de plus de cent mille habitants, seules trois n'ont pas de service spécialisé, et, sur les 29 qui ont accepté de donner leurs comptes, l'enveloppe « communication » atteint en moyenne 1,31 % du budget (avec des pointes à 7 % pour Bordeaux ou 6 % pour Rennes). Ces services sont relativement récents, seuls 6 existaient avant 1977, et 19 sont nés pendant la période municipale 1977-1983.

Dans les 110 villes de moins de 100 000 habitants étudiées, l'existence de services communication est liée en partie à la couleur politique : ces services sont présents dans 60 % des villes RPR, 72 % pour l'UDF, 88 % pour le PS et 91 % pour le PC. Avec des budgets oscillant entre 0,9 % et 1,6 % des ressources com-

munes. Dans la plupart des cas, ces services sont postérieurs à 1977. De « surdoués » à « porte du monde », villes, départements et régions rivalisent de slogans et s'inventent des « positionnements ». Si cette « guerre des images » n'a jamais l'importance des suffrages, la communication locale adopte de plus en plus les méthodes classiques de la publicité ou des relations publiques. Y compris dans la personnalisation des dirigeants, comme en témoigne par exemple l'appel d'opposition des présidents de conseils généraux.

M. C. L.

(1) A côté du salon qui réunit une centaine d'exposants, une série d'ateliers seront pour thème, entre autres, « la place des élus », « la télématique municipale », « le journal », « les relations avec la presse », etc.

## Préavis de grève à FR 3 Alpes

### Grenoble défend son information contre l'« hégémonie » de Lyon

GRENOBLE de notre correspondant

Les personnels de FR 3 Alpes ont déposé, mercredi 25 mai, un préavis de grève d'une durée indéterminée à compter du 31 mai. Ils entendent ainsi protester contre l'organisation par la seule station de Lyon des soirées électorales des 5 et 12 juin. Les journalistes et techniciens de FR 3 Alpes estiment, dans un communiqué, que « cette manœuvre apparaît comme un bon d'essai du plan de restructuration qui prévoit, dans la région Rhône-Alpes, la suppression du journal des Alpes ».

Ce journal télévisé régional, créé le 1<sup>er</sup> juin 1982 et diffusé à partir des studios de FR 3 Grenoble, devrait disparaître le 1<sup>er</sup> janvier 1989. A moins qu'il ne soit remplacé, en effet, par les journaux régionaux de FR 3 sur ses propres émetteurs et, veut ainsi récupérer le créneau horaire qu'elle mettait jusqu'ici à disposition de la chaîne régionale. Les responsables de la chaîne envisagent de replacer la station de Grenoble dans un état de dépendance vis-à-vis de Lyon semblable à celui qu'elle connaît jusqu'en 1982. Des solutions techniques pourraient cependant être envisagées comme la duplication de plusieurs émetteurs dont celui, très puissant, du mont Pilat. Le coût élevé que cette opé-

## Nouvelle maquette et remise en question des suppléments

### « L'Express » tourne la page de l'ère Goldsmith

Jimmy Goldsmith fait désormais partie du passé de L'Express. Le lancement, vendredi 27 mai, de sa nouvelle maquette symbolise pour le premier hebdomadaire français — 535 286 exemplaires en moyenne diffusés en 1987 et à l'étranger — la rupture avec la décennie 1977-1987 pendant laquelle Sir James Goldsmith était aux commandes.

Nouveaux caractères, introduction générale de la couleur, pages rythmées en trois grandes parties (analyses, commentaires et repères portant sur la vie politique et économique française et internationale ; grands reportages et enquêtes ; spectacles et livres) donnent une allure plus dynamique au journal, décidé à renouer avec son statut de *new magazine*. « Nos lecteurs, déjà informés par les autres médias, n'ont pas besoin de synthèses de

l'actualité aussi bien faites solennelles, commente Yann de l'Écotais, directeur des rédactions de L'Express. Ils exigent des analyses plus précises et veulent qu'on leur raconte des histoires grâce aux reportages et enquêtes. « Nous réfléchissons depuis longtemps à une évolution du journal en ce sens, ajoute-t-il, mais le propriétaire s'y opposait. » Sir James Goldsmith avait révisé, par exemple, le traitement de sujets « sociétaux » (évolution des mœurs, changement des modes de vie, etc.) dans l'hebdomadaire. Comme pour mieux marquer la rupture, la couverture de L'Express titre cette semaine sur « Les nouvelles lois de l'amour ».

Jusqu'à l'été dernier, date à laquelle le *raider* franco-britannique décidait de revendre la maison mère de L'Express, la Générale occidentale, à la Compagnie générale d'électricité, L'Express était son journal. Ces deux dernières années, il avait voulu même en faire le flambeau de l'ultra-libéralisme en France et en Europe. Non sans rencontrer des oppositions au sein de la rédaction et enregistrer le départ de contestataires, en juin 1986. Sa grande idée, c'était les « hebdomodimensuels » (sport, style, argent, économie, sciences-société) destinés à accueillir les sujets non traités dans l'hebdomadaire. La rédaction est une partie de la hiérarchie les avaient pourtant clairement désavoués. Coûteux — les « hebdomodimensuels » lancés à l'automne 1986 représentent entre 200 et 300 millions de francs d'investissement, — cette création est déficitaire : seul le titre L'Express - Votre argent engrange des bénéfices grâce à la publicité. La préparation de L'5, à laquelle Jimmy Goldsmith s'était porté candidat et ces « hebdomodimensuels » avaient d'ailleurs prévu les comptes de la Générale occidentale.

Mi-juin, un conseil d'administration doit décider de la survie de ces suppléments. Mais, dès le 2 juin, un comité d'entreprise se réunit. Les coulisses de l'hebdomadaire font déjà entendre des dizaines de licenciements, dont ceux de plusieurs journalistes, qu'entraînerait la suppression des quatre « hebdomodimensuels ». M. Willy Stricker, administrateur-directeur de L'Express, se refuse à préciser leur nombre mais confirme que, le 2 juin, d'importantes décisions seront annoncées.

CLAUDE FRANCLLON.

YVES-MARIE LABÉ.

## Coup de force des TV privées en Allemagne

### Bertelsmann arrache le football aux chaînes publiques

BONN de notre correspondant

Coup de poker et coup de force réussi pour les chaînes privées de télévision de RFA : UFA-Film, une filiale du groupe Bertelsmann, qui contrôle également la chaîne privée RTL Pps, s'est assuré, mercredi 25 mai l'exclusivité des droits de diffusion des rencontres de football de la Bundesliga, la première division du championnat ouest-allemand. Le comité directeur de la Fédération, réuni à Stuttgart, a accepté l'offre de UFA, 135 millions de deutschemarks (environ 450 millions de francs), pour les trois prochaines années, une somme deux fois supérieure aux propositions des deux chaînes publiques, ARD et ZDF, qui avaient jusque-là le monopole des retransmissions.

Jusqu'au dernier moment, ARD et ZDF s'étaient cru que les clubs allaient sauter le pas et abandonner le service public pour les offres alléchantes du privé. Les deux chaînes privées ouest-allemandes, RTL Plus et SAT 1, ne sont pour l'instant que des chaînes de télévision allemandes, ceux qui bénéficient de la télévision par câble. Sûres de leur force et de leur couverture nationale, les chaînes publiques considéraient comme un droit acquis le fait de pouvoir rassembler devant leurs écrans du samedi soir les amateurs de ballon rond : l'émission « Sportschau », qui rend compte des matches de première division tous les samedis à 18 heures sur la première chaîne, est la plus regardée de toutes les émissions de la télévision, à une heure où la publicité sur le petit écran est encore permise par la loi.

On peut s'imaginer l'émotion suscitée dans le public par cette affaire : les trois quarts des fans risquent bien tôt de se retrouver privés de leur drogue hebdomadaire ! Pas entièrement toutefois, car la loi prévoit que des extraits d'excitant pas trois minutes peuvent être librement diffusés. Mais quelle frustration tout de même ! Les amateurs de football étant également des électeurs, ont pris position : si les chrétiens-démocrates, les plus chauds partisans du développement de la télévision privée, sont plutôt discrets et demandent simplement, comme le chancelier Kohl, que « l'on assure au plus grand nombre d'Allemands possible la possibilité de voir les matches », les membres de l'opposition social démocrate tempèrent : les maires, gestionnaires des stades, menacent de supprimer les tarifs de faveur accordés pour la location des terrains, et même de

faire payer aux clubs les frais de police nécessaires au maintien de l'ordre dans les stades. Les vainqueurs du bras de fer, RTL Plus, Bertelsmann et UFA, sont maintenant en bonne position pour assurer les chaînes publiques à leur compte, et à leur revendre à leurs conditions, les droits de diffusion en attendant d'avoir atteint une couverture nationale. En jouant gros sur le football, RTL et Bertelsmann espèrent donner un coup d'accélérateur au développement des chaînes privées en RFA, qui est nettement moins avancé qu'en France ou en Italie.

Les grands perdants de ce combat sont les téléspectateurs de la République démocratique allemande. Les supporters des grandes équipes ouest-allemandes sont en effet fort nombreux de l'autre côté du mur et n'ont aucune chance, dans un avenir prévisible, d'avoir accès à la télévision par câble.

LUC ROSENZWEIG.

Les grands prix audiovisuels 1988. — A l'unanimité, le jury des grands prix de télévision a désigné les lauréats pour 1988. Il s'agit de Anne Hoang, disparue le 7 octobre 1987, pour l'ensemble de son œuvre audiovisuelle (Contre-Enquête notamment) et Claude Lanzmann pour son œuvre « Mardi du cinéma » (France-Culture) et « Une vie — une œuvre » (France-Culture), consacrée à Deshaïl Hammett. Le jury, présidé par Jean-René Vivet, était composé de nombreuses personnalités de la radio et de la télévision, membres de la Société des gens de lettres ou de la Société civile des auteurs multimédia.

Les grands prix de radio ont également été décernés à l'unanimité à Mildred Clay pour l'ensemble de son œuvre radiophonique et à Jean Davie pour sa série « Mardi du cinéma » (France-Culture) et « Une vie — une œuvre » (France-Culture), consacrée à Deshaïl Hammett. Le jury, présidé par Jean-René Vivet, était composé de nombreuses personnalités de la radio et de la télévision, membres de la Société des gens de lettres ou de la Société civile des auteurs multimédia.

M. Berlusconi signe un accord avec la télévision catalane TV 3. — M. Silvio Berlusconi a signé un accord sur trois ans avec la télévision catalane TV 3 en vertu duquel elle pourra diffuser des séries américaines, dont notamment le célèbre feuilleton « Dallas », et soixante longs métrages. Il a déclaré mercredi à la presse que cet accord entre la société Reteitalia, filiale de son groupe Fininvest Media, et la radio et télévision catalanes prévoyait également la coproduction de programmes de divertissement qui seraient vendus à d'autres télévisions européennes.

## La grève des imprimeurs de province

### Quotidiens régionaux et titres matinaux sont touchés

La grève lancée par la fédération OGT du Livre à ce des comités quences diverses sur la diffusion de la presse régionale et départementale, le jeudi 26 mai. Alors que plusieurs grands quotidiens régionaux comme la Montagne, la Dépêche du Midi, le Midi libre, l'Est républicain, le Républicain lorrain, la Voix du Nord, Paris-Normandie, le Provençal, le Dauphiné libéré, Nice-Matin, paraissent normalement, d'autres ont été également absents des kiosques (Ouest-France, le Télégramme de Brest, les Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace, le Progrès de Lyon, le Bien public (Dijon), l'Union de Reims...).

D'autres, enfin, n'ont pu faire paraître qu'une partie de leurs éditions, comme Sud-Ouest qui a tiré trente mille exemplaires au lieu de quatre cent vingt mille habituels.

La grève a aussi eu des conséquences sur les éditions décentralisées des quotidiens nationaux, dont le plupart n'ont pu être imprimés dans les imprimeries de province en grève comme à Toulouse, Marseille ou Saint-Etienne.

Libération, qui cherchait à pallier ce manque en tirant cent mille exemplaires supplémentaires dans une imprimerie parisienne, proteste contre le fait que les ouvriers du Livre OGT n'ont pas limité son tirage. De son côté, la CGT fait remarquer que Libération a pu imprimer cinquante mille exemplaires de plus que son tirage habituel, mais que le supplément demandé dépassait les limites techniques de l'imprimerie.

Vendredi, la grève a touché l'impression des quotidiens matinaux France-Océan et l'Éclair, absents des kiosques, ainsi que les éditions décentralisées à Nantes des quotidiens nationaux.

M. C. L.

La Renault 21 497 F/mois la 1<sup>ère</sup> année.

ça m'intéresse

C'est une L.O.A. sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 28 400 F (dont 17 750 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 10 650 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 497 F ensuite 12 loyers de 817 F enfin 36 loyers de 1 341 F. Coût total en cas d'acquisition 91 947 F. Offre valable jusqu'au 30/06/88 sur toute la gamme V.P. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DAC SA au capital de F 321 490 700, 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221. RENAULT 21 TL Prix TTC : 71 000 F au 08/02/88. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

APPEL GRATUIT 05.25.25.25

M. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.





سكزامن الاصل

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine dernière. Signification des symboles : **R** = Signal dans le Monde radio-télévision ; **F** = Film à émettre ; **O** = Ou pour voir ; **N** = Ne pas manquer ; **CH** = Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 27 mai

**TF 1**  
**20.40 Variétés** : Les uns et les autres. Émission présentée par Patrick Sabatier. Spécial Fins des mères. 22.35 Magazine : **Ulysse**. Le magazine de l'étranger, présenté par Nicolas Hult. Spécial Grand Nord. Au sommaire : Noblie (l'accident du dirigeable *Italia* en 1928) ; Le mystère Franklin (deux avions iraniens ont disparu en 1928) ; Les Inuits ; Volpovovis. 23.30 Le Soir. 23.50 Série : Les cavaliers. 0.40 Documentaire : Histoires antiques.

**A 2**  
 23.50 Série : Cartes de presse. De Michel Fevart, avec Marc Chaplain, Myriam Roussel, Anne Fontaine, Nicolas Siberg.

**Allo Livres**  
**Vite un livre!**  
 Commandez et recevez vos livres chez vous de 7h à 24h, 7 jours/7.  
**45 31 70 70**

**21.30 Apocryphes**. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème *Exercices de médecine*, sont invités : Pierre Bouille (Le professeur Mortimer), Marie Didier (Contre-visite), Alain Milhail (Tombeau de vie), Jean-Louis Yvès (Le docteur Géo), Apollodor (Kilos de pinces, kilos de plomb), le docteur Jacques Ouyrier (Se soigner seul et sans risque). 22.50 Tennis. Internationaux de Roland-Garros (résultats des premiers du jour). 23.30 Journal. 23.15 **Chô** : *Barberousse* (1<sup>er</sup> partie). **M 6** : Film japonais d'Akira Kurosawa (1965). Avec

Toshiro Mifune, Yoko Koyama, Kyoko Kagawa, Kamatari Fajiyama (v.o.).

**FR 3**  
**20.30 Feuilleton** : L'affaire Sabat-Romana. De Michel Wyn, avec Jean-François, Sand Amédée, Dominic Dolorme, Jacques Daquin, Claude Brossat (1<sup>er</sup> épisode). 21.30 Magazine : **Thèmes**. De Georges Pernoud. Accusé avec les hauts fonds : les plongeurs de la COMEX qui, le 4 mars dernier, tentaient une première mondiale, plonger à 520 mètres. 22.30 Campagne Électorale. 22.45 Journal. Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. 23.15 Documentaire : Paris la mode. D'Isabelle. La mode. Une émission présentée par Jean-Marie Duhamel. 23.35 **Musiques**, **antiques**. Deux opéras, de Winiawski, par Itzhak Perlman (violin) et Fiedler Zerkman (alto).

**M 6**  
 20.30 Série : **La Santé**. La révolution. 22.20 Feuilleton : **Le châtiment de la Forêt-Noire**. 22.10 Série : **Topique** hebdomadaire. 23.00 Six minutes d'informations. 23.10 **Sexy clip**. 23.40 Magazine : **Métronome** (rediff.). 1.10 **Book'land**. Musique : Boulevard des clips.

**FRANCE-CULTURE**  
 20.30 Radio-archives. Portrait de René Wilmet. 21.30 **Musique** : **Black and blue**. Violons d'Ingres. 22.40 **Nuits magiques**. L'argente. 4. Pavane mais Schumann pour un instrument. 0.50 **Musique** : **Coda**. Stephan Eichler.

**FRANCE-MUSIQUE**  
 20.30 Concert (en direct de Baden-Baden) : **Symphonie n° 4** en si bémol, op. 60, de Beethoven ; **Die Waise** et **Le zéphyre de Zander** ; **Toussaint**, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de Sudwestfunk, dir. Hans Zender ; sol. Elisabeth Leventon, alto. 22.20 **Présentations**. Avec Jean Delille, soprano. **Extrait d'Opéra d'été**, de Gluck. La Légende du grand saint Nicolas, d'Angelbrecht, extrait de Manon, de Massenet, extraits de la Pérouche, d'Offenbach, Les Jolies Veuves, de Strauss. 23.00 **Cla** de la musique ancienne. 0.30 **Archives**. André Chénais à New-York : **Symphonie n° 1**, de Dutilleul ; **Habana** pour piano et Le roi malgré lui, de Chabrier ; **Le zéphyre de Zander** ; **Toussaint**, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de New-York (Carnegie Hall, 24 novembre 1957).

## Samedi 28 mai

**TF 1**  
 11.15 Magazine : **Reportage**. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. La responsabilité médicale. **Les erreurs**. Aujourd'hui les victimes ou les familles ont demandé des comptes au corps médical, mais les procès sont interminables. 13.45 **Le** **Un est à venir**. Les télespectateurs choisissent un téléfilm. 13.50 Série : **Matt Houston**. 15.45 **Tiercé** à **Saint-Claude**. 16.00 **La Une** est à venir (suite). 18.05 **Tréma** **antiques**. Émission de Jean-Pierre Hutin. Sommaire : 15 ans, un roman et un chat ; François : **nétre** de Provence ; **SOS-Vie**. 18.35 Série : **Agence** tous risques. 19.25 Série : **Marc et Sophie**. 20.00 Journal et météo.

**J'AMAMAN**  
 DRUGSTORES PUBLICIS

**20.35 Tapa** vert et éponge de Lolo. 20.45 **Jen** : **Internationaux**. Émission présentée par Guy Lux, Claude Servant et Simone Garatier. Les équipes : **Mexico** (Mexique), **Amityville** (EU), **Lige** (Belgique), **Marseille** (France). Les invités : **Jean Roucas**, **Miroslav Matijevic**, **Francis Glavanis**, **Dorothea Balleis** de **Moscou-Rouge**, **Bernadette Lafont**, **Yves Moutoussis**, **Lion Zitrone**, **Sophie Darel**, **Pierre Douglas**, **Pierre Pichin**, **Popock**. 22.45 Série : **A nous deux** **Maintenant** (dernière partie). 0.25 **Journal** et **Le** **Un** est à venir. 0.40 **Magazine** : **Miami** sport. 2.10 Série : **Les Incorruptibles**.

**A 2**  
 13.15 Magazine : **L'actualité** anglaise. De Bernard Rapp. 14.00 Série : **Les mystères de P.O.** La nuit des cons. 14.55 **Sessant** **antiques**. **Tonin** : **Internationaux** de France de Roland-Garros (retransmission des matches se déroulant sur le court central). 19.30 **INC**. **Actualités** **juridiques**. 19.35 **Où est** **de** **la** **cadre** **l'actualité** ? Émission de Jacques Rouland. 20.00 **Journal**. 20.30 **Météo**. 20.35 **Rugby**. Finale du championnat de France **Aggr-Tarbes**. 22.15 **Tennis**. Les Internationaux de Roland-Garros (résultats des premiers du jour). 22.50 **Les enfants** **du** **rock**. De Patrick Blanc-François. **Le fils** **de** **Frank Zappa** **en** **personne** ; **le** **film** **de** **Bob Marley** **en** **cha** ; **et** **en** **en** ; **le** **cor** **de** **Lio**. **LNA** : **les** **Scorpions** **en** **URSS** ; **Oudin** : **la** **vieillesse** **choc** **du** **mois**, **les** **Who** ! **le** **choc** ; **Fishbone** 1968-1988, **les** **meilleurs** **albums**. 0.05 **Journal**.

**FR 3**  
 13.00 **Tennis**. Internationaux de France, en direct de Roland-Garros. Retransmission des matches du court central jusqu'à 14.40. De 14.40 à 19.00, retransmission des matches du court n° 1. 19.00 **Le** **20** **de** **l'Information**. Présenté par Philippe Dessaint et Catherine Muzanach. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.35 **Des** **amis** **à** **Dijon**. 1.20 **Documentaire**. 20.05 **Jen** : **La classe**. Présenté par Fabrice. Avec, pour le parc variétés : El Chato.

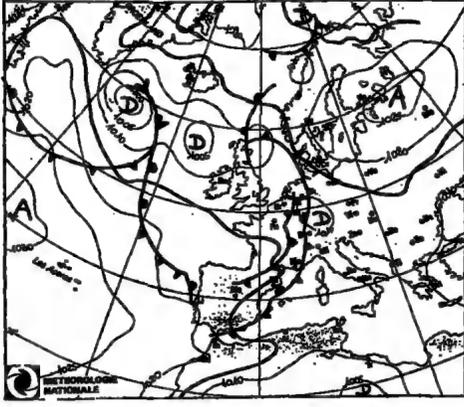
**20.30 Disney Channel**. Présenté par Vincent Perrot. Dessins animés : **La bande à Pifou** et, à 21.00, un épisode de **Les aventures de Tintin**. 21.45 **Journal**. Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. 22.15 **Magazine** : **Le** **Un** **est** **à** **venir**. D'Henry Chapier. Invités : **Nathalie** **Baye**, 22.30 **Musiques** **antiques** **présentées** **par** **Alain Duhamel**. Avec **Francisco** **Eltero** **d'Arteaga**, **Donald** **Tosarovic**, **Jean-Philippe Courtis**. **Beases** **fréquences**. 23.30 **Magazine** : **Sports** **3**. **Le** **portrait** **de** **l'invité** : **La** **séquence** **antenne**. **Le** **film** **de** **la** **semaine** ; **Le** **document** **médical** ; **L'aveureur** ; **Les** **régions** ; **L'actualité** **de** **la** **semaine**.

**CANAL PLUS**  
 13.05 **Magazine** : **Samedi**, 1 heure. Invité : **Jean-Pierre Mocky**. 14.00 **Magazine** : **Le monde** **du** **sport**. 14.55 **Série** : **File** **à** **vous** **faire**. 19.30 **Série** : **La** **médicé** **du** **loup-garou**. 16.05 **Documentaire** : **La** **magie** **verte**. 16.35 **Cuba** **Confia**. **Rambo** ; **Pit** ; **SOS** **Fantômes**. 18.15 **Flash** **d'informations**. 18.18 **Top** **20**. 19.30 **Flash** **d'informations**. 19.35 **Mus** **Zénith** **à** **moi**. Invité : **Michel Blanc**. **20.30** **Série** : **Sans** **fréquence**. Présenté par **Claude Chabrol**. 21.50 **Spectacle** : **Le** **Festival** **international** **de** **Monte-Carlo**. 22.50 **Flash** **d'informations**. 23.00 **Cinéma** : **Incubus**. **Le** **film** **canadien** **de** **John Hough** (1981). Avec **John** **Caravatta**, **Kerrin** **Keane**, **John** **Irwin**. 0.25 **Cinéma** : **Mélie**. Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**. **Le** **film** **américain** **de** **Robert Benton** (1964). Avec **Sally Field**, **Lind**, **Francis** **de** **Roger** **Richebé** (1941). Avec **Arletty**, **Jeanne** **Reinhardt**, **Albert** **Dionaud**. 2.00 **Cinéma** : **Les** **enfants** **de** **la** **mer**.

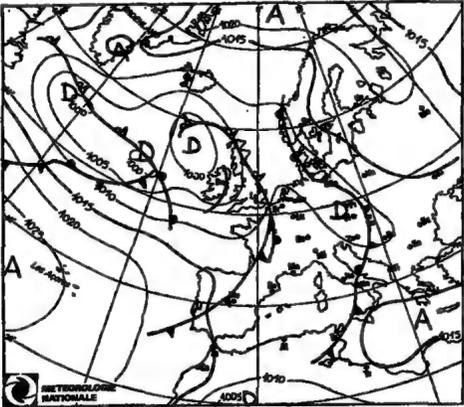
# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 MAI 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 28 MAI A 0 HEURE TU



Evénements probables de temps en France entre le vendredi 26 mai à 0 heure et le dimanche 28 mai à 24 heures UTC.

La zone pluvio-orageuse affectant nos régions de l'est s'éloignera lors de nos frontières demain tandis qu'une nouvelle perturbation océanique abordera la Bretagne le matin et traversera une grande partie de la France au cours des deux prochains jours.

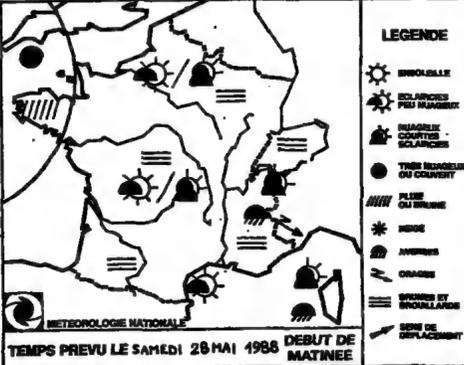
Le matin les orages orageux se produiront encore de l'Alsace à la Côte d'Azur et à la Corse tandis que des petites brèves débourneront sur le Finistère. Sur tout le reste du pays le temps sera maussade et brumeux avec quelques bruyellards dans un lever du jour dans les vallées.

Dimanche : nuages et ondées. Sur la Bretagne et le Cotentin, après une matinée ensoleillée, le ciel deviendra de plus en plus nuageux au cours de l'après-midi et les pluies débiteront sur le Finistère à la mi-journée pour affecter le soir l'ensemble de la Bretagne et du Cotentin.

Du Nord-Pas-de-Calais à la Normandie jusqu'à la Vendée et aux Charentes Poitou, nuages et éclaircies alternent tout au long de la journée.

De la Picardie au Bassin parisien jusqu'aux Pyrénées le temps sera couvert et pluvieux le matin avec parfois des orages, au cours de l'après-midi le temps variable avec atténuation d'éclaircies et de nuages mais il pourra y avoir encore quelques averses.

Des régions du nord-est aux régions méditerranéennes le soleil sera au rendez-vous.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 25-5-1988 à 6 heures TU et le 27-5-1988 à 6 heures TU

FRANCE		TOURS		NANTES		LYONS		MONTPELLIER		NICE	
AMACO	22 11 N	19 8 N	19 11 C	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
BARCELONE	12 11 N	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
BRETAGNE	18 8 D	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
BREST	17 7 N	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
CAREN	18 10 A	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
CHERBOURG	17 7 D	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
CLERMONT-FERRAND	18 11 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
DIJON	25 13 C	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
GRANDVILLE	26 14 C	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
LILLE	23 12 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
LIMOGES	14 7 C	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
LORRAINE	22 12 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
LYON	22 13 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
MARSEILLE	22 14 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
NANCY	22 14 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
NANTES	18 9 A	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
NICE	22 16 C	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
PARIS-MONTREUIL	20 13 C	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
PARIS-MONTROUGE	14 11 N	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
RENNES	22 13 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				
STRASBOURG	22 11 F	19 11 C	22 24 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D	21 13 D				

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

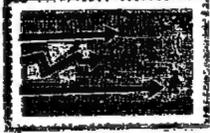
## PHILATÉLIE

### Assistance médicale et « accessibilité » aux handicapés

La Poste mettra en vente générale, le lundi 30 mai, deux timbres-poste, à 3,60 F et à 3,70 F, consacrés à l'assistance médicale internationale et à l'accessibilité aux handicapés.

L'ASSISTANCE MÉDICALE INTERNATIONALE. — Après le timbre sur le don du sang à 2,50 F, émis le 11 avril, la Poste poursuit sa propagande à caractère sanitaire et social. La vente anticipée du timbre « Assistance médicale internationale » aura lieu les samedi 28 et dimanche 29 mai pendant le Salon Intermedica qui a lieu au Parc des expositions de la porte de Versailles jusqu'à dimanche.

Parmi les organismes médicaux à vocation internationale, il y a bien sûr la Croix-Rouge, qui fête cette année son 125<sup>e</sup> anniversaire, et, plus récemment apparus, parmi les plus connus, Médecins sans frontières (créé en décembre 1971) et sa branche dissidente Médecins du monde.



Le timbre, d'un format horizontal 40 x 26 mm (n° PTT 1988-21), dessiné par Bruno Schaefflin et M. Schwartz, de l'agence Contours

Soft Design, est imprimé en héliogravure en feuilles de 50.

Vente anticipée à Lyon (Rhône) les 28 et 29 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert dans le hall de l'hôtel de la Communauté urbaine, rue du Lac (3<sup>e</sup>) : le 28 mai, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste de Lyon RP.

Pour en savoir plus : Société d'études philatéliques des parisiens, 8, rue Fessier, 75003 Lyon (souvent philatéliques).

Organe d'information de la philatélie sociale Trait d'Union, 10, rue de Taillepiet, 69540 Irigny.

Laboratoire de recherche Brigitte-Frybourg pour l'insertion sociale des personnes handicapées, Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03.

Pour tout renseignement concernant cette rubrique, s'adresser au : Monde des philatélistes, 24, rue Chancel, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-68

## FRANCOPHONIE

### Un colloque international à l'Institut du monde arabe

L'Association des anciens du Bureau pour l'enseignement de la langue et de la civilisation française à l'étranger (BELC), les éditions Hachette et le journal Le Monde organisent les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juin à l'Institut du monde arabe, à Paris, un colloque international sur le thème « Francophonie : des cultures, des institutions ».

Le Haut Conseil de la francophonie, présidé par M. François Mitterrand et le Quai d'Orsay patronnent cette manifestation durant laquelle interviendront plusieurs personnalités françaises et étrangères. Parmi celles-ci, M. Jean-Louis Roy, délégué général du Québec à Paris, M. Roger Delabye, commissaire général aux relations internationales de la communauté francophone de Belgique, M. Paul Okumba d'Uganda, secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. Heud Lopes, Secrétaire congolais et directeur des affaires culturelles à l'UNESCO.

M. Thierry de Beaulieu, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales et à la francophonie ouvrira le colloque. M. André Fontaine, directeur du Monde animera le débat du mercredi 1<sup>er</sup> juin de 10 heures à 12 h 30, qui portera sur « Les perspectives après le sommet de Québec en septembre 1987 ». Outre les tables rondes sur les cultures francophones en France, la diffusion des écritures d'expression française, l'enseignement des langues, les institutions francophones, sont prévus des spectacles, notamment le café-théâtre du Festival francophone d'Éry.

Renseignements au BELC-Francophonie, 8, rue Malherbe, 75003 Paris. Tél. : 43-54-41-51.

Journée pour le Tibet. — Le comité de soutien au peuple tibétain et la Communauté tibétaine en France organisent le samedi 4 juin, à partir de 12 heures, au château de la Petite Malmaison, 229 bis, avenue Napoléon-Bonaparte, 92500 Neuilly-Malmaison une journée pour le Tibet.

## En filigrane

Cartes postales. — « An Orient philatéliste » propose une carte postale « Lorient la ville aux cinq ports », tirée à mille exemplaires (renseignements : An Orient philatéliste, 84, rue Lazare-Carnot, 56100 Lorient).

Le timbre, d'un format horizontal 40x26 mm (n° PTT 1988-20), dessiné par Eric Bouhier est imprimé en héliogravure en feuilles de 50.

Vente anticipée à Paris, les 28 et 29 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au Parc des expositions, porte de Versailles, bâtiment 7 (palais sud), 3<sup>e</sup> étage ; le 28 mai, de 9 heures à 12 heures, à la recette principale, 52 rue du Louvre, Paris-1<sup>er</sup>, et au bureau de poste de Paris-41, 5, avenue de Saxe, Paris-7<sup>e</sup>, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15<sup>e</sup>.

Le timbre, d'un format horizontal 40x26 mm (n° PTT 1988-21), dessiné par Bruno Schaefflin et M. Schwartz, de l'agence Contours

Le Monde des philatélistes de juin. — Le Monde des philatélistes de juin vient de paraître avec, à son sommaire, des thématiques consacrées aux mouettes à vent, au tonnerre et aux chapeaux (poissons-argus et poissons-papillons avec le lien de ces poissons sur timbres-poste). Vous saurez tout sur des essais de timbres en relief du siècle dernier. La rubrique cartes postales est consacrée aux prix atteints par certaines cartes (Le Monde des philatélistes, en vente en kiosque, 15 F).

Art et philatélie. — Le Musée de Saint-Meur (Villa Médicis, 5, rue Saint-Hilaire, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire, tél. : 49-86-33-28) accueille, du 28 mai au 26 juin, une exposition intitulée « Art et philatélie », avec Alchianky, Boyer, Freyer, Pignatelli, etc. A noter, les samedi 25 et dimanche 26 juin, une bourse aux timbres et un bureau de poste temporaire.

Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF1 « Bonjour la France - Bonjour l'Europe », accueille une rubrique philatélique tous les dimanches vers 7 h 40, présentée par Pierre Julian, du Monde des philatélistes. Au programme dimanche prochain : philatélie et médecine.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 28 MAI

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 15, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (Michèle Poloyer).

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30 : « Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Musée d'Orsay », 11 heures, hall du musée, 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

« La sculpture au Musée d'Orsay », 13 h 15, devant l'église (Christiane Mériaux).

« Le Musée Picasso », 14 h 15, 5, rue de Thorigny (Pierre-Yves Jalet).

« Les musées du Marais », 14 h 30, 68, rue François-Miron (Sauvagnère et Marie en valant de Paris historique).

« Le Marais, de la place des Voies à l'hôtel de Soissons », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Évelyne Bourdais).

« Passages et vieux village de Belleville », 14 h 30, angle de la rue de Belleville et de la rue Piat (Filiacris).

« Les salons du ministère de la marine », 14 h 30, 2, rue Royale. Pièce d'identité (Paris livre d'histoire).

« Hôtel de Fleury », 15 heures, 26, rue de Saint-Péray. Pièce d'identité (Mouvements historiques).

« Mystère symbolique de Notre-Dame de Paris », 15 heures, métro Cité sous (Isabelle Hanier).

« Saint-Denis : histoire, architecture et tombeaux des rois de France », 15 heures, portail central de la basilique (Lambert-Victor).

« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 15 heures, 1, quai de l'École (Arts conférences).

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 28 MAI

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 15, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (Michèle Poloyer).

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30 : « Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Musée d'Orsay », 11 heures, hall du musée, 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

« La sculpture au Musée d'Orsay », 13 h 15, devant l'église (Christiane Mériaux).

« Le Musée Picasso », 14 h 15, 5, rue de Thorigny (Pierre-Yves Jalet).

« Les musées du Marais », 14 h 30, 68, rue François-Miron (Sauvagnère et Marie en valant de Paris historique).

« Le Marais, de la place des Voies à l'hôtel de Soissons », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Évelyne Bourdais).

« Passages et vieux village de Belleville », 14 h 30, angle de la rue de Belleville et de la rue Piat (Filiacris).

« Les salons du ministère de la marine », 14 h 30, 2, rue Royale. Pièce d'identité (Paris livre d'histoire).

« Hôtel de Fleury », 15 heures, 26, rue de Saint-Péray. Pièce d'identité (Mouvements historiques).

« Mystère symbolique de Notre-Dame de Paris », 15 heures, métro Cité sous (Isabelle Hanier).

« Saint-Denis : histoire, architecture et tombeaux des rois de France », 15 heures, portail central de la basilique (Lambert-Victor).

« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 15 heures, 1, quai de l'École (Arts conférences).

« Les appartements royaux de Louvre », 15 heures, porche de la Sainte-Geneviève (C. A. Messier).

L'Institut l'Académie française, la Cosmopolite, 15 heures, 23, quai Conti (Paris livre d'histoire).

# CAMPUS

## La finale de la « Bourse aux stages » de « Campus »

Scientistes et étudiants, venus de toute la France, ont gagné un stage européen pour cet été dans une grande entreprise, en participant, jeudi 26 mai, à la finale du concours de la « Bourse aux stages » de Campus. Cent quarante candidats, sélectionnés après avoir répondu aux questions publiées dans le Monde, avaient été invités par notre journal à cette dernière épreuve, organisée à l'École européenne des affaires à Paris. Chacun a pu avoir un entretien avec trois entreprises. Après quoi celles-ci ont annoncé leur choix, au cours d'une réunion générale, particulièrement animée, dans le grand amphithéâtre de l'école. Les étudiants qui avaient été cités par plusieurs entreprises avaient la possibilité de choisir celle qu'ils préféraient. Ceux qui n'ont pas été retenus par aucune n'ont pas tout perdu : ils pourront profiter d'une vingtaine d'autres stages en Grande-Bretagne mis à la disposition du Monde par l'association, Aigles. Et ceux qui n'auront pas pu saisir cette deuxième chance recevront un abonnement de six mois au Monde.

La Monde Campus publiera dans son prochain numéro (le Monde daté du 2 juin) les bonnes réponses, la liste des gagnants, ainsi que le récit de la finale.

Collectivités territoriales. L'Institut d'administration des entreprises de la faculté de droit de l'université d'Orléans ouvre, en octobre, un DESS « Administration et gestion des collectivités territoriales » pour les étudiants titulaires d'une maîtrise et pour les fonctionnaires des collectivités locales ayant un diplôme équivalent. (Faculté de droit, BP 87-39, 46067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38-41-70-28.)

Journalisme. Les épreuves du concours d'entrée à l'École supérieure de journalisme de Lille auront lieu du 28 au 30 juin (écrit) et début septembre pour l'oral. Ce concours est accessible aux étudiants titulaires d'un DEUG.

Risques professionnels. Le Centre d'éducation permanente de l'université de Paris-1 organise à l'intention des salariés des entreprises publiques et privées une formation débouchant sur un diplôme d'études supérieures (3<sup>e</sup> cycle) : « Étude et prévention des risques professionnels ». Début des cours : novembre 1988. (Centre d'éducation permanente, université Paris-1, 14, rue Capelle, 75005 Paris. Tél. : 43-28-75-23.)

## Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

45-55-91-82, poste 4344

## Renseignements publicités

# Le Monde

## AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82 - Poste 4160 ou 4107

# Le Carnet du

LOISIRS

Mickey

ELIE LAE

صك:امتن الأصل



# Economie

## SOMMAIRE

■ La direction de Renault, avec l'aide d'un cabinet « de dégrèvement », a mis au point des procédés sophistiqués pour inciter certains salariés à quitter l'entreprise (lire première page et page 33). ■ Ni nationalisation ni

privatisation avait déclaré le candidat Mitterrand. La réalité sera plus nuancée, avec pour seule règle : apporter aux entreprises le capital dont elles ont besoin (lire ci-dessous). ■ La société

d'électronique ouest-allemande Grundig ne « délocalise » pas ses usines en Asie. Elle mise sur le Portugal (lire page 31). ■ Une polémique inutile s'instaure sur les chiffres du chômage (lire ci-contre).

### Le débat sur les nationalisations-privatisations

## La seule règle sera celle du besoin en capital des entreprises publiques

Privatise-t-on ? Ne privatise-t-on pas ? Visiblement, les observateurs ont quel que mal à se faire une opinion sur les desseins du gouvernement de M. Rocard sur la question. Le 25 mai, M. Roger Fournoux, ministre de l'Industrie, affirmait, dans une interview à la Tribune de l'Expansion, qu'il n'y avait pas « d'objection à ouvrir le capital des sociétés encore nationalisées pour permettre aux capitaux privés d'y tenir une plus grande place ». Le 26 mai, lors de son point de presse, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, déclarait de son côté qu'il n'y avait « pas de projet en préparation pour vendre sur le marché une partie du capital des sociétés nationalisées ».

Certains ont pu y voir une contradiction, même si les deux affirmations ne sont pas incompatibles. Mais force est de reconnaître qu'un certain flou entoure les intentions gouvernementales, dont l'origine est à chercher dans les déclarations faites par M. Mitterrand pendant sa campagne présidentielle : « Ni privatisations, ni nationalisations pour les cinq ans à venir ». Le principe énoncé par le président-candidat, autant pour désamorcer tout débat politique sur le sujet que pour

éviter un va-et-vient nuisible aux grands groupes industriels, aux banques et aux compagnies d'assurances avant l'échéance de 1992, était posé. Mais, dans la pratique, la marge de manœuvre laissée au gouvernement est large.

Au sens strict, la déclaration présidentielle signifie que l'État, encore actionnaire d'entreprises publiques (Thomson, Pechiney, BNP, UAP, AGF...), ne pourra faire descendre sa participation en dessous de la barre fatidique de 51 % qui fixe la ligne de démarcation légale entre une entreprise nationalisée et une entreprise privatisée.

L'État actionnaire peut donc, en principe, vendre 49 % de ses titres en Bourse. Mais pas dans n'importe quel but, s'empresse-t-on de préciser Rue de Rivoli. Pas question en effet de céder des participations publiques dans le but unique de privatiser, comme le réclament - ou le réclamaient - certains PDG d'entreprises publiques, expliqués-t-on dans l'entourage du ministre de l'Économie.

À la différence de la logique de M. Balladur, les socialistes affirment ne vouloir l'entrée de capitaux privés dans

les entreprises publiques que dans l'intérêt des sociétés elles-mêmes, afin de leur permettre de renforcer leurs capitaux propres. Une nécessité pour plusieurs d'entre elles qui voient à la fois mettre leur situation financière au niveau de celle de leurs concurrents - en réduisant le rapport entre les dettes et les fonds propres - et disposer d'argent frais pour mener à bien des acquisitions nécessaires au développement de leur stratégie internationale. C'est notamment le cas de Rhône-Poulenc ou de Pechiney.

### Entre zéro et cent

Pour se procurer des capitaux, les nationalisées ont en principe trois sources de financement. Les dotations en capital apportées par le budget de l'État d'abord, la prise de participation d'autres entreprises publiques « riches » ensuite - on pense aux compagnies d'assurances - et enfin l'appel au marché. M. Bérégovoy est hostile à la première, rigueur budgétaire et néolibéralisme obligent. La deuxième doit être appuyée sur une synergie entre les groupes et une volonté des investisseurs de jouer un rôle actif dans les entreprises où elles prennent une participation : ce n'est pas toujours possible, loin de là. Reste donc la troisième solution, permise notamment par l'émission de

titres participatifs ou de certificats d'investissement, limitée pour l'heure par les textes à 25 % du capital des entreprises publiques. Mais rien n'empêche que cette limite soit portée à 49 %, comme l'a déclaré le 26 mai M. Bérégovoy. Sans qu'il soit obligatoirement nécessaire de prévoir un texte législatif, les problèmes de « seuil » relevant la plupart du temps de décrets et non de la loi.

Alors ? « Pour l'heure, affirme-t-on Rue de Rivoli, il n'y a aucun projet parce qu'il n'y a pas d'objets de projet. » Toute vente pure et simple de titres d'État et toute conversion de certificats d'investissement en actions - qui consisterait à privatiser pour privatiser - sont exclues. Le pragmatisme est désormais le maître mot en la matière. « On ne peut pas vendre ce qu'on n'a pas », ce qui signifie aussi que la déclaration de M. Mitterrand n'empêche pas un jour ou l'autre, au gré des besoins financiers ou des alliances, de franchir la barre des 51 % du capital détenue par l'État. Le premier ministre lui-même, favorable en 1981 à une nationalisation à 51 %, ne reconnaît-il pas dans une interview aux Echos, le 19 avril, qu'il ne voulait pas faire de félicisme : « Même ce pourcentage - 51 % - me gêne, car il a acquis une valeur symbolique excessive. On peut choisir n'importe quel pourcentage entre zéro et cent. »

CLAIRE BLANDIN.

## BILLET

### Chômage : l'inutile polémique

On veut croire que la polémique à propos des chiffres du chômage s'arrêtera aux premières escarmouches. Et que le gouvernement Rocard, qui se veut modeste et ouvert, nous épargnera les calculs de notaire qui ne devraient plus avoir cours, même en période électorale. Par crainte de se voir reprocher de mauvais résultats, M. Séguin avait parlé de « chômage incompressible ». La même crainte, aussi fondée soit-elle, ne devrait pas amener son successeur à commettre pareille erreur, sauf à y voir un aveu d'impuissance.

On en est aujourd'hui à dénoncer les effets négatifs du traitement social du chômage. En amplifiant un procédé que les socialistes avaient eux-mêmes mis au point, M. Séguin avait voulu en faire un levier de la création d'emplois nouveaux, conclut l'INSEE. S'il faisait sienne cette conclusion, le gouvernement reconnaîtrait que son prédécesseur a eu, au moins en partie, cette ambition. Il lui appartiendrait d'amplifier le mouvement et de veiller, ce qu'il n'a pas fait vraiment, à la création d'emplois dans les services. En commençant par définir rigoureusement les besoins.

Une économie dynamique permet de surmonter tous les obstacles. Michel-Louis Lévy rappelle ce qui se produisit en 1962, année du rapatriement de plus d'un million de Français d'Algérie, du retour du contingent et des premiers effets du « baby boom » sur le marché du travail. « De 1962 à 1967, écrit-il, l'afflux de nouveaux actifs a été entièrement absorbé par de nouveaux emplois au point que l'appel aux travailleurs étrangers, qui avait commencé en 1955, s'est poursuivi avec un simple ralentissement. »

entre quinze et soixante-quatre ans. Méritant tant compte des étudiants et des retraités ou pré-retraités, il reste un nombre considérable de prétendants éventuels à un emploi, surtout si se développent des formules comme le travail à temps partiel ou à domicile.

Cela rend vaines certaines polémiques et renvoie au seul problème qui vaille : si on ne veut pas que la France compte en 1991 plus de 3,5 millions de chômeurs, soit 14 % de la population active, il faut envisager l'avenir autrement qu'à travers la publication de statistiques mensuelles.

« Une amélioration sensible des perspectives de l'emploi passe par une croissance plus soutenue, et par conséquent par une offre industrielle plus dynamique et une activation de la création d'emplois nouveaux », conclut l'INSEE. S'il faisait sienne cette conclusion, le gouvernement reconnaîtrait que son prédécesseur a eu, au moins en partie, cette ambition. Il lui appartiendrait d'amplifier le mouvement et de veiller, ce qu'il n'a pas fait vraiment, à la création d'emplois dans les services. En commençant par définir rigoureusement les besoins.

Une économie dynamique permet de surmonter tous les obstacles. Michel-Louis Lévy rappelle ce qui se produisit en 1962, année du rapatriement de plus d'un million de Français d'Algérie, du retour du contingent et des premiers effets du « baby boom » sur le marché du travail. « De 1962 à 1967, écrit-il, l'afflux de nouveaux actifs a été entièrement absorbé par de nouveaux emplois au point que l'appel aux travailleurs étrangers, qui avait commencé en 1955, s'est poursuivi avec un simple ralentissement. »

« Faisons d'abord tourner les machines. »

FRANÇOIS SIMON.

(1) Économie et statistiques, n° 195, janvier 1987.  
(2) Annuaire des Mines, mai 1987.

## ETRANGER

### Réponse de l'American Express Bank au FMI

#### Les banques continuent de financer les pays en développement

Les banques commerciales accordent des financements « considérables » aux pays les plus endettés, à ceux d'Amérique latine principalement. Elles ont donc suivi le plan Baker, affirme l'American Express Bank.

Dans une étude intitulée « La dette des pays en développement : le débat s'élargit », l'American Express répond au Fonds monétaire international et au secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, qui reprochent aux banques de ne pas en faire assez pour les pays endettés du tiers-monde.

Selon cette étude, depuis le lancement du plan Baker en octobre 1985, qui demandait aux banques d'accroître de 20 milliards de dollars en trois ans leurs financements, la communauté bancaire a déjà accordé 14 milliards de dollars. Cette somme, ajoute la banque américaine, atteindra 19 milliards lorsque le montage financier actuel avec le Brésil sera réalisé et 20 milliards

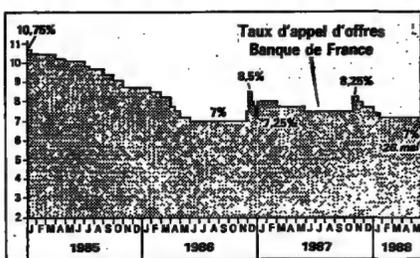
dès que de nouveaux prêts seront accordés à l'Argentine.

De plus, ajoute l'étude, ces transferts ne tiennent pas compte des 7,5 milliards de dollars que représentent les échanges de créances contre des investissements dans les pays endettés.

Cependant, reconnaît l'American Express, « l'impact de la contribution des banques semble être moindre lorsque l'on tient compte des importants transferts nets de capitaux des pays en développement vers les banques ». Selon l'étude, ce transfert est « inévitable » car ces pays cherchent à la fois à réduire le service de leur dette et à ralentir l'accroissement de leur endettement.

De plus, l'American Express indique que « la prudence des banques » à l'égard du Brésil « est compréhensible » après le moratoire décidé en 1987 par ce pays sur une partie de sa dette et les importantes provisions faites par les banques l'année dernière pour faire face à leurs créances douteuses. — (AFP.)

### L'évolution du taux d'intérêt en France



Après sa diminution d'un quart de point, le 26 mai 1988, le taux d'appel d'offres de la Banque de France, considéré comme le taux directeur par le marché financier français, est revenu à son niveau de la fin 1986 avant un épisode de faiblesse du franc, suivi d'un autre en novembre 1987. La bonne santé retrouvée du franc permettrait maintenant une poursuite de la descente des taux à court terme en France, au-dessous des 7 % atteints de juin à décembre 1986.

## DÉVELOPPEMENT

### Devant le Conseil mondial de l'alimentation

#### Les pays européens refusent de lier les problèmes de la famine et des excédents agricoles

Le Conseil mondial de l'alimentation (CMA), qui a terminé, jeudi 26 mai à Nice, les travaux de sa quatorzième session, a adopté à l'unanimité le texte d'une « Initiative contre la faim dans le monde », aussitôt baptisée « Initiative de Chypre ». Elle consiste à créer un groupe de travail restreint, chargé « d'examiner et d'évaluer les politiques actuellement disponibles pour combattre la faim et la malnutrition chronique dans les pays en développement (...), d'étudier des mesures concrètes et réalistes qui pourraient rendre plus efficaces les politiques et instruments existants, d'identifier des initiatives valables, de recommander une marche à suivre pour combattre la faim plus efficacement ».

Les premières propositions devraient être formulées avant la fin de l'année.

Le CMA a répondu à une proposition tendant à lier par une initiative internationale les problèmes de la faim avec ceux des excédents alimentaires, grâce à des transferts à des conditions de faveur. Cette proposition, qui a reçu l'appui des pays en développement, ainsi que de pays à forts excédents, comme le Canada, ou de pays développés importateurs, comme l'Union soviétique et le Japon, s'est heurtée à l'opposition des pays européens, pour qui il ne faut pas mêler les problèmes de la faim et ceux des excédents alimentaires.

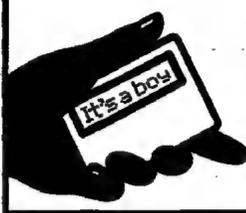
C&C Computers and Communications

## Où est NEC?

L'information qui route pour vous !  
- Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule!



Les bonnes nouvelles n'attendent pas - Les bipsers NEC vous les écrivent et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle!



Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension - Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.



Le compact joue un nouvel air - De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.



Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil - Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images... aussi vrais que nature.



هكزامت الأصل

# Économie

## AFFAIRES

### Tandis que ses concurrents misent sur le Sud-Est asiatique Grundig joue son va-tout au Portugal

BRAGA (Portugal)  
de notre envoyé spécial

Grundig, le célèbre fabricant allemand de matériels électroniques (stéréos, magnétoscopes...) (environ 11 milliards de francs de chiffre d'affaires) refuse de se laisser déborder par Philips, le géant néerlandais et son actionnaire majoritaire avec 33 % du capital actions, mais surtout avec 51 % des droits de vote.

Fils de son identité, la firme de Forth Nuremberg déploie ses talents pour la conserver. L'opération consiste à gagner de l'argent, des parts de marché et à innover pour améliorer encore les performances. Pas facile avec l'absence de la concurrence exercée par les fabricants du Sud-Est asiatique (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Hongkong), par Philips lui-même et Thomson, enfin par Nokia, le challenger finlandais.

Pour maintenir la tête hors de l'eau, Grundig mise à fond sur la qualité, un argument déterminant pour ses dirigeants. Cependant, si important soit-il, cet atout n'est pas suffisant. Encore affaibli par trois années d'hémorragie financière (533 millions de deutschemarks de déficit, soit 1,81 milliard de francs entre 1983 et 1987) provoquée par l'abandon du standard de magnétoscopes V-2000 hérité de Philips, l'entreprise n'a commencé à rentrer dans l'ère des profits que durant l'exercice 1986-1987 (110 millions de deutschemarks, 373 millions de francs). Pour l'année fiscale close le 31 mars dernier, le résultat (non encore publié) devrait se situer entre 120 et 140 millions de DM (408 et 478 millions de francs).

Pour relever le défi technologique des années 90, premier grand virage avant la révolution du vingt et unième siècle (télévision haute définition à grand écran, super magnétoscope VHS, matériels numériques...), Grundig a besoin d'argent. Et, à moins d'appeler à Philips, il lui faut compter sur ses propres forces. Or les sociétés européennes de capitaux privés ont une liberté ne sont pas légion. La plus élémentaire, également la plus efficace, consiste à jouer sur les coûts.

Installée au Portugal depuis 1965, où aujourd'hui encore l'heure de main-d'œuvre est une des moins coûteuses au monde (28 F environ contre 75 F en Grande-Bretagne, 78 F en France, 102 F en Suède et 17 F à Taiwan), Grundig a décidé de jouer à fond la carte institutionnelle, tandis que ses concurrents européens, eux, « délocalisent » leurs usines dans le Sud-Est asiatique. Après avoir pris la décision de concentrer sur l'usine de Braga toutes ses activités audio (autoradios, lecteurs à laser de disques compacts, chaînes hi-fi, radios-réveils et bien sûr DAT), la direction de Grundig met l'accent sur un fort développement de la branche autoradios en abandonnant l'idée initiale de sous-traiter ces productions chez Blaupunkt (groupe Bosch).

Le marché européen de l'autoradio est prometteur avec une croissance de 12 % à 13 % l'an depuis 1983 et 15 millions d'appareils vendus l'année dernière (2,5 milliards de francs). Si Philips en est le leader avec une part de 20 % (3 millions d'appareils), presque

au corde à corde avec Blaupunkt, les Japonais ont des ambitions compréhensibles que Grundig s'est mis en tête de battre en brèche. Les installations relativement obsolètes de Braga sont en conséquence modernisées à toute allure. Rien que l'achat de machines ultra-performantes chez Matsushita (Japon), mais aussi d'un robot en France pour souder les microprocesseurs, a exigé le débours de 6 millions de deutschemarks (20 millions de francs).

**Manque de flexibilité**  
Résultat de cette mutation : la production d'autoradios (54,6 % des fabrications de Braga) passa cette année à 1,2 million de pièces environ (+ 59 % en deux ans), plaçant Grundig un troisième rang européen avec de très gros clients comme la région Rennelt, Peugeot, Ford, Volkswagen. Et l'exclusivité de deux nouveautés : le système RDS (radio data system), un procédé assurant la réception de la meilleure fréquence d'émission diffusant un même programme en fonction de la localisation géographique (annonceur à l'autoradio) et l'autoradio à tableau de commandes amovible. L'usine de Braga pèse lourd dans les

ventes du groupe (20 % environ du chiffre d'affaires consolidé). Mais la marge de manœuvre de Grundig à Braga est étroite. La loi portugaise interdit les licenciements économiques. Pour comprimer le personnel rendu excédentaire par la robotisation, M. Germain Wisleg, directeur de la production (responsable de la filiale avec M. Cornelis Rinck, directeur financier), ne peut compter que sur la masse de travailleurs temporaires (25 % sur un total de deux mille six cents personnes). Grundig est donc obligé d'augmenter sa production pour absorber les surplus de main-d'œuvre et donc condamné à réussir. Un pari difficile avec l'incertitude de la mission même allemande qui, comme de nombreuses grandes entreprises en RFA, semble être victime d'une certaine ankylose. Par manque de flexibilité, Grundig va probablement rater une vente de trois mille autoradios en France.

Avec cette carte portugaise, Grundig joue son va-tout en prévision du grand marché européen de 1993. Même si Philips, occupé à dégraisser massivement ses filiales européennes, est plutôt enclin à lui laisser la bride sur le cou, le groupe sait qu'il a tout juste quatre ans pour réussir.

## FISCALITÉ

### Un rapport au Conseil économique et social Les dépôts des collectivités locales au Trésor représentent 80 milliards de francs

Le Conseil économique et social a adopté, le mercredi 25 mai, un rapport présenté par M. André Tissière sur le financement externe des collectivités locales (régions, départements, communes). Ce document rédigé à partir d'investigations souvent inédites traite donc des emprunts et des relations financières entre les collectivités et l'État pour la gestion de leur trésorerie. Il n'analyse pas les questions des impôts locaux ou des transferts (subventions, remboursements, dotations diverses) de l'État vers les collectivités, transferts qui dans le budget de 1988 atteignent 140 milliards de francs (+ 4,54 % par rapport à 1987).

Depuis la loi du 2 mars 1982, les collectivités locales (dont les budgets totaux ont dépassé 500 milliards de francs en 1987) peuvent contracter librement leurs emprunts et participent au mouvement général de banalisation et de désencassement des circuits bancaires. Leur poids sur le marché financier est considérable, avec un encours de dettes en 1986 de 400 milliards — non comprises les cautions de garan-

tie, — dont les trois quarts pour les communes.

Soucieux de gérer leurs finances de la façon la plus performante, les élus font jouer de plus en plus la concurrence entre établissements bancaires pour émettre des emprunts ou programmer leurs dépenses d'investissements.

Mais leur liberté n'est toujours que relative car les collectivités sont obligées, de par la loi, de déposer tous leurs fonds disponibles ou en attente d'emploi au Trésor. Et ce sans rémunération. Elles ne sont donc pas incitées à épargner. Leur compte au Trésor (80 milliards environ en 1987) ne doit en aucun cas être débiteur. En contrepartie, l'État, qui est leur caissier, leur fait des avances (par douzième) sur impôts locaux et recouvre à leur place ces impôts (un service qu'il leur facture). En fait, depuis 1978, ce compte d'avances est toujours négatif pour l'État (40 milliards de déficit cumulé à la fin 1986). Mais, remarque M. Tissière, il est impossible d'identifier précisément les flux sur chacun des comptes du Trésor ou la répartition des sommes d'impôts qui restent à recouvrer entre impôts locaux ou nationaux, ces restes n'étant pas individualisés par catégorie d'impôts. Le système actuel de « unité de caisse » (qui remonte à un décret de 1806) assure une solidarité et une sorte de mutualisation, à travers le Trésor, entre les différentes collectivités. « Un système, ajoute le rapporteur, qui aboutit en fait à des transferts qui bénéficient principalement aux collectivités les plus importantes. Alors que les grandes collectivités, y compris les villes de plus de cent mille habitants, représentent 26 % des dépôts de trésorerie, les avances que l'État leur consent pèsent pour 47 % du total ».

Pour optimiser la gestion de la trésorerie des collectivités locales, le Conseil économique suggère, parmi les dépôts au Trésor ne sont pas rémunérés, d'établir chaque année un plan de trésorerie avec, mois par mois, les prévisions d'encaissement et de décaissement à l'aide notamment des outils informatiques modernes. Les collectivités doivent à la fois maintenir le montant de leur trésorerie à un niveau suffisant pour éviter les incidents de paiement et veiller à ce que les fonds disponibles n'excèdent pas les besoins réels. Pour échapper à ces contraintes, beaucoup de collectivités locales sont tentées de faire « ripier » des fonds vers des sociétés d'économie mixte placées sous leur contrôle ou des offices d'HLM car ces organismes échappent à l'obligation de dépôt des fonds au Trésor.

Pour que les collectivités qui ont une gestion avisée ne soient pas pénalisées, le CES suggère la mise en place de « plans d'épargne ».

F. G.

### Le Crédit local de France et Indosuez élaborent une stratégie européenne

« Avec un bilan total de 153 milliards, qui a triplé en six ans, le Crédit local de France vient après le Crédit national (290 milliards) mais bien avant le Crédit national (102 milliards) et il est un établissement qui compte dans le paysage financier », a déclaré le 26 mai, M. Pierre Richard, président du directoire de cet organisme qui présentait les comptes de 1987.

Créé en octobre 1987 pour prendre la suite de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, le Crédit local de France (CLF) dont près des trois-quarts du capital sont détenus par l'Etat et la Caisse des dépôts et prêts de 7 % par des établissements financiers étrangers, notamment le Crédit communal de Belgique, a recueilli plus de 25 milliards de francs sur le marché national l'an dernier, ce qui le place au premier rang des émetteurs d'emprunts après l'Etat. Il a prêtés 34 milliards aux collectivités, soit 50 % de leurs besoins d'emprunts. Cette jeune banque est aussi le premier prêteur en ECU, soit l'équivalent de 5 milliards de francs en 1987.

Bien que la concurrence entre banques sur le marché des prêts aux communes, régions et départements ou pour la gestion de leurs dettes soit désormais totale, le CLF veut être, selon M. Richard, « l'établissement de référence du financement du développement local et de l'aménagement du territoire dans le cadre de l'Europe ». Deux conventions viennent d'être signées avec les villes de Marseille et de Nice pour les assister dans leurs programmes d'emprunt et de gestion de leurs dettes.

Parmi les grands projets faisant appel à des capitaux privés pour lesquels le CLF contribue au montage financier on retiendra le système Orlyval de desserte de l'aéroport d'Orly, d'autres sont à l'étude et notamment le pont de Normandie, l'autoroute A-14 au-delà de La Défense à Paris, le métro de Toulouse, le tunnel du Prado à Marseille ou le clivage de Strasbourg. Mais le CLF veut aller plus loin et concevoir cette activité d'ingénierie financière au niveau de l'Europe entière. C'est l'esprit de l'accord qui vient d'être conclu avec Indosuez à 50-50 sous le nom d'Europrojet-Développement.

Interrogé sur la réforme qui consisterait à supprimer l'obligation qu'ont les collectivités locales de déposer leurs fonds disponibles au Trésor, sans rémunération, M. Richard a déclaré qu'il était favorable à cette modification qui ne serait que la traduction logique de la décentralisation. Mais, selon lui, il faut opter pour des solutions progressives voire à options, car le sujet est fort complexe. Un point de vue qui rejoint celui exprimé le 25 mai par M. Jean-Michel Boucheron, nouveau secrétaire d'Etat aux collectivités locales, qui prêche dans ce domaine pour « beaucoup de pragmatisme et de prudence ».

FRANÇOIS GROSRIEUX.

### Le compromis entre Schneider et Framatome en suspens

#### M. Suard (CGE) arbitre du dossier Télémechanique

Télémechanique traverse une nouvelle passe difficile : le compromis péniblement mis au point il y a dix jours pour permettre à Schneider de se retirer sans perdre la face est remis en question par l'opposition de plusieurs actionnaires de Framatome, en particulier la CGE (Compagnie générale d'Electricité).

Aucun élément nouveau n'est intervenu depuis la dernière réunion du conseil d'administration de Framatome, le vendredi 21 mai (Le Monde du 22-23 mai). Malgré leurs efforts, les négociateurs n'ont pu obtenir de M. Pierre Suard, le patron de la CGE, un feu vert sur le mariage envisagé, à savoir le lancement par Framatome d'une nouvelle OPA (offre publique d'achat) à 5000 F pour les actionnaires qui accepteraient de vendre leurs titres immédiatement et à 500 F pour ceux qui ne le feraient que dans un an.

Ce prix est nettement plus élevé que celui proposé dans sa dernière offre par Framatome (4500 F) mais il permettrait au patron de Schneider, M. Didier Pissier-Vallée, de se retirer de la bataille boursière qui dure depuis le mois de février en réalisant une plus-value de 500 millions de francs environ.

Sans qu'on puisse évaluer exactement quel débours cette opération représente pour Framatome — puisque cela dépendra de l'attitude des actionnaires, — il est évident qu'elle lui coûtera extrêmement cher et, en tout cas, plus que les 7 milliards consentis pour l'offre à 4500 F. Diverses solutions pourraient être envisagées pour réduire

le débours (aide sous diverses formes de Télémechanique ou création d'une RES — reprise de l'entreprise par les salariés...). Mais ces arguments n'ont, semble-t-il, pas suffi à satisfaire M. Suard qui nous confiait récemment que 4 500 francs constituaient « son dernier prix » et qu'il « n'était pas plus tôt ».

Le président de la CGE a donc estimé lors du dernier conseil d'administration de Framatome que le nouveau prix proposé était trop élevé. Et il a demandé quelques jours de délai. Aujourd'hui, les choses sont en l'état, malgré des négociations interrompues qui se sont déroulées jusqu'à la nuit de jeudi à vendredi.

La situation de Télémechanique est de nouveau critique : si Framatome veut lancer une nouvelle OPA « amicale » sur cette entreprise, il doit le faire dix jours de Bourse ouvrables avant la clôture, le 7 juin, des offres précédentes. En d'autres termes, le constructeur de chaudières nucléaires doit le faire le vendredi 27 mai, dernier délai... Or plusieurs administrateurs de Framatome, dont M. Suard, seraient en déplacement soit à l'étranger, soit en province. Une réunion du conseil d'administration pour prendre une décision paraît donc difficile à imaginer.

Les autorités boursières vont être sollicitées pour donner un sursis défilé de grâce aux parties en présence, comme le réclame Télémechanique.

F. V.

### Pour enrayer une invasion croissante La CEE taxe les imprimantes d'ordinateurs japonaises

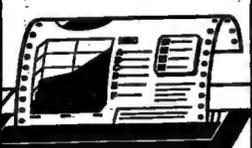
BRUXELLES  
Communautés européennes  
de notre correspondant

La CEE n'a pas d'autre moyen pour stopper l'invasion japonaise dans l'économie que d'appliquer des droits anti-dumping. Le pré-lèvement appliqué aux frontières communautaires varie selon les entreprises de 4,8 % à 33,4 % du prix d'entrée.

Après plusieurs mois d'enquête, l'Union européenne a conclu que les sociétés japonaises pratiquent des tarifs inférieurs à ceux qui sont en vigueur au Japon ou même inférieurs aux coûts de production. D'après Bruxelles, les marges de dumping sont comprises entre 4,8 % (Tokyo Electron) et 36 % (Fujitsu). Cette politique a permis au Japon, estime la Commission, d'accroître sa part sur le marché des Douze de 49 % (390 000 unités) en 1986. Au terme de la même période, les producteurs de la CEE (Honeywell, Manassara, Olivetti et Philips) ne vendent plus, malgré une baisse de leurs prix, une seule imprimante sur le territoire nippon (un million d'unités en 1983).

Dans ces conditions, Bruxelles estime nécessaire « une protection momentanée » des entreprises européennes qui, face à cette concurrence déloyale, — M. S.

**Pour faire bonne impression -**  
Offrez-vous une NEC: la Pirwriter P2200 imprime vos textes en qualité courrier à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.



**Soyez synchro avec NEC Multisync**  
- Il balaise automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM.



**Le portable NEC se pèle à tous vos besoins** - Il a beau être léger, le Multisync portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.



**Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone -** NEFAX, le télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.



**« Nous recherchons votre correspondant » -** Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.



**Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles -** Grâce aux faisceaux Hertziers NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.



**NEC est fière de parrainer des manifestations sportives de renommée internationale** telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FEDERATION ou le WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.



# mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société tout entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne. Où est NEC? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain. Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, il y aura toujours du NEC quelque part.

**NEC**

# Économie

## SOCIAL

### Tensions sociales et concertation

#### ● La journée d'action de la CGT n'a pas fait recette ● M. Rocard a reçu la CGC et FO.

Reque, le vendredi 27 mai, par M. Michel Rocard, la CGT n'a pas fait recette avec sa journée nationale interprofessionnelle d'action du jeudi 26 mai sur l'ensemble des revendications. A Paris, la manifestation de la centrale de M. Henri Krasucki a rassemblé 50 000 personnes selon ses organisateurs (et 6 000 selon la police). Or, si l'on se réfère uniquement aux chiffres de la CGT, la baisse de participation est sensible par rapport aux manifestations parisiennes des précédentes journées nationales d'action qui avaient réuni 150 000 personnes le 24 octobre 1985 et le 14 mai 1987 et 100 000 le 1<sup>er</sup> octobre 1987.

En province, les manifestations de la CGT n'ont eu qu'un écho très limité, les plus importantes se déroulant à Marseille, à Lyon, à Toulouse et à Bordeaux. Les appels à des arrêts de travail ont été - l'exception des dockers, en grève à 100 % - assez peu suivis, selon les chiffres des directions : 8 % de grévistes à la

SNCF, 16 % à EDF, 2,96 % à la poste et 2,7 % aux télécommunications. Au départ de la manifestation parisienne, M. Krasucki a déclaré : « Il est de plus en plus difficile de cacher les poussées revendicatives qui se manifestent dans le monde du travail. Les luttes sociales se font plus nombreuses, plus combattives, plus tenaces et persévérantes. »

Le secrétaire général de la CGT n'a pas tort : il y a un regain de conflits. Mais pour autant les salariés ne se retrouvent pas dans ces journées d'action fourre-tout et à répétition. Critiquant les premières mesures du gouvernement de M. Rocard, M. Krasucki a souligné qu'il fallait « réduire sensiblement l'injustice sociale qui règne dans ce pays ». « Pour y parvenir, a-t-il ajouté, nous ne le cachons pas, il faut absolument une forte mobilisation des travailleurs. Ils ne doivent entretenir aucune illusion, ni avoir aucun attentisme. » Dans la mani-

festation parisienne - où les slogans les plus répandus étaient « Pericot, Rocard, Mitterrand, le Smic à 6 000 F » ou encore « Faut rien attendre de l'ouverture, mieux vaut lutter, c'est bien plus sûr » - le secteur public était dominant. On notait la présence d'une délégation du PCF avec MM. Paul Laurent et Jean-Claude Gaysot.

#### Les rencontres de Matignon

Le 26 mai a également été marqué par l'ouverture de la concertation sociale du premier ministre qui a reçu successivement la CGC et FO. Les dirigeants de ces deux confédérations ne tarissent pas d'éloges sur M. Rocard. S'exprimant sur RMC, le 25 mai, M. Paul Marchelli l'a qualifié de « personnage intéressant, très gentil, responsable ». Quant à M. André Bergeron, il l'a décrit le 27 mai sur RMC comme « chaleureux, très gentil, responsable ». Au-delà de ces compliments, la concertation n'a pas permis encore d'entrer dans le vif du débat social. M. Rocard écoute ses interlocuteurs plus qu'il ne précise ses intentions.

M. Marchelli a avancé l'idée d'un mois de formation par an pour les cadres : « Nous souhaitons, a précisé le président de la CGC, que la matérialisation de ce droit apparaisse sous la forme d'un chèque-formation que chacun utiliserait au

gré de ses convenances et compte tenu des contraintes professionnelles soit au coup par coup annuel, soit cumulé dans un cadre quinquennal. »

Dès le début de son entretien avec M. Rocard, M. Bergeron l'a interrogé sur son idée d'un « nouveau pacte social ». Le premier ministre a semblé très en retrait sur ce projet, ayant répondu au secrétaire général de FO qu'il s'agissait seulement d'une « intensification des relations contractuelles ». M. Bergeron a regretté la déclaration de M. Rocard sur le supplément de 250 000 chômeurs pour les prochains mois, estimant qu'il ne faut pas en rajouter. « Si les perspectives d'emploi du gouvernement se précisent, elles pourront des problèmes financiers à l'UNEDIC. »

M. Bergeron a aussi, après avoir approuvé la reconduction des cotisations pour la Sécurité sociale, souligné qu'on « lâche du lest » sur les salaires. M. Rocard lui a répondu qu'il souhaitait d'abord « faire l'inventaire des réalités économiques ». Mais au même moment, M. Durafour, le nouveau ministre de la fonction publique, en recevant une délégation de la FEN, annonçait que les négociations salariales s'ouvriraient après les élections législatives.

MICHEL NOBLECOURT.

## REPÈRES

### Chômeurs indemnisés

#### Stabilité en avril

Au mois d'avril, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par l'UNEDIC a augmenté de 0,1 % en données corrigées et diminué de 2,4 % en données brutes. La baisse est de 1,9 % en un an. Au total, estime l'UNEDIC dans un communiqué, 2 199 500 personnes ont reçu une allocation au titre du dernier jour du mois d'avril, contre 2 284 000 en mars.

Il y a eu 1 787 600 demandeurs d'emploi indemnisés, dont 1 300 400 par le régime d'assurance (+ 0,9 % en un an). 181 900 jeunes n'ayant jamais travaillé ont reçu l'allocation d'insertion, et 285 300 chômeurs de longue durée ont perçu l'allocation spécifique de solidarité (+ 13,8 % en un an), ces deux prestations étant financées par l'Etat. Alors qu'elles effectuaient un stage de formation, 13 000 personnes ont touché une allocation. Le nombre de préretraités indemnisés est en diminution de 16,2 % en un an et s'élève à 418 900.

### Europe

#### Baisse de 2,1 % du chômage en mars

Le chômage a baissé de 2,1 % à la fin du mois de mars pour l'ensemble des douze pays de la Communauté européenne. Saisonnière, cette diminution du nombre de demandeurs d'emploi (de 340 000) ramène à 1 631 490 le total des chômeurs inscrits, en données brutes. Par rapport à l'an passé, la baisse est de 2,5 % alors que le taux de chômage, pour les douze pays, s'établit en données corrigées à 10,4 % de la population active.

L'Office européen des statistiques, Eurostat, qui vient de publier ces résultats, souligne que la part des jeunes dans le chômage des femmes est particulièrement élevée en Espagne (51,9 %), en Italie (48,5 %) et au Portugal (46,8 %).

En données corrigées et selon un mode de calcul standardisé, le taux de chômage par pays est le suivant : Espagne, 20,7 %; Irlande, 19 %; Italie, 11,5 %; Belgique, 11 %; France, 10,2 %; Pays-Bas, 10 %; Royaume-Uni, 9,2 %; RFA, 6,7 %; Portugal, 6,6 %; Danemark, 6,2 % et Luxembourg, 3 %.

● PÊCHE : nouvelle rencontre franco-canadienne. - Les négociateurs français et canadiens doivent à nouveau se rencontrer aux alentours du 7 juin pour tenter de dénouer le conflit sur la pêche, a-t-on appris le 26 mai, à l'issue de l'entretien que M. Brian Mulroney, premier ministre canadien, a eu à Paris avec MM. Mitterrand et Rocard. Paris est favorable à la recherche d'une solution par la voie d'un médiateur pour délimiter les quotas de morue à attribuer aux pêcheurs français dans les parages de Terre-Neuve.

### PNB

#### La croissance est révisée en hausse aux Etats-Unis

La croissance du produit national brut (PNB) des Etats-Unis a été plus forte que prévu au premier trimestre 1988, avec un rythme annuel de 3,9 % révisé en hausse sur une première estimation de 2,3 %. La révision est nettement supérieure aux pronostics des experts, qui s'attendaient généralement à une progression de 3,2 % à 3,4 %. Son ampleur est due, en grande partie, au « boom » des exportations favorisé par la baisse du dollar, conjugué avec une nette reprise des dépenses de consommation, qui représentent les deux tiers du PNB et ont augmenté de 4,3 % en rythme annuel au premier trimestre 1988, après un recul de 2,5 % au quatrième trimestre 1987.

Par ailleurs, les investissements des entreprises américaines ont bondi de 32,8 % pendant les trois premiers mois de 1988, toujours en rythme annuel, pour répondre à la poussée des exportations. Au total, la croissance du PNB pourrait dépasser les estimations officielles de 2,9 % et même atteindre 3,5 % en 1988. La réaction des milieux financiers aux Etats-Unis a été négative, les taux d'intérêt reprenant leur hausse dans la crainte d'une surchauffe et d'un resserrement de la politique de crédit par la Réserve fédérale.

### Prix de détail

#### Un mois d'avril exceptionnel au Japon

Les prix de détail ont sensiblement augmenté en avril au Japon, passant de 100,8 en mars à 101,3, sur la base 100 en 1985. Cette hausse de 0,5 % fait suite à plusieurs mois de quasi-stabilité du coût de la vie. En un an (avril 1988 comparé à avril 1987), l'augmentation des prix de détail reste très faible : + 0,3 %.

● PARIS : manifestation contre la vente des tours Capri et Ferrare. - Les tours Capri et Ferrare, situées dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, construites grâce au 1 % logement des entreprises, ont été vendues par leur propriétaire au groupe Merco, marchand de biens, qui a entrepris de les vendre en copropriété. Un procès est en cours, qui fait l'objet d'un pourvoi en cassation (le Monde du 10 décembre 1987). L'association de défense des locataires (les tours comprennent quatre cent vingt logements) appelle à une manifestation devant le tour Ferrare (100, boulevard Ménessieu à Paris), samedi 29 mai à midi, pour demander le respect du droit de réservation des employeurs cotisants sur ces logements sociaux.

### La lutte contre la pauvreté

#### Les « compléments locaux de ressources » ne bénéficient qu'à 12 000 personnes

Le gouvernement vient de décider de créer un « revenu minimum d'insertion ». Cette mesure répond sans nul doute à l'attente des Français : selon une enquête effectuée par le Credo en décembre 1987, 82 % des personnes interrogées étaient favorables à la « garantie sans conditions d'un revenu minimum aux plus pauvres ». Mais elle ne sera pas facile à mettre en œuvre : comme le montre le bilan des « compléments locaux de ressources » dressé fin avril par le ministre des affaires sociales.

Celui-ci met d'abord en évidence le faible nombre de gens concernés pour l'instant par le système et la lenteur de sa montée en charge. Alors que l'objectif était d'assurer un revenu minimum à 20 000 personnes, seuls 12 000 ont été concernés fin 1987, permettant d'en prendre en charge 17 700, 12 447 seulement l'étant effectivement.

Si certains départements comme la Marne, la Vienne, l'Ille-et-Vilaine avaient largement dépassé leurs « quotas », d'autres en étaient encore à des taux très faibles, comme l'Eure ou le Bas-Rhin, qui n'arrivaient qu'à 14 % de l'objectif au bout de neuf ou dix mois, ou la Loire-Atlantique, à 26 % en huit mois.

A cette diversité des effectifs correspond une diversité des publics et des pratiques. Les bénéficiaires ont été en majorité des hommes (57 %) jeunes (81 % ont moins de quarante-cinq ans, 50 % moins de trente-cinq ans), d'un niveau scolaire souvent faible (35 % savent seulement lire, écrire et compter, tandis que 11 % ont le bac, voire plus...). Mais cela varie d'un département à l'autre : dans l'Aveyron, par exemple, on trouve une majorité de femmes de vingt-cinq à trente-cinq ans, dont 73 % avaient au plus le certificat d'études (40 % avaient juste le fin).

La difficulté majeure est d'assurer l'insertion ou la réinsertion pour des gens sans emploi souvent depuis longtemps (37 % n'avaient jamais eu d'emploi stable, 34 % n'en avaient pas depuis au moins deux

ans, 11 % depuis un à deux ans). Si les travailleurs sociaux qui les suivent observent l'effet psychologique généralement positif du revenu minimum, la durée brève de placement (six mois au départ) limite les effets pratiques quant à l'insertion.

Il n'est déjà pas facile de trouver des travaux pour les demandeurs comme le souligne l'Inhal, les organismes d'accueil, collectifs (pour 58 %) et associations, sont déjà sollicités pour les TUC, les PLIF, les PLIF (réinsertion des femmes), et ne souhaitent pas avoir des publics trop divers, ce qui complique leur gestion du personnel. La nature des travaux proposés limite d'ailleurs la clientèle : il s'agit dans 45 % des cas de travaux d'entretien des équipements collectifs, et dans 12 % de protection de la nature ou de l'environnement. Quant à la formation, elle n'est assurée que dans un minimum de départements.

Certaines limites sont inhérentes au système adopté : beaucoup de demandeurs sont éliminés en raison de l'existence dans le ménage de revenus de remplacement faibles; d'autres en raison de la condition de deux ans de résidence dans le département (assoupli fin 1987) ; hébergés par des tiers faute de revenus, ils ne peuvent attester de leur résidence. Le constat pose la question des conditions d'accès au revenu minimum : quelles ressources, faut-il y inclure - par exemple les prestations familiales ?

Dernière observation : les incertitudes du statut des bénéficiaires, au regard de la Sécurité sociale et de l'emploi : sont-ils demandeurs d'emploi ? par exemple, comment sont-ils pris en charge par la Sécurité sociale ? Et quelles sont leurs obligations ? Doivent-ils par exemple, comme l'indiquent des bénéficiaires de Romans (Drôme) payer leur loyer et leur quitte d'électricité (pris auparavant en charge par les bureaux d'aide sociale ou des fonds spécifiques), ce qui réduit sensiblement le revenu réel disponible ?

G. H.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PÉNARROYA

#### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires de la Société minière et métallurgique de Penarroya se tiendront le lundi 27 juin 1988 à 10 h 30 dans les salons de la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique à Paris-7<sup>e</sup>.

L'Européenne de Banque, 21, rue La Fayette à Paris-9<sup>e</sup> (tél. : 42-47-81-32) substituée par Penarroya pour gérer le service de ses titres, est à la disposition des actionnaires pour leur fournir tous renseignements au sujet de ces assemblées.



### LES GRANDS MOULINS DE PARIS

Le Conseil d'administration s'est réuni le 4 mai pour examiner les comptes de l'exercice 1987. Pendant cet exercice, l'activité moutinière a subi un tassement important de ses marges sur le marché intérieur, principalement à cause de la médiocre qualité de la récolte 1987 et de la mauvaise tenue du marché des issues de meunerie. Par ailleurs, l'exportation, malgré une activité en progression, a subi, également un niveau des marges, l'incidence d'une intense concurrence internationale sur ses principaux marchés.

Les résultats de l'exercice 1987, au niveau social comme au niveau consolidé, traduisent donc les mauvaises performances de la division meunerie, qui n'ont pas été compensées les bénéfices du secteur Surgelés.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, en 1987, est de F 4 196 000 000 et le bénéfice net consolidé de F 2 300 000.

An niveau de la Société, le chiffre d'affaires est de F 2 046 000 000 et le bénéfice de F 1 100 000.

Dans la perspective d'une amélioration des conditions d'exploitation, en 1988, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer un dividende de F 5 par action, avant avoir fiscal, au lieu de F 7 pour l'exercice précédent.

### PEUGEOT S.A.

Les actionnaires de la société Peugeot S.A. seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16<sup>e</sup>, le 29 juin 1988 à 10 heures.

Les actionnaires qui n'assisteront pas à cette assemblée, et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, auprès d'un intermédiaire habilité, pourront demander à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, de lui envoyer ledit formulaire.

Les autres documents, dont les actionnaires peuvent demander à recevoir, leur seront adressés sur simple demande.

Toutes les demandes doivent être adressées au service des titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16<sup>e</sup>.

(Publicité)  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES**  
Direction de l'Administration Générale  
et de la Réglementation  
Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie

## AVIS

### D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE AUTOROUTE A 64 - « LA PYRENEENNE » BAYONNE - TOULOUSE Section TARBES-EST - PINAS

#### Enquête préalable :

- au retrait du caractère de route express de la Section TARBES-EST - PINAS de la liaison BAYONNE-TOULOUSE et à l'attribution du statut autoroutier,
- à la déclaration d'utilité publique des travaux du dispositif des échangeurs modifiés,
- à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de TOURNAY et LANNEMEZAN.

Le public est informé que, par arrêté de M. le préfet des Hautes-Pyrénées, en date du 20 mai 1988, a été prescrite l'ouverture d'une enquête conjointe portant sur l'attribution du statut autoroutier de la section TARBES-PINAS de la liaison BAYONNE-TOULOUSE sur la modification des échangeurs et la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de TOURNAY et LANNEMEZAN.

La commission d'enquête désignée par le président du Tribunal administratif de PAU est composée comme suit :

- Président : M. Claude Morel, ingénieur général honoraire du Génie rural, domicilié 74, chemin d'Odes à TARBES.

- Membres : M. Jean Graziani, technicien chef supérieur du Génie rural en retraite, domicilié 125, avenue du Régiment-de-Bigorre à TARBES.

M. le commandant Marcel Vallat, directeur départemental de la prévention routière, 53, rue Carnot à TARBES.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête resteront déposés à la préfecture des Hautes-Pyrénées à TARBES, pendant 30 jours consécutifs du 13 juin au 13 juillet 1988 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 45 (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au président de la commission d'enquête.

Toutes les correspondances devront être adressées à M. le président de la commission d'enquête, préfecture des Hautes-Pyrénées (Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie).

Pendant le même délai, un dossier avec registre subsidiaire restera déposé dans les mairies de TARBES, SEMEAC, BARBAZAN-DEBAT, ANGOS, CALAVANTE, MASCARAS, LHEZ, BORDES, TOURNAY, OZON, LANESPEDE, PERE, POUMAROUS, RICAUD, CAHARET, BEGOLE, LUTILHOS, MAUVEZIN, CAPVERN, LANNEMEZAN, PINAS, CANTAOUS, ESCALA, LA BARTHE-DE-NESTE, où ils seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les observations seront également reçues par un membre de la commission d'enquête à la préfecture des Hautes-Pyrénées à TARBES, les 11, 12, 13 juillet 1988 de 14 h 15 à 17 h 15.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête pourront être consultés dans les mairies des communes énumérées ci-dessus, à la sous-préfecture de BACNERES-DE-BICORRE et à la préfecture des Hautes-Pyrénées (Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie).

Lesdites conclusions pourront être communiquées à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande à M. le préfet des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 28 mai 1988

Le préfet  
Jacques Coiffé

سكزامن الأصل

# Économie

## SOCIAL

### Aides au reclassement et à la reconversion chez Renault

#### Les « décrets » en douceur de la Régie

(Suite de la première page.)

« Nous essayons avec des gens pour qui nous pensons qu'il faut faire plus », arguement de M. Claude Girault, directeur des relations sociales. « Ce sont des salariés de production qui n'ont pas démerité. En phase d'expansion, ils auraient pu rester. Mais ils ne le peuvent pas à cause de la situation de l'entreprise et de la productivité... »

« Leur travail n'est pas en cause », poursuit-il. « Ils sont en surnombre dans les secteurs les plus touchés. Plus d'avance dans la réduction d'effectifs, meilleure serait la qualité de ceux qui doivent partir... »

Raison de plus pour se séparer correctement et en donnant les chances d'une réussite; ailleurs. « Nous sommes partis de la conjonction de la motivation de la direction et de la propre volonté des candidats de tenter le coup », souligne encore M. Girault. « On paie ce qu'il faut et cela doit pouvoir se faire sans heurts », un peu à la manière des congés de formation-reclassement que M. Delebarre avait tenté d'instaurer en 1985.

L'action, programmée sur cinq mois, prévoit que les « cobayes » sont toujours salariés de la Régie pendant les deux premiers mois, sont rétribués normalement pendant leur préavis de deux mois, et, si nécessaire, sont suivis pendant un mois. Pendant toute cette phase, ils sont accompagnés par l'équipe de MOA et les conseillers de la Régie. La période d'essai dans la future entreprise est payée par Renault et, le cas échéant, la formation est fournie « uniquement pour l'adaptation à un emploi identifié ».

Des pompiers de l'emploi. Au long de cette épreuve, psychologiquement difficile, tout est fait pour rassurer et surtout faciliter par la prise de conscience la fin du mariage par une grande entreprise. De fait, les résultats sont plutôt encourageants. Une création d'entreprise est en cours. Huit travailleurs sont en période d'essai pour quatre postes de magasiniers, dont deux futurs caristes, deux préparateurs de voitures de location, un ouvrier d'entretien dans un garage et un monteur à lampes. « L'objectif est d'instaurer, reprend M. Girault, qui imagine la suite. Si ce marché la formule deviendra une démarche normale. Il nous faut des dispositifs de ce type quand les départs naturels ne suffisent plus. Il faudrait même que cela devienne une revendication... »

A Flins, où l'on a oublié les événements épiques de mai 1968, l'équipe de MOA s'est aussi mise au travail. MM. Christian Ménard et Daniel Cohen, déjà vieux routiers du « décretement collectif », y interviennent sans complexe, plutôt fiers de leur métier qu'ils n'assistent pas de tout un rôle de « licenciés ».

« Plutôt que rassurer, il faut mobiliser », prétendent ces pompiers de l'emploi en qu'on leur veut obliger cadres, dirigeants et salariés, coincés dans leurs habitudes ou leurs craintes « à regarder la réalité en face, à affronter le monde extérieur ».

Ils sont là pour faire sortir du cocon et provoquent l'électrochoc nécessaire pour l'entreprise elle-même, pour les travailleurs qui doivent vite reprendre confiance, le moment d'émotion passé. Cela n'est

pas toujours facile bien sûr, et passe par de brusques instants de tension, mais, affirmant-ils, l'impulsion donnée est salutaire. « Le porteur se remet dans une autre réalité progressivement. C'est gagné quand il commence à se positionner par rapport au marché du travail... »

Mais l'essentiel n'est pas là : il réside davantage dans la faculté des consultants — « souvent des commerciaux » — à donner de la crédibilité à leur action. Pour ce faire, et dès les premiers jours de leur arrivée, ils recherchent activement de l'emploi, font « du marketing direct » auprès des entreprises de la région et dénichent des postes comme des sources. « 60 % de l'emploi disponible n'apparaît pas dans les petites annonces ou à l'ANPE », prétendent MM. Christian Ménard et Daniel Cohen. « Il faut le révéler, faire des rapprochements et, au futur employeur, offrir un service de recrutement gratuit avec toutes les garanties. Non seulement il fait une bonne action, mais il réalise une bonne affaire... »

La réussite dépend de ce démarrage offensif. MOA se vante d'avoir un fichier de 10 000 entreprises. « Pour obtenir un reclassement, nous composons en moyenne dix postes valables et cent contacts », estiment les deux compères, qui annoncent « 80 % des cas résolus dans un bassin d'emplois normal pour une opération normale avec moins de deux cents personnes ». Mais il y a plus rassurant pour ces spécialistes du « service après-vente » de l'emploi : « Il y a un savoir-faire réel de l'OS que les petites entreprises découvrent vite... »

« Les employeurs qui ont embauché beaucoup de jeunes songent maintenant à se rééquilibrer avec des quarante-cinq-cinquante ans et plus... »

Comme M. Girault, ils pensent aussi que les grosses entreprises vont intégrer ces nouvelles procédures, disposer en leur sein de services spécialisés et en faire un élément permanent de leur politique sociale. « Chez Renault, nous avons déjà formé quatre-vingts conseillers, observent-ils. Il y a une forme de complicité entre la Régie et nous. Elle pompe ainsi un nouveau métier comme seule une vieille entreprise peut le faire en utilisant les services d'une petite boîte. Renault se modifiera comme ça... »

« Le « décretement collectif » est pourtant un outil parmi tant d'autres », fait remarquer M. Girault. Parallèlement en effet, la direction des affaires sociales a « rajouté un coup de turbo sur le mouvement naturel de turcs over ». Les fonctionnaires, qui fonctionnent dans des locaux distincts, à proximité de l'usine de Billancourt. Là, on s'adresse aux agents de production, aux techniciens BTS mais aussi aux cadres pour qui on organise la sortie discrète de l'entreprise ou la mutation.

Plus de 120 reclassements ont été effectués en utilisant en permanence les méthodes de la reconversion. Les offres d'emploi sont affichées, collationnées et surtout spécialement recherchées par une équipe. Le journal téléphonique hebdomadaire a reçu plus de 2 000 appels, tout comme le numéro de téléphone vert, signe évident d'un intérêt de la part du personnel.

Dernier exemple : 900 salariés de chez Renault ont créé ou repris une entreprise depuis trois ans sur les 1700 personnes repues, dont une forte proportion de cadres. Ainsi qu'on le dit à Boulogne-Billancourt, il s'agit, par toutes ces opérations, d'« ajouter un coup de turbo sur le mouvement naturel de turcs over ».

Une comparaison qui convient parfaitement pour une entreprise de l'automobile qui découvre les licenciements discrets.

ALAIN LEBEAUCHE.

#### Une population vieillissante

« La population Renault vieillit de 0,8 an par année », se lamentent M. Pradier, directeur du personnel et des affaires sociales du groupe, angoissé à l'idée de ce qui l'attend.

Si la situation financière s'améliore, si les résultats industriels sont confortants, l'avenir de la Régie pourrait, en effet, se lire dans l'évolution prévisible des courbes d'âge. Et les indices ne sont pas encourageants, ni socialement ni techniquement. Dans le secteur fabrication, la moyenne d'âge est actuellement de 39,7 ans, mais atteint les 44,2 ans à l'usine de Renault-Billancourt, alors que le site lui-même vieillit et que ses fabrications sont sur le déclin. Ailleurs, ce n'est guère mieux, à l'exception de Douai — « très bon » —, de Sandouville — « bon » — ou de Dreux — « la seule usine jeune, mais petite ».

A Clon, la situation n'est pas dramatique, mais pourrait le devenir à Orléans. Choisy-le-Roi prend de l'âge, en partie avec l'arrivée d'éléments en provenance de Billancourt. Flins, en revanche, commença

à se rider sérieusement et on assiste à un vieillissement important dans les secteurs de la carrosserie ou du montage.

En outre, un phénomène se conjugue avec la situation déjà délicate des ouvriers de production. Les métiers physiquement difficiles ont certes tendance à disparaître, mais ils sont occupés par des travailleurs moins jeunes qu'autrefois. Comme il y a peu d'apports nouveaux, les derniers arrivés ne voient pas le relèvement et ne peuvent espérer se déplacer vers des fonctions moins éprouvantes et plus qualifiées. Les espoirs professionnels se réduisent.

Faute d'embauche, des creux et des poches se constituent qui pourraient avoir des conséquences sur les évolutions. A Billancourt, il n'y a personne au-delà de cinquante-cinq ans, mais également au-dessous de vingt-cinq ans. Les plus forts effectifs sont âgés de trente-cinq à cinquante-quatre ans et comptent deux cents salariés, de vingt-cinq à

vingt-neuf ans, trois cents de trente à trente-quatre ans.

La renouvellement enfin ne se fait pas. Alors que, dans les belles années, la Régie recrutait de dix mille à quinze mille personnes, on a embauché mille trois cents salariés en 1987, soit 2 % des effectifs employés. L'essentiel de cet apport est allé vers la direction technique, les services commerciaux ou le réseau de vente. Hormis les vendeurs, il y a eu quatre cent seize cadres nouveaux, deux cent quarante techniciens ou employés, cent soixante ouvriers P2 embauchés, cent soixante ouvriers P2 embauchés, cent soixante ouvriers P2 embauchés.

Le compte des agents de production est vite fait : la Régie a embauché quarante ouvriers et huit P3, le complément étant le fait d'intérimaires.

Alors que la division automobile emploie plus de soixante-dix mille personnes, cette situation devient un facteur de blocage et cela se fera sentir encore davantage dans les prochaines années.

A.L.

# European spoken here

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : « La machine de traitement de l'information du monde » THE ECONOMIST, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES DES 4 PREMIERS MOIS DE 1988

« Hors SESA, le Groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé, pour les quatre premiers mois de l'année 1988, un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 1 420 millions de francs, soit une progression de 30 % par rapport à celui réalisé pendant la même période de l'exercice précédent (1 095 millions de francs). »

« A ce chiffre d'affaires il convient d'ajouter celui réalisé par le groupe SESA (dans lequel CAP GEMINI SOGETI vient de porter sa participation de 93 % à 100 %) qui est de 390 millions de francs. On peut rappeler que le chiffre d'affaires total prévu pour l'exercice 1988 pour l'ensemble CAP GEMINI SOGETI + SESA est de 5,4 milliards de francs. »

# Marchés financiers

## Ayant su répondre rapidement à la hausse du yen Les sociétés japonaises enregistrent de fortes augmentations de bénéfices

Un an sans succès. La hausse du yen avait limité les profits des entreprises japonaises en 1986. Les premiers résultats annoncés pour l'an passé (l'année fiscale 1987 se terminant le 31 mars au Japon) semblent prouver que les dispositifs mis en place, notamment les délocalisations des usines dans le Sud-Est asiatique et aux Etats-Unis, portent leurs fruits. En outre, les firmes nippones ont su tirer parti de la hausse du marché intérieur.

Mitsubishi Heavy Industries, le numéro un nippon de la mécanique, a annoncé un bénéfice avant impôts de 2,7 milliards de francs, en hausse de 200 %. Les pertes enregistrées sur des crédits en dollars et autres devises réduisent toutefois le profit net à 970 millions de francs. Mais pour 1988 un nouveau gain de 42 % est attendu par la direction. Hitachi Seiko (montres) a renoué, de son côté, avec les bénéfices (23 millions de francs) après une perte l'année précédente. Ce sont les ventes sur le marché intérieur qui

expliquent le rebond, les exportations ayant stagné.

Le succès des politiques d'économies menées et spectaculaire du côté des firmes d'électronique. Chez Fujitsu (ordinateurs), la hausse des profits atteint 97 % (1,2 milliard de francs) et elle devrait être de 32 % cette année. Nippon Electric Company (NEC) gagne, lui, 33 % (1,7 milliard de francs) grâce, là encore, aux ventes intérieures (+13 %), les exportations ayant décliné de 1,8 %. Toshiba, en gain de 56 % (1,7 milliard de francs), a tiré avantage de l'excellente tenue du marché mondial des semi-conducteurs. Malgré une chute des ventes de micro-ordinateurs aux Etats-Unis de 16 %, du fait des sanctions imposées par la Maison Blanche, la firme a obtenu néanmoins des exportations en hausse de 7 %. Sony, enfin, enregistre +46,8 % pour les profits nets (1,7 milliard de francs) et +357 % pour ses profits courants, dus à une hausse de 20 % des ventes sur le marché nippon.

### Présentés pour la première fois

## Les résultats de Philips-France en hausse de 8,8 %

Les temps changent. Après la publication récente par Michelin d'une superbe plaquette polychrome sur la recherche et l'innovation dans ses usines, une première mondiale pour la très secrète firme de Clermont-Ferrand, la Compagnie française Philips (CFP), traditionnellement pas très bavarde non plus, a présenté, elle, son premier rapport pour l'exercice écoulé à l'occasion d'une conférence de presse dirigée par son PDG M. Thierry Meyer. Les résultats de la filiale française du groupe néerlandais sont bien meilleurs que ses dirigeants ne l'attendaient, avec un bénéfice net de 705 millions de francs, en augmentation de 8,8 % pour un chiffre d'affaires de 21,49 milliards (+4,8 %).

Après trois années difficiles (1983 à 1985 incluses), l'amélioration constatée en 1986 avait laissé craindre que l'importante réorganisation entreprise dans les sociétés du groupe n'en soit le résultat. Ce qui était vrai. Mais la conjoncture dans les activités électroniques « grand public » et les composants a été solide et ses effets

se sont prolongés durant le premier semestre de 1987, « se conjuguant à ceux provenant de la nouvelle dynamique créée à l'intérieur de la maison », a souligné M. Meyer. Cependant, depuis la seconde moitié de 1987, la concurrence des pays asiatiques a pris un tour nouveau « avec l'implantation en Europe d'unités d'assemblage japonaises ou coréennes, qui créent peu de valeur ajoutée ».

Avec les postes TV de petits formats revendus dans les grandes surfaces à 1 750 F, la CFP a déjà perdu deux points de part sur le marché français de la télévision. M. Meyer juge la situation inquiétante, mais Philips se propose de réagir vigoureusement en comprimant ses marges. Le phénomène de rejet vis-à-vis des fabricants du Sud-Est asiatique est si fort que M. Meyer a précisé que si une firme japonaise surclassait sur l'OPA lancée par Thorn EMI sur Holophone (éclairage public), la CFP lui ferait immédiatement barrage.

A. D.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## VALEO CÈDE 66 % DE RONIS

VALEO cède 66 % de la société RONIS à ses principaux dirigeants dans le cadre d'une reprise d'entreprise par ses salariés (RES).

RONIS, qui se trouvait dans le périmètre de NEIMAN, groupe acquis par VALEO en novembre 1987, a réalisé au cours du dernier exercice un chiffre d'affaires de 180 millions de francs dans les activités de serrurerie pour le bâtiment, les meubles de bureau et la bagagerie. Ses sites et principal établissement sont à Lyon; elle emploie 578 salariés.



## CGI POURSUIT SA CROISSANCE DANS LA RENTABILITÉ.

- La première SSII européenne pour la production de progiciels.
- Un développement parallèle et équilibré des activités en ingénierie et en progiciels.

Pendant le premier semestre de son exercice, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> septembre 1987 au 29 février 1988, le chiffre d'affaires consolidé du groupe CGI-Informatique a augmenté de 123 millions de francs, atteignant la valeur de 409 millions de francs, ce qui représente une progression de 43 %.

Cette croissance est due pour 17 % à la croissance interne et pour 26 % à la croissance externe.

Le résultat net consolidé croît dans les mêmes proportions que le chiffre d'affaires.

La progression la plus forte a été constatée dans l'ingénierie (+20 millions de francs en croissance interne, +73 millions de francs dus à l'arrivée du groupe CR2A).

PACBASE, atelier de génie logiciel, et sa ligne micro enregistrée également de beaux succès, notamment avec PACDESIGN, station de travail pour le concepteur, qui compte à ce jour plus de 300 postes installés.

Enfin, l'exercice voit un bon démarrage de l'activité en Grande-Bretagne où le groupe a déjà enregistré 6 millions de francs de chiffre d'affaires.

### NEW-YORK, 26 mai ↑

#### Mieux orienté

Le bilan de la séance de jeudi à Wall Street s'est révélé finalement positif, après que les cours eurent évolué de façon très irrégulière. Tantôt en recul, tantôt en progrès, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 1 966,75, soit à 5,38 points au-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée est donc de qualité supérieure à ce qu'il paraît. Sur 1 900 valeurs traitées, 786 ont monté, 581 ont baissé et 533 n'ont pas varié.

L'annonce d'une hausse de l'indice de 3,9 % pour le premier trimestre n'a pas particulièrement dynamisé le marché, qui, au contraire, redoute une reprise de l'inflation, réduite avec l'accélération de la croissance. En fait, les meilleures dispositions de la Bourse américaine ont été surtout dues à l'intense activité sur le front des OPA, à l'annonce aussi par de nombreuses entreprises de dividendes majorés. Les professionnels se tablent toutefois pas sur un redressement durable des cours sans un raffermissement du marché obligataire. Au total, 164,26 millions de titres ont changé de mains, contre 138,31 millions la veille.

VALEURS	Cours de 26 mai	Cours de 25 mai
Alcoa	46 5/8	46 5/8
Allegis (ex-OR)	81 1/2	81
Amgen	28 1/8	28 1/8
Boeing	53 1/2	53 1/2
Chromalloy	28 5/8	28 7/8
DuPont de Nemours	40 3/4	40 3/4
Eastman Kodak	44	43 5/8
Exxon	38 3/8	38 3/8
General Electric	37 7/8	38
General Motors	73 3/8	72 7/8
IBM	108 1/2	108 1/2
ITT	49 5/8	47
Johnson & Johnson	42 3/4	42 1/2
Pfizer	37	37 1/4
Schlumberger	48 7/8	48 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
USX	80 3/4	80 3/4
Washington	81 7/8	81 7/8
Zeneca Corp.	81 7/8	81 7/8

### LONDRES, 26 mai =

#### Indécis

A l'issue de la veille, les cours des valeurs ont fluctué sans véritable direction jeudi 26 mai. L'indice FT a terminé en baisse de 0,3 point (-0,02 %) à 1 430,4. Dans une séance calme, 433 millions de titres ont été échangés, contre 258 millions mercredi. En début initial dans le sillage des places de New-York et de Tokyo, le marché à Londres a perdu d'abord sous l'effet de certaines valeurs opéables. A commencer par Rowntree, qui tout en faisant l'objet d'une OPA mensuelle de la part de Nestlé, a refusé la proposition d'un autre sucrier, Suchard. Cadbury Schweppes était également très convoité, certains investisseurs tablant sur son rachat par l'industriel allemand, qui s'engage lentement sa part dans le capital de cette firme agro-alimentaire. Rodam, spécialisée dans la fabrication de matériaux de construction, a déclaré un bénéfice impossible en 1987 en hausse de 41 % à 185,1 millions de livres (1,9 milliard de francs). Satchell and Co., la plus grande agence mondiale de publicité, a annoncé une progression de 12 % de son résultat semestriel, terminé fin mars à 63,1 millions de livres (700 millions de francs). Le résultat du groupe Rank Hovis McDougall (minoterie, boulangerie et alimentation) a vu son bénéfice semestriel augmenter de 37 %, à 72,5 millions de livres (730 millions de francs).

### FAITS ET RÉSULTATS

• Belgique: lancement d'un contrat à terme en emprunts publics. - La Kredietbank, troisième institution bancaire de Belgique, a lancé un contrat à terme ou « future » en emprunts publics belges, à l'instar de ce qui existe déjà en France (MATIF), dans d'autres pays européens et aux Etats-Unis. Il porte sur un emprunt notional au taux d'intérêt fixe de 8 % l'an et dont la valeur nominale (unité de cotation) est de 2,5 millions de francs belges (400 000 F). Ce contrat s'appuie sur un gisement de dix emprunts (huit emprunts d'Etat et deux emprunts du Fonds des routes). Chaque transaction porte généralement sur cinq contrats, soit un montant de 12,5 millions de francs belges (2 milliards de francs français).

• ELF poursuivra sa politique d'acquisition. - ELF-Aquitaine devrait améliorer ses résultats au premier semestre 1988 par rapport à l'an passé, a annoncé M. Michel Focqueur, président du groupe. Le résultat net devrait augmenter de 25 % par rapport à celui enregistré au premier semestre 1987 (2,2 milliards de francs), et la marge brute d'autofinancement atteindrait 8,5 milliards de francs, soit 21 % de mieux que l'an dernier. Le groupe, a ajouté M. Focqueur, devrait produire, en 1988, environ 35 millions de tonnes d'équivalent pétrole, soit 8,7 % de plus que l'an dernier, grâce à la mise en exploitation de nouveaux

### PARIS, 26 mai =

#### Sans surprise

Les investisseurs ont réagi sans surprise à l'annonce par Pierre Bédégouy d'une baisse d'un quart de point du taux d'intérvention de la Banque de France, ramené dorénavant à 7 %.

La veille, ils avaient largement anticipé cette nouvelle, et dans une ambiance euphorique la séance s'était terminée sur une hausse de 3,06 %. Jeudi, l'indicateur boursier restait aux alentours de +0,03 % dans un marché relativement moins animé que le jour précédent.

Sur le marché obligataire, beaucoup craignent l'évolution de l'environnement international, notamment outre-Atlantique, où pointent des craintes de reprises de l'inflation. Après avoir fortement réagi à l'annonce du ministre des finances, le contrat notional de septembre sur le MATIF réduisait ses gains en s'ajoutant de 0,75 à 101,75.

Au ras-de-champ du palais Brongniart, les valeurs bancaires profitaient le plus de cette nouvelle. Les hausses étaient alors conduites par la BAPF, les certificats d'investissement du Crédit lyonnais et de la BNP. Les valeurs étaient envoyées par Schneider, Merlin-Gérin et la Compagnie du Midi.

Les avis restent partagés sur l'issue de la bataille autour de Télé-mécanique. En l'absence d'accord entre Framatome et Schneider, le Conseil de Bourse de valeurs pourrait accepter l'offre d'OPA à 400 F, présentée par M. Pinson-Vieljeux. La décision, si elle était prise, serait vendue 27. D'où la baisse des titres Schneider et Merlin-Gérin, les professionnels craignant les problèmes en cas de rachat de la Télé-mécanique. Enfin, les autorités boursières ont décidé de lever, dès le 1<sup>er</sup> juin, les sanctions prises à l'encontre de la société de Bourse Louis Baudouin. Celle-ci, ayant changé d'actionnaires, prendra l'appellation de Finacor Bourse, du nom de son repaire.

### TOKYO, 27 mai ↓

#### Nouvelle baisse

Le Kalato-Cho s'est décidéement pas le bon ciel. La baisse, de nouveau, été au rendez-vous de la séance de ce vendredi. Amorce dès l'ouverture, elle s'est poursuivie toute la journée en s'accroissant sensiblement. L'indice Nikkei, en recul de 41,53 points à midi, s'établissait à 2 290,49 (-137,70 points), accusant ainsi un repli de 0,5 %.

L'accélération de la croissance aux Etats-Unis a passablement inquiété les investisseurs. Toute la journée, le rendement d'une hausse des taux d'intérêt au Nouveau Monde a donc circulé, empoisonnant littéralement l'atmosphère à Tokyo.

Seules quelques valeurs, dites spéculatives, ont progressé comme Mitsui Shipbuilding et Onoda Cement.

L'activité s'est accrue, et 1,3 milliard de titres ont changé de mains, contre 1,1 milliard la veille.

VALEURS	Cours de 26 mai	Cours de 27 mai
Aoi	640	648
Daifuku	1480	1450
Fujitsu	1200	1210
Fuji Xerox	1400	1300
Honda Motor	1880	1880
Imajima Electric	2380	2320
Isuzu	710	710
Sony Corp.	5210	5100
Toyota Motor	2300	2280

## PARIS

### Second marché (collection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
A.B.F.S.A.	234	234	U.R.	132 50	130
Amal & Associés	435	435	W2	133	130
Anglo	248	245	W. Metal Service	218	220
B.A.C.	480	445	La Compagnie Elect.	206	210 25
B. Dumas & Associés	260	275	Le gel bleu de nuit	243	240 25
B.I.C.M.	620	617	Les Investissements	243 70	248 50
B.I.P.	450	448	Luzac	140	146 50
Bolton	284	280	Maria Imhoff	236	236 50
Bouffé Technologies	721	720	Metallurg. Média	133	133
Bozell	1028	1028	Métallurgie Industrielle	300	312
Châles de Lyon	1276	1280	Métallurgie	127	127
Colson	626	626	M.I.M.M.	440	450
Coast Plus	475	481	Milva	213	211
Coiff	1130	1130	Novo-Orléans	486	486
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	282	280	Olivier Legoux	171 00	178 00
C.A.T.C.	128	127 10	On. Gant. Pa.	250	250
C.B.M.E.	723	720	Parsons (C. I. S. P.)	98 50	98 50
C.E. de Fr.	278	275	Reaumur	388	388
C.E.L.I.	682	600	Reaumur	810	820
C.E.P.F.	188	185	St-Gobain Packaging	1185	1171
C.F.P.-Communication	1255	1255	St-Hubert Médicam	182	184
C.G.I. Informatique	880	873	S.C.G.P.A.	180	208 00
Chemical Paper	469	448	Sagel	218	228
CHIM.	280	280	Sas-Atlas	555	548
Compagnie	288	280	S.E.P.	1104	1125
Confiance	885	885	S.E.P.A.	1100	1100
Coval	378 00	385	S.M.T. Sogel	230	220 00
Dals	138 00	138 00	Sodis	888	714
Danville	320	320	Soyat	285	283
Dassault	885	884	T.F.	218	220
Dauphin	845	845	Ulding	118	118
Dauphin-Lafit	820	801	Union Financ. de Fr.	430	430
Edison Indus.	120	120			
Eclair Industrie	21	20 70			
Ferret	830	830			
Gaillard	815	815			
Geoparc	800	800			
G.C.C.	227 80	221			
D.M.	182 40	180 70			

LA BOURSE SUR MINITEL  
**36-15 TAPEZ LE MONDE**

### Marché des options négociables le 26 mai 1988

Nombre de contrats : 9 639

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Accor	480	38	44	6	-
CCF	248	17	25	5	18
EF-Aquitaine	280	14	18	4	-
Lafarge-Capelle	1180	115	125	5	32
Micellin	140	42	46	6,18	1
Milva	1380	250	32	32	90
Enlève	360	29	39,50	2,50	11
Pragati	1800	65	90	15	45
Sabat-Cobain	480	36	42	6,50	-
Thomson-CSF	165	13	18,50	3	-

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 mai 1988  
Nombre de contrats : 94 416

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	dec. 88
Dernier	102,88	101,60	100,75
Précédent	102,75	101,50	100,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
100	1,85	1,94	0,64	1,25

### INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,76 F =		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)	
		Valeurs françaises : 25 mai 26 mai	
		Valeurs étrangères : 187,1	
		C° des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)	
		Indice général : 318 323	
		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
		25 mai 26 mai	
		Industrielles : 1961,37 1964,75	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		25 mai 26 mai	
		Industrielles : 1438,7 1438,4	
		Mines d'or : 216,9 216	
		Fonds d'Etat : 98,38 98,87	
		TOKYO	
		26 mai 27 mai	
		Nikkei Dow Jones : 2748,24 2728,0	
		Indice général : 2151,28 2132,3	

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou déq.			
SE-IL	5,7580	5,7580	- 15	- 38	- 5	- 115 - 35
3 ans	4,6513	4,6507	- 76	- 144	- 117	- 454 - 372
Yen (100)	4,6159	4,6159	+ 119	+ 134	+ 225	+ 263 + 790
DM	3,7800	3,7727	+ 180	+ 110	+ 265	+ 230 + 686 + 674
Flora	3,0185	3,0123	+ 76	+ 87	+ 150	+ 169 + 476 + 525
FR (100)	16,1640	16,1787	+ 117	+ 228	+ 288	+ 402 96 + 322
ES	4,9487	4,9435	+ 146	+ 145	+ 302	+ 329 + 932 + 1 815
L (1 000)	4,5394	4,5446	- 123	- 89	- 237	- 195 - 718 - 624
S	16,7662	16,7156	- 39	+ 23	- 67	+ 14 - 363 - 174

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	7 3/8		7 1/2		7 5/8		7 9/16		7 11/16		7 13/16		7 15/16	
	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3	1	3
DM	3 7/8	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/8	3 3/8	3 3/2	3 3/2	3 11/16	3 11/16	3 11/16	3 11/16	3 11/16	3 11/16
FR	3 3/4	3 1/8	3 7/8	3 7/8	4	4	4 1/8	4 1/8	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16	4 3/16
ES	3 3/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L (1 000)	9 3/8	10 1/4	9 7/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 1/2	10 1/2	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
S	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7					

صكنا من الأصل

PARIS

Marchés financiers

BOURSE DU 26 MAI

Cours relevés à 17 h 30

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Différence', and 'Cours relevés à 17 h 30'.

Comptant (indication) SICAV (indication) 26/5

Table with multiple columns for 'Comptant', 'SICAV', and '26/5' sections, listing various financial instruments and their values.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' containing exchange rates and gold market data.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

• : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu

LETTRES BRES

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Le sommet de l'OUA à Addis-Abeba. 9 Afghanistan : la libération d'Alain Guillo serait imminente. 6-7 Les changements en Union soviétique et le sommet de Moscou. 7 Les négociations sur le Nicaragua.	10-11 La préparation des élections législatives. 13 La situation en Nouvelle-Calédonie. <b>DÉBATS</b> 2 « Les villes sont à réinventer », par Gérard Blanc : « L'implicite érosion de la droite », par Pierre de Boisdeffre.	14 M. Pierre Joxe en visite à Madrid. - Sursis confirmé pour l'expulsion de cinq iraniens. 16 Sports : le tournoi de Roland-Garros.	23 Deux festivals en Allemagne : le théâtre français à Sarrebruck et le théâtre pour la jeunesse à Munich. 24 « Le Palais-Royal » au musée Carnavalet. 25 Communication.	30 Brutale polémique sur les chiffres du chômage. - Le débat sur les nationalisations et les privatisations. 32 Tensions sociales et concertation. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements... 2 Annonces classées... 28 Campus... 28 Carnet... 28 Loto... 28 Météorologie... 28 Mots croisés... 22 Philatélie... 27 Radio-télévision... 28 Spectacles... 28	● Législatives : tous les sondages... TELO ● Admissibilité aux grandes écoles... ECOLES ● Les jeux du Monde... JEUX Actualité International, Chèques, Bourses, Abonnements... 3615 Tapez LEMONDE

## LIBAN

### L'armée syrienne devait entrer vendredi à Beyrouth-Sud

Le chef des services de renseignement de l'armée syrienne au Liban, le général Ghazi Kanaan, a échappé jeudi soir 26 mai à un attentat dans la banlieue chiite de Beyrouth. Il venait de confirmer de début du déploiement vendredi de ses troupes dans cette banlieue, « sur la ligne de démarcation entre les belligérants », les chiites pro-syriens du mouvement Amal et les chiites pro-iraniens du Hezbollah.

BEYROUTH  
de notre correspondant

L'opération devait commencer vendredi 27 mai vers 11 heures du matin et s'étaler sur deux jours. Tout d'abord, deux colonnes syriennes pénétrèrent dans la banlieue sud et prendront position aux points encore chauds - Ghobeiri, Chyah, Moawad - où se trouvent les nouvelles lignes de démarcation entre le Hezbollah et Amal. Ensuite, des troupes supplémentaires seront appelées à se déployer dans le reste de la banlieue sud, là où le Hezbollah est maître, sauf le long des lignes de démarcation qui séparent les sectes chrétienne et musulmane. Il n'est cependant pas très clair si, du côté banlieue sud, c'est la sixième brigade de l'armée libanaise qui s'installe comme cela a été annoncé ou les milices, c'est-à-dire Amal et le Hezbollah, puisqu'il est prévu qu'elles refinent vers ce secteur.

Il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer l'ampleur et l'importance du déploiement syrien. Selon des renseignements qui paraissent fiables, celui-ci se situerait entre la présence symbolique et l'implantation en force. Tel serait le résultat des difficiles tractations engagées par Damas avec des émissaires iraniens

et une délégation du Hezbollah qui a été reçue à Latakia par le président Assad. Selon certaines indications, la présence syrienne serait dense et sévère le long des nouvelles lignes de démarcation interchiites, mais légère dans le territoire acquis par les intégristes, qui y demeureraient de facto libres de leurs mouvements. Les stages occidentaux s'y trouvent selon toute vraisemblance.

Le plan et le calendrier des déploiements n'ont pas été remis en question par l'attentat de jeudi soir. Le général Ghazi Kanaan, qui se trouvait au volant de la voiture mitraillée, a d'ailleurs déclaré ne s'être aperçu de rien, alors que le général Beyraktar, commandant des troupes syriennes au Liban, se contentait de préciser que la voiture dans laquelle il se trouvait au côté du général Kanaan avait été touchée par des dizaines de balles. Les deux autres passagers de la voiture étaient le général Ali Hammoud, chef des « observateurs » syriens et le général Zohair Moussattar. A eux quatre, ils représentaient l'essentiel du commandement syrien au Liban, qui eût été décapité s'ils avaient été tués.

### Un défi à Damas

La voiture des quatre officiers ouvrait un convoi qui revenait de la banlieue sud après une visite à Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah à son domicile de Bir-el-Abeid, lorsque, peu avant de déboucher sur le rond-point du boulevard de l'aéroport et d'atteindre, donc, les lignes syriennes, elle fut prise sous un feu nourri de mitrailleuses lourdes et légères. Le général Kanaan, qui roulait à très faible allure entre les deux véhicules, fut touché à la suite des combats, a secouru à fond et s'est sorti en quelques secondes du secteur dangereux. Une voiture

d'escorte l'a suivi. Les trois autres sont restées clouées sur place. Toutes ont été atteintes. Lorsqu'une cinquantaine d'hommes en armes les ont entourés et que les passagers se sont fait connaître, ils les ont laissés partir.

Toute la scène s'est déroulée dans une zone dont le Hezbollah a pris le contrôle. Entre-temps les quatre généraux atteignaient un poste syrien, et la voiture d'escorte leur signalait que le réservoir de leur véhicule était transpercé et risquait d'exploser. Ils changeaient de voiture et continuaient leur programme de visites en se rendant chez le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Mohamed Modli Chamseddine. Ils avaient été en fait sauvés par le blindage de leur voiture.

A ceux qui font valoir que le convoi n'était pas visé mais qu'il avait été attaqué parce qu'il passait dans une zone d'hostilités, on rétorque, de source syrienne, que son passage avait été dûment signalé et que, de surcroît, il avait déjà emprunté à l'aller le même trajet et suivait au retour rigoureusement le même itinéraire. Damas aurait exigé que les coupables lui soient livrés.

S'il s'agit bien d'un attentat, comme on le pense, il est perçu à Beyrouth-Ouest comme un défi à l'autorité syrienne, et s'il apparaît qu'il avait pour but de mitrailler la voiture et non de tuer ses passagers - puisqu'il est connu que le Mercedes du général Kanaan est blindé, - l'opération serait un coup de semonce destiné à rappeler les limites du déploiement syrien dans la banlieue sud. C'est un fait que la Syrie n'a pu y pénétrer qu'après avoir reçu l'aval de l'Iran, et pour cela avoir patiemment attendu durant près de deux semaines. Si elle a fini par obtenir satisfaction et si elle s'est volontairement, elle n'a pu faire qu'un acte d'autorité mitigé.

LUCIEN GEORGE.

## M. Reagan en Finlande

### Manifestations d'organisations juives américaines à Helsinki

HELSINKI  
de notre envoyé spécial

Un rabbin dans une cage, devant la cathédrale luthérienne d'Helsinki, et des manifestants en treillis à rayures de prisonniers : c'est l'une des nombreuses manifestations organisées durant l'absence finlandaise du président Reagan avant le sommet de Moscou, par des groupes d'activistes juifs, venus spécialement des Etats-Unis pour attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur la situation de leurs quatre cent mille coreligionnaires d'Union soviétique.

Deux mouvements - la Conférence nationale sur les juifs d'Union soviétique (NCSJ) et l'Action d'Helsinki pour libérer les juifs soviétiques - tiennent, pendant trois jours, hearings, conférences de presse et services religieux. Ces manifestations sont destinées à appuyer l'un des éléments essentiels du discours que devait prononcer le président Reagan vendredi prochain à Helsinki, au palais finlandais d'Helsinki : la question des droits de l'homme, l'une des « corbeilles » de l'Acte final de la CSCE.

Le poste-parole du NCSJ, qui représente cinquante organisations nationales juives aux Etats-Unis, reconnaît que la situation des juifs d'Union soviétique n'est pas une question d'importance majeure pour le monde, mais il espère que M. Reagan abordera le sujet à Moscou dans ses entretiens avec M. Gorbatchev. Des progrès cependant sont relevés : 8 155 juifs ont obtenu l'autorisation de quitter l'Union soviétique en 1987, contre 914 en 1986.

FRANÇOISE NETO.

## Sur le vif

### Piquette

Faut pas me parler, là, aujourd'hui, je suis d'un humeur de chien. Vendez l'Humidité ! A un point ! Vous pouvez pas savoir. Pourquoi ? Parce que ce concours de croûtes, le concours du vin, organisé à l'automne, dans nos colonies.

Je regarde les premières questions. Facile ! Surtout pour quelqu'un comme moi, qui aille son capitaine de Position à chaque repas. C'était des trucs du genre : c'est quoi, la choréose ? Evident ! La maladie des os du pied de vigne. Et le blanc de blanc ? C'est un produit pour nettoyer les cuves. Et le vin de messe, ça vient d'où ? Des vignes du Seigneur. Et la femme à Marx est malade, Engels lui envoie du médecin, lequel ? Alors, là !

Je dégringole demander aux copains des informations générales. Ils m'envoient pater. Parait que j'ai pas le droit de concourir vu que je boise toi. C'était marqué dans le règlement, mais, bon, ça m'avait échappé. Ramenez, c'est normal, avec moi, ils avaient pas une chance, les participants. Bon, je vais m'arranger autrement. Mettre ma belle-sœur sur le coup. Elle hérite, des fois que ça lui donnerait des idées.

Elle a 3 kilos à perdre, alors Bédouit, Bédouit, Bédouit. J'insiste. Elle accepte. Et elle se casse le nez. Elle se précipite dans je ne sais plus quel musée pour voir l'original du menu servi je ne sais plus quand à je ne sais plus quel général américain. Rien. La vitrine était vide. Un des concurrents l'avait volé, ce truc. Parait qu'à Beaubourg ils ont fait après de barbouiller des documents pour que les autres puissent pas les consulter. Dégoûtés, on abandonne.

Là-dessus, hier, en fin d'après-midi, distribution des prix dans le bureau du dirco. Et ça, c'est qui doit les remettre, les prix ? C'est Bibi. A qui ? A un mec qui m'a tout copié. Si, si, j'étais plus d'une certaine à plancher, dernière épreuve, sur les devoirs de la civilisation envers le pinard.

Lui, il y va d'un à la manière de moi, en parlant de mon Mimé, tout ça. Et il décroche le gros lot. Forcément. Encore une chance que j'ai pas laissé traîner mes réponses aux questions du début. Il me les aurait piquées aussi sec. Il y en a, je vous jure, ils recourent devant rien pour gagner un concours.

CLAUDE SARRAUTE.

### Mort de la comédienne Barbara Laage

La comédienne française Barbara Laage vient de mourir à Deauville. Elle était âgée de soixante-sept ans.

De père finlandais, de mère française, Barbara Laage fait ses débuts au théâtre après avoir suivi les cours de René Simon et de Raymond Rouleau. Elle est remarquée par le magazine *Life* et tourne aux Etats-Unis *L'Indompté*, de Robert Z. Leonard, avec Barbara Stanwick, en 1948.

Mais c'est à son retour en France qu'elle connaît la célébrité en jouant, avec Marcel Pagliero, *Le Pêcheur respectueux*, d'après la pièce de Jean-Paul Sartre. Elle travaille ensuite sous la direction de Martin Ritt, Yves Ciampi, Anatole Litvak, Bernard Borderie... Elle abandonne le métier de comédienne au début des années 70 et se retire à Deauville, chez sa sœur, qui l'a amenée à la polyclinique et y a deux semaines, inattendu, Barbara Laage est morte sans avoir repris connaissance.

Le numéro de « Monde » daté 27 mai 1988 a été tiré à 558 357 exemplaires

Indispensable à savoir : **TISSUS D'AMBIEMENT. LA JUNGLE DES PRIX !** Les prix, dans les tissus d'ameublement, c'est tout et s'importe quoi ! Il y a des prix ridiculement bas, mais pour tissus assez laids dont personne ne veut. Il y a des prix « négligeables » pour des tissus courants mais devenus « sublimes » grâce aux modalités et à la fabrication. On ne s'y retrouve plus ! Alors faites-vous une idée sérieuse. Chez Rodin, on ne néglige rien dans un tissu, ni la qualité, ni la création, ni son prix...  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

CONVERTIBLE ROBUSTE ET PEU ENCOMBRANT  
1 ou 2 places  
Librie 025-020-120 et 140  
GRAND CHOIX  
MODELE EXCLUSIF  
**CAPÉLOU**  
37, AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS  
TEL. 43 87 46 39 • METRO PARMENTIER

### La Grèce et la Turquie signent des accords économiques et culturels

Athènes et Ankara amorcés ces derniers mois, M. Kalfeci a insisté sur la responsabilité de la presse et invité les journalistes grecs et turcs à faire preuve de modération dans leurs commentaires sur les litiges qui opposent ces deux pays. Le document insiste sur l'importance des relations culturelles et annonce une coopération originale tendant à réviser les « éléments manichéens » des livres concernant les deux peuples, en particulier dans l'enseignement secondaire.

Dans la capitale grecque, la commission mixte chargée des questions politiques devait achever ses travaux dans la matinée du 27 mai. Le ministre grec des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias et son homologue turc, M. Mesut Yilmaz, ont adopté, semble-t-il, une série de mesures de « bonne conduite » destinées à confirmer le dégel des relations bilatérales.

### En Catalogne

#### Attentat contre un candidat aux élections régionales

Le secrétaire général du Parti andalou en Catalogne, M. Carlos Orejon, tête de liste de son mouvement aux élections régionales de dimanche, a été blessé dans un attentat dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 mai en plein centre de Barcelone. Atteint au bras de plusieurs coups de revolver, il est parvenu à se réfugier sous le porche d'un immeuble.

L'attentat a été revendiqué quelques instants plus tard par l'organisation indépendantiste catalane Terra Llura, mais la police ne semblait pas accorder, vendredi, beaucoup de crédit à cette revendication.

(Lire page 4 l'article de notre correspondant THIERRY MALINIAK.)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 mai

### Consolidation

La semaine s'achève sur une note ferme à la Bourse de Paris où, durant la matinée, le marché demeurait bien orienté. L'indicateur instantané progressait de 0,31 % dans cette séance qui devrait consolider l'excellente performance des journées précédentes. Parmi les plus fortes hausses figuraient Alspis (+ 3,79 %), Sommer-Allibert (+ 3,18 %), Penarroya (+ 3,13 %) et Schneider (+ 3,07 %).

## FÊTE DES MÈRES

**Aldebert**  
Joaillier

vous invite dans ses magasins à une vente de montres et de bijoux

"EXCLUSIFS ET À PRIX SPÉCIAUX"

du mardi 24 mai  
au mardi 31 mai 1988

### PARIS

J. Bernard 6, rue du Fg-St-Honoré

70, rue du Fg-St-Honoré

1, bd de la Madeleine

16, place Vendôme

Palais des Congrès

### CANNES

19, La Croisette

A B C D F G H

Pour votre **DEMEMAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE **demeco**  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

حزب الامن الاصل

